

Supplément Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14531 - 6 F

JEUDI 17 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE ★★

Le retour de M. Eltsine

Il était urgent, pour M. Eltsine, de reprendre les rênes. Après son sans-faute pendant les journées d'août à Moscou, le président charismatique de la Russie avait surpris tout son monde en disparaissant pendant près de trois semaines pour de mystérieuses vacances, prenant le risque de ranimer les rumeurs récurrentes sur son mauvais état de santé et, surtout, de semer la confusion dans son entourage immédiat, qui ne parvenait même plus à le joindre.

Les déclarations du président russe à la télévision soviétique, mardi 15 octobre, marquent une première étape. Ainsi, la mise en ordre au sein des institutions de Russie - on peut même parler de remise au pas, tant les désaccords ont été aigus entre les divers responsables - devra attendre la nomination d'un nouveau premier ministre en remplacement de M. Silov, qui a émigré dans le camp fédéral. Il reste à voir également comment ce premier ministre s'y prendra pour mener à bien « d'ici un mois » la libération des prix, comme l'a promis M. Eltsine, et encore si la création annoncée d'un «rouble russe» offrira à ces nouveaux prix une protection suffisante face aux autres Républiques moins avancées dans la mise en place d'une économie de marché.

Plus claire en revanche est la ligne annoncée par le président russe dans ses rapports avec le «centre». Prenant une position médiane entre celles, contradictoires, de ses divers conseillers, M. Eltsine ne refuse pas le maintien d'institutions fédérales, mais il fera son choix en coupant les vivres aux ministères qu'il jugera inutiles. Autrement dit, la Russie dictera au «centre» les conditions de sa survie, quitte à s'entendre à ce sujet avec les autres Républiques. Autrement dit encore, ce «centre» deviendra l'objet de négociations, et il ne sera plus l'acteur majeur qu'il était autrefois.

La réforme - toujours en panne - de l'économie soviétique implique la destruction d'une Fédération qui constituait, en fait, une République de plus dans l'ensemble existant : une République en forme d'archipel réparti sur l'ensemble du territoire, mais surtout en Russie. C'était précisément, comme le disait dans ces colonnes le ministre russe des affaires étrangères, la coexistence de deux bureaucraties concurrentes sur un même territoire qui entravait tout progrès, voire toute action.

Les premières victimes des changements apportés par M. Eltsine seront donc les ministères fédéraux dits «sectoriels», prototypes du système dit «de commandement administratif» qui continue d'écraser l'économie soviétique. A plus long terme, c'est une Fédération encore plus souple, partageant seulement quelques fonctions de diplomatie et de défense et assurant un minimum de coopération «à la carte» dans les autres domaines, que promet M. Eltsine. Et M. Gorbatchev devra d'autant plus s'en accommoder que presque toutes les autres Républiques sont encore plus décidées que le président russe à s'engager dans cette voie.

Lire l'article de JAN KRAUZE page 3

M0147 - 1017 0 - 6.00 F



Soucieux de donner une «nouvelle impulsion» au projet d'union politique

MM. Mitterrand et Kohl proposent de renforcer les responsabilités européennes en matière de défense

La France et l'Allemagne ont rendu public, mercredi 16 octobre à midi, le contenu d'une importante initiative commune sur la politique étrangère et la défense européenne comportant quatre projets de texte que ces deux pays souhaitent voir débattre par les Douze dans la perspective du sommet euro-

péen de Maastricht, les 9 et 10 décembre. S'affirmant soucieux de donner une «nouvelle impulsion» au projet d'union politique, M. Kohl et M. Mitterrand proposent notamment de renforcer la coopération entre l'Alliance atlantique et l'Union de l'Europe occidentale, ainsi que la coopération militaire franco-allemande.

«Réussir Maastricht»

par Jacques Amalric et Jean-Pierre Langellier

«Une preuve supplémentaire de la persévérance franco-allemande». C'est ainsi qu'on résumait du côté français, mardi soir 15 octobre, le sens de la nouvelle démarche que viennent d'effectuer MM. François Mitterrand et Helmut Kohl pour tenter, quelques semaines avant le Conseil européen de Maastricht, de recadrer le débat en cours sur l'Union politique.

Pour «réussir Maastricht», face aux filipittes des uns et à la sourde opposition des autres

- essentiellement des Britanniques et des Américains, peu soucieux de voir apparaître un centre de décision militaire européen - le président de la République et le chancelier répètent solennellement qu'il est «important que les Européens montrent clairement, par des décisions concrètes et des mesures institutionnelles, qu'ils veulent prendre des responsabilités plus grandes dans les domaines de la sécurité et de la défense».

Lire la suite, la lettre de MM. Kohl et Mitterrand, les projets de textes et l'article de JACQUES ISNARD pages 4 et 5

Le prix Nobel de physique à Pierre-Gilles de Gennes

Le chercheur français a été récompensé pour ses travaux sur les cristaux liquides et les polymères. Le prix Nobel de chimie couronne le Suisse Richard Ernst

La démission de M. Quillot

Le maire démissionnaire de Clermont-Ferrand reçu par M. Mitterrand. Une ville sous le choc

Le juge Thomas confirmé

Faible majorité au Sénat américain en faveur du nouveau membre de la Cour suprême

Une réforme de la procédure pénale

M. Sapin propose le renforcement des droits de la défense et la suppression de l'inculpation

ARTS ♦ SPECTACLES

La world music, dernière tentation de l'Occident

Notes sur la planète. L'aviation, la politique et les ordinateurs. Idées longues et vision courte. Elections, piège à sons. Symphonie pour une fusion. Le désordre et la cruauté

pages 19 à 30

«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 42

«Le Monde des carrières», pages 34-35

La sélection immobilière, pages 36-37

Les enfants de la guerre d'Algérie

La 17 octobre 1981, cinq mois avant la fin de la guerre d'Algérie, un défilé pacifique à Paris, organisé par le FLN pour protester contre le couvre-feu imposé aux seuls Algériens par le préfet de police, M. Maurice Papon, est violemment réprimé par la police.

Des milliers d'Algériens sont interpellés et parqués. D'autres sont traqués, passés à tabac, voire abattus ou noyés dans la Seine. Le nombre total de victimes algériennes, évalué à deux cents par le FLN, est en tout cas largement supérieur au bilan officiel, jamais rectifié, qui fait état de six morts et de quarante blessés.

Une manifestation, un film et plusieurs livres marquent l'anniversaire de cette «rétention» en plein Paris.

Trente ans après, les bours, les fils de harkis et de pieds-noirs cherchent dans le passé de leurs parents l'espérance d'une intégration apaisée.

Lire les articles de PHILIPPE BERNARD et d'ALAIN JACOB page 13



Haro sur l'école...

Les critiques contre l'éducation nationale se multiplient à nouveau. Non sans démagogie

par Gérard Courtois

Cela fait longtemps que le chœur des pleureuses se lamente sur les catastrophes qui menacent notre système scolaire. Loin d'un âge d'or aussi émuivant que mythique, l'école serait devenue, en France, une sorte de continent à la dérive, vétuste et poussiéreux, menacé de paralysie ou d'implosion par son gigantisme, miné par l'ambition d'amener jusqu'au collège - maintenant jusqu'au lycée - la quasi-totalité des jeunes.

Plus que jamais, pourtant, la caricature le dispute à la mauvaise foi. Intellectuels en mal de croisades, éditorialistes grisés par les titres-chocs, responsables politiques peu avertis de démagogie ou patrons trop heureux de

ne plus servir de bons émissaires au chômage des jeunes : chacun apporte aujourd'hui sa touche à un tableau qui se veut apocalyptique. La France, en un mot, serait malade de son école.

Pour les uns, notre enseignement est victime de «l'utopie marxiste» poursuivie depuis trente ans, voire davantage. L'égalitarisme, voilà le mal, depuis le plan Langevin-Wallon, de 1945, jusqu'à la loi d'orientation de 1989 qui prévoyait de conduire 80 % des jeunes au niveau du baccalauréat.

Pour les autres, et cela se tient, l'éducation nationale est devenue une sorte d'effrayante colonie collectiviste, installée au cœur de la nation et contrôlée, en toute impunité, par la «corporation» des syndicats d'ensei-

gnants. Bref, lancent ces nouveaux maîtres à penser, il convient de «désocialiser» l'école.

Et chacun de se pencher, avec quelle sollicitude ! sur le sort de ces malheureux professeurs, bafoués, bradés, transformés en «animaux sociaux». Tragédie dérivée de la réforme, selon ses censeurs, l'installation, à cette rentrée, de nouveaux instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Sous prétexte de former les futurs enseignants à leur métier, les initiateurs de cette réforme, ministère de l'éducation nationale en tête, n'auraient qu'une ambition : la revanche des pédagogues, la mort du savoir et des disciplines, la défaite de la pensée.

Lire la suite page 15

Le séisme des régionales

Le scrutin de 1992 marquera une étape décisive dans le processus de recomposition de la vie politique

par Jérôme Jaffré

Les élections régionales de 1992 ne ressembleront pas à celles de 1986. Pour leur première édition il y a six ans, elles avaient été une copie conforme de l'élection des députés organisée le même jour : forte participation (21,8 % d'abstentions seulement), listes en nombre limité et pratiquement identiques dans chaque département à celles des législatives, domination des «partis de gouvernement» (PS, UDF, RPR) avec 51,5 % des électeurs inscrits et 68,4 % des suffrages exprimés (1).

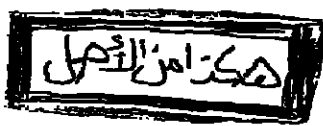
Aujourd'hui, les conditions du scrutin et le système politique ont changé. Les élections régionales auront lieu le même jour que les cantonales, scrutin de

faible participation organisé dans la moitié du pays sous la règle du scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Il est clair que la participation électorale sera faible et que l'offre électorale ne sera plus structurée par une compétition supérieure, comme ce fut le cas il y a six ans avec les législatives.

Au surplus, depuis les élections européennes de 1989, le système des partis est bouleversé : il y a affaiblissement de l'UDF et du RPR (39,4 % des suffrages exprimés aux régionales de 1986), chute du Parti socialiste (29,4 %), affirmation du Front national (9,7 %) et envolée des écologistes (2,4 %).

Lire la suite page 11

(1) Sur l'élection de 1986, on peut consulter Régions : le baptême des urnes, P. Perrineau dir., Éditions Pedone.



2 Le Monde • Jeudi 17 octobre 1991 •

DÉBATS

Les bouleversements à l'Est

Les souffrances des autres

par Alfred Grosser

FACE aux déchaînements sanglants qui ravagent ou menacent de ravager l'Est de l'Europe, nous avons coutume de proclamer notre différence. Nous, nous sommes universalistes et croyons que tout homme vaut tout homme, que la dignité de la personne humaine est infiniment respectable. Nous, nous nous laissons guider par la raison qui appelle la cohérence du jugement, l'application à tous des mêmes exigences, des mêmes règles.

S'il en est ainsi, prouvons-le ! En particulier en démontrant une pleine compréhension pour la souffrance des autres, de ceux qui ne font pas partie de nos propres groupes d'appartenance. Les souffrances passées qui pèsent sur les mémoires comme les souffrances présentes qu'il faut chercher à faire cesser.

Ne serait-ce qu'en raisonnant juste, ce qui appelle déjà à ne jamais généraliser. Regardez l'attentat contre le pape Jean-Paul II, sur ce que serait le « véritable » islam. Or celui-ci est à la fois religion de spiritualité, telle que la veut nombre de ses théologues et de nos islamistes, et intégrisme haineux, répressif, meurtrier. Comme l'Eglise était à la fois celle de saint François et celle de l'inquisiteur. Il importe de faire connaître le premier aspect à tous ceux qui, assurant l'islam au crime, provoquent chez nous la haine contre les musulmans, avec les souffrances qu'elle entraîne pour eux. Mais peu importe aux victimes des répressions et des exécutions que les tolérants existent : nier les souffrances que l'islam au pouvoir impose, c'est accepter la multiplication des souffrants.

Dans ce qui fut la Yougoslavie, les laïques ethniques aboutissent à la négation de toute autre appartenance, notamment la chrétienne, réduite à n'être qu'appartenance confessionnelle

ethniquement marquée. Avez-vous vu voici quelques semaines les interviews télévisées d'un prêtre orthodoxe serbe et d'un prêtre catholique croate ? Comme ils étaient sûrs de la justesse de la cause de leur nationalité, de la pureté négative du camp d'en face ! A l'image des évêques et des pasteurs de France et d'Allemagne en 1914.

Ne regarder que les souffrances passées, présentes ou potentielles, de la communauté d'appartenance privilégiée, n'est-ce pas aussi la tentation constante des organisations juives et de nombre de juifs individuels ? Il est légitime de tout faire pour que soit enfin adossé à l'Union soviétique que le massacre de Babi Yar fut commis sur des juifs. Il est compréhensible qu'on s'inquiète davantage du sort possible d'hommes et de femmes dont on se sent particulièrement proche - à condition de ne pas paraître se désintéresser, moins encore de se désolidariser vraiment des souffrances subies par d'autres, plus nombreux et même plus atteints. Sinon, à quel bon se réclamer de valeurs universelles ?

Lorsque Valéry Giscard d'Estaing semble croire qu'il ne perd rien du « suffrage juif », s'il assure qu'en ayant recours au terrible mot « sang », il n'aurait pas entendu discriminer les juifs, n'est-ce pas parce qu'il a pu avoir l'impression que la sensibilité antijuive de la communauté juive privilégiée à l'extrême l'antisémitisme ? En France et dans les questions posées sur la vague xénophobe en Allemagne ou sur l'Ukraine confrontée à son passé avec les millions de victimes non-juives de Staline ? Et n'est-ce pas ce privilège anti-universel que l'on trouve dans la phrase pour le moins maladroite de Serge Moati dans une interview à *Télérama* : « J'ai appris qu'entre ceux qui

disent « les nazis n'ont pas exterminé que les juifs » et ceux qui affirment « les nazis n'ont pas exterminé les juifs », il n'y a qu'une différence d'intensité » ?

Un geste de l'Allemagne

Faut-il alors accuser de « révisionnisme » les députés de la première (et dernière) Chambre du peuple librement élue de la République démocratique allemande lorsqu'ils ont unanimement adopté, le 12 avril 1990, une longue motion par laquelle ils priaient en chœur, contrairement aux dirigeants des quarante années antérieures, tous les crimes commis au nom de l'Allemagne, toutes les souffrances infligées par des Allemands ? Le point demandait pardon aux juifs et à Israël pour les silences communistes et évoquait la honte à porter pour le génocide. Mais les sections suivantes rappelaient les horreurs commises contre les habitants de l'URSS, les massacres de Polonais, et aussi la participation de la RDA à la répression du « printemps de Prague » en 1968. Les députés devenaient-ils, au nom d'Auschwitz, ne pas combattre le racisme antijew qui n'est, hélas, pas plus complètement éteint dans leur pays que l'antisémitisme ?

La motion montrait en fait la bonne voie. Celle qu'avait déjà empruntée en octobre 1989 Václav Havel - alors que rien ne l'y obligeait - lorsque, dans une lettre au président Richard von Weizsäcker, il écrivait ce qu'il allait répéter une fois devenu président de la République : « L'expulsion des trois millions d'Allemands des Sudètes en 1945/47 m'a toujours paru un acte profondément immoral qui a été dommageable non seulement aux Allemands, mais aussi aux

Tchèques, moralement autant que matériellement. Répondre au mal par le mal ne revient pas à écarteler le mal, mais à l'élargir. »

Le rappel du passé n'a pas pour fonction de porter accusation contre les hommes et les femmes du présent. Il doit simplement faire comprendre le poids des souffrances qui pèsent sur la mémoire collective de telle ou telle communauté. La vraie guerre d'Algérie, enfin présente à notre télévision, c'est, face aux plus passionnés partisans rétrospectifs de la décolonisation, rappeler le souvenir de la cruauté du F.L.N. contre les pieds-noirs, telle que peuvent la ressentir encore les arrivants en métropole de 1962 et leurs enfants ; c'est aussi montrer pourquoi les crimes commis au nom de la France contre les musulmans, en Algérie ou à Paris, nous mettent tous en mauvaise posture pour nous réclamer de l'universalisme et de la grande fraternité humaine face à l'Algérie d'aujourd'hui.

Nous ne pouvons pas grand-chose en ce moment pour limiter les haines dans la Yougoslavie décomposée. Mais ailleurs, mais même en Croatie et en Serbie demain, quand le sang ne coulera plus, nous pouvons essayer de faire œuvre de paix en cherchant à éveiller l'attention à prêter aux souffrances des autres. Cependant nous ne serons crédibles, nous ne serons efficaces, que si nous avons surmonté nous-mêmes la tentation de ne nous souvenir que des souffrances des autres, que de ne nous souvenir que des souffrances qui menacent les nôtres.

Alfred Grosser est notamment l'auteur de l'ouvrage *Le Crime et la Mémoire* qui vient d'être réédité dans la collection « Champs » de Flammarion.

BIBLIOGRAPHIE

Le « Sphinx » et le « sceptre nucléaire »

LE PRÉSIDENT ET LE CHAMPIONNAT par le général Jean-Louis Lacaze. Editions Albin Michel, 228 pages, 89 F.

ANCIEN chef d'état-major des armées, le général Lacaze a confirmé par M. François Mitterrand, le général Jean-Louis Lacaze, devenu député européen et président de l'Union des indépendants après avoir quitté l'armée, a tenté, dans son livre *Le Président et le Championnat*, un pari difficile : aller à contre-courant d'une évolution, marquée par l'éclatement du pacte de Varsovie, qui pousse à la réduction des tensions et au désarmement en Europe.

Il n'est pas facile, en effet, en cette fin de « guerre froide » qui, durant un demi-siècle, a réglé les relations internationales et rigidifié la pensée militaire, de jouer les Cassandre en mettant en garde l'opinion contre une certaine euphorie sur la disparition de la menace principale et l'occultation de tous les risques.

Concrètement, le pari difficile - pour ne pas dire impossible - du général Lacaze consiste à s'avancer partisan d'un budget de la défense qui représenterait 3,8 % à 4 % du produit intérieur brut marchand (PIBM) quand le mouvement universel conduit, du moins sur le continent européen et outre-Atlantique, à la décadence des crédits militaires qui, de 3,35 % aujourd'hui en France, sont condamnés à passer à 3 % de cette même référence dans cinq ou six ans.

Ce n'est pas seulement l'ancien chef d'état-major qui réclame davantage d'argent pour les armées. Ce serait banal. C'est aussi, en la même personne, le responsable politique qui demande que cette accélération de l'effort de défense soit, en quelque sorte, comme sacrifiée par le citoyen, auquel il propose un référendum sur une loi de programmation militaire engageant solennellement tout gouvernement.

« Conducteur du dimanche »

On le constate : le général Lacaze ne craint pas de combattre les idées reçues, la réflexion commune, voire ce qu'il appelle l'« indifférence » des Français envers leur défense, lui qui, du temps où il exerçait ses fonctions dans la haute hiérarchie militaire, avait été surnommé « le Sphinx » tant il demeurait secret, muet, indéchiffrable, impénétrable.

Tenu par le devoir de réserve, le général Lacaze se retranchait alors, par ses silences, derrière le pouvoir politique, qui est le seul, en République, à pouvoir donner ses directives aux armées. Député européen, libre de ses propos, M. Lacaze déclare désormais que la défense française est « en crise », que l'avenir est « aussi lourd d'incertitudes qu'il l'était pour nos ancêtres », que « notre armée est à deux vitesses », avec des professionnels corvéables à merci et un contingent protégé, que la dissuasion nucléaire est devenue « une nouvelle ligne Maginot » aussi contournable que l'autre, que le consensus national sur la défense est « de façade », et il conclut pour justifier la hausse des crédits militaires : « C'est avant le ministre imprévu qu'il faut contracter une assurance, après il est trop tard ».

En réalité, le chapitre le plus neuf du livre est, sans conteste, celui qui est consacré à « la statue du Commandeur », à savoir le rôle du président de la République dans le déclenchement éventuel du feu nucléaire.

Les digressions du général Lacaze sur la circonstance sont d'autant plus intéressantes qu'il a côtoyé, comme chef d'état-major, deux présidents porteurs de ce qu'il appelle « le sceptre nucléaire ». Des deux gardiens du feu nucléaire qu'il a connus successivement, c'est à coup sûr M. Mitterrand qui lui paraît avoir le mieux compris l'art et la manière de se servir, en chef d'Etat, de la dissuasion. Et ce, dès lors, à M. Giscard d'Estaing que s'adresse cette remarque de l'auteur, qui se veut générale, sur l'aspect apocryphe de la menace nucléaire en regard des frères épaulés de son possible détenteur : « Ne sommes-nous pas en train de confier une formule à un « conducteur du dimanche », ce qui constitue la meilleure façon de provoquer un accident grave ? »

JACQUES ISNARD

TRAIT LIBRE



L'aménagement du territoire

Priorité à nos villes

par Pierre Richard

NOS villes ont réussi leur modernisation au cours des vingt dernières années. Juges objectives, les nombreuses villes étrangères qui les visitent sont frappées par leur renaissance. En quelques années, nos villes ont conduit une politique ambitieuse de rénovation et d'embellissement de leur centre : ce sont des lieux où il fait bon vivre. C'est un atout. Politique économique, politique culturelle et politique sociale - en particulier en direction des personnes âgées et des handicapés - se rejoignent pour en faire des lieux humains bien différents de ce qu'ils étaient il y a seulement trente ans : les villes de province sommeilleuses ou vides appartiennent au passé !

Mais la vigilance s'impose aujourd'hui. D'une part, l'équilibre financier des grandes communes-centres se fragilise : leurs recettes augmentent moins vite en

moindre depuis 1986 que leurs dépenses. L'effet de ciseau risque d'être redoutable. Ce n'est pas davantage en s'endettant qu'elles dépasseront leurs problèmes. Le ralentissement, sinon la pause des investissements, est inéluctable. D'autre part, dès que l'on considère le phénomène des banlieues et des périphéries urbaines, on s'aperçoit que l'action des élus rencontre de sérieuses limites et que la cohésion du corps social est en cause. Plus visible que jadis, plus criante en raison de la permanence du chômage, la polarisation entre les quartiers riches et accueillants et les zones pauvres et grises s'accroît. Cette fracture est inadmissible et porteur de graves dangers pour l'équilibre général de la société.

Nous ne saurions nous résigner à cet état de fait. Pour que cette volonté ne reste pas une simple déclaration d'intention, encore

faut-il se donner les moyens institutionnels de concevoir la politique de l'aménagement des villes comme un ensemble dont tous doivent bénéficier. Comment faire pour ne pas sombrer dans la « sinistrose urbaine » et conduire une politique globale des zones urbaines ? Si l'on traite les problèmes de manière parcelaire, cela demeurera la quadrature du cercle. Les villes ne peuvent supporter seules la charge des équipements structurants de l'agglomération. Les maires des communes pauvres et périphériques ne peuvent résoudre seuls leurs problèmes. Les maires des communes plus favorisées ne peuvent demander trop à leurs propres habitants. Surtout, les solutions purement financières rencontrent des limites évidentes : la question n'est pas que de pression fiscale.

C'est dans l'aménagement de la décentralisation qu'il faut trouver des voies de solution. Il convient tout d'abord de mettre fin à l'inévitable enchevêtrement de compétences entre l'Etat et les collectivités locales pour tout ce qui concerne les actions d'aménagement. Evitons le plus possible les cofinancements entre plusieurs collectivités publiques, car ils sont source de désresponsabilisation, de surcharge, parfois de « chantage » d'une collectivité sur l'autre. Ainsi, l'Etat ne devrait pas avoir à subordonner la réalisation des grands investissements qui relèvent de sa compétence à la contribution plus ou moins imposée des collectivités locales. Celles-ci ne peuvent souvent y répondre qu'en empruntant encore plus. Dans l'esprit des lois de décentralisation de 1982-1983, créons des blocs de compétences exclusives par niveau de collectivités. Cette réforme doit s'accompagner progressivement de la spécialisation des bases fiscales. Même s'il faut dix ans, engageons résolument le processus : la « lisibilité » doit être le critère déterminant de la démarche.

Solidarité d'agglomération

Au-delà des compétences et des financements, c'est la structure de la France décentralisée de 2010 qu'il faut repenser. Désormais les régions et les villes constitueront un réseau irriguant l'ensemble du territoire urbain et rural, où chacun aura sa place.

Tirons-en les conclusions qui s'imposent. La solidarité d'agglomération est indispensable : la ville est à la fois le cœur et le cœur de l'espace qui l'entoure. Le projet de loi sur l'administration territoriale de la République en cours de discussion au Parlement va dans ce sens. Faut-il aller plus loin ? Il faut notamment pouvoir créer plus facilement des communautés urbaines lorsque la géogra-

phie et l'économie l'imposent. Faut-il par exemple imaginer de séparer la politique d'aménagement d'une commune-centre comme Avignon, avec ses quatre-vingt-dix mille habitants, de la politique de son agglomération, avec ses quatre cent cinquante mille habitants ? Ensuite, il doit être possible de souscrire un contrat plurianuel de développement entre l'Etat, la région, le département et l'agglomération, dans le respect des compétences et des missions de chaque entité. Ce contrat déterminerait les investissements nécessaires, de manière programmée, en fonction des besoins des populations de la ville et de son environnement rural, des réseaux de transport, de la demande d'éducation, des perspectives démographiques et, bien entendu, des capacités fiscales.

Des mesures spécifiques sont nécessaires, de surcroît, pour les zones urbaines particulièrement sinistrées, pour lesquelles la solidarité d'agglomération est insuffisante. C'est la démarche engagée par le ministre de la ville : une action très forte, tant urbanistique qu'économique, sur un nombre très limité de sites urbains les plus dégradés. Dans ces zones, il ne s'agit pas que de rénover, mais aussi de reconstruire : lorsque l'urbanisme est mauvais, il faut avoir le courage de repartir de zéro. Cet effort dépasse l'échelon local. C'est la solidarité nationale qui doit jouer avec souplesse et efficacité. On pourrait à cet égard créer une dotation globale attribuée aux collectivités concernées, sans critère a priori - car toujours inadaptable - mais en fonction du programme de rénovation du site. Un comité composé d'élus locaux, comme l'actuel comité des finances locales, en contrôlerait l'utilisation.

Enfin, il faut penser à l'avenir de nos villes sur le long terme, dans le contexte politique et économique nouveau résultant du grand marché européen. La France souffre d'une faiblesse par rapport à ses voisins, d'Allemagne et d'Europe du Sud notamment, la moindre visibilité politique et économique de ses régions et de ses villes par rapport à Paris. Les choses changent, mais trop lentement. Il faut que les grandes métropoles s'affirment encore davantage.

Seules des agglomérations urbaines bien structurées et dépassant quatre cent mille habitants pourront prétendre adhérer au club des « euro-cités » en cours de constitution à travers l'Europe. Encourageons leurs initiatives !

Pierre Richard est directeur général adjoint de la Caisse des dépôts, président du directoire du Crédit local de France.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
constante à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Europe, S.A.
M. Jacques Lesourne, gérant.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-90-30-10
Tél. : 261.311F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-90-30-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales y compris CEE et non
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 590 F
1 an	1 620 F	2 085 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris PP

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Jacques Lesourne, président
François Hugues-Derval, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 40-65-99-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composant 36-15 - Tappez LEMONDE
ou 36-15 - Tappez LM

Imprimé
à M. G. G. G. G.
12, r. M. G. G. G.
94852 IVRY CEDEX

هكذا من الناحية

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : après l'adoption d'une déclaration de souveraineté par le Parlement de Sarajevo

Les Serbes dénoncent la tentative de « sécession » de la Bosnie-Herzégovine



Le Parlement de Bosnie-Herzégovine a adopté, mardi 15 octobre à Sarajevo, deux résolutions sur la souveraineté de cette République et son éventuel retrait de la fédération yougoslave. Ces textes, qui n'ont pas été votés par les députés serbes de l'Assemblée, ne constituent pas une déclaration d'indépendance immédiate, mais ils marquent une étape importante sur la voie de l'indépendance qu'ont déjà amorcée la Slovénie, la Croatie et, à un degré moindre, la Macédoine.

BELGRADE
de notre correspondante

La sécession intervenue au sein du Parlement de Bosnie-Herzégovine risque d'accroître l'éclatement de cette République trinationale où cohabitent, selon le recensement d'avril 1991, 44 % de Musulmans, 31,5 % de Serbes, et 17 % de Croates. Alors que le parti musulman (Action démocratique, SDA) et le parti croate (Union

démocratique croate, HDZ) se sont prononcés, dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 octobre, pour une Bosnie « souveraine, neutre et indivisible », le parti serbe (le Parti démocratique serbe, SDS) s'est opposé à ce qu'il appelle une « tentative de sécession » et a réaffirmé sa volonté de « rester un Yougoslavie », même si celle-ci se réduisait à la Serbie. « La guerre civile frappe aux portes de la Bosnie-Herzégovine », écrivaient plusieurs quotidiens yougoslaves à la veille

de l'issue, qualifiée de « dramatique », de la session parlementaire à Sarajevo.

La proclamation de souveraineté de cette République (le Monde du 16 octobre) par les députés croates et musulmans, a été immédiatement condamnée par les Serbes de Bosnie. Le leader du SDS, M. Radovan Karadzic, a estimé que la décision était « illégale et anticonstitutionnelle », puisque les représentants de l'un des trois peuples constitutifs de Bosnie-Herzégovine - en l'occurrence les Serbes - n'avaient pas participé au vote. Il a accusé les Croates et les Musulmans de s'être alliés pour mettre en minorité la Serbie et tenter de former une association de quatre Républiques yougoslaves (Bosnie, Macédoine, Croatie et Slovénie) afin d'isoler la Serbie et le Monténégro.

Craignant que le président de

Bosnie, M. Alija Izetbegovic, leader du SDA, ne défende pas justement les intérêts des Serbes de cette République lors de la prochaine session, vendredi 18 octobre, de la conférence de paix de La Haye, à laquelle les présidents des six Républiques yougoslaves sont invités, M. Karadzic a annoncé qu'il revendiquerait auprès de la Communauté européenne la présence d'un représentant des Serbes de Bosnie.

Batouant à leur tour le droit des Musulmans et des Croates à sauvegarder l'intégrité de la Bosnie-Herzégovine, trois des quatre entités serbes de cette République, qui avaient, à l'instigation du SDS, proclamé, le mois dernier, leur autonomie, ont décidé de couper les ponts avec le reste de la Bosnie. Déterminées à « rester en Yougoslavie », les autorités locales des provinces autonomes serbes de Bosanska Krajina et Herzégovine orientale ont suspendu mardi la législation de Bosnie et décidé dorénavant d'appliquer la législation fédérale yougoslave. La province autonome serbe de Romanja, située dans les environs de Sarajevo, a annoncé pour sa part qu'en vertu du droit des peuples à l'autodétermination, elle entamerait, lors de la prochaine session de son assemblée locale, un processus de « dissociation du reste de la Bosnie-Herzégovine ».

Risques de dérapage au Sandjak

Ce phénomène de fragmentation nationale de la Yougoslavie s'opérant en Croatie et en Bosnie-Herzégovine menace de s'étendre à la Serbie. En effet, le leader du SDA de la région du Sandjak, M. Solajman Ugljanin, a annoncé, mardi matin, à Novi Pazar (Serbie) la tenue d'un référendum les 25, 26 et 27 octobre sur « l'entière autonomie politique et territoriale » de l'enclave musulmane du Sandjak, qui, selon lui, devrait comprendre six districts de Serbie et trois districts du Monténégro.

La revendication du droit à l'autodétermination des Musulmans, qui jouissent en Yougoslavie du statut de peuple, a été très mal accueillie en Serbie. Selon la télévision de Belgrade, le Parlement serbe, qui devait se réunir mercredi et jeudi, pourrait interdire officiellement la consultation. Pour la majorité des Serbes, la création d'une entité musulmane autonome provoquerait l'ouverture d'un nouveau front en Yougoslavie et risquerait d'encourager les Albanais du Kosovo, majoritaires dans cette province du sud de la Serbie, à faire de même.

JAN KRAUZE

FLORENCE HARTMANN

M. Gorbatchev multiplie ses offres de bons offices

Les présidents serbe et croate se sont rencontrés au Kremlin

Mikhaïl Gorbatchev peut être satisfait de sa journée de mardi 15 octobre. Au moment même où Boris Eltsine reprend sa hache de bûcheron avec l'intention déclarée d'abattre ce qui reste du pouvoir central, le président a montré au monde qu'il était toujours en mesure de jouer un rôle de premier plan, au moins sur la scène internationale.

MOSCOU

de notre correspondant

Le président soviétique a rencontré son premier succès, ne serait-ce que sur le plan médiatique, dans sa tentative de résoudre la crise yougoslave. Les présidents serbe et croate, MM. Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman, arrivés à Moscou à quelques heures d'intervalle, ont accepté de se parler en sa présence, et même de signer une déclaration commune à l'issue d'un « dîner de travail » au Kremlin. Certes, ce communiqué, pompeusement baptisé « mémorandum », ne contient-il pas grand chose de concret : les trois présidents se sont bornés à constater qu'il est « indispensable de mettre rapidement un terme à tous les conflits armés ». Par ailleurs, MM. Milosevic et Tudjman

conviennent « d'entamer d'ici un mois le processus de négociation sur toutes les questions qui sont l'objet de désaccords ». Enfin, les présidents de la Serbie et de la Croatie « demandent à l'URSS, aux États-Unis et à la CEE d'apporter leurs bons offices pour l'organisation de ces pourparlers ».

L'objectif premier poursuivi par M. Gorbatchev - offrir ses « bons offices » et faire en sorte qu'ils soient acceptés - est donc atteint. Son porte-parole, Andreï Gratchev, avait fait savoir à l'avance que le président soviétique n'avait aucun « plan de paix » à proposer pour la Yougoslavie, mais qu'il entendait mettre à profit « la voix », l'influence, l'autorité de l'URSS pour « jouer un rôle positif » en complément des efforts déployés par la CEE.

Haut-Karabakh et Proche-Orient...

Commentant lui-même ses entretiens avec ses interlocuteurs serbe et croate, M. Gorbatchev a, en outre, fait remarquer qu'il était particulièrement bien placé pour comprendre les problèmes de la Yougoslavie, l'URSS étant elle-même confrontée à des difficultés similaires.

Le président soviétique ne compte pas s'arrêter en si bon chemin : jeudi 17 octobre, c'est au tour des présidents de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie, MM. Mouta-

libov et Ter-Petrosian, d'être conviés à Moscou pour évoquer le conflit du Haut-Karabakh. Officiellement, il s'agit, pour M. Gorbatchev, d'examiner avec ses interlocuteurs les résultats et l'application de l'accord de cessez-le-feu conclu par les présidents azéri et arménien à l'issue du voyage entrepris dans la région, il y a un peu moins d'un mois, par M. Boris Eltsine et par le président du Kazakhstan, M. Nazarbaïev. En réalité, nul n'ignore que cette mission, qui avait suscité certains espoirs, n'a été suivie d'aucun effet réel, et qu'incidents et combats sanglants se poursuivent, comme par le passé, dans le Haut-Karabakh. Là encore, M. Gorbatchev a donc beau jeu d'essayer à son tour à les autres, et en premier lieu son principal rival, son échoué.

Mais déjà, le président soviétique songe à un rôle encore beaucoup plus spectaculaire que pourrait lui permettre de jouer, si elle a bien lieu, la conférence sur le Proche-Orient. Son porte-parole, M. Gratchev, a ainsi créé mardi une certaine surprise en annonçant, comme si de rien n'était, que, dans la mesure où cette conférence serait coprésidée « par l'URSS et les États-Unis », il était naturel que les présidents soviétique et américain participent à l'ouverture des travaux. Ce serait évidemment là un résultat très flatteur pour l'URSS, dont le rôle,

dans la préparation de ladite conférence, n'a été que minime, comparé aux efforts déployés par Washington. Au passage, M. Gratchev a confirmé que l'URSS était disposée à rétablir d'ici là ses relations diplomatiques avec Israël, ce qui était une condition posée par l'État juif à une participation de l'URSS au processus de paix.

Une autre occasion devrait être offerte sous peu au président soviétique d'apparaître en pleine lumière, dans un rôle de conciliateur de marque : la signature, prévue pour vendredi 18 octobre, de l'accord économique entre dix Républiques ex-soviétiques. La présidence soviétique souhaite que la cérémonie, qui doit se tenir dans la salle Saint-Georges du Kremlin, revête un caractère aussi grandiose que possible (déjà M. Gorbatchev avait voulu que la dernière réunion du Conseil d'État, au cours de laquelle il a appelé les dirigeants des Républiques à tenir compte de l'« impatience » du pays, soit tévisée en direct, mais son désir n'avait alors pas été exaucé). Là encore, il semble que la forme compte au moins autant que le fond, des doutes de plus en plus sérieux étant exprimés un peu partout sur les effets concrets d'un accord qui risque de ne pas être appliqué de sitôt.

URSS : la rentrée du président russe

M. Boris Eltsine veut « finir de détruire le Centre »

MOSCOU

de notre correspondant

La pause est décidément terminée, et la Russie, sous la vigoureuse impulsion de Boris Eltsine, a de nouveau une politique. Cinq jours après son retour à Moscou, le président russe a lâché une petite bombe à l'occasion d'une brève interview à la télévision russe. « D'ici un mois, soit regard allumé d'une lueur joyeuse, nous fermerons les comptes de tous les ministères fédéraux dont nous n'utilisons plus les services ».

En clair, la Russie va couper les vivres à une série d'organes du pouvoir central. Il s'agit, selon une expression utilisée par M. Eltsine lui-même, « de finir de détruire le centre ». M. Eltsine a d'autre part annoncé plusieurs décisions majeures : d'abord la libération à brève échéance de « presque tous les prix » sur le territoire russe (« Nous savons que cela sera dur pour les gens mais il nous faut en passer par là ») ; il a aussi assuré que la Russie allait « se défendre » contre les agissements monétaires des autres Républiques. Le président a cité en particulier les pays baltes qui achètent au prix fort, mais avec des roubles qui ont de moins en moins de valeur, les produits agricoles russes.

Contrôle de l'air et des diamants

Jusqu'à l'introduction par la Russie de sa propre monnaie, les coupures en circulation sur son territoire seront donc dotées d'un signe

Au moins quatre services hériteront des fonctions de l'ancien KGB

Se présentant à la télévision soviétique, mardi 15 octobre, comme le « président du KGB qui n'existe plus », M. Vadim Bakatine a donné des précisions sur la répartition des fonctions du Comité pour la sécurité d'État de l'URSS.

L'ancienne première direction principale, a-t-il rappelé, sera transférée en service central pour le renseignement, sous la direction de M. Primakov, tandis que les troupes gardes-frontières seront constituées en service autonome. Quant au service interpublicain de contre-espionnage, il s'occupera aussi de lutte contre le terrorisme, la toxicomanie, la corruption et les crimes financiers, et pourrait fournir également, selon M. Bakatine, un

« service normal d'information » aux structures fédérales et républicaines, afin notamment de « prévoir les éventuelles évolutions dangereuses pour l'État, la société et les individus ». Cette activité exclurait néanmoins la répression de la dissidence, puisqu'il n'y a « plus de monopole idéologique », a affirmé le président du KGB.

M. Bakatine a encore précisé que 60 000 hommes appartenant aux troupes spéciales de l'ex-KGB ont été transférés à l'armée et que 200 000 hommes chargés des transmissions, auparavant inclus dans les effectifs du Comité pour la sécurité d'État, vont être regroupés dans un service indépendant, le comité spécial pour les illusoires gouvernements. - (AFP, Tass).

Le président russe n'a pas été interrogé sur ses intentions concernant la signature d'un traité d'union politique entre les Républiques ex-soviétiques. L'un de ses principaux conseillers, M. Guennadi Bourboulis, a pour sa part laissé planer le doute : M. Eltsine, a-t-il croisé son « secrétaire d'État », se demande désormais s'il est toujours utile de croire « à l'illusion d'une union d'États souverains dotée d'une Constitution fédérale ».

J. K.

■ Établissement de relations diplomatiques avec la Lettonie. - Après l'Estonie et la Lituanie, la Lettonie a établi des relations diplomatiques avec l'URSS, au cours d'une cérémonie qui a réuni à Moscou les ministres des affaires étrangères soviétique, M. Boris Pankine, et letton, M. Jānis Jurkāns, a rapporté mardi 15 octobre l'agence Balfax. - (AFP).

A TRAVERS LE MONDE

KOWEÏT

Quatre-vingt-dix-neuf puits de pétrole encore en feu

Sur plus de 700 incendies ou endommagés par les troupes d'occupation irakiennes, 99 puits de pétrole brûlent encore mardi 15 octobre, a-t-on appris auprès de la société américaine Bechtel. Les puits toujours en feu sont situés dans le nord de l'émirat, dans les champs de Sabriya et Rawdatayn, ainsi qu'au sud, dans ceux de Burgan.

Vingt-sept équipes, représentant dix nationalités, opèrent sur le terrain. Samedi dernier, pour la première fois, un puits de pétrole qui avait été incendié a été ramené en activité dans le champ de Magwa.

Selon les autorités locales, le plupart des incendies devraient être éteints vers la mi-novembre, soit trois mois avant le terme fixé. - (AFP).

■ PÉROU : le président Fujimori va effectuer une tournée en Europe. - Le président du Pérou, M. Alberto Fujimori, effectuera, du 21 au 26 octobre, une tournée « d'amitié et de travail » à travers l'Europe, a-t-on annoncé mardi 15 octobre à Lima. M. Fujimori se rendra au Luxembourg, en Belgique, en Espagne, en France, en Italie et au Vatican. Le président

ROUMANIE

Présentation du nouveau gouvernement

La composition du nouveau gouvernement roumain devait être approuvée, mercredi 16 octobre, par le Parlement de Bucarest. La liste du cabinet, telle qu'elle a été publiée mardi par le quotidien Azi, proche de M. Petre Roman, montre que l'ancien premier ministre est parvenu à conserver le contrôle partiel du gouvernement par l'intermédiaire de certains de ses alliés, notamment au ministère de l'Intérieur, qui devrait aller au ministre de la justice sortant, M. Victor Babeș. Le général Victor Stanculescu, ancien ministre de l'Industrie et considéré comme proche du président Iliescu, ne figure pas sur la liste ; il serait toutefois remplacé à l'Industrie par l'un de ses adjoints. D'autre part, M. Adrian Nastase (Front de salut national) conserverait le portefeuille des affaires étrangères. Seul parti de l'opposition parlementaire à entrer au gouvernement, le Parti libéral se verrait attribuer le ministère de l'Économie et celui de la justice. - (Corresp.)

rencontrera à Luxembourg les responsables de la Communauté économique européenne, puis le premier ministre belge, M. Martens, à Bruxelles, le roi Juan Carlos d'Espagne, à Madrid, et M. Mitterrand, à Paris. M. Fujimori terminera son voyage par un entretien avec le chef du gouvernement italien, M. Giulio Andreotti, à Rome. Enfin, il sera reçu par le pape Jean Paul II, au Vatican. - (AFP).

DIPLOMATIE

L'initiative franco-allemande sur la politique étrangère

La lettre
de MM. Kohl et Mitterrand

Voici les textes de la lettre et des projets (lire ci-contre), adressée conjointement par MM. Kohl et Mitterrand, lundi 14 octobre, à M. Ruud Lubbers, premier ministre des Pays-Bas et président en exercice du conseil européen, et transmis le même jour aux autres partenaires de la CEE.

Monsieur le président,

Dans quelques semaines se tiendra à Maastricht le conseil européen qui est appelé à conclure les négociations sur l'union politique et sur l'union économique et monétaire. Tous les membres du conseil européen ont conscience de l'importance de ce sommet pour la Communauté, mais aussi pour l'Europe entière. Nous savons combien vous-même et les membres de votre gouvernement y œuvrez en ce sens.

Depuis l'ouverture des conférences intergouvernementales, le 14 décembre 1990, les travaux conduits par la présidence luxembourgeoise d'abord, puis par la présidence néerlandaise ont permis d'effectuer des progrès significatifs. Les négociations sont entrées maintenant dans une phase décisive. Une des questions centrales du futur traité d'union politique est la politique étrangère et de sécurité commune, ainsi que nous l'avons exposé dans notre message du 6 décembre 1990. Les discus-

sions ont sensiblement avancé sur ce sujet au cours de l'année, grâce à différentes contributions, dont dernièrement le texte commun anglo-italien.

Nous voulons maintenant donner à ce débat une nouvelle impulsion : il est important, à notre avis, que les Européens montrent clairement, par des décisions concrètes et des mesures institutionnelles, qu'ils veulent prendre des responsabilités plus grandes dans les domaines de la sécurité et de la défense.

Nous vous exposons ci-après notre initiative sous forme de projets de textes : ils comprennent un article sur les objectifs généraux du traité, un article sur la sécurité et la défense, accompagnés d'une déclaration sur les domaines prioritaires de la politique étrangère et de sécurité commune et d'une déclaration des Etats membres de l'UEO sur la coopération entre l'UEO et l'Union et l'Alliance atlantique. Nous voulons également vous faire connaître nos intentions quant au développement de la coopération militaire franco-allemande dans une perspective européenne.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir transmettre ce message aux autres membres du conseil européen.

Nous vous assurons, Monsieur le président, de notre haute considération et de nos meilleures salutations.

La composition
des trois organisations

• Les pays membres de l'OTAN. - L'Organisation du traité de l'Atlantique nord est composée de seize pays : Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Grèce, Islande, Italie, France (membre de l'alliance politique, mais ne participant plus au système de défense intégré depuis 1968), Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Turquie.

• Les pays membres de l'UEO. - L'Union de l'Europe

occidentale est composée de neuf des douze pays membres de la CEE : Allemagne, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal.

• Les pays membres de la CEE. - La Communauté économique européenne est composée de douze pays : Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal.

I. - Article du projet de traité
d'union politique sur les objectifs fondamentaux

L'union se donne pour objectifs d'affirmer son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune qui inclura à terme une défense commune.

II. - Article du projet de traité
d'union politique sur la sécurité et la défense

1) La politique étrangère et de sécurité commune inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité et à la défense de l'Union.

2) Les décisions et mesures de l'Union dans ce domaine peuvent être prises en commun ou par l'UEO, qui est partie intégrante du processus d'union européenne, dans le cadre des domaines de compétence de cette organisation et conformément aux orientations fixées par l'Union.

3) Le conseil organise les relations entre l'Union et l'UEO, en accord avec les institutions de l'UEO, et assure l'élaboration progressive de la politique de sécurité commune de l'Union.

4) Les obligations découlant, pour certains Etats membres de l'Union, des traités portant création de l'UEO et de l'Alliance atlantique ne sont pas affectées par les dispositions du présent chapitre, non plus que les spécificités de la politique de défense de certains Etats membres.

De même, les dispositions du présent chapitre ne font pas obstacle à une coopération plus étroite entre deux ou plusieurs Etats membres de l'Union au niveau bilatéral, dans le cadre de l'UEO et de l'Alliance atlantique.

III. - Déclaration des Etats
membres sur les domaines
prioritaires de la politique
étrangère et de sécurité commune

Les Etats membres conviennent que les sujets suivants, en particulier, sont susceptibles de faire l'objet d'une action commune, conformément à l'article 17 de la Constitution :

- Les relations politiques et économiques et la coopération avec l'Union soviétique.

- Les relations politiques et éco-

nomiques et la coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale.

- Le processus de la CSCE, y compris la mise en œuvre des résultats du sommet de la CSCE de novembre 1990 à Paris.

- Les relations avec les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, sur la base des accords communs de novembre 1990.

- Les relations politiques et économiques avec l'espace méditerranéen ainsi qu'avec le Proche et le Moyen-Orient.

- La politique et la coopération au sein des Nations unies et d'autres organisations internationales.

- La participation à des mesures d'ordre humanitaire.

En ce qui concerne l'article 17, les domaines suivants sont notamment pris en considération :

- La politique de désarmement et de contrôle des armements en Europe, y compris les mesures de confiance.

- La participation aux mesures de maintien de la paix, notamment dans le cadre des Nations unies.

- La non-prolifération nucléaire.

- Les aspects économiques de la sécurité, c'est-à-dire la coopération et le contrôle des exportations en matière d'armement.

IV. - Éléments essentiels de
la déclaration des Etats
membres de l'UEO relative à l'article 17 sur les fondements
de la coopération entre l'UEO
et l'Union et l'Alliance
atlantique

1. - Objectifs de l'UEO

Conformément au traité de l'UEO, à la « plate-forme » de La Haye de 1986 et au communiqué de Vienne du 27 juin 1991 :

- renforcement du rôle de l'UEO, qui fait pleinement partie du processus européen d'unification, ayant l'Union pour but ;

- nécessité de former une véritable identité européenne de défense et de sécurité et d'assumer des responsabilités accrues en matière de défense ;

- en conséquence, édification

par étapes de l'UEO en tant que composante de défense de l'Union.

Invitation adressée aux membres de la Communauté qui appartiennent également à l'Alliance en vue d'entrer à l'UEO ; pour ceux qui ne sont pas membres de l'Alliance, offre d'un statut d'observateur au sein de l'UEO.

Consultation de la Commission : elle sera informée, en fonction de ses compétences, par la présidence de l'UEO.

2. - Création d'un lien organique entre l'UEO et l'Union

Développement d'une relation organique entre l'UEO et l'Union, et organisation opérationnelle de l'UEO, qui agit en conformité avec les directives de l'Union.

A cet effet :

- Harmonisation de la séquence et de la durée des présidences.

- Synchronisation des sessions et des méthodes de travail.

- Coopération plus étroite entre le secrétaire général de l'UEO et le conseil des ministres ; d'une part, le secrétaire général du conseil et le conseil des ministres de l'Union, d'autre part ; entre l'Assemblée parlementaire de l'UEO et le Parlement européen.

- Création d'un groupe de planification et de coordination militaire de l'UEO, qui sera notamment chargé des missions suivantes : planification d'actions communes ; y compris en cas de crise : planification opérationnelle pour la coopération en cas de catastrophe naturelle ; coordination de l'étude des besoins dans tous les domaines de la coopération ; organisation de manœuvres communes.

- Coopération militaire plus étroite en complément de l'Alliance, en particulier dans les domaines de la logistique, du transport, de la formation et du renseignement.

- Coopération renforcée en matière d'armement, en vue de créer une agence européenne des armements.

- Rencontres régulières des chefs d'état-major.

- Transformation de l'Institut de l'UEO en Académie européenne de sécurité et de défense.

En conséquence des mesures ci-dessus de renforcement de l'UEO, transfert du secrétariat général de l'UEO à Bruxelles.

Constitution d'unités militaires relevant de l'UEO.

3. - Coopération UEO-Alliance

- Il s'agit de renforcer l'Alliance atlantique dans son ensemble « par la responsabilité des Européens et par la constitution en son sein d'un pilier européen » (texte conjoint du 6 décembre 1990).

Conformément aux engagements de l'Alliance de Copenhague et de l'UEO de Vienne, mise en place de dispositions pratiques assurant la transparence et la complémentarité entre l'UEO et l'Alliance.

Développement de la coopération entre le secrétariat général de l'UEO et celui de l'Alliance.

- Coordination régulière des Etats membres de l'UEO avec l'objectif d'une position commune dans toutes les questions essentielles au sein de l'Alliance.

- Pour la représentation auprès de l'UEO, mise au point d'une formule de « double chapeau » constituée par les représentants auprès de l'Alliance et auprès de la Communauté.

Association avec les pays de l'Alliance qui ne font pas partie de la Communauté en organisant en particulier des consultations dans la mesure où leurs intérêts sont affectés.

4. - Relation avec les autres Etats d'Europe, en particulier avec les Etats du centre, de l'est et du sud-est de l'Europe. (Développements correspondant aux engagements de Copenhague pour l'Alliance et de Vienne pour l'UEO.)

Pour mémoire : la coopération militaire franco-allemande sera renforcée au-delà de la brigade existante. Les unités franco-allemandes renforcées pourraient ainsi devenir le noyau d'un corps européen pouvant inclure les forces d'autres Etats membres de l'UEO. Cette nouvelle structure pourrait également devenir le modèle d'une coopération militaire plus étroite entre Etats membres de l'UEO.

A partir de la brigade de Boblingen

Un embryon de corps européen

La France et l'Allemagne qui, déjà, coopèrent sur des programmes d'armement classique (notamment des hélicoptères et des missiles), ont créé une brigade binationale de 4 200 hommes et qui est le projet d'une école commune de formation des équipages de leurs hélicoptères, se proposent de renforcer encore leur coopération militaire pour instituer à terme « le noyau d'un corps européen » auquel elles conviendront les autres Etats membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

Dès la constitution de la brigade de Boblingen sous tutelle du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité, les deux pays ont appelé leurs partenaires européens à se joindre à ce projet qui, en réalité, a consisté avant tout à disposer d'un laboratoire pour tester l'intégration militaire de forces bilatérales et l'interopérabilité (soit la capacité à couvrir ensemble avec des équipements différents au départ de leurs matériels, les tâches européennes allouées) ont constamment à ce jour, déclaré l'invitation de la France et de l'Allemagne.

Si les deux pays en cause ont choisi d'aller à petits pas sur la voie d'une coopération opérationnelle accrue, c'est en partie à cause des « cicatrices » laissées ici et là, dans les années 80, par l'échec du projet

ambitieux - et sans doute mal préparé - de Communauté européenne de défense (CED) qui visait, à l'époque, à instituer une armée européenne. Avec la brigade de Boblingen, Français et Allemands savent, d'expérience, que la brousse de la langue est loin d'être le seul problème : il y a aussi les non moins épineux obstacles liés à la formation des personnels différents dans les deux armées d'origine, à l'existence de statuts militaires distincts, à l'organisation d'une logistique commune à partir de moyens disséminés, à la disparité des modes de commandement et jusqu'aux détails du service intérieur propre à chacun des composants de l'unité.

Le projet franco-allemand de renforcer la coopération militaire n'est pas davantage précisé par ses auteurs. Il est avancé alors que la France - en dissolvant les états-majors de deux divisions blindées et vingt-deux régiments ou bataillons implantés dans les régions de Fribourg et de Landau depuis la fin de la seconde guerre mondiale - aura réduit quasiment de moitié, en 1991 et 1992, son corps d'armée : outre-Rhin. Sur place, il devrait rester, à l'été prochain, moins de 25 000 soldats français. M. Mitterrand a réservé sa décision sur le sort final de ce contingent, qui pourrait servir

à constituer la base de la formation conjointe, d'une taille supérieure à l'actuelle brigade, et futur « noyau » d'un corps européen.

Pour autant, bien des points pratiques sur le statut d'un tel corps demeurent à régler. Le moindre n'est pas la nature de sa dépendance envers un commandement encore à définir, et cette question est importante d'un point de vue français.

La brigade de Boblingen est, en effet, composée, pour la part allemande, d'unités dites territoriales, qui ne sont pas sous l'autorité d'un commandement intégré de l'OTAN, que la France réclame. Aujourd'hui, c'est le cadre de l'UEO que Français et Allemands mettent en avant. La crise du Golfe a été l'occasion d'éprouver des procédures nouvelles de commandement au sein de cette structure politico-parlementaire.

Ainsi, les chefs d'état-major des armées des neuf pays membres de l'UEO ont mis en œuvre la participation européenne au contrôle de l'embargo naval décrété contre l'Irak par l'ONU. Ainsi, encore, en juin dernier, l'UEO a décidé, sur une initiative de la France, de créer un centre d'interprétation du renseignement d'origine satellite, qui devrait être la première étape d'une agence européenne d'observation militaire par des moyens spatiaux.

JACQUES ISNARD

Quatre mille deux cents hommes en cinq garnisons

Déclarée opérationnelle en octobre 1990, la brigade mixte franco-allemande comprend quatre mille deux cents hommes, avec un PC et des unités d'état-major installées à Boblingen, au sud-ouest de Stuttgart, et quatre garnisons principales, à Suttgen, Horb, Donaueschingen, et Pfaffenhofen (dans le Bade-Wurtemberg).

La France a fourni un régiment d'infanterie motorisée, un régiment blindé léger, un escadron d'investigation et un groupement d'instruction. L'Allemagne a fourni un bataillon d'infanterie motorisée, une compagnie antichar et une compagnie du génie. Les formations véritablement mixtes sont les unités composant l'état-

major. C'est en juin 1987 que le chancelier Helmut Kohl a le premier, devant les instances de la CDU, évoqué ce projet, qui a pris forme, officiellement, le 13 novembre 1987, lors d'un sommet franco-allemand qui a eu lieu à Karlsruhe, deux mois avant la célébration du vingt-cinquième anniversaire du traité de l'Elysée, entre le général de Gaulle et Konrad Adenauer.

En temps de paix, cette brigade binationale est sous les ordres du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité créé en janvier 1988. Elle est donc subordonnée au ministère de la défense de chacun des deux pays, ce qui correspond à sa mission de force dite « de réserve » à un échelon élevé.

En période de conflit, la brigade reçoit sa mission du chef d'état-major français des armées et de son homologue allemand, l'inspecteur général de la Bundeswehr.

Dans la zone où elle serait déployée le cas échéant, elle serait alors placée sous le contrôle opérationnel du commandement de la V^e région militaire allemande (située à Stuttgart).

Si elle devait être engagée, la brigade serait placée soit sous le contrôle opérationnel territorial allemand du sud, soit encore sous le contrôle opérationnel d'un corps d'armée de l'OTAN, soit enfin sous le contrôle opérationnel d'un corps d'armées français.

SAA :
L'AFRIQUE DU SUD
AU PLUS VITE ET
SANS ESCALE.

Le vol le plus rapide et le seul sans escale pour Johannesburg, tous les mardis au départ d'Orly-Sud. Une exclusivité SAA qui s'ajoute au vol direct du dimanche. SAA, un service à la réputation légendaire. La "Carte Prestige" réservée aux passagers réguliers. De nombreux avantages exclusifs

offerts en Afrique du Sud à tous les passagers internationaux de SAA (hébergement, location de voitures...). Des tarifs spéciaux sur tout le réseau intérieur. Des correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Éluë "meilleure compagnie vers l'Afrique" pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux "Travel Magazine".

Paris-Orly	Mardi	SA 229	Départ	19h25	Dimanche	SA 263	Départ	19h15
Johannesburg	Mercredi	Arrivée	07h20		Lundi	Arrivée		10h00

SAA
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03

مكتبة

DIPLOMATIE

et la sécurité européenne

« Réussir Maastricht »

Suite de la première page
Le temps commençant à manquer - c'est les 9 et 10 décembre qu'aura lieu le Conseil de Maastricht, chargé de conclure les négociations entre les Douze sur l'union politique et l'union économique et monétaire - les responsables franco-allemands vont jusqu'à proposer à leurs partenaires le texte des articles-clés du futur traité d'union politique. La méthode est habile. Il serait en effet plus facile, pour les Européens les plus « fêlés » en ce domaine, de tergiverser et de manœuvrer en cours de route, par exemple, de repousser le projet d'article 1 selon lequel l'objectif de l'union est « d'affirmer son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en œuvre d'une

armement qui serait chargé de mettre un peu de rationalité dans la concurrence débridée que se livrent les constructeurs européens. Français et Allemands proposent pour cela de transférer le siège de l'UEO de Londres à Bruxelles, d'harmoniser la séquence et la durée des présidences de la CEE et de l'UEO, d'établir une coordination plus étroite entre les deux institutions et invitent les membres des Douze qui sont membres de l'Alliance atlantique mais qui n'appartiennent pas encore à l'UEO, à rejoindre cette dernière (il s'agit du Danemark et de la Grèce, l'Irlande, pays neutre, se voyant offrir un poste d'observateur). Très diplomatiquement, Paris et Bonn présentent leur projet

soufflé de chercher à torpiller systématiquement tout projet de défense européenne : « Tant que la question de la défense européenne était théorique, souligne-t-on du côté français, les Américains y étaient favorables. Aujourd'hui, alors qu'elle devient une réelle possibilité, ils sont contre ».
Le facteur temps pourrait néanmoins jouer en faveur des partisans d'une défense européenne : le « couplage » nucléaire Europe - États-Unis est menacé de disparition pour peu que la réduction des armements nucléaires américains et soviétiques s'intensifie, et on peut faire confiance au Congrès américain pour accélérer la diminution de la présence militaire américaine en Europe, même si le général Powell, chef d'état-major américain, déclarait récemment : « Les États-Unis continueront d'avoir des intérêts atlantiques puissants et doivent rester impliqués politiquement, économiquement et militairement avec l'Europe et en Europe ».

Les divergences entre Paris et Washington

Paris n'en est pas moins irrité par la volonté américaine de « généraliser unilatéralement » la réduction du potentiel nucléaire soviétique et par l'attitude qui consiste à « traîner des pieds » pour l'organisation d'une rencontre, à quelque niveau que ce soit, de représentants des quatre puissances disposant d'armes nucléaires en Europe (États-Unis, France, Grande-Bretagne, et URSS).

On s'inquiète aussi du projet de coopération américano-soviétique en matière de protection antilistique, qui pourrait, s'il était étendu à tous les vecteurs, rendre obsolète la force française de dissuasion. La question a fait l'objet, jeudi et vendredi derniers à Paris, de discussions entre responsables français et un adjoint du général Scowcroft, le « patron » du Conseil national de sécurité américain. Selon l'*International Herald Tribune* du 16 octobre, les États-Unis auraient accordé à la France que leur coopération anti-missiles avec l'URSS ne menacerait pas la force française.

Une première réaction américaine à l'initiative franco-allemande devrait être enregistrée cette semaine, à l'issue de la réunion en Sicile du Groupe des plus nucléaires de l'OTAN et lors du prochain sommet de l'Alliance, qui aura lieu à Rome, les 7 et 8 novembre. On saura alors si les États-Unis entendent toujours insister pour élargir le théâtre d'action de l'OTAN et s'ils sont prêts à envisager une intervention de l'Alliance dans des crises « à la yougoslave ». Le président Bush avait exclu cette dernière hypothèse, lors de l'entretien qu'il avait eu en juillet à Rambouillet avec M. Mitterrand, mais on n'était alors qu'à la veille du déclenchement de la guerre civile.

JACQUES AMALRIC
et JEAN-PIERRE LANGELLIER

Ouvrant la vingt-sixième conférence générale de l'organisation

M. François Mitterrand a invité les pays ayant quitté l'UNESCO à y reprendre leur place

Un discours de M. Mitterrand a ouvert, mardi 15 octobre, à Paris, au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, les travaux de sa vingt-sixième conférence générale qui durera jusqu'au 7 novembre. Le président français a appelé l'Organisation à redevenir « un pôle d'excellence pour susciter autour d'elle l'engagement de la communauté internationale tout entière ».

Visant implicitement les pays (États-Unis, Grande-Bretagne, Singapour) qui ont quitté l'UNESCO il y a six ans afin de protester contre

sa « politisation », M. Mitterrand a appelé « l'ensemble des États à venir rejoindre aujourd'hui cette sorte de puissance mondiale de la pensée et de la culture, l'UNESCO attend représentant ». Le président a mentionné l'échec imputable en partie à l'Organisation que constitue l'existence actuelle sur la planète de « près d'un milliard d'adultes analphabètes et de quelque 100 millions d'enfants non scolarisés ».

En revanche, M. Mitterrand s'est félicité de l'engagement récent de l'UNESCO en faveur du sauvetage des temples d'Angkor.

Le Japon en vedette américaine

Le discours, en définitive surtout protocolaire, du chef de l'État n'est pas venu combler l'attente des pays et des personnalités culturelles qui, depuis plus de dix ans, souhaitent une présence plus active de la France à l'UNESCO.

Après le départ des Américains et des Britanniques, nombreux furent les francophones, les Latins, les « Sudistes », escamotant une « grande politique française » Place Fontenay, comme après 1945 au temps des Jacques Maritain, René Maheu ou René Cassin. A tout le moins s'attendait-on à ce que Paris apporte un soutien ferme au maintien de la conception avant tout humaniste et intellectuelle qui préside à la naissance de l'UNESCO, face à la conception à la fois plus politique et technocratique des Anglo-Saxons.

La diplomatie, comme la nature, ayant horreur du vide, le Japon et, d'une manière moins voyante, l'Allemagne, ont dès lors, ces dernières années, joué un rôle grandissant à l'UNESCO, imposant peu à peu leurs vues. Ces vues, ce n'est un secret pour personne, sont *grasso modo*, celles des États-Unis et du Royaume-Uni, ce qui fait murmurer à beaucoup d'Américains et Britanniques sont finalement plus forts à l'UNESCO, et à moindres frais (ils assuraient à eux deux 30 % du budget de l'Organisation (1), que lorsqu'ils en étaient membres).

S'appuyant notamment sur le fait qu'il est devenu le premier contributeur du budget (soit 11,25 % du total) devant la Russie, l'Allemagne et la France (6,18 % pour cette dernière), le Japon - bien que, avec une quarantaine d'autres pays, aux vues généralement plus modestes, il soit en retard dans le paiement de sa quote-part - se propose donc de faire adopter, si possible par consensus, au cours de la présente Conférence mondiale, une réforme des statuts de l'UNESCO allant exactement dans le sens désiré par Washington depuis... 1950.

En effet, dès la fin des années 40, des responsables américains très imprégnés de macarthysme et craignant que des intellectuels marxistes de diverses nationalités ne

finissent par dominer le conseil exécutif, tête pensante de l'Organisation alors relativement indépendante des gouvernements, menèrent une vigoureuse campagne pour renforcer le contrôle des États sur le conseil.

Malgré la vive opposition des Français et de quelques autres, les Américains parvinrent à la Conférence de Montevideo, en 1954, à faire triompher leurs idées. A telle enseigne que, bientôt, les mêmes personnes - en général non plus des intellectuels ou des savants, mais des fonctionnaires - furent souvent à la fois délégués de leur gouvernement auprès de l'UNESCO et membres du conseil exécutif. Cela porta un rude coup à la « société des esprits » prônée à l'échelle internationale par Paul Valéry dans les années 30 et que l'Organisation culturelle universelle avait cru réaliser en 1945.

Un projet de Bonn

Néanmoins il continua à flotter parfois sur le conseil (composé de cinquante et un membres et auquel accèdent toutes les nationalités par roulement) comme un parfum de fronde. Après l'effondrement du communisme et l'affaiblissement du tiers-mondisme, on ne décèle guère d'opinions non conformistes Place Fontenay. Tokyo, pourtant, au nom d'une « meilleure efficacité » de l'UNESCO, a préparé un amendement prévoyant qu'à l'avenir les membres du conseil exécutif, tout en continuant à être élus par la conférence générale, seraient exclusivement les représentants de leur État d'origine et non plus choisis prioritairement pour leur valeur personnelle.

Afin d'atténuer un peu la crudité de cette réforme qui réduirait sans doute définitivement le conseil à un ensemble de diplomates dociles à leur gouvernement, l'Allemagne a proposé la création « d'un forum international » composé de dix-huit personnalités éminentes - qui se réuniraient au moins trois fois en deux ans et pourraient « faire appel à d'autres experts ».

Ce projet est critiqué *mezza voce* à l'UNESCO non pas en soi mais

parce qu'il accroîtrait certainement « la production des rapports » et occasionnerait de nouvelles dépenses à une institution dont le budget annuel se situe depuis plusieurs années - et va demeurer au moins jusqu'en 1993 - autour de la somme relativement modeste de 1 250 millions de francs (dont près de la moitié va aux salaires de ses 2 700 agents parmi lesquels 2 000 travaillent au siège parisien).

Heureusement, l'Organisation bénéficie de ressources extra-budgétaires, publiques ou privées, qui ont dépassé le demi-milliard de francs en 1990. Le Japon, qui se fait quelquefois tirer l'oreille pour verser sa cotisation obligatoire, est l'un des plus généreux donateurs hors budget. Mais ne manquent pas les nations du Sud, notamment asiatiques, pour confier *in petto* que les dons japonais servent trop souvent, sous couvert multilatéral, « les intérêts directs du Japon à l'étranger ». Certaines capitales du tiers-monde se sont plaintes, en outre, d'avoir été discrètement informées par Tokyo que les concours nippons dont elles bénéficient, diminueront si elles s'opposent à la modification de la nature du conseil exécutif.

Ironie de l'Histoire, les Anglo-Saxons ont quitté une UNESCO « politisée » - en fait trop tiers-mondiste à leur goût - mais le changement statutaire qui se dessine politisera logiquement tout le fonctionnement d'un organe exécutif qui serait désormais l'unique reflet des gouvernements.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

(1) Les contributions sont calculées à partir du revenu national des États.

► Deux ouvrages récents permettent de mieux appréhender la situation historique et intellectuelle de l'UNESCO : *Demain est toujours trop tard*, de Federico Mayor, directeur général de l'Organisation (traduit de l'espagnol, préface de Jean d'Ormesson), Economica, 300 p., 150 F. ; *L'UNESCO : une entreprise erronée ?*, de l'Algérien Chikh Bekri, ancien sous-directeur général de l'UNESCO (1976-1987), Publisud, 300 p., 168 F.

L'UEO, longtemps en sommeil

L'Union de l'Europe occidentale a été créée par le traité de Bruxelles du 17 mars 1948, modifié par les accords de Paris du 23 octobre 1954. Le traité de Bruxelles, signé par la France, la Grande-Bretagne et les pays du Benelux, établissait les fondements d'une organisation européenne de défense. Lorsque, en 1954, l'Allemagne et l'Italie s'y joignirent, il fut modifié, l'idée de confiance mutuelle (qui impliquait un contrôle collectif des forces et armements) étant introduite.

La pièce essentielle du traité de 1954, l'article 5, stipule que « au cas où l'une des hautes parties contractantes serait l'objet d'une agression armée en Europe, les autres lui porteront (...) aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres ». Mais l'article 4 du traité précise que

les pays signataires et tous les organismes qu'ils auraient créés « coopéreront étroitement avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord » et souligne leur intention « d'éviter tout double emploi avec les États-majors de l'OTAN ».

L'organisation fut en sommeil jusqu'à la fin des années 80. Une relance fut tentée en 1984, avec la déclaration de Rome, mais c'est à partir de 1987 que l'UEO - à laquelle l'Espagne et le Portugal adhèrent en 1990 - fut impliquée dans des opérations concrètes : opération de déminage dans le Golfe à la suite de la guerre Iran-Irak, coordination de la contribution européenne au blocus de l'Irak pendant la crise de 1990-1991, participation à la recherche d'une solution à la crise yougoslave.

comme étant « complémentaire » et non concurrent de l'Alliance atlantique. Il s'agit, répètent MM. Mitterrand et Kohl, de « renforcer l'Alliance atlantique dans son ensemble (...) par la constitution en son sein d'un pilier européen ». L'argument suffirait-il à désarmer les critiques américaines et les hésitations de Londres ? Pas forcément, mais il est intéressant de noter que Paris et Bonn ont pris soin d'informer à l'avance et en détail la Maison Blanche du contenu de leur initiative commune et expliquer qu'il ne s'agit pas d'une démarche « sournoise » visant à créer un pôle autonome de décision en Europe et à vider l'Alliance de son contenu.

On ne se fait cependant pas trop d'illusions à Paris sur la réaction américaine - en particulier celle du département d'État et de son responsable, M. James Baker,

politique étrangère et de sécurité commune qui inclura à terme une défense commune ».

Dès leur projet d'article 2, MM. Mitterrand et Kohl reprennent l'idée qu'ils avaient lancée dans la lettre conjointe envoyée le 6 décembre 1990 à la présidence italienne à l'époque - de la Commission - faire de l'Union européenne occidentale (UEO) une « partie intégrante du processus d'union européenne » en lui confiant « entièrement ou partiellement l'élaboration des décisions et mesures relatives à la sécurité et à la défense de l'Union ». Conscients des enjeux et des polémiques du moment, MM. Kohl et Mitterrand proposent cependant une période d'essai de trois ou quatre ans de la formule envisagée et précisent que l'article 2 pourra être révisé « au plus tard en 1996 ».

D'ici là, espèrent-ils, les Européens auront été capables de transformer l'UEO d'aujourd'hui - pour l'essentiel un lieu de réflexion et de palabres - en une véritable institution militaire, dotée d'un groupe de planification et de coordination militaire, disposant d'unités militaires propres. Un tel projet sera à l'ordre du jour du sommet franco-allemand prévu les 14 et 15 novembre. L'UEO pourrait aussi être dotée d'une Agence européenne des

Les États baltes à la CSCE. - L'Estonie, la Lituanie et la Letonie ont adhéré formellement, mardi 15 octobre, à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe en signant, dans la capitale finlandaise, les accords d'Helsinki. (Reuters, AFP.)

VOL QUOTIDIEN PARIS - TORONTO

SUR UN VOL HEBDOMADAIRE VOUS MULTIPLIEZ PAR SEPT VOS CHANCES D'ATTENDRE.

SUR AIR CANADA VOUS AVEZ SEPT CHANCES SUR SEPT DE PARTIR QUAND VOUS VOULEZ.



Pour tous ceux qui détestent les contraintes d'un vol hebdomadaire, nous multiplions par sept les raisons de se réjouir. En créant un nouveau vol quotidien Paris-Toronto, après celui

inauguré sur Paris-Montreal, Air Canada innove et démontre s'il en était encore besoin son leadership sur le marché France-Canada. Un vol quotidien ne signifie pas pour autant une division

des prestations, bien au contraire. Un Flexi-meal est servi pour la première classe et la classe affaires. Le confort, l'accueil et l'hospitalité sont toujours à la hauteur de la réputation Air Canada.

Voyager à bord d'un vol Air Canada, c'est de plus en plus une bouffée d'air frais, car nous vous rappelons que tous nos vols sont non-fumeurs.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

Air Canada

DIPLOMATIE

La visite à Moscou du ministre japonais des affaires étrangères

Des «petits pas» vers un règlement du contentieux sur les îles Kouriles

Les entretiens qu'a eus, mardi 15 octobre à Moscou, le ministre des affaires étrangères japonais, M. Taro Nakayama, avec M. Mikhaïl Gorbatchev puis avec M. Boris Eltsine ouvrent la voie à une solution du contentieux à propos des îles Kouriles - condition mise par Tokyo à la signature d'un traité de paix avec l'URSS. En particulier, Moscou a annoncé une réduction de 30 % de ses forces militaires stationnées dans l'archipel.

TOKYO

de notre correspondant

Les choses avancent, fût-ce à petits pas, en ce qui concerne le règlement du contentieux sur l'archipel des Kouriles entre l'URSS et le Japon, qui conditionne la signature d'un traité de paix entre les deux pays et le lancement d'une politique de coopération.

M. Gorbatchev a en effet admis que Moscou devait désormais tenir compte, dans les négociations, de la «déclaration commune de 1956». Ce point est interprété par les Japonais comme un sérieux progrès : Tokyo insistait en effet pour que les négociations sur la restitution des quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles, occupées par l'URSS depuis 1945 (et dénommées ici «territoires du Nord») partent de cette prémisse.

Soucieux de conclure un traité de paix, Nikita Khrouchtchev avait proposé, en 1956, de restituer deux des îles, les plus méridionales, Sikotan et Habomai.

Ce compromis avait été pratiquement accepté par les Japonais. Sous la pression de Washington, Tokyo fit cependant volte-face et revint à ses positions irrédentistes dures. Par la suite, prenant prétexte du renouvellement du traité de sécurité avec les États-Unis en 1960, Moscou retira sa proposition et le signa à Tokyo dans un mémorandum du ministre des affaires étrangères de l'époque, André Gromyko. Lors de sa visite

au Japon en avril, M. Gorbatchev s'était tout d'abord refusé à toute référence à la déclaration de 1956 dans le communiqué commun. Au terme de laborieuses négociations, une allusion, indirecte, y fut néanmoins faite : on mentionna «les résultats positifs obtenus au cours des négociations entreprises depuis 1956» (le Monde du 20 avril).

Réduction des forces militaires

Si Moscou a assoupli sa position, c'est jusqu'à un certain point seulement, et ce afin de tenir compte d'une opposition existant en URSS à une restitution des Kouriles. Le gouverneur de Sakhaline, M. Fedorov, a, par exemple, menacé la semaine dernière de déclarer l'indépendance de la grande île de l'Extrême-Orient soviétique en cas de restitution de l'archipel.

Malgré les prudences des Soviétiques, on relève, au Japon, plusieurs évolutions positives. Tout d'abord, il est clair qu'ils reconnaissent désormais l'existence du problème. La nomination de M. Kounadze, vice-ministre des affaires étrangères de la République de Russie, à la tête d'une commission bilatérale chargée d'examiner la question des îles, est, d'autre part, interprétée comme le signe positif que l'initiative ne dépend plus des autorités fédérales soviétiques. M. Kounadze passe, quant à lui, pour favorable à une solution sur la base de la déclaration de 1956.

A Moscou, M. Nakayama a d'autre part signé un accord autorisant les ressortissants japonais à se rendre sans visa dans les Kouriles du Sud, et aux habitants de l'archipel de visiter le Japon dans les mêmes conditions. Le principe de cet accord avait été acquis en avril.

La presse japonaise met en outre en exergue les déclarations du ministre des affaires étrangères soviétique, M. Boris Pankine, selon lesquelles les troupes déployées aux Kouriles du Sud (environ 8 000 hommes) seraient prochainement réduites de 30 %.

PHILIPPE PONS

Réuni au sommet de Harare, au Zimbabwe

Le Commonwealth cherche à se transformer en «cabinet de conseil en démocratisation»

HARARE

de notre envoyé spécial

Harare s'est faite belle pour recevoir la ruine d'Angleterre et accueillir le quarante-huitième sommet du Commonwealth. Le drapeau s'ouvrit mercredi 16 octobre. Les bidonvilles de Mbare et Erworth, deux quartiers périphériques populaires, ont été rasés. Les aïdes de poule ont été bouchés, les immeubles repeints. La police a fait le ménage, débarrassant les trottoirs des prostituées, des voleurs à la tire et des petits marchands des quatre-saisons installés habituellement au coin des rues.

Un récent ballet diplomatique entre Londres et Harare laisse présager que le président du Zimbabwe, M. Robert Mugabe, fera ce qui est en son pouvoir afin que ce sommet ne soit pas dominé par la question sud-africaine, un sujet qui minait, ces dernières années, les relations de la Grande-Bretagne et des quarante-neuf autres membres du «club». M. Mugabe, jusqu'alors l'un des plus ardents

défenseurs des sanctions contre Pretoria, a-t-il pas récemment déclaré que les réformes entreprises par Frédéric De Klerk devaient être «encouragées» ?

M. Mandela a été convié

Cette position a été défendue le mois dernier à New-Delhi par les ministres des affaires étrangères du Commonwealth, qui ont recommandé une levée progressive et conditionnelle des sanctions. La nouvelle ligne de conduite du Commonwealth est en phase avec la constance au projet, qui sera débattu cette semaine, de transformer progressivement le Commonwealth en «laboratoire» et en «cabinet de conseil en démocratisation».

Les droits de l'homme seront aussi au menu de ce sommet. «Les pays africains membres du Commonwealth détiennent un triste record pour les violations des droits de l'homme», déclarait le président de la Cour suprême du Zimbabwe, M. Enoch Dumbutshena, en ouvrant, la semaine dernière, un séminaire de réflexion dont le rapport est accablant mais ne cite pas nommément les pays mis en cause. L'unanimité ne régna pas au sein du Commonwealth sur ce sujet délicat, si ce n'est pour mobiliser un fort courant d'opposition à la proposition britannique de lier directement l'aide économique à la démocratisation et au respect des droits de l'homme.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

AFRIQUE

ALGÉRIE : le président Chadli s'étant rangé à l'avis du FLN

Les premières élections législatives pluralistes sont fixées au 26 décembre

Le premier tour des élections législatives - les premières à être pluralistes depuis l'indépendance - aura lieu le 26 décembre, a annoncé, mardi 15 octobre, le président Chadli au cours d'une allocution radiotélévisée. Le second tour pourrait se tenir le 16 janvier 1992. Cette décision intervient deux jours après l'adoption par l'Assemblée populaire nationale (APN) de deux lois électorales sur le contenu desquelles gouvernement et Parlement se sont durement opposés pendant plusieurs semaines.

ALGER

de notre correspondant

C'est au terme d'un discours banal que le président Chadli a annoncé la date d'un scrutin dont beaucoup d'Algériens commencent à douter sérieusement. Prévu pour la première fois en août 1990, les élections législatives avaient été reportées à plusieurs reprises, la dernière fois en juin 1991, lorsque l'agitation islamiste avait conduit à l'état de siège.

Le président Chadli a exhorté ses compatriotes à faire preuve de «sens des responsabilités», en évitant «la critique non constructive et destructrice». Il a salué la jeunesse «qui doit être le levier essentiel des réformes», et un «changement sincère à l'œuvre». «Une des institutions prestigieuses du pays qui a démontré son sens élevé du devoir national», tout le «sens des responsabilités» de l'Assemblée sortante, lancé un clin d'œil au

«peuple algérien, source de tout pouvoir et détenteur de la souveraineté», et critiqué avec mollesse les intégristes en affirmant que l'islam ne devait pas devenir un «facteur de destruction et de désunion».

La femme, qui a «sa place et son rôle entier dans la construction de l'avenir», a eu droit aussi à un hommage présidentiel. Malgré une réticence faite à «l'égalité entre tous les Algériens et toutes les Algériennes», M. Chadli n'a pas formellement annoncé, comme le lui ont demandé le gouvernement et de nombreux partis de l'opposition, la saisine du Conseil constitutionnel au sujet de l'article 54 de la loi électorale qui autorise le mari à voter pour son épouse sur simple présentation du livret de famille.

Le président n'a pas explicitement évoqué les affrontements des dernières semaines entre une fraction du FLN et le premier ministre. L'affaire est considérée comme close, avec l'assentiment de M. Sid Ahmed Ghozali, qui n'aura pas été long à admettre que l'Assemblée l'avait bel et bien piégé. Entre sa sortie, «à chaud», dimanche soir, après le vote de ses projets de loi, pour annoncer que «le gouvernement allait prendre ses responsabilités» en demandant une seconde lecture, et la décision du chef de l'Etat, M. Ghozali aura pu mesurer l'étroitesse de sa marge de manœuvre et constater qu'il n'avait pas de marge de manœuvre.

Les votes de dimanche ne lui laissent, en effet, aucune illusion sur les résultats probables d'une seconde lecture. La loi électorale ne pouvait qu'être adoptée à nouveau, avec, à la

giant pour le gouvernement. Ce constat laissait présager que le premier ministre ne pourrait, quoi qu'il en pense, que se satisfaire du texte approuvé par les députés.

Ainsi M. Ghozali avait-il souligné, dès lundi, le côté positif d'un texte qui, malgré ses imperfections, a quand même le mérite d'instituer un strict contrôle des bureaux de vote, ce qui, contrairement au scrutin municipal du 12 juin 1990, limitait les fraudes. Il avait aussi souligné que, désormais, les «indépendants» pourraient faire acte de candidature, ouvrant ainsi un jeu jusqu'ici monopolisé par les appareils des partis. Enfin, la probable saisine du Conseil constitutionnel qui serait appelé à trancher sur le vote des femmes laissait bon espoir à ceux qui jugent scandaleuse la position du Parlement.

Une coulure comestible

Attaché à des élections «propres et honnêtes», M. Ghozali pouvait donc tirer argument de ce contexte pour accepter, sans paniquer trop se déjouer, ce que l'Assemblée venait de lui imposer. Argument subsidiaire : en cas de crise politique, il y aurait eu dissolution du Parlement. C'est l'ancienne loi électorale, votée sous le gouvernement de M. Mouloud Hamrouche, son prédécesseur, qui risquait alors d'être appliquée, ce qui, pour de la vie politique, le FLN serait disposé à accepter de partager le pouvoir avec lui, et ce jusqu'à son

Le premier ministre a commencé à distiller, lundi, aux seuls journalistes algériens. Vingt-quatre heures plus tard, l'annonce de la date des élections venait confirmer que M. Ghozali n'avait eu d'autre choix que

d'avaler la coulure tout en proclamant que, finalement, elle était comestible.

Les projets électoraux de M. Ghozali avaient reçu l'aval de presque tous les partis politiques, consultés un à un depuis le mois de mai. Le consensus laborieusement dégagé au cours de ces fastidieuses rencontres n'a pourtant pas empêché le FLN qui contrôle le Parlement élu, en 1987, sous le régime du parti unique, de faire passer ses intérêts strictement partisans avant toute autre considération.

L'ancien parti unique n'a cure des critiques acerbes que lui vaut son attitude. Espérant avoir sauvegardé l'essentiel de ses chances électorales, l'important est maintenant pour lui, comme vient de le rappeler son secrétaire général, M. Abdelhamid Mehri, d'aller aux urnes le plus rapidement possible. Instruit par l'expérience, il ne nourrit visiblement plus l'illusion de pouvoir dominer la prochaine Assemblée, mais il espère avoir suffisamment de sièges pour gagner sa place dans un gouvernement de coalition «entre les forces qui émergeront des élections législatives».

L'on parle ainsi d'un changement de stratégie du FLN. Enfin convaincu que le Front islamique du salut (FIS), pour un certain temps au moins, sera une donnée permanente de la vie politique, le FLN serait disposé à accepter de partager le pouvoir avec lui, et ce jusqu'à son

même d'un gouvernement d'union nationale que M. Mehri a appelé de ses vœux, afin de garantir au pays «une période de stabilité de deux à trois ans».

GEORGES MARION

Kenya : crispation du pouvoir à Nairobi

De nouveau accusé de corruption, le régime du président Moi se heurte à une opposition de plus en plus structurée qui réclame l'instauration du multipartisme

NAIROBI

correspondance

Le président Daniel Arap Moi, soixante-sept ans, semble intouchable dans le rôle de «père de la nation» qu'il s'est donné au long de ses treize années de pouvoir. Rares sont ceux qui, au Kenya, osent le remettre en cause en public dans le débat sur le pluralisme. Le 10 octobre, dans son discours du Moi Day, jour anniversaire de son arrivée au pouvoir, il a fait preuve de modération, si l'on en croit la presse locale, l'une des plus libres d'Afrique. Mais celle-ci s'est contentée de commenter le texte diffusé auprès des journalistes, dans lequel le président n'aurait pas le multipartisme tout en ajoutant que, dans une société tribale, l'introduction de ce système «conduirait au désordre».

La suggestion du président est réellement «apaisante», a affirmé l'éditorialiste du Standard, qui ne manque pourtant jamais une occasion de publier les propos d'un opposant ou des attaques virulentes contre les autorités.

Aucune trace, dans les journaux du matin, des propos impropres du chef de l'Etat, répétant sa volonté de rester au pouvoir, «même encore vingt ans s'il le faut», et jurant que ses détracteurs se fatigueront avant lui.

En réalité, la politique kenyana n'a guère évolué. Les manifestations de juillet 1990 en faveur du multipartisme, qui avaient officiellement coté la vie à vingt-deux personnes. Les ministres, comme les chefs du parti unique, la KANU, dénoncent régulièrement les opposants comme des «fauteurs de troubles arides de pouvoir». Ces dernières semaines, leurs attaques se sont multipliées contre le Forum pour le rétablissement de la démocratie, le FORD, une association créée début août par neuf opposants bien connus.

Lors d'un récent meeting, chacune du parti et du gouvernement se sont succédé à la tribune pour réclamer l'expulsion de la capitale de tous les sympathisants du FORD. L'un des plus virulents orateurs, le tout-puissant ministre de l'énergie, M. Nicholas Biwott, n'a pas hésité à appeler les Kenyans à boycotter les véhicules de marque Ford «car le nom déjà est mauvais». Une façon pour lui de se remettre en selle, alors qu'il est mis en cause depuis quelque temps dans des affaires de corruption (voir notre encadré ci-contre). Les surenchères verbales du pouvoir, qui témoignent de sa nervosité face à l'opposition, se sont multipliées à l'approche d'un rassemblement

annoncé par le FORD pour le 5 octobre, dans le parc de Kamukuni, d'où étaient parties les émeutes de juillet 1990. La manifestation fut finalement annulée à la dernière minute, les autorités ayant interdit, ce jour-là, toute réunion privée ou publique à l'exception des enterrements.

Le secrétaire général de la KANU, M. Joseph Kamotho, avait mis en garde les habitants de Mathare Valley, l'un des plus sinistres bidonvilles de Nairobi, leur conseillant fermement de «rester chez eux». Si se sent aujourd'hui menacé par l'opposition intellectuelle, le régime craint aussi la réaction des quartiers pauvres, touchés depuis un mois par une nouvelle hausse des prix des produits de première nécessité.

«La réaction des chefs de la KANU au défi du changement pourrait se révéler un scénario de catastrophe nationale», commente sobriement M. Hilary Ng'weni, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire indépendant The Weekly Review.

Pour la construction d'un barrage par une firme française

Le numéro deux du régime est accusé d'avoir touché des pots-de-vin

NAIROBI

correspondance

Véritable numéro deux du régime, M. Nicholas Biwott, ministre de l'énergie, a été mis en cause, mardi 15 octobre, dans la presse nationale - y compris par le Kenya Times, pro-gouvernement - pour avoir touché des pots-de-vin, selon les révélations d'un assistant de M. Robert Ouko, ancien ministre des affaires étrangères, démis dans des conditions mystérieuses, en février 1990.

M. Ouko aurait confié avoir été menacé de mort par M. Biwott pour avoir dit à celui-ci qu'il était au courant de ses pratiques de corruption. Le collaborateur de M. Ouko a notamment déclaré, devant une commission d'enquête publique, que M. Biwott avait, entre autres, «des intérêts personnels dans la construction du barrage de Turkwell, actuellement en voie d'achèvement».

L'unité de ce projet et l'attribution du contrat de construction à une société française, Spie-Bat-

Monas, arrestations et intimidation physique sont devenues monnaie courante à l'encontre des opposants. Ceux-ci sont néanmoins plus déterminés que jamais à faire accepter au régime le principe du multipartisme.

Une reconnaissance nationale

Le FORD, qui entend agir dans la légalité, semble gagner à l'étranger la sympathie des bailleurs de fonds. Le fait que ce mouvement cherche à dépasser les divisions ethniques figure sans doute parmi les raisons de cette inclination. MM. Mathia et Rubia, deux anciens ministres exclus du parti unique et arrêtés l'an dernier quelques jours avant le début des émeutes, semblaient, eux, se battre pour le retour au pouvoir des Kikuyus, progressivement évincés depuis l'arrivée de M. Moi, lui-même originaire de l'ethnie Kalenjin.

En revanche, les prises de position de deux des membres les plus actifs du FORD, MM. Shikuku et Muliro - d'origine Luhya, une tribu pourtant traditionnellement opposée à l'alliance Kikuyus-Luos - leur valent une reconnaissance nationale.

Le pouvoir, qui joue d'ailleurs de plus en plus la carte ethnique, risque donc d'être privé de son principal argument, selon lequel le multipartisme dégrèverait indistinctement aux tribus, avec pour conséquences l'instabilité politique et l'arrêt du développement. Une démonstration qui n'a pas convaincu les Églises : la plupart d'entre elles font le jeu de l'opposition, en demandant plus de justice pour leurs fidèles. Dans ce pays, affirment les prêtres les plus engagés, «le tribalisme est d'ordre économique, il sépare l'ethnie des riches de celle des pauvres».

Face à un régime hostile à toute ouverture politique, même au sein du parti unique, et qui a tendance à durcir son attitude devant l'opposition, qu'elle soit laïque ou religieuse, les bailleurs de fonds hésitent. Régulièrement, l'ambassadeur des États-Unis à Nairobi, soutenu par un Congrès qui rappelle que l'assistance américaine était de préférence aux pays en voie de démocratisation, dénonce les atteintes aux droits de l'homme. Le chef de la représentation britannique à Nairobi a déclaré en septembre que la restauration du multipartisme était «hautement désirable», et le Danois vient de geler tout nouveau projet de développement à cause de la corruption. Ce genre de menaces ne laisse pas les autorités insensibles : le développement du pays est désormais financé à 100 % par l'aide étrangère, contre 70 % il y a trois ans.

Le président Moi peut encore se prévaloir, pour bénéficier du soutien de l'Occident, de la stabilité politique de son pays, au cœur d'une région en ébullition. Sans compter les solides intérêts économiques occidentaux. De même, son alignement sur la coalition pro-américaine durant la guerre du Golfe lui a valu les remerciements du département d'État américain et quelques critiques en moins. Mais l'opposition appelle à un nouveau rassemblement, le 16 novembre à Nairobi. Avec ou sans autorisation.

JEAN HÉLÈNE

Handwritten notes and signatures at the top left of the page.

مركز الامم المتحدة

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. A CONSOMMER AVEC MODÉRATION

LANSON PÈRE ET FILS
DEPUIS 1760.

LDL

TÊTE-A-TÊTE.

C H A M P A G N E



SAATCHI & SAATCHI ADVERTISING

...tives pluralistes

...voir à Nairobi

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : à l'issue d'un vote serré

Le Sénat a confirmé la nomination du juge Thomas à la Cour suprême

Le président George Bush a manifesté sa satisfaction, mardi 15 octobre, après que le Sénat eut confirmé, par 52 voix contre 48, la nomination du juge Clarence Thomas à la Cour suprême des États-Unis, à la suite d'une féroce bataille télévisée sur des thèmes aussi explosifs que le sexisme et le racisme. Une bataille qui a fait plusieurs victimes...

WASHINGTON

de notre correspondant

Tout s'est passé comme si la formidable tourmente politico-médiatique de ces derniers jours autour de la candidature du juge Clarence Thomas, Noir et conservateur, n'avait guère eu d'effets. Le résultat est serré, c'est même un des plus faibles jamais enregistrés par un candidat à la Cour suprême, mais, à deux voix près, il correspond aux « pointages » établis avant que n'éclate l'affaire Anita Hill.

Passés les débats sur le harcèlement sexuel ou sur la pornographie au bureau, les sénateurs ont, d'abord, tenu compte de la réalité électorale. Si une majorité d'Américains était, selon les sondages, favorable au juge Thomas, cela était surtout vrai de l'électorat noir. Et ce sont onze élus

démocrates du Sud, où le vote noir compte particulièrement, qui ont fait la différence en venant apporter leur soutien à la minorité républicaine au Sénat (1). S'il y a eu des « cas de conscience », ils ne se sont pas traduits au moment du vote.

Le scrutin aurait dû avoir lieu la semaine dernière, alors que les quatorze membres de la commission judiciaire du Sénat venaient d'achever leurs auditions : désignés par la Maison Blanche, les juges à la Cour suprême doivent ensuite être « confirmés » par le Sénat. Mais, au dernier moment, une « fuite » dans la presse est venue tout remettre en cause. On apprenait que la commission avait eu sous les yeux un témoignage écrit accusant le juge Thomas de s'être rendu coupable, il y a dix ans, de « harcèlement sexuel » à l'égard d'une de ses employées. Tollé des organisations féministes qui accusèrent les membres de la commission — tous des hommes — du double péché d'inégalité et de « chauvinisme mâle » pour avoir estimé qu'il n'y avait pas à donner suite à ce témoignage.

Se dédouaner

auprès des féministes

Pour se dédouaner, la commission décida de poursuivre ses auditions et d'entendre, en séance publique, l'assistante du juge, M^{me} Anita Hill, qui n'en demandait pas tant. L'affaire était lancée. Durant plusieurs heures, la jeune femme (trente-cinq ans),

Noire et juriste elle aussi, allait, devant les caméras de la télévision, accuser le juge de lui avoir fait part de ses pousseuses sexuelles, de son intérêt pour les films pornographiques, de son goût pour les pratiques sexuelles de groupe avec participation animale.

Le juge nia, catégoriquement. Se disant victime d'une manière de « chantage », il reprocha aux membres de la commission — tous Blancs — de donner une tribune à la seule et unique personne désireuse de témoigner contre lui. A l'accusation de « sexisme », il répliquait en laissant entendre qu'il était victime de stéréotypes racistes. Discrètement orchestrée par la Maison Blanche, une campagne était lancée pour discréditer Anita Hill : elle aurait été victime de son imagination, de fantasmes, d'une déception amoureuse. La Maison Blanche accusait les démocrates, qui contrôlent le Sénat, d'avoir « monté » toute l'affaire.

Durant trois jours, ce fut une bataille ininterrompue devant des millions de spectateurs. Une bataille où se « télescopaient » les grandes lignes de fracture de la société américaine : républicains contre démocrates, Maison Blanche contre Congrès, libéraux contre conservateurs, Sud contre Nord, le tout entrecoupé de quelques rares séquences publicitaires et des inévitables résultats de football ou de base-ball. Le spectacle était surréaliste et la bagarre fut féroce.

La Maison Blanche l'a emporté. Les sénateurs hésitants ont fait valoir qu'il y avait des « failles » dans le témoignage d'Anita Hill et que le bénéfice du doute devait revenir au juge. A quarante-trois ans, Clarence Thomas, né dans une bourgade misérable du Sud profond (Pin Point, Géorgie), devient l'un des neuf juges de la plus haute instance judiciaire du pays où il va siéger à vie. Il remplace un autre Noir, le très libéral et très respecté Thurgood Marshall, démissionnaire pour raisons de santé, à près de quatre-vingts ans.

Une Cour de plus en plus conservatrice

La désignation du juge Thomas ne bouleverse pas sensiblement l'équilibre politique d'une Cour déjà dominée par les conservateurs que le président Ronald Reagan y a placés. Clarence Thomas vient conforter cette majorité (six juges contre trois), dont le programme avoué est de démanteler les acquis d'une jurisprudence libérale établie tout au long des années 60 et 70 et devenue la cible obsessionnelle des militants de la « révolution néo-conservatrice ».

Dans les mois à venir, la Cour suprême aura à traiter de plusieurs grands sujets sur lesquels les conservateurs veulent imposer leur marque : le durcissement de la procédure pénale, en limitant le nombre des recours à la disposition d'un inculpé ; la remise en question d'un ensemble

de dispositions qui, sous le nom d'affirmative action, regroupe plusieurs régimes de traitement préférentiel réservé aux minorités ethniques ; les relations entre l'Eglise et l'Etat, à propos de la question des prières à l'école ; enfin, le droit à l'avortement. Sur ce dernier point, on prête au très conservateur président de la Cour, le juge William Rehnquist, la ferme intention de renverser l'arrêt rendu en 1973, qui légalisait, sous certaines conditions, l'interruption volontaire de grossesse.

Si la Maison Blanche s'est félicitée du vote du Sénat, la polémique autour de la nomination du juge Thomas a aussi fait plusieurs victimes, à commencer par la « classe politique » dans son ensemble. La bataille politico-médiatique de ces derniers jours a exacerbé un mécontentement général dans l'opinion à l'égard du jeu politique « washingtonien » perçu comme « un cirque » où tous les coups sont permis : fuites dans la presse pour discréditer l'adversaire, manœuvres des conseillers en image et autres spécialistes de la « communication » opérant derrière les élus, etc.

L'inquisitoriale procédure de « confirmation », où tous les détails de la vie privée d'un candidat à une position administrative, judiciaire ou gouvernementale sont posés au gré, est d'autant plus critiquée qu'elle est le fait d'élus dont les frusques s'étaient souvent à la « rumeur » de la presse et qui seraient bien en peine

de passer le « test ». Plusieurs sénateurs, notamment démocrates, ont été récemment impliqués dans quelques retentissants scandales financiers liés à la faillite des caisses d'épargne. Il y a une semaine, les membres de la Chambre des représentants étaient sur la sellette, accusés d'avoir signé plus de 8 000 chèques sans provision en un an et d'avoir laissé 300 000 dollars d'additions impayées au restaurant du Congrès.

Victime aussi, la communauté noire qui a vu, avec amertume et colère, deux des siens se déchirer en public. Enfin, il n'est pas sûr que M. Bush ressorte tout à fait indemne de l'affaire. En imposant le juge Thomas, qui ne passe pas pour être un grand juriste, le président a, certes, donné satisfaction à l'aile la plus conservatrice du Parti républicain. Mais il n'a pu le faire qu'en heurtant une partie de l'électorat républicain et au prix d'une rude bataille politique. Déjà assuré d'une majorité conservatrice à la Cour, le président Bush, aurait pu, souligne la presse, choisir, dans un souci d'apaisement, un candidat moins controversé. Un autre président républicain, M. Dwight Eisenhower, placé dans les mêmes circonstances, avait choisi, lui, de n'annoncer la composition de la Cour en y désignant un libéral.

ALAIN FRACHON

(1) Le Sénat compte 57 démocrates et 43 républicains (2 femmes et aucun Noir).

HAÏTI

« Le président Aristide doit faire des concessions »

nous déclare le maire de Port-au-Prince

Principal dirigeant de la formation qui avait soutenu le père Aristide lors de l'élection présidentielle de décembre dernier, M. Evans Paul, le maire de Port-au-Prince, mal remis des blessures infligées lors de son arrestation, estime que le président légitime d'Haïti devra faire « certaines concessions » pour revenir à Port-au-Prince. De son côté, M. Jean-Jacques Honorat, premier ministre installé après le putsch du 30 septembre, s'est déclaré prêt, lundi 14 octobre, à négocier pour trouver « la meilleure solution pour la démocratie ».

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Une large blessure à la tête, trois côtes cassées, des traces de brûlures sur l'abdomen, de multiples contusions : le maire de Port-au-Prince, M. Evans Paul, est à moitié paralysé par les coups qu'il a reçus pour avoir refusé de cautionner le coup d'Etat militaire du 30 septembre. L'état de M. Paul, arrêté le 7 octobre et relâché le lendemain, témoigne de la brutalité de la répression qui s'est abattue sur Haïti. « J'ai échappé à la mort de justesse. Au camp d'appli-

cation, alors qu'un groupe de soldats me frappaient à coups de crosses et de casques, un officier m'a protégé en disant qu'on n'était pas dans une boucherie mais dans un camp d'instruction militaire », nous raconte M. Paul dans la maison où il se cache depuis sa libération.

« Pas d'intervention militaire »

« La première chose à faire si nous parvenons à surmonter cette crise sera de former les soldats », ajoute Compteur Plume, un surnom qui rappelle le passé de journaliste et de dramaturge de cet homme politique qui n'a que trente-six ans. « Je n'ai pas l'intention d'accabler les soldats. On leur a lavé le cerveau. Les véritables responsables du coup — les macoutes et le secteur de la bourgeoisie lié au trafic de drogue et à la contrebande — se cachent derrière eux et les manipulent », dit M. Paul. A ses yeux, il n'y aura pas de solution durable à la crise sans retour du président Jean-Bertrand Aristide. Une position d'autant plus courageuse qu'après avoir été l'un des plus proches alliés du père Aristide, lors des élections de décembre 1991, le maire de Port-au-Prince, qui est également le principal dirigeant du Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), avait été la cible de la frange la plus agressive des « Lavalassiens » (partisans du président Aristide) au cours des derniers mois.

« Une bête acculée mord », poursuit Compteur Plume en créole. « Le peuple veut le retour d'Aristide qui jusqu'à présent n'avait pas mis en œuvre un programme révolutionnaire », explique-t-il. Comment assurer la sécurité du président Aristide à son retour en Haïti ? « Je suis contre une intervention militaire étrangère pour régler la crise, mais je pense que l'Organisation des États américains ou les Nations unies pourraient faciliter le retour du président Aristide en aidant à garantir sa sécurité », répond Evans Paul.

« Le président Aristide doit faire certaines concessions. Il ne peut plus tout exiger au nom des 67 % de voix qu'il a obtenues. Au lieu de s'enfermer sur lui-même et sur un cercle restreint d'amis, il aurait dû constituer un gouvernement d'union patriotique, ce qui lui aurait évité les problèmes qu'il a aujourd'hui avec la classe politique », conclut le maire de Port-au-Prince.

JEAN-MICHEL CAROIT

CHILI

Tous les prisonniers politiques seraient libérés avant la fin de l'année

Tous les détenus politiques emprisonnés sous le régime du général Augusto Pinochet et se trouvant encore en détention devraient être libérés avant la fin de l'année, a annoncé mardi 15 octobre le président Patricio Aylwin. M. Aylwin a rappelé qu'il y avait dans les prisons chiliennes 380 détenus politiques accusés de subversion par le régime militaire (1973-1990) lorsqu'il était entré en fonctions en mars 1990. A présent, a-t-il dit, 83 personnes sont toujours détenues, les autres ayant été progressivement libérées, à la suite de grâces ou de réductions de peine. M. Aylwin a fait cette déclaration lors d'un discours devant des étudiants de l'université de Santiago, alors que certains d'entre eux arboraient des pancartes demandant des nouvelles des prisonniers politiques. (AFP)

THE
OPEN
ADVANTAGE

L'avantage de l'ouverture

مركز العمل

POLITIQUE

Le Monde • Jeudi 17 octobre 1991 • 9

L'ouverture de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

M. Pierre Bérégovoy affirme qu'il n'y a pas d'autre politique possible

Les députés ont commencé, mardi 15 octobre, l'examen du projet de loi de finances pour 1992. Face aux critiques de l'opposition et devant les réserves émises, ces dernières semaines, par certains de ses propres amis politiques, la présentation de la première partie du budget, consacrée aux recettes, a permis à M. Pierre Bérégovoy,

ministre d'Etat, chargé de l'économie et des finances, d'exposer une fois de plus son « credo monétariste » et d'affirmer qu'il n'y a pas de « politique alternative » à la sienne.

Il a annoncé, à cette occasion, le relèvement à 100 000 F du plafond du livret A, à compter du 1^{er} novembre prochain, et celui du plafond des

livrets d'épargne populaire à 40 000 F. Il s'agit là de mesures destinées à financer la construction de dix mille logements sociaux supplémentaires, qui constituerait l'une des principales revendications du groupe socialiste à l'Assemblée nationale (le Monde du 16 octobre).

Avant même le dépôt d'une motion de censure

par l'opposition de droite, à la fin de cette semaine, le président du groupe communiste, M. André Lajoinie, a affirmé que les députés du PCF, bien que « décidés à voter contre la première partie de cette loi de finances », ne s'associeraient pas à une telle motion.

C'est avec la même onctuosité doucereuse de quelques-uns de ses illustres prédécesseurs en charge des finances de la France, M. Raymond Barre ou M. Edouard Balladur, par exemple, que M. Pierre Bérégovoy a choisi, mardi 15 octobre, de commencer la présentation du projet de loi de finances pour 1992. « Un chiffre domine le débat, celui du chômage : 9,5 % de la population active. C'est trop, c'est beaucoup trop », a ainsi reconnu le ministre de l'économie et des finances avant de consentir ce regret : « J'ai moi-même critiqué certains de mes prédécesseurs avec la même fougue qui marque les critiques que certains m'adressent aujourd'hui. » Mais, quelques années plus tard, l'évidence est là : « Il n'y a pas de solution miracle. » Autre avertissement du ministre, « l'erreur collective » de l'an dernier, quand tous les spécialistes avaient « sous-estimé le ralentissement économique mondial et les effets négatifs de la crise du Golfe ».

Voilà donc la principale nou-

velle : les grands argentiers ne sont plus infallibles. Voilà aussi pourquoi l'administration du Quai de Bercy et l'hôtel Matignon ont préféré, cette année, « viser bas », avec un taux de croissance prévisionnel de 2,2 %, pour l'année à venir, inférieur aux prévisions de l'OCDE (2,7 %) et du FMI (2,4 %). Ce n'est pas que tout va mal, loin de là. Vu de l'étranger — M. Bérégovoy revient justement de Bangkok — « nous sommes très souvent cités en exemple », et il arrive même que l'on soit « surpris par, voyons, comme disait M. Barre, le microcosme ». C'est parce que « l'approche des élections exaspère les passions ».

Mais ce qui exaspère, précisément, M. Bérégovoy, en ce moment, c'est que ses détracteurs n'exposent pas clairement, selon lui, de politique alternative. Et là, le ministre d'Etat retrouve davantage les accents d'un responsable socialiste : « Ceux qui trouvent que l'on dépense trop doivent nous dire quelles économies ils proposent, et

sur quels postes ! Si l'on ne fait pas assez, par exemple, pour l'agriculture, quels impôts doit-on augmenter, ou bien dans quelle mesure doit-on laisser stagner le déficit ? Qui est pour l'inflation ? Qui fait de la démagogie ? »

Développant longuement les principes auxquels il croit, M. Bérégovoy oppose alors la conception de la « dévaluation compétitive », qui aurait été celle du gouvernement de la cohabitation, à celle de la « désinflation compétitive », dont il se réclame. « A entendre une fraction du capitalisme français et de la droite, dévaluer serait le meilleur moyen d'améliorer la compétitivité de l'économie. A quoi répondent des économistes qui ne sont pas de ma tendance : en refusant de fonder la productivité française sur la solidité de la monnaie, on s'est trompé. La valeur de la monnaie ne se dévalue pas, elle reflète la réalité de l'économie », insiste le ministre. Puis, il conclut, avec cette assurance : « On peut toujours faire mieux,

mais il n'y a pas de politique alternative. Il n'y a pas de majorité pour faire une dévaluation compétitive, ni pour accepter un peu d'inflation ou beaucoup trop de déficit. »

« Invitation à la prudence »

Auparavant, le rapporteur général de la commission des finances, M. Alain Richard (proche de M. Michel Rocard), s'était employé à décrire le contexte international dans lequel le projet de budget pour la France de 1992 a été préparé : l'incertitude demeure pour les grandes tendances économiques mondiales, ce qui constitue du même coup, affirme-t-il, « une invitation à la prudence » ; en outre, la compétitivité de l'industrie française se consolide, mais elle reste entachée par l'endettement des entreprises. Au passage, M. Richard cherche à dépasser les clivages quelque peu intéressés qui sembleraient s'an-

noncer, dans les semaines à venir, à l'Assemblée nationale, par cet hommage réfléchi : « L'ironie de l'Histoire veut que la France ait repris, en une génération, une place majeure [sur le plan international], en partie grâce aux partisans de l'Europe intégrée et en partie grâce au général de Gaulle, alors que leur querelle a dominé notre vie publique pendant vingt ans ! »

Sans nier que le contexte économique soit « très différent » de celui des années passées, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, a assuré, pour sa part, dans une présentation plus détaillée du projet de budget, que « notre pays est financièrement prêt pour l'échéance du grand marché ». Plus de 80 milliards de francs d'allègements fiscaux ont ainsi été consentis depuis 1988 : c'est, a-t-il affirmé, « sans précédent depuis la Libération ». Côté dépenses, le ministre a pu afficher une pareille satisfaction, en citant cet autre chiffre : quarante-cinq mille emplois supplémentaires dans l'éducation nationale depuis 1988. C'est « sans précédent », a dit M. Charasse, mais cette fois, « depuis Jules Ferry ».

Interpellé sur ses récentes difficultés à se déplacer autrement qu'accompagné de véhicules blindés, du fait de la colère des agriculteurs, le ministre s'est cependant justifié, violemment, par cette troisième évocation du passé : « Depuis Vichy, les ministres n'ont plus besoin d'ausculteurs pour se déplacer sur le territoire de la République. J'ai demandé au préfet d'assurer ma sécurité. C'est ce que j'appelle le respect de l'auto-

rité de l'Etat. » Avant l'annonce du débat général, qui devait s'achever dans la soirée du mercredi 16 octobre avec l'intervention des principaux porte-parole des groupes (1), le RPR s'est en quelque sorte offert en « prime time », c'est-à-dire avant la séance de nuit de mardi, un temps de parole supplémentaire en défendant, par la voix de M. Philippe Auberger, une question préalable, c'est-à-dire une motion de procédure assez curieusement venue, à propos du budget de la nation, puisqu'il se serait agi de dire qu'il n'y a pas lieu à débattre.

Reprochant au gouvernement d'être « ballotté de revendications catégorielles en revendications catégorielles », M. Auberger a expliqué que « ce budget ne pourra pas être exécuté en l'état », qu'il a « déjà perdu toute crédibilité et est désormais caduc ». « A quel bon vouloir le discuter en détail ? », a-t-il ajouté. Cette question préalable ayant toutefois été rejetée par 310 voix contre 264, l'Assemblée nationale sera donc employée à débattre du projet de budget pour 1992 pendant un mois, jusqu'au 15 novembre, avant de reprendre son examen, en seconde lecture, au mois de décembre, après que le Sénat se sera également prononcé.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) MM. Raymond Douyère (PS, Sarthe), Edouard Balladur (RPR, Paris), André Lajoinie (PC, Allier), François d'Aubert (UDF, Mayenne) et Edmond Alphandéry (UDC, Maine-et-Loire).

L'OUVERTURE : UN ETAT D'ESPRIT.

L'ouverture n'est pas une nouvelle stratégie. C'est entre vous et nous, un engagement de longue

date que nous voulons réaffirmer. Digital a créé un style d'entreprise encourageant l'ouverture d'esprit,

la prise de responsabilités et la créativité. C'est aussi cela

"The Open Advantage"

qui motive nos collaborateurs et leur permet de

faire la différence dans leur

dialogue quotidien avec vous.

Nos 40 000 experts, répartis dans plus de 80 pays, et nos centaines

de partenaires sont prêts à vous aider à concevoir, planifier,

mettre en oeuvre et gérer votre informatique, quelles que soient

les marques de vos systèmes. Nous vous offrons notre assis-

tance sur plus de 8 000 produits, matériels et logiciels provenant de plus de 800 sociétés informa-

tiques différentes. Nous apportons une réponse immédiate à

vos besoins grâce à notre gamme complète de prestations : de la

maintenance à la gestion de projets complexes d'intégration

de systèmes multi-constructeurs, en passant par la formation.

Une ouverture totale pour prendre l'avantage ! Nos colla-

borateurs ont tous l'ouverture

d'esprit nécessaire pour vous guider au mieux dans vos choix et pouvoir s'engager sur les résul-

tats. Prenez contact avec eux pour découvrir tous les bénéfices

de "The Open Advantage"

en appelant le 05 205 205.



digital™

Digital, le logo Digital sont des marques déposées de Digital Equipment Corporation

Le vote personnel sur la répression du travail clandestin

Un gros sursaut de civisme

Recourant pour la première fois à la procédure du vote personnel, les députés ont adopté en première lecture, mardi 15 octobre, par 309 voix contre 260, le projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et l'organisation de l'entrée et du séjour en France d'étrangers en situation irrégulière.

Le débat sur la répression du travail clandestin n'aura pas été clos par la poignée de témoins du vote nocturne qui s'en vont habituellement, mandataires un peu las, tourner les clés de leurs collèges absents. Mardi 15 octobre, plus de cinq cents mouvements du poignet secs, simultanés, presque enthousiastes, ont requinqué, un bref instant, l'institution parlementaire. M. Laurent Fabius, l'exigeant maître des lieux, n'était pas peu fier de voir ces cinq cents petits remords — qu'il avait su forcer — transformer la séance en un gros sursaut de civisme. Mais la démonstration aurait sans doute été plus complète si, aussitôt l'obligation levée, les bancs ne s'étaient dégaînés alors que débutait l'examen des recettes du budget.

Entamé sous le signe de l'union sacrée, le débat s'est achevé dans une empoignée droite-gauche de classique facture. Le PS et le PC ont voté pour le texte. Le RPR, l'UDF et l'UDC ont voté contre, à la notable exception de M. Raymond Barre (app. UDC, Rhône), qui a ébréché l'unité du groupe centriste en votant, en compagnie de M. Edmond Gerrer (UDC, Haut-Rhin), en faveur du projet de loi gouvernemental. Les appels de l'orateur du groupe UDC, M. Jean-Paul Fuchs (Haut-Rhin), à sanctionner « la politique de l'immigration de la majorité gouvernementale, ses régularisations de situation, son manque de rigueur, de clarté, une politique qui ne s'attaque pas aux vraies causes » ne l'ont donc pas convaincu.

Dans son ensemble, l'opposition est revenue avec vigueur sur la décision du gouvernement de protéger contre l'expulsion les étrangers impliqués dans le travail clandestin ou « petits » trafiquants de drogue et ayant des attaches avec la France. M. Jacques Toubon (RPR, Paris) a rappelé qu'il y voyait « une provocation aux extrémismes » tandis que M. Willy Diméglio (UDF, Hérault) a dénoncé cette « surprotection juridique » étendue « aux dealers et proxénètes ».

La gauche n'est pas moins rompue à ce genre d'exercice. Actualité oblige, le ministre délégué à la Justice, M. Michel Sapin, avertit que « ce n'est pas en multipliant les déclarations maladroites, les analyses prétendument savantes sur les grandes invasions et les glosses sur l'occupation » que l'on fera « avancer le pays ». Historien pour la circonstance, M. Jean Le Garrec (PS, Nord) exhume l'époque où l'on fit venir « d'une manière délibérée et systématique une main-d'œuvre sous-payée ». M. Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne) renchérit en estimant que « la droite et le Front national se refusent à pénaliser plus lourdement les patrons » en infraction.

S'il n'y avait eu la cliquetis discipliné de ce vote personnel, cette séance n'aurait été rien que très ordinaire.

FRÉDÉRIC BOBIN

L'analyse du scrutin

Ont voté pour (309) : 272 socialistes ; 26 communistes ; 1 apparenté UDC (M. Raymond Barre) ; 1 UDC (M. Edmond Gerrer) ; 9 non-inscrits.

Ont voté contre (260) : 127 RPR ; 90 UDF ; 35 UDC ; 8 non-inscrits.

Se sont abstenus (4) : 1 UDC (M. Christine Boutin) ; 3 non-inscrits.

N'ont pas participé au vote (4) : 2 socialistes (MM. Jean-Claude Bouland, Jean-Pierre Bouquet) ; 2 non-inscrits.

POLITIQUE

Le projet de loi sur l'eau examiné au Sénat

Le gouvernement veut associer les agriculteurs à la lutte contre la pollution

Le Sénat commence mercredi 16 octobre l'examen du projet de loi sur l'eau, qui institue notamment des « schémas d'aménagement et de gestion des eaux ». La profession agricole a longtemps bataillé pour faire disparaître du texte les articles par lesquels le gouvernement entendait l'associer financièrement à la lutte contre la pollution.

Adopté par le conseil des ministres le 29 mai et présenté devant le Parlement avec quatre mois de retard sur le calendrier prévu, le projet de loi qui doit définir la répartition, la police et la protection des eaux, fait l'unanimité dans son principe. Tout le monde admet que la législation, qui remonte pour l'essentiel à 1964, doit être adaptée aux besoins actuels des usagers de l'eau.

Les agences financières de bassin, rebaptisées agences de l'eau, donnent dans l'ensemble toute satisfaction lorsqu'il s'agit de collecter la redevance anti-pollution et d'un répartition du produit parmi ceux qui entreprennent d'épurer leurs eaux usées. Mais on constate aujourd'hui que les agriculteurs pollueurs échappent toujours à cette redevance, et le gouvernement, poussé par le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, voudrait associer la profession agricole à l'effort national.

La profession agricole, justement, ne veut pas payer de redevance, et elle a longuement bataillé pour faire disparaître les articles du projet de loi qui prévoyaient cette éventualité. « Il n'y aura donc pas de débat parlementaire sur les pollutions diffuses », précise avec jubilation le communiqué commun de toutes les organisations agricoles. Tout au plus peut-on prévoir un texte

réglementaire étendant à l'agriculture les dispositions de la loi de 1964. Ce qui va mobiliser la scrupuleuse attention du lobby agricole.

Les organisations agricoles réclament plutôt la construction d'ouvrages pour favoriser l'irrigation (barrages, lacs collinaires, etc.) et le pompage systématique des eaux souterraines, le tout sous le contrôle des SAGE, ces nouveaux « schémas d'aménagement et de gestion des eaux », proposés par le projet de gouvernement.

Trop de décrets ?

Quant aux sénateurs eux-mêmes, notamment dans l'opposition, ils déplorent un « renforcement des contraintes imposées aux utilisateurs d'eau » et un « accroissement des pouvoirs de l'administration », comme l'écrit dans son rapport M. Richard Pouille (Rég. et ind., Meurthe-et-Moselle). « Cette loi prévoit trop de décrets, trop d'interventions, trop d'autorités administratives », se plaint M. Jean Faure (Un. cent., Isère). Le Parlement est exclu. Ces sénateurs préfèrent naturellement « une gestion locale et contractuelle de l'eau ».

Tout le monde s'accorde, en revanche, sur la politique de l'eau à mener. « Il faudra investir 250 milliards de francs dans les dix ou quinze prochaines années, si l'on veut maintenir la qualité et la quantité disponibles », affirme M. Pouille. Quant à M. Roland du Luart (Rég. et ind., Sarthe), auteur d'un rapport sur le Fonds national pour le développement des adductions d'eau, il préconise une augmentation de 5 centimes par mètre cube (à 10,5 centimes) afin de permettre le financement des travaux à effectuer pour la mise à niveau européenne de 1999.

ROGER CANS

Après la démission de M. Roger Quilliot

Clermont-Ferrand ne reconnaît plus son maire

République (« après vingt-sept ans de relations personnelles »), une invitation du premier ministre à Matignon après quatre mois de silence, une multitude de messages de sympathie émanant d'élus locaux ou de parlementaires, M. Quilliot n'est pas rentré bredouille.

« C'est bien, mais ça n'est pas l'essentiel », a-t-il assuré, soucieux de dissiper au plus vite la douce euphorie qui venait de sourdre à la lecture de ce tableau de chasse. « Je n'ai pas démissionné parce que j'étais vexé de n'avoir pu obtenir un rendez-vous avec M^{me} Edith Cresson », a-t-il enchaîné. « Je n'attends pas de symbole, mais du concret et il n'est pas question de revenir pour l'instant sur ma décision ».

S'il n'a pas exclu, à l'avenir, un réexamen de sa position à l'annonce de certaines bonnes nouvelles, le maire démissionnaire n'en a pas pour autant desserré son étreinte. Mais en attribuant les « accidents » de sa ville à des refus de priorité (aménagement du territoire, intercommunalité) dont seraient coupables l'Etat et ses homologues de l'agglomération, il s'expose évidemment à la critique.

Premiers incriminés, les pouvoirs publics locaux n'ont pas apprécié que modérément les griefs formulés à l'encontre de l'Etat et des décisions prises au cours du dernier comité interministériel consacré à l'aménagement du territoire. « On partage pour une grande part les observations de M. Quilliot, mais il faut bien dire qu'il y a des omissions », explique-t-on à la direction régionale de l'industrie et de la recherche (DRIR). « L'Etat fait son travail. Il a nommé un sous-préfet, M. André Horel, à la tête d'une mission spéciale chargée du développement économique de la quatrième plan social de Matignon en 1990. Il n'y a pas de semblable structure dans les autres régions sinistrées. » « Ce n'est de toute façon pas l'heure de juger le bilan de la mission Horel, elle ne s'achève que sur le moyen terme », ajoute M. Philippe Le Clapier, assureur un maître de l'agglomération industrielle à la DRIR. M. Quilliot n'en

démord pas, il veut passer à la vitesse supérieure : « Il nous faut l'équivalent de ce que l'Etat a fait en Lorraine avec Chêrène », clame-t-il.

Le travail effectué sous son autorité à Clermont-Ferrand en matière d'équipement et d'habitat social fait en général l'unanimité. En l'espace de deux décennies, M. Quilliot a considérablement remodelé sa ville en la dotant notamment d'un centre commercial efficace, sinon élégant, et en réhabilitant le quartier du Mazer, au cœur de la vieille ville. Il n'en va pas de même pour ce qui relève du développement économique. « Même si le parc technologique de la Paradien est un succès ça n'est pas un triomphe », indique-t-on ici. Il n'a pas su répondre à l'effacement de la présence de Michelin sur l'agglomération, ne serait-ce qu'au niveau de l'occupation du territoire, alors que le groupe liquide de plus en plus son patrimoine immobilier.

Chocs en retour

M. Quilliot se retrouve également sur la sellette quand on aborde la question délicate de l'intercommunalité. Lorsque le maire démissionnaire réclame, « avant la fin octobre », des engagements concrets de la part des élus de l'agglomération clermontoise, lorsqu'il insiste sur la nécessité d'un « guichet unique » à l'attention des industriels désireux de s'y implanter et sur l'importance qu'il y a à établir le plus rapidement possible au niveau de cette agglomération un « taux unique de TVA », il s'attire les remarques acérées de certains élus, y compris de ceux qui sont de sa sensibilité politique. « C'est un discours très nouveau. M. Quilliot n'a eu conscience de l'utilité de l'intercommunalité que lorsqu'elle s'est avérée absolument indispensable. Il est évident que seule l'agglomération peut répondre aujourd'hui aux projets d'implantation lourds nécessitant des surfaces importantes », assure un maître de l'agglomération qui regrette que Clermont-Ferrand

ait pris du retard en camionnant pendant trop longtemps l'intercommunalité à des aspects strictement quotidiens comme le ramassage des ordures ou les papiers.

« S'il y a eu un blocage dans ce domaine, poursuit ce maire, il vient avant tout de Clermont-Ferrand qui n'a pas pris conscience de sa force. Cela tient peut-être au fait que le maire gère généralement très mal les situations conflictuelles, comme en témoigne son agacement à l'égard des écologistes : il n'aime pas les guérillas. » « Pas plus qu'il n'aime le travail en groupe », ajoute un de ses amis politiques. « Sa démission, par exemple, aurait eu plus de poids s'il y avait associé tout le monde. » On voit mal, en effet, comment des communes aussi différentes que Chamalières ou Gerzat, qui se situent aux extrêmes l'une de l'autre, que ce soit pour les taux de taxe professionnelle ou les réserves foncières disponibles, pourraient définir un projet économique commun sans que le maire de Clermont-Ferrand soit obligé d'arbitrer.

Après la secousse qu'il vient d'imprimer au jeu politique clermontois, M. Quilliot pouvait difficilement faire l'économie de ses chocs en retour. En l'espace de six mois il est vrai, le terme d'électrochoc est devenu à la mode dans l'agglomération clermontoise. Electrochoc du cinquième plan social de Michelin (« à l'issue duquel les effectifs seront ramenés peu ou prou à 15 000 salariés, au lieu de 30 000 en 1980 »), Electrochoc de la démission de M. Quilliot. « Le problème avec ce genre de pratique c'est qu'on n'est jamais sûr du résultat, soit ça réveille le malade, soit ça l'achève », note M. Alain Weber, directeur régional de la Caisse des dépôts et consignations.

Reviendra-t-il ? Reviendra-t-il ? Lorsqu'il est en train de démissionner la lettre de démission de leur démission, les clermontois interloqués ont tout d'abord pensé que, las de batailler, il avait définitivement rendu les armes. A vrai dire, maintenant ils ne sont plus sûrs de rien.

GILLES PARIS

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

L'application des accords de Matignon se poursuit dans un climat d'insatisfaction

Le « comité de suivi » des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, rassemblant les représentants du gouvernement, les députés du Rassemblement pour la Calédonie et ceux du Front de libération national kanak socialiste (FLNKS), doit se réunir, jeudi 17 et vendredi 18 octobre à Paris, pour la troisième année consécutive, afin de faire le point sur l'application de la loi référendaire du 9 novembre 1988 préparatoire au référendum d'autodétermination du territoire prévu en 1998.

Trois ans après la signature, en juin 1988, des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, complétés, en août de la même année, par une série de mesures d'accompagnement arrêtées au ministère des DOM-TOM, rue Quinot, les principaux artisans de l'entreprise de réconciliation des communautés caldoche et kanak sont sujets à la morosité. Depuis le départ de l'Hôtel Matignon de M. Michel Rocard, qui avait parrainé ces accords, ils se sentent un peu orphelins.

Bien que M. Louis Le Penec ait été maintenu à la tête du ministère des DOM-TOM pour assurer la continuité du processus engagé au lendemain de la réélection de M. François Mitterrand à la prési-

dence de la République et des drames d'Ouvéa, ils ne perçoivent plus la même faveur dans l'attitude de leurs partenaires gouvernementaux et administratifs.

Et ils s'en plaignent. « Nous avons perdu un partenaire en route », affirme le président du RPCR, M. Jacques Lafleur, qui reproche notamment au nouveau haut-commissaire de la République au poste à Nouméa, M. Alain Christnacht, ancien directeur de cabinet de M. Le Penec, de « prendre des initiatives qui reviennent aux élus ». Le président de l'Union calédonienne (UC, principale composante du FLNKS), M. François Burek, partage, sur ce point, le sentiment du député RPR : « L'Etat français veut récupérer ses pouvoirs et confirmer le poids économique de Nouméa au détriment des provinces du Nord et des îles, et le fossé a tendance à s'approfondir », déclare le président de la coalition indépendantiste, M. Paul Néaoutyine, maire de Poindimié. La relance économique constatée après les accords de Matignon profite essentiellement au milieu des affaires qui est maîtrisé par le RPCR, et celui-ci

utilise à fond le dispositif des accords pour conforter son intérêt. Le PALIKA (Parti de libération kanak), dont M. Néaoutyine est le chef de file, a repris cette argumentation en soulignant « un redressement spectaculaire de la situation passant, de la part du RPCR et de l'Etat, par un respect de l'esprit des accords ».

L'Union océanienne, qui rassemble, depuis 1989, les membres de la communauté wallisienne en désaccord avec le RPCR, parle de « risques de dérapage » devant « l'absence de réformes indispensables de la fiscalité et du contrôle des prix, le retard du programme d'habitat social, le manque d'emplois et de perspectives d'avenir pour la jeunesse dans un système qui fait que l'aide sociale est réservée aux militants des partis au pouvoir ».

« Embourbés par le fic »

Enfin, à l'intérieur du FLNKS, les petites formations contestent de plus en plus ouvertement l'hégémonie de l'Union calédonienne en accusant ses dirigeants de modifier

leurs engagements politiques. dans leurs engagements politiques. Le candidat du LKS (mouvement Libération kanak socialiste), M. Nidoish Nalésine, qui avait annoncé, en avril, son retrait des accords de Matignon, a finalement accepté de venir à Paris, sur l'insistance de M. Le Penec, mais certains de ses militants ont diffusé un document révélateur de leur état d'esprit : les dirigeants des autres partis indépendantistes y sont accusés d'être devenus des « arrivistes (...) embourbés par les mirages du fic », de ne plus parler « des droits de l'homme kanak » ou des « surfaces importantes », comme s'ils en avaient honte », bref de renier les idéaux de leur chef charismatique assassiné en 1989, Jean-Marie Tjibaou, « dont l'image est confisquée par l'Etat français et les élus-majors provinciaux ».

S'il convient sans doute de ne pas exagérer le poids de ces tensions, l'expérience du passé recommande aussi de ne pas les négliger, surtout à un an du bilan de l'application des accords, officiellement prévu avant les échéances électorales de 1993.

ALAIN ROLLAT

EN BREF

Grève générale peu suivie en Nouvelle-Calédonie. - Quelque 20 % des fonctionnaires et 40 % du personnel de l'enseignement privé ont suivi, mercredi 16 octobre en Nouvelle-Calédonie, le mot d'ordre de grève générale lancé par une intersyndicale regroupant Force ouvrière, la Fédération des fonctionnaires et la CFE-CGC (le Monde du 16 octobre). Parallèlement, environ deux mille personnes ont participé à la manifestation organisée à Nouméa à la veille de la réunion, à Paris, du Comité de suivi des accords Matignon.

Les députés modifient l'organisation financière des agglomérations nouvelles. - Les députés ont adopté, mardi 15 octobre, à l'unanimité une proposition de loi du groupe socialiste modifiant les relations financières, au sein des agglomérations nouvelles, entre les organismes de coopération inter-

communale (communautés ou syndicats) et les communes membres. Le texte définit les nouvelles modalités de calcul des dotations et des mécanismes d'indexation afin de réduire les disparités entre les communes. Il clarifie également les conséquences du transfert de gestion de certains équipements.

Les sénateurs annulent le projet de loi renforçant la protection des consommateurs. - Le Sénat a adopté, mardi 15 octobre, le projet de loi renforçant la protection des consommateurs. La majorité sénatoriale a voté pour, les socialistes contre, les communistes se sont abstenus. Le texte gouvernemental a fait l'objet d'amendements « clarifiants » la définition de la publicité comparative, délimitant ses conditions de mise en œuvre et mettant en place un régime de sanctions suffisamment dissuasives pour éviter tout recours abusif aux annonces comparatives.

Dans les couloirs du Palais-Bourbon

La complainte des édiles

On les croyait heureux, épanouis dans leur jolies maires, à l'aise dans leur mandat... Eh bien ! pas du tout. En fait, ils ont le cafard, ils en ont marre. Comme M. Roger Quilliot. Le coup de colère du maire de Clermont-Ferrand les a libérés. Enfin, quelqu'un - de gauche, de droite - qui avoue tout haut ce dont ils sont nombreux à souffrir tout bas.

« On le comprend, cet homme », lancent à l'unisson les maires-députés, mardi 15 octobre, dans les couloirs du Palais-Bourbon. D'Epinal à Dijon, de Nancy à Montpellier, de Toulouse à Epervier, l'appel de Clermont-Ferrand avait été entendu.

« Un suspect permanent »

« Oui, il y a un sentiment de malaise chez les maires de ce pays », constate M. Philippe Séguin (RPR), maire d'Epinal. On nous inflige de plus en plus de charges, et lorsqu'on augmente les impôts locaux on est montré du doigt par le président de la République et le ministre des finances. Et ce n'est pas tout, le maire est devenu « un suspect permanent », ajoute M. Séguin : « Dès qu'un supermarché s'ouvre sur le territoire de votre commune, on vous regarde de travers ! ».

A entendre M. André Rossinot, maire (UDF) de Nancy, ou M. Dominique Baudis, maire (CDS) de Toulouse, la révolte grandit chez messieurs les premiers magistrats, qui ne supportent plus longtemps ce « désengagement de l'Etat ». « Jusqu'à quand le gouvernement va-t-il compenser son inconscience en faisant payer sa gestion désastreuse par les contribuables locaux ? », s'interroge M. Baudis.

Le maire de Montpellier, M. Georges Frêche (PS), se montre beaucoup plus virulent, n'hésitant pas à reprendre à son compte l'éternelle complainte des maires incompris et victimes d'une administration incompétente. Ainsi donc, les

élus souffriraient sous la dictature douce des hauts fonctionnaires qui décident de l'avenir d'une ville ou d'une collectivité locale. « Entre un énarque PS et un énarque RPR, vous ne passez pas une feuille de papier à cigarette », tonne M. Frêche. Il faut supprimer l'ENA pour redonner le pouvoir aux hommes politiques.

« On ne peut être que solidaire avec M. Quilliot », affirme tout simplement M. Jean-Marie Bockel, maire (PS) de Mulhouse. « C'est un appel au secours qu'il a lancé. Lorsque vous cumulez dans une ville des problèmes lourds, de banlieue, de chômage et que l'Etat se désengage financièrement, vous ne pouvez pas vous en sortir. De plus en plus de villes n'arrivent plus à boucler leur budget ».

Même écho chez M. Bernard Stasi, maire (CDS) d'Epervier, selon lequel les contraintes de la décentralisation présentent beaucoup plus sur la ville que sur les autres collectivités locales. « Les départements et les régions s'en sortent bien, sur les autres plus de moyens et on leur demande moins qu'à la commune ». D'autant que, affirme M. Séguin, « lorsque les impôts locaux augmentent, personne n'a l'idée d'aller se plaindre auprès du président de la région ou du département. C'est le maire qu'on prend à partie ».

A se pencher ainsi sur leurs propres douleurs, ils en auraient presque oublié celle de M. Quilliot. Sauf M. Robert Poujade, maire (RPR) de Dijon et « ami personnel » de l'ancien ministre du logement. « S'il a fait cela, c'est que Clermont-Ferrand va très très mal », se contentait-il d'observer. Le maire de Lille, lui, s'est souvenu avant tout qu'il était premier secrétaire du Parti socialiste. « Roger Quilliot a voulu élargir clairement les problèmes de sa ville et de l'Auvergne, comment ça s'échappe M. Pierre Mauroy. C'est un bon moyen de communiquer, c'est tout... ».

PASCALE ROBERT-DIARD

INSEE
la référence au bout des pages...

ETC 1990
Série INSEE Cadastre

• Pour enseigner la comptabilité nationale. S'exercer à la macro-économie et travailler sur des cas concrets.

• 150 pages - Prix 80 F

En librairie et dans les Observatoires Economiques Régionaux de l'INSEE

مكتبة

POLITIQUE

Le séisme des régionales

Suite de la première page

Par la combinaison de la transformation du système politique et de la représentation proportionnelle à un tour dans le cadre départemental, les régionales de 1992 marqueront une étape décisive dans le processus de décomposition-recomposition de notre vie politique.

Pour tenter d'en dessiner les contours, il a paru intéressant de procéder à une simulation de la composition des conseils régionaux sur la base des résultats par département des élections européennes de 1989, premier scrutin de la nouvelle donne politique. Seule modification, les scores de la liste Veil et de la liste Giscard d'Estaing ont été additionnés dans une UPF reconstituée puisque les centristes ont abandonné toute velléité d'indépendance.

Les résultats pourraient surprendre (voir tableau), mais tout indique que la référence européenne est désormais en deçà de la réalité. On voit à travers les sondages et les élections partielles que les évolutions se sont accentuées. Il y a deux ans, en effet, le FN n'obtenait que 11,8 % des suffrages exprimés et les écologistes 10,7 %. En sens inverse, l'UPF avec les listes Giscard d'Estaing et Veil atteignait encore 37,1 % et le Parti socialiste 23,6 %, un score jugé alors bien modeste mais qui, avec la modification du climat politique, constitue aujourd'hui la fourchette haute de ses ambitions régionales.

Appliquée aux élections régionales et sur la base de la nouvelle distribution des sièges adoptée par l'Assemblée nationale, la simulation met en lumière six points forts.

1. - La fin des majorités absolues issues de l'élection. En 1986, il y avait majorité absolue issue des urnes dans onze régions sur vingt-deux, dix en faveur de l'UDF-RPR, deux en faveur de la gauche. Sur la base des résultats des européennes, il n'existerait plus de majorité absolue que dans

trois régions, deux très ancrées à droite (la Basse-Normandie et les Pays de Loire), la troisième en Auvergne, chef de M. Giscard d'Estaing. Cette transformation radicale signifie que chaque candidat au fauteuil de président devra constituer sa propre majorité pour être élu et gouverner.

Encore ce travail sera-t-il facilité là où existe une majorité relative - les élus UPF sont plus nombreux que les élus gauche + écologie, ou les élus de gauche sont plus nombreux à eux seuls que les élus UDF-RPR. C'est le cas dans onze des dix-neuf régions sans majorité absolue. Mais dans huit cas, il n'existe sur le papier aucune majorité, ni absolue, ni relative.

2. - La pression croissante du Front national. Sur la base des européennes, où elle recueillait 11,8 % des suffrages exprimés, l'extrême droite sera en position d'exiger de l'UPF d'être associée à l'exécutif de seize régions sur vingt-deux. Ce n'était le cas que de neuf régions en 1986. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, avec un FN dépassant une moyenne nationale de 15 % des voix, M. Le Pen peut effectivement nourrir l'espoir de constituer le groupe le plus important de la droite.

A la différence de 1986, il ne s'agit plus de quelques compromis honteux. Entre les deux tours des cantonales, l'élection des présidents de région pourrait faire apparaître une véritable alliance des droites, échangeant une région contre quinze autres et faisant entrer le FN dans la plupart des exécutifs régionaux.

3. - L'apparition des majorités de rachat. En réalité, pour la droite modérée, le choix ne sera plus entre faire élire un socialiste faute d'entente avec le FN ou pactiser avec l'extrême droite. L'émergence du phénomène écologiste, la certitude de l'élection de nombreux conseillers régionaux Verts ou Génération Écologie offrent une véritable solution de rachat pour la constitution des majorités. Dans treize des seize conseils régionaux, il existe une majorité

alternative UPF + écologistes à la majorité potentielle UPF + Front national.

A la lumière de ces indications, des déclarations récentes prennent toute leur importance. Les appels de M. Chirac en direction des Verts visent moins les législatives de 1993, sauf modification du mode de scrutin, que les régionales de mars prochain. Et quand M. Waechter déclare devant les instances de son mouvement : « Notre démarche dans les conseils régionaux sera d'aider à la constitution d'une majorité qui puisse se passer du Front national », il échappe à l'accusation de complaisance envers l'extrême droite mais s'annonce comme le futur allié de l'UPF et du RPR puisque l'apport écologiste pour empêcher l'entrée du FN dans les exécutifs ne profitera qu'à la droite modérée.

La gauche pourrait ainsi remporter une grande victoire morale - la droite décide d'échapper à l'emprise légaliste - et subir une grande défaite politique : le front anti-Le Pen, loin de passer par elle pour casser la droite modérée, associerait le RPR, l'UPF, les Verts et peut-être même Génération Écologie prisonnier de ses vigoureuses déclarations de principe.

Il reste que dans deux régions - Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Languedoc-Roussillon - il n'existe sur la base des européennes aucune majorité alternative à la majorité potentielle UPF + FN, qui les gèrent d'ailleurs en commun depuis 1986. C'est par ces deux régions que peut s'achopper une entente RPR-UDF-écologistes, si par exemple les Verts décidaient de retirer leur soutien à la droite modérée des lors que dans une seule région se constituait l'alliance de la droite et de l'extrême droite.

4. - La prime aux tout petits. Dans cette situation d'équilibre incertain, le poids des petites listes devient considérable. Sur la base des européennes de 1989, les élus de Chasse, Pêche et Tradition feraient pencher la balance de l'élection du président de région vers la gauche ou vers la droite dans trois régions. Il s'agit ni plus, ni moins du Nord - Pas-de-Calais, de la Picardie et de l'Aquitaine. Or il paraît vraisemblable que ces élus s'allieront plus facilement à la droite y compris extrême plutôt que de constituer une coalition

avec la gauche et... les écologistes.

Au-delà des listes de chasseurs, l'existence aujourd'hui d'un potentiel électoral de 25 % à 30 % des voix entre le PS et l'UDF et l'impossibilité de constituer des majorités absolues représentent un formidable encouragement à la multiplication de listes visant à conquérir les électeurs non extrémistes et insatisfaits de l'actuel système partisan. D'ici à mars 1992, on devrait assister à une floraison de petites listes qui pourraient in fine placer les listes patronnées par l'UPF aux environs de 30 % des suffrages exprimés et le Parti socialiste en-deçà des 20 %, pour la première fois depuis le congrès d'Épinay. Par le jeu de l'abstention, les trois « partis du gouvernement » pourraient recueillir

en tout et pour tout 25 % des électeurs inscrits et le parti au pouvoir à peine 10 %.

Si l'élection des présidents des conseils régionaux sera un imbroglio politique, le fonctionnement quotidien des assemblées sera sans doute plus aisé qu'au cours de la mandature précédente. Une fois constituée la majorité d'élection, il sera relativement facile aux présidents de région de l'élargir en obtenant le soutien ou la neutralité des élus des petites listes, indépendants des grands partis et des courants nationaux.

5. - Le paradoxe de la gauche. Si le scrutin régional s'annonce redoutable en termes de voix pour la gauche, il pourrait être meilleur en nombre de présidences. Les socialistes peuvent espérer conser-

ver les deux seules régions sauvegardées en 1986, le Limousin et, ce sera plus difficile, le Nord - Pas-de-Calais. Ils pourraient même, s'ils retrouvent leur score des européennes, l'emporter dans deux autres régions, Midi-Pyrénées et la Haute-Normandie, avec un souci louable d'équilibre des courants puisque seraient alors élus présidents de région Lionel Jospin et Laurent Fabius.

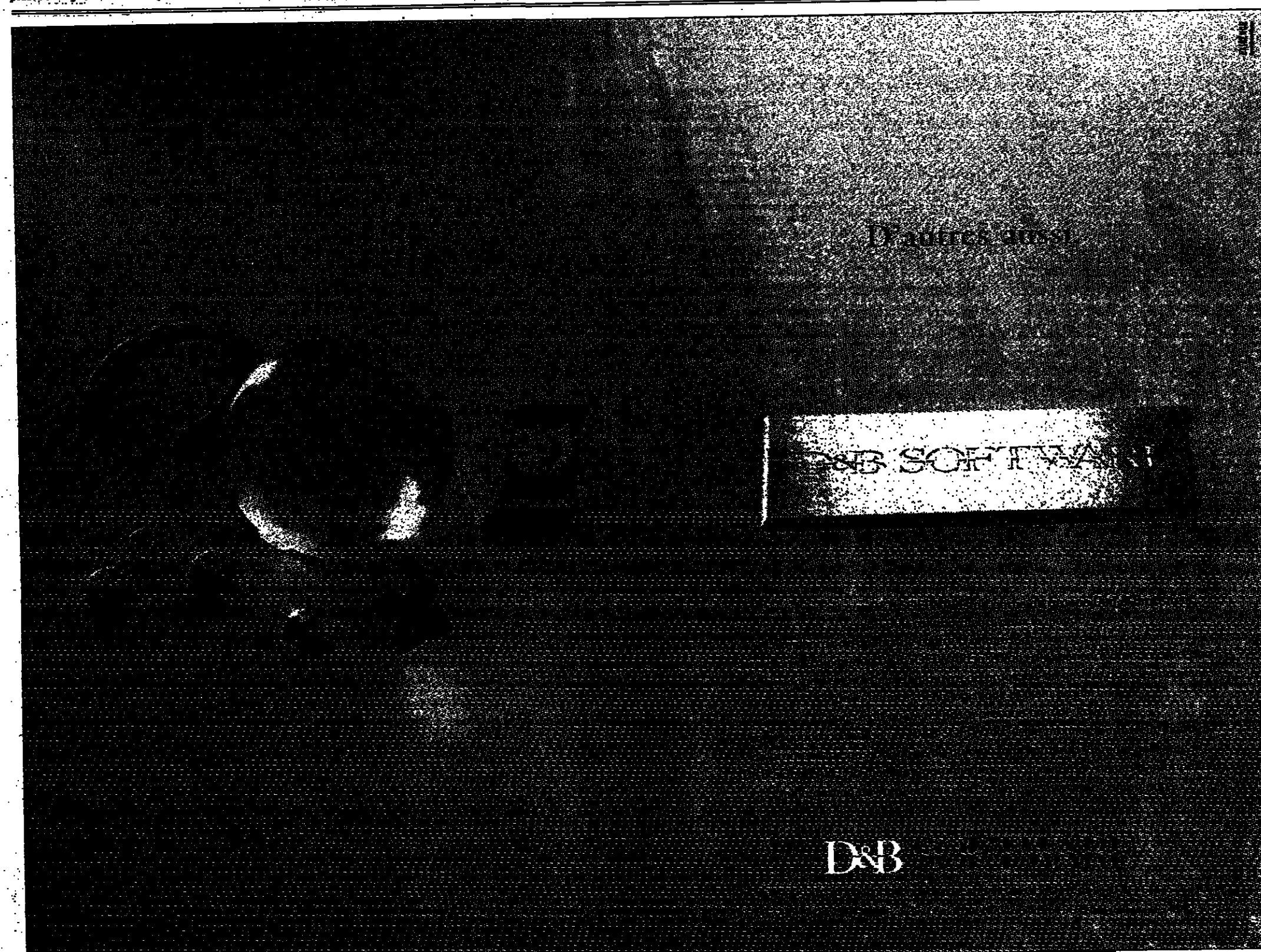
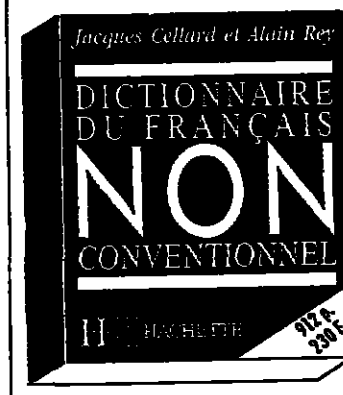
6. - Le dysfonctionnement du système politique. Incidents électoraux, il y a quelques années, écartés du Parlement par le jeu du scrutin majoritaire, les écologistes et le Front national seront les arbitres des conseils régionaux. Juste revanche pensera-t-on ici ou là. Mais on peut s'inquiéter que des formations très minoritaires puissent se retrouver, comme aux plus beaux jours de la IV^e République, en position de parti-char-recul du meilleur apport de la V^e République, qui veut que les électeurs désignent eux-mêmes et directement leurs gouvernants.

Inversement, le strict maintien du scrutin majoritaire aux élections législatives pourrait priver de toute représentation des formations représentant 30 % des voix et transformer les arbitres des régionales en exclus de la vie politique nationale. Plutôt que de tomber de Charybde en Scylla, mieux vaudrait mettre en place, en dehors des intérêts immédiats de chacun, une vraie réforme des modes de scrutin qui assure la représentation des minorités et permette aux gouvernés de choisir à tous les échelons les majorités qui les gouvernent.

JÉRÔME JAFFRÉ

La simulation des régionales de 1992 sur la base des européennes de 1989

	Existence d'une majorité absolue	Existence d'une majorité relative	Majorité potentielle	Majorité alternative
Alsace	-	UPF	UPF + FN	UPF + Eco.
Aquitaine	-	-	UPF + FN	Gauche + Eco.
Auvergne	UPF	-	+ Chasse	+ Chasse
Bourgogne	-	UPF	UPF + FN	UPF + Eco.
Bretagne	-	UPF	UPF + FN	UPF + Eco.
Centre	-	UPF	UPF + FN	UPF + Eco.
Champagne-Ardenne	-	UPF	UPF + FN	UPF + Eco.
Corse	-	-	UPF + FN	UPF + Eco.
Franche-Comté	-	UPF	UPF + FN	UPF + Eco.
Île-de-France	-	-	UPF + FN	UPF + Eco.
Languedoc-Roussillon	-	-	UPF + FN	-
Limousin	-	Gauche	Gauche + Eco.	-
Lorraine	-	-	UPF + FN	UPF + Eco.
Midi-Pyrénées	-	Gauche	Gauche + Eco.	UPF + Eco.
Normandie	UPF	-	-	-
Haute-Normandie	-	Gauche	Gauche + Eco.	-
Nord-Pas-de-Calais	-	Gauche	UPF + FN	Gauche + Eco.
Pays de Loire	UPF	-	+ chasse	+ chasse
Picardie	-	-	UPF + FN	UPF + Eco.
Poitou-Charentes	-	-	+ chasse	Gauche + Eco.
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-	UPF	UPF + FN	UPF + Eco.
Rhône-Alpes	-	UPF	UPF + FN	UPF + Eco.



سكائن النصح

SOCIÉTÉ

La réforme de la procédure pénale

M. Sapin propose le renforcement des droits de la défense et la suppression de l'inculpation

Le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, a présenté mardi 15 octobre le second volet de la réforme de la procédure pénale qu'il souhaite soumettre au Parlement à la session de printemps. Après la suppression du privilège de juridiction et la réforme des nullités de procédure (la réforme du 5 octobre), M. Sapin a proposé un renforcement des droits de la défense et la suppression du système actuel de l'inculpation. Une communication sur l'ensemble de ces questions devrait être présentée au conseil des ministres au cours du mois de novembre.

Depuis son arrivée place Vendôme, au printemps dernier, M. Michel Sapin promet une « vaste et profonde » réforme de la procédure pénale. Le champ, répète-t-il volontiers, en sera large : cette réforme devrait concerner à la fois la garde à vue, l'inculpation, l'interrogatoire et la détention provisoire. Pour ce faire, M. Sapin dispose de nombreux textes et travaux qui ont nourri le débat sur la procédure pénale de ces dernières années. L'un d'eux, toutefois, fait autorité : il s'agit du rapport remis au cours des années 1989-1990 par la commission « Justice pénale et droits de l'homme », présidée par un professeur de droit, M. Mireille Delmas-Marty (1).

Après des mois de débats difficiles et l'audition de plus de cinquante magistrats, policiers, journalistes, gendarmes, avocats, greffiers et juristes, cette commission avait adopté une démarche originale. Renonçant à dresser le catalogue des réformes à mettre en œuvre, la commission avait choisi de donner la priorité aux prin-

cipes. Elle définissait ainsi d'emblée dix principes fondamentaux (2), qui guidaient naturellement le législateur vers les structures les mieux adaptées à leur mise en œuvre. La commission en déduisait alors, et alors seulement, des règles de procédure.

La chancellerie a, semble-t-il, choisi de procéder autrement. Annonçant la réforme petit à petit, morceaux par morceaux, elle pose l'une après l'autre les pièces d'un puzzle dont les contours ne sont pas encore définitivement dessinés. Le cœur du système, le fonctionnement de l'inculpation, est encore flou : la chancellerie a décidé de maintenir l'existence du juge d'instruction, mais ses pouvoirs ne sont pas définitivement fixés. Nul ne sait donc aujourd'hui avec certitude le rôle exact dévolu à ce juge, qui est pourtant au centre de toute réforme de la procédure pénale.

Renforcer les libertés individuelles

Les deux mesures publiquement envisagées mardi sont donc forcément partielles. Elles obéissent à « renforcer les garanties des justiciables ». La première de ces décisions, la suppression de l'inculpation, a d'abord une valeur symbolique : le préjugé veut que les inculpés soient avant même leur jugement des « pré-couppables ». Il s'agit là, aux yeux de la chancellerie, d'une grave atteinte à la présomption d'innocence. Le mot « inculpation » sera donc remplacé par une trilogie nouvelle, plus neutre, qui comprendra la « mise en examen », la « mise en cause » et la « mise en accusation ».

Le mécanisme même de l'inculpation sera lui aussi modifié : M. Michel Sapin propose de dissocier la notification des charges et l'exercice des droits de la défense. La « mise en examen » devrait

ainsi permettre aux avocats de consulter le dossier sans que leur client subisse pour autant l'« infamie » de l'inculpation. Les tribunaux prouvent d'ailleurs tous les jours que l'inculpation, et c'est heureux, ne vaut pas forcément condamnation : 1990, sur les 73 649 inculpations prononcées, 7 762, soit 11,12 %, ont fait l'objet d'une ordonnance de non-lieu.

L'avocat, auquel la procédure laisse aujourd'hui peu de place, se verra également confier de nouveaux pouvoirs. Aujourd'hui, les textes autorisent le juge d'instruction à ouvrir le dossier aux avocats... deux jours seulement avant chaque interrogatoire. La plupart des juges d'instruction se montrent plus ouverts et laissent les avocats consulter le dossier bien avant les débats légaux, mais il y a à un déséquilibre manifeste vis-à-vis du procureur de la République, qui peut accéder au dossier chaque fois qu'il le demande. M. Sapin souhaite donc modifier cette règle : les avocats pourront désormais consulter le dossier dès qu'ils le souhaitent.

Un même déséquilibre régit les rapports entre l'accusation et la défense lors des investigations du juge d'instruction. Le procureur de la République peut requérir à tout moment des actes « paraissant utiles à la manifestation de la vérité » et le juge doit, en cas de refus, lui répondre par une ordonnance motivée susceptible d'appel. Les règles imposées à l'avocat sont tout autres : il peut bien entendu demander des investigations, mais le juge n'est tenu ni de le suivre ni même de lui répondre. Les nouveaux textes mettront fin à cette situation : les avocats de l'inculpé et de la partie civile auront désormais le droit de solliciter des investigations auxquelles le juge devra répondre, en cas de refus, par une ordonnance motivée. Enfin, le droit d'appel de l'inculpé sera élargi aux ordonnances de

placement sous contrôle judiciaire, ce qui n'est pas actuellement le cas.

Reste désormais l'essentiel : le fonctionnement de l'instruction. Dans ce domaine, le débat n'est pas encore tranché. La chancellerie se contente aujourd'hui de souligner sa préférence pour « le développement du travail en équipe des juges d'instruction pour les affaires difficiles », sans plus de détails. M. Sapin souhaite également privilégier la collégialité, notamment le contenu de la détention, mais l'éventuelle participation du juge d'instruction à cette « chambre » est encore à l'étude. Les précédents, il est vrai, ne sont guère encourageants : les dernières réformes introduisant, chacune à leur manière, la collégialité, celle de M. Badinter et celle de M. Chalandon, sont toutes deux restées lettre morte.

Bien des arbitrages, et non des moindres, sont donc encore à venir. Les tenants d'une rupture avec l'instruction à la française sont toutefois déjà déçus. Ceux de M. Badinter et celle de M. Chalandon, sont toutes deux restées lettre morte.

ANNE CHEMIN

- (1) La mise en état des affaires pénales. Rapports. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75384 Paris Cedex 12.
- (2) Les dix principes fondamentaux définis par la commission étaient les suivants : la légalité, l'équité entre les justiciables, la garantie judiciaire, la dignité de la personne humaine, la protection de la victime, la présomption d'innocence de l'accusé, le respect des droits de la défense, l'équilibre des parties, la proportionnalité et la célérité de la procédure.

Le procès Chaumet au tribunal correctionnel de Paris

Un avocat de la partie civile met en cause M. Albin Chalandon

La huitième journée du procès des frères Chaumet, mardi 15 octobre, devant le tribunal correctionnel de Paris, a été marquée par la mise en cause surprise de l'ancien garde des sceaux, M. Albin Chalandon, par un avocat de la partie civile.

La faillite de la joaillerie Chaumet, quand elle fut révélée en 1987, avait été éclipsée par une sous-affaire Chalandon. On avait découvert que M. Albin Chalandon, garde des sceaux de l'époque, chef du parquet chargé de diligenter les poursuites contre les joailliers faillis, comptait aussi au nombre de leurs créanciers : il était titulaire d'un compte courant d'un montant d'environ 6 millions de francs. Pour compliquer les choses, les Chaumet avaient procédé, sur le compte courant du ministre, à des opérations fictives, y faisant notamment transiter une bague qui n'avait jamais appartenu à M. Chalandon.

Jeté en pâture

Cette circonstance pour le moins particulière ne fut évidemment pas pour rien dans la fortune médiatique de l'affaire Chaumet. Le ministre n'ayant pas jugé nécessaire de démissionner, elle contribua aussi, sur le plan judiciaire, à créer un climat de « verrouillage » dont une des conséquences fut de compliquer la tâche de certaines parties civiles, qui se virent de fait interdites d'accès au dossier. L'avocat d'une d'entre elles, M. Alain Feder, l'a regretté mardi devant le tribunal.

Il a également déploré que M. Chalandon n'ait pas été entendu au cours de l'instruction, ni par les enquêteurs ni par le magistrat instructeur, cette attitude contribuant à accréditer l'idée que « le traitement n'avait pas été équitable pour tout le monde ». De fait, M. Chalandon s'était contenté d'envoyer son témoignage par lettre au procureur

général de Paris, et il ne lui avait pas été demandé d'explications supplémentaires. « Dans cette affaire, nous avons eu le sentiment d'être traités comme des sous-parties civiles », a reproché M. Christine Courrége, avocate du joaillier Alexandre Reza.

« Le sort de ce compte n'a pas été différent de celui d'autres clients de la joaillerie Chaumet, ayant aussi fait l'objet d'opérations fictives, qui n'ont pas été entendus non plus », a répliqué le président Bernard Peyrat en justifiant ceux qui avaient « jeté en pâture à l'opinion publique » le nom de l'ancien ministre, et en sommant M. Feder de prouver que M. Chalandon était complice du délit de faux en écritures.

Quant au substitut général Christian Mellet, il a expliqué que « ce dossier a fonctionné aussi bien que pouvait fonctionner un dossier si compliqué ». Rappelant que le cas de M. Chalandon faisait l'objet d'un développement de dix pages dans son réquisitoire définitif, il a ajouté : « Je ne veux pas que l'on suspecte le moins du monde le ministre de la justice de l'époque ».

DANIEL SCHNEIDERMAN

□ Les Tangore définitivement renvoyés devant la cour d'assises. — La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par M. Claude Zambaux, a rejeté mardi 15 octobre le pourvoi formé par Luc Tangore contre l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Montpellier qui l'a renvoyé devant la cour d'assises pour le vol de deux étudiantes américaines, le 23 mai 1990 (le Monde du 8 mars 1990). La Cour de cassation avait cassé un arrêt de la chambre d'accusation de Nîmes qui avait renvoyé Luc Tangore devant les assises le 21 novembre 1989. Elle avait alors considéré que la chambre d'accusation de Montpellier...

Des syndicats partagés

Les projets de la chancellerie ont été bien accueillis par l'Union syndicale des magistrats (USM, modéré), qui estime que ces mesures vont dans le sens de « l'instruction renouée » qu'elle défend depuis des années. « Nous voulons sauvegarder l'instruction à la française, qui est aujourd'hui enviable à l'étranger », explique M. Claude Pernollet, le secrétaire général de l'USM. Ces projets devraient permettre d'améliorer le système actuel sans toutefois le bouleverser. L'USM s'inquiète cependant des projets de collégialité, qu'elle juge « inquiétants ».

Le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), qui n'a jamais caché ses critiques sur le fonctionnement de l'instruction, s'est montré nettement plus réservé. « L'instruction n'est en rien modifiée au fond », note M. Béatrice Patrie, secrétaire général du S.M. Il y a, bien sûr,

des points positifs, notamment le renforcement des droits de la défense, mais il s'agit une fois de plus d'une réforme.

Le syndicat de la magistrature craint que cette réforme ne favorise une justice dite à deux vitesses : celle des justiciables ordinaires, pour lesquels les charges seraient rapidement notifiées lors de la « mise en cause », et celle des justiciables « protégés », dont la « mise en examen » serait interminable. Plus inquiète encore est, à ses yeux, la perspective d'un « développement du travail en équipe » des juges d'instruction en cas d'affaire « difficile ». « Quelles sont ces affaires « difficiles » ? Qui en décide ? Comment travailleront ces juges d'instruction ? », se demande M. Béatrice Patrie. Il s'agit d'une porte ouverte à l'arbitraire des juges d'instruction géométriques.

Un avant-projet du ministère de la justice

La chasse au prénom « ridicule »

L'enregistrement des prénoms n'est en cas de doute pour les officiers d'état civil coincés entre un imaginaire parental fécond et une législation néo-démodée. Celle-ci pourrait être réformée, sur la base d'un avant-projet de loi préparé au ministère de la justice.

Actuellement, les officiers d'état civil doivent se plier aux principes fixés par la loi du 1^{er} avril 1803 disant que « les noms en usage dans les différents calendriers et ceux des personnages connus dans l'histoire ancienne pourront seuls être reçus comme prénoms sur les registres de l'état civil destinés à constater la naissance des enfants... ». Ce texte répond à une double préoccupation : éviter les prénoms ridicules et assurer aux Français des prénoms français.

Soirée, Plateau ou Pomme

La jurisprudence a fait écarter ce carcan pour s'adapter à l'évolution des goûts et des habitudes. En 1981 et en 1984, la Cour de cassation a admis les prénoms « conformes à une tradition familiale » et « les prénoms consacrés par

l'usage et relevant d'une tradition étrangère ou française, nationale ou locale ».

La réforme qui sera proposée établit un contrôle a posteriori et non plus a priori. Et les critères retenus se limitent au caractère « ridicule, péjoratif ou grossier » du prénom enregistré. L'officier d'état civil pourra enregistrer immédiatement sur l'acte de naissance les prénoms choisis. Si l'un d'eux lui semble être « ridicule, péjoratif ou grossier », il devra en aviser le procureur de la République qui saisira le tribunal de grande instance pour statuer sur la recevabilité de ce prénom. Si le tribunal estime que le prénom n'est pas conforme à l'intérêt de l'enfant, il en ordonnera la suppression sur le registre de l'état civil.

Cette réforme permettra peut-être la reconnaissance des Carice, Mandarine, et Surcouf aujourd'hui refusés. Les Mirabeau et Cassandre auront peut-être une chance d'être repêchés. Quant aux Soirée, Plateau ou Pomme, leur approbation dépendra de ce que le juge mettra derrière ces mots... Ch. Ch.

Trois stades

Le terme « inculpation » sera remplacé par trois nouvelles expressions, qui correspondent à trois stades de la procédure d'instruction.

□ La mise en examen. — Les réquisitoires introductifs du parquet contre personne dénommée et les plaintes avec constitution de partie civile ouvrent désormais les droits de la défense, qui vont être élargis. La situation des personnes visées par ces réquisitoires ou ces plaintes est alors « mise en examen ».

□ La mise en cause. — Le juge d'instruction peut, de l'ouverture de l'information judiciaire ou plus tard, en fonction des résultats de ses investigations, notifier les charges lorsque celles-ci sont précises et concordantes. La personne, qui peut dès lors être mise en détention, est « mise en cause ».

□ La mise en accusation. — La clôture de l'information donne lieu à un renvoi devant la juridiction de jugement. La personne est alors mise en accusation. À tout moment de la procédure, la personne peut être « mise hors de cause » par le juge d'instruction. Ce terme se substitue au terme de « non-lieu ».

□ Quatre ans de prison ferme pour les auteurs principaux d'attentats racistes sur la Côte d'Azur. — Le tribunal correctionnel de Grasse a condamné mardi 15 octobre à des peines de prison allant de quatre ans ferme à quatre mois avec sursis les quinze auteurs et complices des attentats racistes commis notamment contre deux foyers de la SONACOTRA sur la Côte d'Azur entre 1985 et 1989 qui avaient fait un mort et dix-neuf blessés, les quinze auteurs et complices, le « penseur » du groupe, Gilbert Hervochon, soixante-neuf ans, et l'« activiste », Nicolas Gouge, quarante-trois ans, inculpés d'assassinat et de tentative, ont été condamnés à quatre ans de prison ferme chacun alors que le ministère public avait requis le 17 septembre dernier respectivement trois et deux ans de prison ferme. Les deux hommes doivent comparaître à nouveau, fin octobre à Nice, devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes, pour assassinat et tentatives dans les mêmes attentats avec cinq autres prévenus du même groupe. — (AFP)

La succession de M. de Canson devant la cour d'assises du Var

Les Musées de France sur la sellette

La direction des Musées de France a été longuement mise sur la sellette, mardi 15 octobre, devant la cour d'assises du Var, à Draguignan, au septième jour du procès de Canson.

DRAGUIGNAN

de notre correspondant régional

Les débats ont essentiellement porté sur les conditions dans lesquelles l'Etat avait acquis, en 1985, auprès de M. Joëlle Pesnel, qui s'en disait propriétaire, un important tableau de Murillo appartenant à M. de Canson et sorti illégalement de France. Le directeur des Musées de France de l'époque, M. Hubert Landais, a dû reconnaître qu'il avait cru à la « bonne foi » de la vendeuse sans entreprendre de recherches sur l'origine du tableau.

Sermonné par le président de la cour, M. Armand Djan, et harcelé par l'accusation comme par la partie civile et la défense, M. Landais a vécu, deux heures durant, un

véritable martyre. De son point de vue, pourtant, il a fait son métier « avec diligence ». En mai 1985, il est informé par deux de ses collaborateurs, M. Michel Lacroix, alors directeur du département des peintures du Musée du Louvre, et Pierre Rosenberg, conservateur en chef au même département, de la mise en vente par la société Christie's à Londres, d'un important tableau du peintre espagnol Bartolomé Murillo, le *Gentilhomme sévillan*, qui, selon toute vraisemblance, est sorti illégalement de France.

En 1975, le Louvre s'était intéressé à cette œuvre qui se trouvait en dépôt dans une galerie parisienne et dont le propriétaire apparent — en fait, un intermédiaire — était un certain baron de Landevain. De plus, en 1981, la direction des Musées de France a fait de nouvelles démarches infructueuses pour l'acquiescer en écrivant à M. de Canson, considérée comme la véritable propriétaire et dont le nom lui a été communiqué par la même galerie. Or, dans l'intervalle, le tableau de Murillo lui a fait l'objet d'une licence d'exportation. Informée de cette situation, Christie's accepte de le retirer de la vente.

Aucune recherche particulière

Après des négociations avec M. Pesnel — qui prétend l'avoir recueilli dans la succession de sa grand-mère, M. Jeanne Chappuis, décédée en 1979, en Suisse — et l'avocat de celle-ci, M. Paul Lombard, il sera acquis, quelques mois plus tard, par l'Etat, au prix de 5 millions de francs. « Jamais je n'aurais eu autant de garanties », affirme M. Landais, qui se réfère à la présence dans l'affaire « de deux avocats réputés [M. Lombard et sa collaboratrice, M. Pestel-Debord], d'un notaire suisse [M. Didier Tournier, qui est chargé de régler la succession Chappuis] et de la société Christie's ».

Bien qu'elle n'ait pas eu en main le moindre document attestant de la réalité de la succession Chappuis et de la propriété du tableau, la direction des Musées de France n'a effectué aucune recherche particulière. « S'agissant d'une œuvre aussi importante desti-

née à figurer dans les musées de l'Etat, ne deviez-vous pas vous montrer plus exigeant, demande le président Djan. N'auriez-vous pas dû demander un certificat de vente ? »

— J'ai cru à la bonne foi de la vendeuse et nous n'avions pas de moyens d'investigation. — N'auriez-vous pas dû alerter les douanes ? insiste M. Djan. Dès le début de 1985, celles-ci ont flairé une fraude et fait des rapports qui, apparemment, ne sont pas remontés jusqu'à la direction des Musées de France. M. Landais s'était juré de faire rentrer le tableau en France. Il avait réussi. Un point, c'est tout.

Le délit douanier paraissait, certes, prescrit. Mais, dans le doute, le directeur des Musées de France n'aurait-il pas dû, comme lui en faisait obligation le code de procédure pénale, prévenir la justice ? M. Landais « ne sait pas ». N'était-il pas obnubilé par sa volonté d'acheter le tableau ? « Absolument pas », s'entend-il pas contradictoire, lui demande M. Francis Spiner, partie civile, qu'en 1981 M. de Canson [ait été] présumé propriétaire du tableau alors que celui-ci était présenté comme venant de la succession de M. Chappuis, qui était décédée en 1979 ? ».

Pour M. Landais, « ce n'est pas comme cela que les choses se sont passées... » Il a reçu, en octobre 1985, c'est-à-dire quatre mois après la convention verbale de vente passée avec Mme Pesnel — une attestation de M. Tournier selon laquelle le Murillo faisait bien partie des actifs de la succession Chappuis. Sans cette attestation, « il n'aurait pas payé ». Mais ne s'est-il pas, au moins, dérobé de régler à l'étranger — entre les mains de M. Tournier — le prix du tableau à un citoyen français ? N'était-ce pas un délit de constitution d'avares à l'étranger ? « Non... » Curieux marché de l'art qui échappe à toutes les règles normales du commerce. M. Landais, et après lui M. Lacroix et M. Rosenberg, assureront, au demeurant, que l'Etat n'avait pas, en profitant des circonstances, réalisé une bonne affaire. Le prix payé était « juste ».

GUY PORTE

هكذا في الماضي

SOCIÉTÉ

Les enfants de la guerre d'Algérie

Trente ans après les événements du 17 octobre 1961 à Paris, les beaux, les fils de harkis et de pieds-noirs cherchent dans le passé de leurs parents l'espoir d'une intégration apaisée

Les enfants de la guerre d'Algérie ne supportent plus les tristes de leur mémoire. Trente ans après, beaux, descendants de harkis et de pieds-noirs montent à l'assaut des tabous avec l'ardeur d'une génération découvrant son histoire occultée. L'anniversaire de la répression sanglante du 17 octobre 1961 pour les uns, la commémoration de la fin de la guerre et de l'exil de 1962 pour les autres, focalisent cette quête de mémoire et de racines, alimentée par la diffusion de la série d'Antenne 2 sur « Les années algériennes ».

Les beaux dont les parents servaient le FLN se mobilisent pour faire enfin la lumière sur les pages les plus sinistres d'une guerre dont ils continuent à faire les frais par racisme interposé. Les fils de harkis, eux, refusent d'être, comme leurs parents, des « oubliés de l'histoire ». Jusqu'aux enfants de pieds-noirs qui, à l'heure où vieillissent leurs parents, rejettent les clichés simplificateurs où on les a trop souvent enfermés. Chacun à sa façon, ils bousculent les vérités officielles, exigent de savoir, obstinément. Au nom de la dignité de leurs pères, au nom de leur propre intégration et de celle des générations futures.

« Nos pères ne revendiquent pas leur passé de militants du FLN pour éviter de nous avouer que leur combat a été dévoyé », explique M. Bouhass, vice-président de SOS Racisme. Ils nous ont inculqué l'oubli en croyant nous apporter la paix. Or ce retournement se révèle aujourd'hui perdant : montée de l'extrême droite et du racisme, remise en cause insidieuse de la nationalité. La génération des parents commence à sortir de son mutisme. Par bribes, les beaux apprennent que leurs pères ont été détenus, voire passés à tabac, que leurs mères servaient d'agents de liaison. Ils découvrent que leurs parents n'étaient pas seulement des ouvriers immigrés courbant le dos, mais des militants se battant pour la dignité.

Cette réhabilitation tardive va permettre à certains de trouver un véritable équilibre personnel. L'absence de référence positive aux parents constitue l'un des obstacles à l'intégration. Mais la démarche est douloureuse. Pour les parents, évoquer la guerre, c'est faire revivre un déchirement et un échec. Comment expliquer à ses enfants qu'on a combattu pour l'indépendance d'un pays où l'on n'a finalement pas choisi de vivre ? « Les pères algériens délivrent à leurs enfants un message contradictoire de type « Faites ce que je dis mais pas ce que j'ai fait », explique Abdel Ats-sou, président du Mouvement des droits civiques. Ils veulent que leurs enfants réussissent en France alors qu'ils n'ont pas fait eux-mêmes l'effort pour parler parfaitement fran-

çais et ont refusé de prendre la nationalité d'un pays qui a fait tant de morts chez eux. Les beaux, eux, ont besoin de concilier l'histoire de leurs parents avec leur propre citoyenneté française.

L'enjeu n'est pas si différent chez les enfants de harkis. Ils cherchent à affirmer leur volonté d'intégration à travers la réhabilitation de leurs pères dans l'histoire de France. « Nos parents n'ont jamais été pris au sérieux, car ils sont illettrés », constate un ancien du camp de Bias, dont la réussite sociale est exceptionnelle. Il faut réhabiliter leur histoire, expliquer les pressions qu'ils ont subies pour choisir la France, comment ils ont été lâchés ensuite. Bref, en finir avec notre complexe de « fils de collabo ».

L'exigence d'une mise au clair avec l'histoire algérienne s'est encore renforcée au moment de la guerre du Golfe. Les images de soldats français combattant un pays arabe ont réveillé les vieux fantasmes et ont entraîné une exacerbation du racisme. Reste à élaborer une Histoire commune de la guerre d'Algérie qui soit acceptable par tous les membres de la communauté nationale, quelle qu'ait été la situation de leurs parents. Défi immense sinon impossible, mais

revendiqué. « Je veux que mes enfants puissent apprendre l'Histoire de France sans rendre leurs grands-parents qui ont combattu pour l'indépendance algérienne », explique un beau.

La série d'Antenne 2 a montré qu'une mémoire commune ne pouvait qu'être complexe et conflictuelle. Ce premier documentaire français de démythification de la guerre d'Algérie diffusé à la télévision a provoqué des remous dans tous les milieux. Ni la manipulation des pieds-noirs par le pouvoir politique, ni les conflits sanglants entre Algériens, ni les exactions tant de l'armée française que du FLN n'ont été occultés. L'émission a fait justice aussi bien de l'histoire officielle algérienne du « peuple unanime se levant pour bouter le colonisateur hors du pays » que de l'annexion française sur cette guerre qui ne voulait pas dire son nom. « Nous sommes les enfants légitimes de deux histoires illégitimes qui s'affrontent » a brillamment résumé Nacer Kettane, médecin.

Plutôt que de tenir ce grand écart, la plupart des jeunes Français d'origine algérienne se réfugient dans une histoire héroïque magnifiant la victoire de 1962 des Algériens sur les Français, contrepoids

de toutes les humiliations. D'ailleurs, la plupart ignorent même l'essentiel de ces événements, qui sont succinctement enseignés au collège et au lycée, et dont leurs parents ne parlent guère. Seul un noyau d'intellectuels et de militants a pris conscience de l'enjeu. Ils savent que la « digestion » de la guerre d'Algérie et son entrée dans l'Histoire de France sont les derniers verrous à leur intégration totale.

La fin des images d'Épinal

Le contexte actuel est plutôt favorable à la constitution d'une mémoire historique apaisée, loin des images d'Épinal. Les cours d'arabe, à forte connotation patriotique algérienne, données aux beaux par des professeurs aux méthodes autoritaires les ont souvent dégoûtés de l'Histoire officielle. L'Amicale des Algériens en France, prolongement du FLN, qui dispensait cet enseignement en France, est aujourd'hui disloquée. Le régime algérien actuel réveille d'ailleurs les enfants de l'immigration, qui ont réagi avec virulence lors de la répression des émeutes de l'automne 1988 en Algérie.

Le temps n'est donc peut-être pas si éloigné où la guerre d'Algérie deviendra un objet d'enseignement qu'il s'agit de « comprendre et non de juger » comme le souhaite l'historien Gérard Noiriel. Les organisateurs des manifestations destinées à rappeler la nuit d'horreur du 17 octobre 1961 à Paris exigent que « cette Histoire, toute l'Histoire, soit dite et enseignée sans haine ni oubli ». Et le remarquable album publié par l'association Au nom de la mémoire a accueilli les pressions exercées par le FLN sur les manifestants (lire l'encadré ci-contre).

Ce ne sont probablement que les prémices d'un travail historique de longue haleine. Trente ans après, la guerre d'Algérie, débarrassée de ses mythes, doit pouvoir entrer dans l'Histoire de France, tout comme la période de Vichy l'a fait depuis quinze ans. Cette tâche n'est pas sans risque si l'on veut éviter que les retours de mémoire ne se doublent de quelques retours de manivelle ravageurs. Mais elle est nécessaire : la troisième génération de l'après-immigration, celle pour qui les cités de banlieue font office de racines, nourrit implicitement sa révolte d'une guerre d'Algérie refoulée et mal digérée. Si l'on ne met pas les choses au clair maintenant, ces jeunes-là finiront par présenter la note.

PHILIPPE BERNARD

Une nuit sanglante

Trente ans se sont passés depuis la sombre nuit du 17 octobre 1961. Ce mardi, alors que la guerre d'Algérie atteint son paroxysme de violence, la Fédération de France du Front de libération nationale algérien (FLN) organise une manifestation à Paris. Officiellement destinée à obtenir la fin du couvre-feu imposé aux seuls Maghrébins, en réplique aux attentats, le défilé doit aussi faire pression pour que cessent les hostilités et que l'indépendance de l'Algérie soit reconnue.

Quelque 30 000 hommes, femmes et enfants marchent dans les quartiers de l'Opéra, de l'Étoile et de l'Odéon. La police, dirigée par le ministre de l'Intérieur, M. Roger Frey et la préfet de police, M. Maurice Papon, réprime violemment et procède à des arrestations massives, à des regroupements au Palais des sports et au stade Pierre de Coubertin, puis au parc des expositions de la porte de Versailles. Plusieurs manifestations sont réprimées de la même manière les jours suivants.

Le bilan officiel, de six morts et quarante blessés, n'a jamais

été rectifié bien qu'il se soit vite révélé largement mensonger. Le FLN comptabilise deux cents morts et quatre cents disparus. Une soixantaine d'informations judiciaires ont dû être ouvertes, correspondant à autant de cadavres d'Algériens repêchés dans la Seine ou découverts dans les bois de la région parisienne. Les procédures n'ont jamais abouti, servant seulement d'argument au gouvernement de l'époque pour rendre impossible le travail de la commission d'enquête demandée par M. Gaston Defferre, sénateur.

La commémoration de ces événements d'octobre 1961 donnera lieu à une manifestation, jeudi 17 octobre à 18 heures entre le canal Saint-Martin et le cinéma Rex, à l'appel du MRAP, de la Ligue de l'enseignement, de l'association Au nom de la mémoire et du Mouvement des droits civiques. Un colloque aura lieu, le samedi 19 octobre, de 14 heures à 18 heures à l'amphithéâtre Lefebvre de la Sorbonne.

Ph. Be.

Un livre de Jean-Luc Einaudi

Racisme, silence, mensonge

Racisme, silence, mensonge... Voici sans doute les mots qui peuvent définir les tristes laissés par les sanglants événements d'octobre 1961 à Paris, tels qu'ils sont reconstitués par Jean-Luc Einaudi (1) — comme d'ailleurs dans un livre parallèle d'Anne Tristan sur le même sujet (2).

Racisme, parce que la répression exercée par la police parisienne contre la manifestation organisée par le FLN le 17 octobre 1961 tourne très vite à la « chasse au faciès » — l'expression revient constamment au fil de ces pages — au point qu'un citoyen américain à la chevelure et la moustache un peu trop brunes se retrouve, comme tout bon « raton », au pistolet sur le ventre.

Silence, parce qu'en dépit de toutes les tentatives — parlementaires notamment, à l'initiative, entre autres, de Gaston Defferre — il ne fut jamais possible d'établir une vérité autorisée sur ce qui s'était passé pendant ces sombres journées. De commission parlementaire il ne pouvait être question, paraît-il, pour des faits relevant de procédures judiciaires... même si ces dernières ne furent

jamais entamées. Mensonge, enfin, car, à l'abri de cet « esprit de corps » que dénonce Jean-Luc Einaudi, les responsables du massacre firent bloc pour en rejeter toute la responsabilité sur les « fellaghas » de la métropole et avancer dans les communiqués officiels des « bilans » qui ne peuvent tenir devant la multiplicité des témoignages.

Rien n'est tout à fait simple, pour dire le vrai, dans cette affaire, l'une des plus tristes qu'ait connues la V^e République — avant celle de Charonne, trois mois plus tard. Il est exact que, sur l'arrière-plan des négociations déjà bien entamées avec les chefs de la rébellion algérienne, celle-ci a voulu faire sentir sa force en métropole : que les attentats s'étaient multipliés contre les policiers à la fin de l'été 1961, que l'OAS, qui ne manquait pas de relais au sein des forces de l'ordre, a trouvé là une occasion en or pour jeter de l'huile sur le feu ; qu'au sein du FLN enfin, des cliques ont pu être à l'origine de débordements.

Le climat, en France même, n'avait rien de pacifique en cet

automne 1961 où se dessinait la dernière étape d'une décolonisation dans laquelle le chef de l'État, de Gaulle, risquait sa vie. En était-ce assez pour que, doré des pleins pouvoirs que lui donnait l'article 16 de la Constitution, il couvrît l'action de ministres — Roger Frey à l'Intérieur — et de hauts fonctionnaires — Maurice Papon à la préfecture de police — dont les responsabilités, telles qu'elles peuvent être connues avec trente ans de recul, furent étonnantes ?

« Violences à froid »

Jean-Luc Einaudi analyse et rapporte les faits — avant et après la journée du 17 octobre, qu'il relate heure par heure — avec une scrupulosité d'historien à la recherche d'une vérité, toujours étayée de témoignages précis, datés, ne laissant aucune place à l'approximation ni au parti pris. Au point de donner systématiquement la parole aux acteurs du drame, d'un camp comme de l'autre ; au point même de ne pas gommer les contradictions que les récits recueillis de différentes sources ne peuvent manquer de faire apparaître — par exemple en ce qui concerne le traitement réservé par les forces de l'ordre aux femmes et aux enfants qui accompagnaient les manifestants. Le style de la répression fut-il le même, au demeurant, du carrefour de la Défense au boulevard

Bonne-Nouvelle en passant par le Quartier latin ?

L'affaire du 17 octobre ne fut pas celle d'un jour, de quelques heures. La tension monte dans les semaines qui précèdent, et elle ne retombera pas subitement, les « violences à froid » prônant le relais, dans les lieux de détention, de celles de la rue.

Le drame de cet automne appartient à l'épilogue de la guerre d'Algérie. Pas plus que de celui de Charonne, la mémoire collective ne paraît encline à s'en souvenir trop précisément, comme si chacun — à de rares exceptions près — avait conscience de n'avoir pas dit assez fort, assez tôt, ce qu'il aurait fallu crier à chaud. Est-ce un hasard, d'ailleurs, si Roger Frey ne fut jamais sérieusement mis en cause et si M. Papon, aujourd'hui, se voit plutôt reprocher sa conduite sous l'occupation nazie que dans ces journées où il patronna, sans complexe semblait-il et en connaissance de cause, une désinformation — l'annonce de meurtres de policiers en particulier — qui ne pouvait qu'encourager le massacre ?

ALAIN JACOB

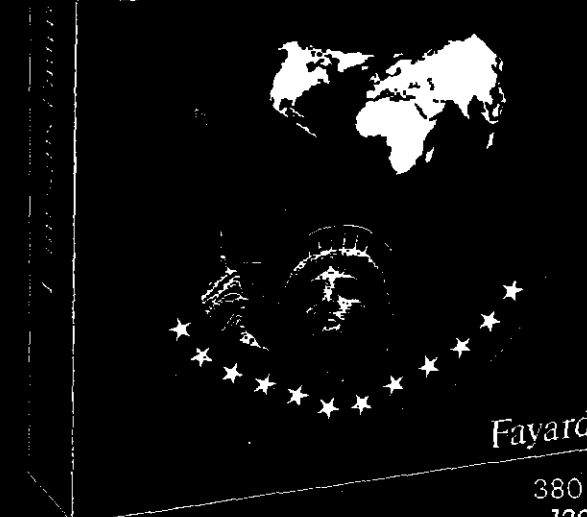
(1) La Bataille de Paris, 17 octobre 1961, par Jean-Luc Einaudi, Le Seuil, 330 p., 130 F.

(2) Le Silence du fleuve par Anne Tristan, édité par l'EMAF (29, rue Godotroy, Cavaignac, 75011 Paris).

ANDRÉ FONTAINE



L'un sans l'autre



380 p.
120 F

■ Le putsch manqué de Moscou a précipité la déroute de l'URSS. Pour la première fois dans l'histoire, une seule puissance, les États-Unis, peut prétendre à l'hégémonie universelle.

■ Comment en est-on arrivé là ?

■ George Bush a-t-il les moyens d'imposer à une planète menacée par l'explosion des nationalismes le « nouvel ordre mondial » de ses rêves ?

FAYARD

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Le prix Nobel à un Français

Pierre-Gilles de Gennes, le « touche-à-tout » de la physique

En attribuant, mercredi 16 octobre, au Français Pierre-Gilles de Gennes le prix Nobel de physique 1991, l'Académie royale des sciences de Suède a quelque peu rompu avec ses habitudes et honoré un « touche-à-tout » génial de préférence à l'homme d'une seule recherche. La preuve en est que cette institution, généralement réservée, n'a pas hésité à qualifier le physicien français d'Isaac Newton de notre temps. L'éloge est mérité, et l'on attendait depuis longtemps la reconnaissance des travaux de Pierre-Gilles de Gennes par les « Nobel ».

« Autrefois, souligne Daniel Thouvenot, directeur du département Mathématiques et physique de base du CNRS, la physique parlait de problèmes réels. Puis, pendant des décennies, elle s'est écartée de la nature, en privilégiant seulement l'approche microscopique. Avec Gilles de Gennes, elle est revenue à une échelle plus humaine, plus pragmatique, en rupture complète avec tout ce qui se faisait à l'époque. Grâce à lui, on a redécouvert, ces vingt dernières années, que la physique est une science naturelle. »

Spécialiste de la physique des milieux condensés, cet agrégé de physique a apporté des contributions théoriques marquantes dans des domaines aussi variés que la magnétisme, la supraconductivité, les polymères, les cristaux liquides ou l'hydrodynamique. À chaque fois, dans ces domaines, il a su stimuler la recherche tant au sein des équipes qu'il a créées que de celles avec lesquelles il travaillait.

« Le chemin que j'ai suivi, dit-il, peut effectivement paraître assez sinueux. J'ai commencé, comme jeune chercheur à Saclay, par étudier le magnétisme, puis j'ai été intéressé au monde tout à fait extraordinaire des supraconducteurs, ces matériaux exceptionnels qui, à basse température, laissent passer le courant sans résistance. Pierre-Gilles de Gennes va se passionner pour le sujet. « Tout à coup, en 1967, on a commencé à comprendre. Ce furent des années de grand bonheur. »

La mouche du coche

« Nous avons ensuite été attirés par les cristaux liquides. Cette « phase cristalline sensible de la nature », comme disent les physiciens, était connue depuis une centaine d'années déjà quand, vers 1968-1969, certains imaginaient de les utiliser comme mode d'affichage sur les montres et les calculatrices. »

« Nous avons eu la chance à l'époque, explique Pierre-Gilles de Gennes, de pouvoir monter en quelques mois six ou sept équipes à

« J'ai eu de grands maîtres »

« J'ai eu de grands maîtres, et mon plus grand regret est qu'ils n'aient pas tous eu le prix Nobel, a déclaré mercredi le professeur Pierre-Gilles de Gennes. Si Louis Néel l'a eu, ni Anatole Abragam ni Jacques Friedel n'ont été récompensés. Il faut faire très attention, car ce genre de distinction peut vous égarer très facilement de votre travail. J'espère que cela ne m'arrivera pas. »

Le professeur de Gennes a appris la nouvelle alors qu'il était avec ses étudiants, dans son laboratoire du Collège de France. « J'étais précisément en train de leur expliquer qu'à mon avis le prix serait attribué à une équipe d'opticiens qui ont travaillé sur l'atome froid. J'étais prêt à parler sur eux. »

■ M. Robert Curien, ministre de la recherche et de la technologie : « Ce prix Nobel honore la science française, et à travers elle la France tout entière. Cette distinction prouve une fois de plus qu'en recherche il faut savoir être tenace et travailler dans le long terme. Elle est à mes yeux d'autant plus symbolique qu'elle revient à un grand savant qui a toujours pensé la science la plus fondamentale en termes d'applications industrielles — jusqu'à l'utilisation des « superglues » en aéronautique ! En ce sens, il est un exemple pour tous les chercheurs français. »

■ Le prix Nobel de chimie 1991 au Suisse Richard Ernst. — Ce prix d'une valeur de 6 millions de couronnes (5,6 millions de francs) récompense ses travaux sur le développement de la spectroscopie à résonance magnétique nucléaire (RMN) et ses nombreuses applications dans le domaine de l'imagerie médicale in vivo.

Orsay qui, chacune dans leur domaine, ont accepté de travailler ensemble sur les cristaux liquides. Résultat : deux ans plus tard, la France avait un rôle de leader dans ce domaine. Il suffisait de se regrouper, souligne-t-il, tout en ajoutant, modeste : « Moi, dans l'histoire, j'étais une espèce de mouche du coche. » Un regret cependant : « En 1970, nous n'étions pas tous éduqués à penser applications, à nous préoccuper de l'industrialisation des procédés, et force est de reconnaître que nous avons fait preuve d'une très grande naïveté dans la protection des inventions. »

Rassembleur, certes, mouche du coche, certainement, mais, dans son excès de modestie, Pierre-Gilles de Gennes oublie qu'elle a été sa contribution théorique à tous ces domaines. Tous ces systèmes physiques qui vont de la supraconductivité aux cristaux liquides en passant par les polymères, que le physicien français étudiait plus tard, ont un point commun. « Ils sont si compliqués, disent les « Nobel », que les physiciens n'avaient pu voir de règles générales dans leur comportement lorsqu'ils passaient de l'ordre au désordre. » C'est à Pierre-Gilles de Gennes qu'il doit d'avoir montré que « la description mathématique des changements de phase dans des systèmes aussi différents que les aimants, les supraconducteurs, les cristaux liquides ou les solutions de polymères peut avoir une valeur générale étonnante. » Mais ce semblait de remettre en ordre ne satisfait pas Pierre-Gilles de Gennes, qui s'est déjà trouvé de nouveaux sujets de

réflexion en s'engageant à fond dans un domaine aussi curieux qu'inattendu, histoire d'« amener une culture dans une autre culture. »

« Aujourd'hui, dit-il, je m'intéresse toujours à des choses qui pour les gens semblent bizarres, obscures ou confuses. C'est ainsi que je me penche sur le problème des colles et des phénomènes d'adhésion, parce que, malgré leur usage industriel énorme, nous n'avons pas de moyen simple pour expliquer le fonctionnement des colles aux étudiants. »

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

[Né le 24 octobre 1932 à Paris, Pierre-Gilles de Gennes est un spécialiste de la physique des milieux condensés. Agrégé de physique, docteur en sciences, ce professeur au Collège de France, membre de l'Institut, a commencé sa carrière comme ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique (1955-1961). Il fut ensuite professeur à la faculté des sciences d'Orsay (1961-1971), où il créa le groupe « supraconducteurs », puis le groupe « cristaux liquides ». En 1971, il devient professeur au Collège de France, où il est responsable de l'équipe « physique des fluides organisés ». En 1976, il devient directeur de l'École supérieure de physique et de sciences industrielles de la ville de Paris. Distingué à de nombreuses reprises (prix Holloway, prix Ampère de l'Académie des sciences, Harvey Prize, Wolf Prize), Pierre-Gilles de Gennes a été récompensé en 1980 par la médaille d'or du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Ses travaux portent sur les problèmes de l'adhésion qui sont à la base du mode de fonctionnement des colles.]

SPORTS

Emprisonné pendant deux mois en Grande-Bretagne

Le pilote Bertrand Gachot a été libéré « pour bonne conduite »

Le pilote de formule 1 automobile Bertrand Gachot, condamné à dix-huit mois de prison ferme pour usage de gaz lacrymogène lors d'une agression en Grande-Bretagne, a vu sa peine réduite en appel à trois mois de prison ferme. Après deux mois de libération, il a toutefois été libéré, mardi 15 octobre, pour « bonne conduite ».

LONDRES

de notre correspondant,

Sur le trottoir, le père de Bertrand Gachot, fonctionnaire de la Communauté européenne à Bruxelles, exprimait déjà son indignation devant un jugement « indigne de la démocratie », et annonçait son intention de se pourvoir devant la Chambre des lords et, si nécessaire, devant la cour internationale de La Haye. Il exhibait la photocopie d'un journal relatant le cas d'un soldat britannique de dix-neuf ans qui, coupable de transporter un « spray » de gaz lacrymogène, avait été puni d'une simple amende. Son fils, le pilote automobile Bertrand Gachot (école Jordan en formule 1 et vainqueur des dernières 24 Heures du Mans), accusé d'avoir utilisé cette même « arme », selon la législation britannique, — contre un chauffeur de taxi, avait, lui, été condamné à dix-huit mois de prison ferme.

Coup de théâtre

Les avocats, les journalistes britanniques et français, les spécialistes du barreau et les représentants de l'ambassade de France, commentaient le

DÉFENSE

■ M. Mitterrand remet ses drapereaux à la gendarmerie. — Pour son bicentenaire, la gendarmerie a reçu, mardi 15 octobre, dans la cour d'honneur des Invalides, ses premiers emblèmes nationaux des mains de M. François Mitterrand. Ces drapereaux ont ainsi été remis à sept formations de Montluçon, Bordeaux, Lyon et Metz. Des drapereaux seront remis ultérieurement à trente et une unités ou écoles de gendarmerie départementale et mobile.

verdict que la cour d'appel venait de rendre : la peine prononcée le 15 août dernier était ramenée à neuf mois de prison, dont six mois avec sursis. En prison depuis deux mois, Bertrand Gachot allait donc devoir supporter encore un mois de détention. Parmi les amis et membres du comité de soutien du jeune pilote (vingt-huit ans) assemblés sur le trottoir, chacun hésitait entre le soulagement et la déception. Puis, alors que les groupes commençaient à se disperser, un brouhaha se produisit. Bertrand Gachot, un large sourire aux lèvres, émergeait bientôt de la bousculade, libre.

Personne ne s'expliquait ce coup de théâtre, c'est-à-dire à quel moment Lord Lane, le président de la cour d'appel, avait bien pu annoncer que le condamné à bénéficié d'une réduction de la durée de sa peine pour « bonne conduite ». Au cours de l'audience, les juges avaient longuement analysé les détails de l'affaire : le 10 décembre, le pilote de course, au volant d'une Alfa Romeo appartenant à sa compagnie de nationalité britannique, heurte légèrement un taxi londonien, à Hyde Park Corner. Le chauffeur se fâche, saisit Bertrand Gachot au collet et menace de le frapper. S'estimant en état de légitime défense, celui-ci fait usage d'une carabine de gaz lacrymogène qui se trouve dans la voiture.

La possession d'une « bombe » de gaz lacrymogène (parfaitement licite en France et dans la plupart des pays de la Communauté européenne) est rigoureusement interdite en Grande-Bretagne, à plus forte raison son utilisation. Avant l'annonce du verdict, le juge avait cependant souligné que la première sentence était « trop sévère », et que l'accusé, à cause de son emprisonnement, avait subi « des pertes financières considérables et mené plusieurs occasions de gagner de l'argent. »

Bertrand Gachot a affirmé que sa détention lui a coûté environ 1 million de livres (10,4 millions de francs). Son employeur, l'irlandais Eddie Jordan l'a, en effet, remplacé dans son école de formule 1. Bertrand Gachot a toutefois quitté disputé Londres pour Tokyo où se disputait, dimanche 20 octobre, le grand prix du Japon, avec le même espoir de trouver un volant ou, plus sûrement, pour reprendre des contacts en vue de la saison prochaine.

LAURENT ZECCHINI

MÉDECINE

Au conseil des ministres

Le projet de réforme du conseil de l'ordre des médecins prévoit la limitation des mandats

Le conseil des ministres devait adopter, mercredi 16 octobre, un projet de loi « relatif aux professions de santé », qui prévoit notamment une réforme des structures du conseil de l'ordre des médecins. Présenté par M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, ce texte suscite quelques « réserves » de la part du Parti socialiste et une franche hostilité chez quelques-uns des membres parmi les plus conservateurs du monde médical et de l'institution ordinaire. Mais plusieurs sondages témoignent de la volonté exprimée par une grande majorité des praticiens « de base » de voir réformer une institution cinquantenaire dans laquelle ils ne se retrouvent pas.

Les débats étant tenus, plus rien — sauf coup de théâtre parlementaire ou politique — ne s'oppose à ce que la réforme du conseil de l'ordre des médecins soit examinée par le Parlement dès cette session (Le Monde du 22 juin 1991). Tout aura donc été mené avec célérité, l'urgence n'excluant nullement la rigueur ni, à dire vrai, un certain paradoxe.

C'est après une sanction ordinaire prise à l'encontre du docteur Léon Schwartzberg que M. Claude Evrin, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité, avait mis en chantier la réforme de cette institution (Le Monde du 20 juillet 1990). Une institution dont la

gauche, M. François Mitterrand en tête, souhaitait, dans les années 1980, la totale disparition. Un rapport fut alors fait demandé au docteur Jean Terquem, conseiller d'Etat, qui avait su à plusieurs reprises déjà jouer un rôle d'intermédiaire entre les différents gouvernements de gauche et les diverses composantes de l'institution médicale.

Plus qu'une révolution structurelle, le rapport Terquem, rendu public en janvier dernier, proposait une rénovation réaliste, c'est-à-dire composant avec l'opposition régulière existante par la majorité médicale, « les tentatives de réforme formulées par un gouvernement de gauche. C'est ainsi que n'était pas envisagé le transfert à l'administration du rôle administratif de l'ordre (vérification des diplômes, inscriptions au tableau, délivrance des caducates, etc.). »

Scrutin majoritaire unimodal

De même, étaient préservés la mission éthique de l'ordre des médecins tout comme son rôle disciplinaire, qui, contrairement à ce qui était réclamé au préalable par la gauche, ne devait pas, selon le rapport, être rempli par les tribunaux de droit commun. Il s'agissait avant tout de redonner à la structure ordinaire une véritable dynamique, de faire en sorte qu'elle ne soit pas perçue par l'opinion publique ou médicale comme un simple organisme répressif inégalitaire et sans perspective sur l'avenir.

Piloté par M. Bruno Durieux jusqu'à la santé, le projet de réforme

devait perdre l'une de ses originalités : le ministre a estimé que le scrutin de liste proportionnel, censé favoriser la représentation de la diversité des opinions médicales, risquait de précipiter une entrée massive des syndicats dans les instances ordinaires. On devait donc en rester au scrutin majoritaire unimodal.

Parmi les modifications prévues dans le projet de loi, figurent la création de quatre collèges équivalant aux quatre principaux secteurs d'exercice (généralistes libéraux, spécialistes libéraux, médecins hospitaliers et médecins salariés non hospitaliers) et une limitation de la durée des mandats (six ans renouvelables une seule fois, la rééligibilité étant par ailleurs acquise après une période de trois ans). Cette limitation des mandats, contrairement à certains arguments, n'est, selon les meilleurs spécialistes du droit, nullement contraire aux institutions républicaines.

En dépit de l'ardent combat mené par un petit groupe de conseillers nationaux, régionaux et départementaux, il semble aujourd'hui, au vu de la dernière réunion des responsables ordinaires qui s'est tenue samedi 12 octobre à Paris, qu'une majorité de ces derniers soit, en définitive, favorable aux grandes lignes de l'actuel projet gouvernemental. Pour sa part, le Parti socialiste se borne, fort prudemment, à exprimer quelques « réserves », concernant notamment la limitation de la durée des mandats (qu'il aurait souhaité plus drastique) et l'abandon du scrutin proportionnel.

JEAN-YVES NAU

Un appel des médecins de l'hôpital Necker

« La pénurie d'infirmières ne permet plus d'assurer tous les soins »

Des médecins de l'hôpital Necker-Enfants-Malades (Paris) nous ont adressé l'appel ci-dessous dans lequel ils soulignent les graves difficultés de fonctionnement de leur établissement en raison de la pénurie d'infirmières :

« Le département de pédiatrie de l'hôpital des Enfants-Malades à Paris, le plus important en France et l'un des premiers d'Europe, groupe toutes les grandes spécialités pédiatriques. Il est constitué de onze unités spécialisées et son action est étroitement liée à un important centre d'urgences médicales et chirurgicales, aux unités de chirurgie pédiatrique et de dermatologie. A ce vaste ensemble s'ajoute l'une des plus grandes concentrations de laboratoires de recherche fondamentale et clinique intimement liés aux services hospitaliers. Cette constellation des moyens permet la mise en œuvre des techniques les plus modernes, des approches thérapeutiques les plus avancées, dans des conditions compétitives au plan national et international.

Et pourtant, la situation du personnel infirmier est devenue aujourd'hui véritablement alarmante. Les soins, dans l'exécution desquels nous ne pouvons accepter la moindre défaillance, ne sont assurés que grâce à des processus infinis du personnel soignant. Cette pénurie touche tous les services, aussi bien ceux dont la mission est plus traditionnelle que les ser-

teurs de haute technicité où la charge de travail des infirmières est considérable : greffe de rein, transplantation cardiaque et pulmonaire, greffe de moelle osseuse, maladies métaboliques et génétiques graves, déficits immunitaires héréditaires et leucémies, nutrition artificielle. S'installe ainsi une spirale pernicieuse où la pénurie d'infirmières ne permet plus d'assurer tous les soins et d'ouvrir certains secteurs critiques, comme l'unité de soins des enfants atteints de sida ainsi que de développer l'hospitalisation de jour.

Causes profondes

Cette crise a des causes profondes. L'organisation du travail n'est plus adaptée à la situation d'aujourd'hui. Les plus jeunes des infirmières travaillent la nuit dans un relatif et inévitable isolement, sans compensation financière. Surtout, les infirmières sont confrontées à des difficultés majeures de logement. L'hôpital ne dispose pas de telles facilités pour son personnel et le prix des loyers à Paris est tel qu'il ne permet pas aux infirmières d'y résider. Il en résulte les longues heures de trajet auxquelles s'ajoutent les difficultés de la garde des enfants.

Les pédiatres sont aujourd'hui, en particulier l'emploi de personnel infirmier, trop coûteux et souvent mal adaptés. Faut-il s'étonner alors que de jeunes infirmières, pourtant tellement motivées par une profession passionnante, hésitent à s'y engager ou, après quelques années, quittent l'hôpital où elles n'ont pas trouvé la

possibilité de s'épanouir auprès des enfants malades ?

Quelles réponses apporter à cette grave situation, malheureusement partagée par bien d'autres centres ? Une gestion moderne et efficace des ressources humaines devrait être possible à l'hôpital de l'enfant, qu'il soit notre hôpital : changement des plages horaires, organisation à la carte, travail de nuit mieux réparti entre le personnel grâce à des gardes réduites ou à des primes de pénibilité réellement compensatrices. Des primes d'éloignement permettraient sans doute aussi de compenser en partie les difficultés liées à l'impossibilité de se loger au centre de Paris. Une politique de site qui rendrait à l'hôpital son caractère attractif et valorisant est également nécessaire car il ne suffit pas d'attirer les jeunes infirmières, mais encore faut-il leur offrir des conditions de travail et un cadre de vie à la hauteur de leurs aspirations. »

Ce texte est signé des docteurs M. Broyer, M. Cloup, C. Griscelli, J. Jos, J. Kachaner, M. C. Maurin-Smeoni, R. Rappaport, J. Rey, C. Ricour, J. M. Sautouy, F. Cheinmann (chefs de service), B. Brunner, A. Fischer, R. Giroi, G. Lenoir, A. Munnich, P. Naudet, J. Pange, J. J. Robert, J. Schmitz, D. Sidl (professeurs) et S. Blanche, J. de Blic, G. Cheron, M. F. Gagnard, F. Gouillier, F. Le Detit (professeurs hospitaliers).

ENVIRONNEMENT

La forêt de Bornéo est la proie des flammes

Pour la troisième fois en quinze ans, l'Indonésie subit des incendies de forêt gigantesques, qui ont éclaté il y a deux mois à Sumatra et à Bornéo sous l'effet d'une sécheresse persistante. Ces incendies dégagent une telle fumée que cela menace la sécurité aérienne jusqu'en Malaisie et à Singapour.

Le plus important de ces incendies a éclaté le 19 août dans la réserve Bukit-Suharto (la colline de Suharto), une forêt vierge couvrant 17 millions d'hectares à l'est de Kalimantan (partie indonésienne de Bornéo). En 1978 déjà, cette forêt avait été dévorée par les flammes, puis 3,8 millions d'hectares en 1982.

Selon le ministre indonésien de l'environnement, M. Emil Salim, le nouveau ministre pourrait englober encore 1 million d'hectares à Kalimantan.

J.-M. Dy

مركز الامم المتحدة

EDUCATION • CAMPUS

Les IUFM en observation

Le nouveau système de formation des maîtres bouscule trop d'habitudes pour ne pas provoquer inquiétudes et crispations. Il se met cependant en place et favorise des dynamiques originales

POUR les optimistes, la démarche est pragmatique et innovante, et tant pis si elle dérange des positions acquises et bouscule les routines. Pour les sceptiques et les inquiets, l'« improvisation » et le « pilotage aveugle » qui président à la mise en place du nouveau système de formation des maîtres compromettent déjà la réforme ambitieuse de M. Jospin. Dans les vingt-huit instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), la rentrée s'opère dans un curieux climat, où se mêlent incertitudes, inquiétudes et menaces de boycottage — émanant notamment des professeurs d'écoles normales de la région parisienne qui réclament des précisions sur leurs obligations de service dans les nouveaux instituts.

Noyés dans les problèmes d'intendance

Elle est aussi explosive puisqu'elle remet en question l'identité d'une profession fragilisée et malmenée. Depuis deux ans, M. Jospin ne sait visiblement pas trop comment promouvoir sa démarche « pragmatique » et donne l'impression, avec les IUFM, de marcher sur des œufs. La méthode adoptée a faiblement incité les acteurs du « terrain » à tout basculer sur le manque d'information, le flou des textes et leur parution trop tardive, l'état d'impréparation des équipes.

un paysage contrasté. Dans certains cas, à Grenoble, Lyon, Lille ou Rennes, par exemple, les équipes des IREM (Institut de recherche sur l'enseignement des mathématiques), le travail effectué au sein des Missions académiques à la formation des maîtres (MAFFEN), voire les équipes de recherche en sciences de l'éducation présentes au sein des universités, ont constitué un solide vivier de personnes ressources, issues de l'université, en plus des professeurs d'écoles normales. Ailleurs, tout est à construire quand il ne faut pas, au préalable, combattre des réticences, voire contrer des frictions hostiles.

Certains équipes se découvrent, à peine, tandis que d'autres — celles des trois académies pilotes de Lille, Grenoble, et Reims — notamment, mais aussi Limoges, Orléans-Tours, Montpellier, Rennes — ont déjà arrêté leur plan de formation et attendent de pied ferme leurs étudiants. Certains directeurs d'IUFM ne cachent pas qu'ils sont noyés dans les problèmes d'intendance et d'organisation, tant que d'autres affirment avoir la situation bien en main. Détail significatif : la moitié seulement des IUFM ont en mesure de fournir à leurs enseignants et à leurs étudiants une brochure de présentation. Et tous n'ont pas, le 10 octobre, à trois jours de la date prévue pour la rentrée, fait parvenir leur plan de formation aux services de la direction des enseignements supérieurs (DESUP) chargés des habilitations.

De la même façon, les conventions qui devraient régir les relations entre IUFM et universités de rattachement sont, dans la plupart des cas, en cours d'élaboration. Or l'affaire est d'importance puisqu'il s'agit d'entériner le transfert, à l'IUFM, de la maîtrise des préparations aux concours et des moyens correspondants.

Les grosses universités parisiennes, notamment, font la sourde oreille. Paris-IV, par exemple, continue à inscrire des étudiants dans ses préparations très cotées aux concours du CAPES, indépendamment de l'IUFM.

mastodonte parisien. Des universités comme Villetaneuse (Paris-XIII), Saint-Denis (Paris-VIII) voient, en effet, dans les IUFM, l'occasion de muscler leurs formations et d'attirer des étudiants.

Au sein des universités auxquelles il est rattaché, chaque IUFM a ses poches de résistance : bastion disciplinaire (les lettres, le plus souvent), enseignants nommés sur un des 300 postes « étichés » IUFM inscrits au budget 1991, qui

spécialistes. En revanche, en mécanique, en chimie ou en mathématiques, il y a de nombreux postes à pourvoir à l'université et ceux de l'IUFM sont délaissés.

S'ajoutent à ces problèmes d'image et de mise en synergie de grosses difficultés d'ordre logistique : éclatement des sites, éloignement des écoles normales dans certains départements ruraux, manque de locaux universitaires. Dans les grosses académies, les res-

sources de l'IUFM se trouvent confrontées, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

sources de l'IUFM se trouvent confrontées, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

sources de l'IUFM se trouvent confrontées, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.

Les IUFM se trouvent confrontés, sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, à un délicat problème d'échelle. M. Bernard Cornu, directeur de l'IUFM pilote de Grenoble, par exemple, qui a pourtant une année d'avance sur ces collèges des autres académies, reconnaît qu'il a du mal à trouver les 425 tuteurs dont il a besoin pour l'encadrement des futurs professeurs de lycées et collèges.



Quatre mille formateurs à temps plein

Même chose à Lyon, qui doit mobiliser un réseau d'une soixantaine d'établissements pour « élargir » ses 1400 étudiants de première année. Dans leur laborieuse chasse aux tuteurs, les directeurs d'IUFM se heurtent aussi aux inspecteurs pédagogiques régionaux (IPR), qui avaient, jusque-là, l'exclusivité du choix et de la sélection des « bons » enseignants, que l'on chargeait d'accueillir dans leurs classes leurs collègues novices titulaires de la partie théorique du CAPES. Autre exemple de luttes de territoire et de la brutale remise en question des identités professionnelles provoquées par les IUFM.

Le débroussaillage des contenus

Tout le monde en convient, sur le terrain comme au ministère : l'an 01 des IUFM sera une année blanche, surtout consacrée à la mise à plat des problèmes, à la constitution des équipes, et au débroussaillage des contenus. La nouvelle « épreuve professionnelle », qui s'ajoute à la prochaine session aux épreuves disciplinaires du concours du CAPES, ne prendra sans doute pas, cette année, sa forme définitive. Les contenus en ont été arrêtés par les jurys, en concertation avec les IUFM. Mais elle doit s'appuyer, pour une large part, sur des stages dans des établissements, effectués dès la première

Reste que le dispositif est en place, alors que beaucoup paraissent, l'an dernier, sur un retour en arrière du ministère. M. Jospin a tenu bon sur les grands principes, épreuve professionnelle et enseignement commun en particulier, et, comme le souligne M. Meyer, directeur de l'IUFM de Reims, « quoi qu'il arrive, on ne recréera pas les écoles normales ».

Autre signe encourageant, les étudiants ont visiblement répondu présents, attirés par les allocations d'enseignement, malgré un manque criant d'information dans la plupart des sites. Certaines académies du Sud, comme Toulouse et Grenoble, ont même dû se résoudre à effectuer une sélection draconienne des candidats trop nombreux à la préparation du concours de professeur d'école.

Si les nouveaux instituts parviennent rapidement à se forger une image et à prendre leur place au sein de l'université, ce mouvement pourrait s'amplifier. A condition évidemment que la politique engagée soit soutenue et poursuivie. Or certaines tentations plongent les responsables d'IUFM dans les affres.

Les postes de maîtres de conférences et de professeurs pour les IUFM ne sont plus, par exemple, spécifiquement attribués aux instituteurs dans le projet de budget 1992. Les responsables y voient le premier signe de la lente digestion, par les universités, de la nouvelle institution. Alors qu'elle aurait besoin d'exister en son sein, mais aussi pour elle-même.

CHRISTINE GARIN

Haro sur l'école...

Suite de la première page

Sans parler des pauvres élèves qui ne savent pas lire en système, ni écrire en français et qui font du bruit vers le chagrin. C'est en effet sur le niveau du deuxième degré que les griefs pleuvent : inadéquats aux besoins de l'économie, l'école serait la grande responsable du chômage des jeunes. Lancée, dès son arrivée à Matignon, par M^{me} Edith Cresson, relayée quelques semaines plus tard par le président de la République, amplifiée, par exemple, par la campagne récente de la région Rhône-Alpes sur l'échec de l'école, la critique fait mouche tant elle nourrit l'angoisse des jeunes et de leurs parents.

Face à cette avalanche, poussée dans les cordes, l'école et ses maîtres restent étonnamment sur la défensive. Beaucoup de coups décodés des derniers temps se situent pourtant très en dessous de la ceinture.

Ainsi, à entendre les critiques actuelles, le modèle scolaire voué aux gémonies semble tout droit sorti des soutes d'une gauchiste déconstruite et démagogique. C'est oublier un peu que, depuis trente ans, des portes du collège puis du lycée à secret de puissants antidotes : depuis la voie royale du baccalauréat C (maths-physique) jusqu'à la voie de garage que constitue trop souvent le bac G (gestion), la hiérarchie des filières effectue un tri impitoyable.

Est-il nécessaire de rappeler que les enfants de cadres supérieurs (75 %) et surtout d'enseignants (79 %) ont de fortes chances de décrocher leur bac-

calauréat, quand un quart seulement des enfants d'ouvriers y parviennent et un peu plus du tiers des enfants d'employés. Et les disparités ne sont pas seulement sociales. Plus brillantes à l'école et au collège, plus nombreuses au lycée et à l'université, les filles restent encore cantonnées dans les filières les moins prestigieuses et les moins rémunérées. Les chances d'obtenir le baccalauréat varient du simple au double entre l'Ain, l'Yonne ou la Seine-Saint-Denis, d'une part, Paris, Belfort ou l'Aveyron, d'autre part.

Incertitudes pédagogiques

Longtemps oubliées enfin et redécouvertes à l'heure de la décentralisation, les incertitudes pédagogiques sont parfois stupéfiantes. Les chances d'obtenir le baccalauréat varient du simple au double entre l'Ain, l'Yonne ou la Seine-Saint-Denis, d'une part, Paris, Belfort ou l'Aveyron, d'autre part.

Etrange poujadisme

Deuxième grief qui relève du fantasme : notre système éducatif serait précisément victime d'une sorte de syndrome égalitaire. Etrange accusation quand on veut bien respecter la réalité, les faits et les chiffres. Toutes les études le démontrent en effet. Si tant est que ce soit son rôle, l'école ne corrige guère, voire pas du tout, les inégalités selon l'origine sociale, le sexe ou la région de résidence. Au contraire, l'ouverture progressive, depuis trente ans, des portes du collège puis du lycée à secret de puissants antidotes : depuis la voie royale du baccalauréat C (maths-physique) jusqu'à la voie de garage que constitue trop souvent le bac G (gestion), la hiérarchie des filières effectue un tri impitoyable.

Est-il nécessaire de rappeler que les enfants de cadres supérieurs (75 %) et surtout d'enseignants (79 %) ont de fortes chances de décrocher leur baccalauréat, quand un quart seulement des enfants d'ouvriers y parviennent et un peu plus du tiers des enfants d'employés. Et les disparités ne sont pas seulement sociales. Plus brillantes à l'école et au collège, plus nombreuses au lycée et à l'université, les filles restent encore cantonnées dans les filières les moins prestigieuses et les moins rémunérées. Les chances d'obtenir le baccalauréat varient du simple au double entre l'Ain, l'Yonne ou la Seine-Saint-Denis, d'une part, Paris, Belfort ou l'Aveyron, d'autre part.

Incertitudes pédagogiques

Longtemps oubliées enfin et redécouvertes à l'heure de la décentralisation, les incertitudes pédagogiques sont parfois stupéfiantes. Les chances d'obtenir le baccalauréat varient du simple au double entre l'Ain, l'Yonne ou la Seine-Saint-Denis, d'une part, Paris, Belfort ou l'Aveyron, d'autre part.

Etrange poujadisme

Deuxième grief qui relève du fantasme : notre système éducatif serait précisément victime d'une sorte de syndrome égalitaire. Etrange accusation quand on veut bien respecter la réalité, les faits et les chiffres. Toutes les études le démontrent en effet. Si tant est que ce soit son rôle, l'école ne corrige guère, voire pas du tout, les inégalités selon l'origine sociale, le sexe ou la région de résidence. Au contraire, l'ouverture progressive, depuis trente ans, des portes du collège puis du lycée à secret de puissants antidotes : depuis la voie royale du baccalauréat C (maths-physique) jusqu'à la voie de garage que constitue trop souvent le bac G (gestion), la hiérarchie des filières effectue un tri impitoyable.

Est-il nécessaire de rappeler que les enfants de cadres supérieurs (75 %) et surtout d'enseignants (79 %) ont de fortes chances de décrocher leur baccalauréat, quand un quart seulement des enfants d'ouvriers y parviennent et un peu plus du tiers des enfants d'employés. Et les disparités ne sont pas seulement sociales. Plus brillantes à l'école et au collège, plus nombreuses au lycée et à l'université, les filles restent encore cantonnées dans les filières les moins prestigieuses et les moins rémunérées. Les chances d'obtenir le baccalauréat varient du simple au double entre l'Ain, l'Yonne ou la Seine-Saint-Denis, d'une part, Paris, Belfort ou l'Aveyron, d'autre part.

Incertitudes pédagogiques

Longtemps oubliées enfin et redécouvertes à l'heure de la décentralisation, les incertitudes pédagogiques sont parfois stupéfiantes. Les chances d'obtenir le baccalauréat varient du simple au double entre l'Ain, l'Yonne ou la Seine-Saint-Denis, d'une part, Paris, Belfort ou l'Aveyron, d'autre part.

Etrange poujadisme

Deuxième grief qui relève du fantasme : notre système éducatif serait précisément victime d'une sorte de syndrome égalitaire. Etrange accusation quand on veut bien respecter la réalité, les faits et les chiffres. Toutes les études le démontrent en effet. Si tant est que ce soit son rôle, l'école ne corrige guère, voire pas du tout, les inégalités selon l'origine sociale, le sexe ou la région de résidence. Au contraire, l'ouverture progressive, depuis trente ans, des portes du collège puis du lycée à secret de puissants antidotes : depuis la voie royale du baccalauréat C (maths-physique) jusqu'à la voie de garage que constitue trop souvent le bac G (gestion), la hiérarchie des filières effectue un tri impitoyable.

Est-il nécessaire de rappeler que les enfants de cadres supérieurs (75 %) et surtout d'enseignants (79 %) ont de fortes chances de décrocher leur baccalauréat, quand un quart seulement des enfants d'ouvriers y parviennent et un peu plus du tiers des enfants d'employés. Et les disparités ne sont pas seulement sociales. Plus brillantes à l'école et au collège, plus nombreuses au lycée et à l'université, les filles restent encore cantonnées dans les filières les moins prestigieuses et les moins rémunérées. Les chances d'obtenir le baccalauréat varient du simple au double entre l'Ain, l'Yonne ou la Seine-Saint-Denis, d'une part, Paris, Belfort ou l'Aveyron, d'autre part.

Incertitudes pédagogiques

Longtemps oubliées enfin et redécouvertes à l'heure de la décentralisation, les incertitudes pédagogiques sont parfois stupéfiantes. Les chances d'obtenir le baccalauréat varient du simple au double entre l'Ain, l'Yonne ou la Seine-Saint-Denis, d'une part, Paris, Belfort ou l'Aveyron, d'autre part.

Etrange poujadisme

Deuxième grief qui relève du fantasme : notre système éducatif serait précisément victime d'une sorte de syndrome égalitaire. Etrange accusation quand on veut bien respecter la réalité, les faits et les chiffres. Toutes les études le démontrent en effet. Si tant est que ce soit son rôle, l'école ne corrige guère, voire pas du tout, les inégalités selon l'origine sociale, le sexe ou la région de résidence. Au contraire, l'ouverture progressive, depuis trente ans, des portes du collège puis du lycée à secret de puissants antidotes : depuis la voie royale du baccalauréat C (maths-physique) jusqu'à la voie de garage que constitue trop souvent le bac G (gestion), la hiérarchie des filières effectue un tri impitoyable.

Est-il nécessaire de rappeler que les enfants de cadres supérieurs (75 %) et surtout d'enseignants (79 %) ont de fortes chances de décrocher leur baccalauréat, quand un quart seulement des enfants d'ouvriers y parviennent et un peu plus du tiers des enfants d'employés. Et les disparités ne sont pas seulement sociales. Plus brillantes à l'école et au collège, plus nombreuses au lycée et à l'université, les filles restent encore cantonnées dans les filières les moins prestigieuses et les moins rémunérées. Les chances d'obtenir le baccalauréat varient du simple au double entre l'Ain, l'Yonne ou la Seine-Saint-Denis, d'une part, Paris, Belfort ou l'Aveyron, d'autre part.

Incertitudes pédagogiques

Longtemps oubliées enfin et redécouvertes à l'heure de la décentralisation, les incertitudes pédagogiques sont parfois stupéfiantes. Les chances d'obtenir le baccalauréat varient du simple au double entre l'Ain, l'Yonne ou la Seine-Saint-Denis, d'une part, Paris, Belfort ou l'Aveyron, d'autre part.

Etrange poujadisme

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

BATIMENT. L'Ecole spéciale de travaux publics et du bâtiment (ESTP) fête son centenaire anniversaire. Créée en 1891 par M. Léon Eyrolles, cette école privée d'ingénieurs a formé, en un siècle, près de 20 000 ingénieurs. Elle accueille aujourd'hui 2 000 étudiants, dont 1 300 élèves-ingénieurs en travaux publics, bâtiment, mécanique-électricité et topographie, 280 conducteurs et 410 élèves en classes préparatoires. Dans les dix ans qui viennent, l'ESTP souhaite doubler sa capacité d'accueil sur le campus de Cachan, rénové.

CONCOURS. Les inscriptions aux concours de recrutement des enseignants du second degré (CAPES, CAPET et CAPEPS), pour lesquels 18 050 postes ont été débouqués cette année, sont ouvertes, dans toutes les académies, jusqu'au 12 novembre. Par ailleurs, les inscriptions dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) ne seront closes que dans la seconde quinzaine d'octobre.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE. Créée en 1990 sous la houlette de M. Jacques Marseille, professeur à l'université Paris-1, l'Association pour le développement de l'histoire économique (ADHE) reprend son cycle de conférences ouvertes gratuitement aux professeurs d'histoire-géographie et de sciences économiques et sociales du second degré. Destinées à la mise à jour des connaissances et au renforcement des liens entre la recherche universitaire et l'enseignement secondaire, ces conférences attirent déjà régulièrement près de quatre cents enseignants de la région parisienne. Confiant dans l'avenir d'une discipline autrefois rejetée « aux marges », l'ADHE a obtenu le soutien de deux sponsors, les AGF et les éditions Fernand Nathan. (ADHE, 17, rue du Montparnasse, 75006 Paris).

NOMINATIONS. M. Daniel Guyard, directeur de la formation à l'assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie, a été nommé administrateur à la Commission des Communautés européennes où il sera chargé du programme COMETT. D'autre part, M. Sybren Tijnstra, jusqu'à présent directeur international à l'université hollandaise de Twente, a été nommé directeur Europe de l'école européenne des affaires (EAP), tandis que M. Georges Hirsch prend la responsabilité de l'EAP Paris.

PARENTS D'ÉLÈVES. La Fédération des conseils de parents d'élèves de l'enseignement public (FCPE) a lancé une souscription nationale auprès de ses adhérents. Cette souscription, destinée à libérer au plus vite la fédération de ses dettes, fait partie du plan de redressement financier voté lors du congrès extraordinaire de Paris le 30 juin dernier. Pour assainir sa situation, la FCPE avait dû recourir à un emprunt de 16 millions de francs sur quinze ans auprès d'une filiale de la « banque enseignante », la CASDEN.

PARTENARIATS. Le ministre de l'éducation nationale et le président de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) ont signé, lundi 14 octobre, un protocole destiné à « concrétiser le développement de l'audiovisuel dans le système éducatif ». Avec l'aide de la Caisse des dépôts et consignations, cinquante vidéogrammes issus du patrimoine de l'INA seront mis à la disposition des élèves, via les centres de documentation et d'information des collèges.

L'éducation nationale multiplie ainsi les partenariats : le 8 octobre dernier, une circulaire conjointe a été signée avec le ministre de la justice afin de mettre en œuvre un certain nombre d'initiatives visant à mieux faire connaître la justice au collège et au lycée.

UNIVERSITÉS 2000. M^{me} Edith Cresson a signé, samedi 12 octobre à Poitiers, en présence de M^{lle} Lionel Jospin et Philippe Marchand, ministres de l'éducation nationale et de l'intérieur, la première convention « Universités 2000 » entre l'État et les collectivités locales de Poitou-Charentes.

Associant la région, ses quatre départements (Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne) et ses principales villes (Angoulême, Châtelleraud, Niort, La Rochelle et Poitiers), cette convention prévoit des engagements financiers de 920 millions de francs (dont 370 millions de la part de l'État) pour la période 1991-1995.

Outre la création d'une université nouvelle à La Rochelle, dont le conseil d'orientation devrait être présidé par M. Michel Albert, président des AGF (Assurances générales de France), cette convention repose notamment sur le développement des instituts universitaires de technologie (IUT) dans les villes moyennes et sur le renforcement de l'université de Poitiers.

L'an 01 du plan social étudiant

Si le gouvernement tient ses objectifs en matière de logement et de restauration, son système de prêts reste embryonnaire

AFFICHÉ dès juillet 1990 dans ses grandes lignes, avec l'ambition d'« assurer l'essor de l'université en préservant l'égalité des chances », longuement concédé dans les bureaux de la rue de Grenelle, défendu lors d'âpres discussions interministérielles l'hiver dernier, adopté le 23 mars avec l'accord de la plupart des organisations syndicales étudiantes (le Monde du 26 mars), le plan social passe désormais au stade de la mise en œuvre.

En dépit de cette longue maturation, le premier état des lieux est mitigé, au seul de la rentrée universitaire. Si le pari est tenu pour le logement et la restauration étudiants, en revanche, le dossier du financement des études ne progresse que laborieusement. Enfin, quelques propositions se sont, en quelques mois, évaporées dans la nature comme la Carte orange étudiante ou la parité avec l'État pour le ticket de restaurant universitaire.

Les ambitions affichées en matière de construction devraient être atteintes. Le plan social prévoyait quelque 30 000 nouveaux logements étudiants d'ici à 1995. Pour cette rentrée, les objectifs sont réalisés : 6 500 lits supplémentaires seront à la disposition des étudiants, selon le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS). Cet effort a été, pour l'essentiel, financé par des prêts locaux aidés (PLA) inscrits par le ministère de l'équipement dans un programme de construction spécifique. Depuis 1988, les logements étudiants ont été l'une des priorités du gouvernement, puisqu'il en a été construit deux fois plus que durant les quinze années précédentes.

Mabilion fait peau neuve

Les restaurants universitaires ont, eux aussi, fait l'objet d'une attention particulière. La maison en est simple : on estime que 50 000 places supplémentaires seront nécessaires d'ici quatre ans. Dans cette perspective, le plan social envisageait, en mars, 11 000 places pour la rentrée de 1991, afin d'assurer 30 000 repas de plus chaque jour. Les dernières estimations font état de... 10 036 places nouvelles, mises en service dans le courant de l'année. Ce chiffre comprend à la fois des constructions nouvelles, privatisées, et le réaménagement d'équipements existants. Symboliquement, s'il en est, le restaur U de

Mabilion, à Paris, a fait peau neuve durant l'été.

La réalisation de ces objectifs pour l'année 1991 est d'autant plus remarquable que, traditionnellement, les ouvrages respectent rarement les délais. En revanche, le second pilier du plan social étudiant, le financement des études, est beaucoup moins solide. Certes, l'augmentation de l'enveloppe globale destinée aux bourses d'enseignement supérieur devrait permettre à près de 280 000 étudiants d'en bénéficier cette année, soit 10 % de plus que durant l'année 1990-1991.

De même l'accroissement du montant des bourses, de 4,9 % en moyenne, améliore légèrement leur pouvoir d'achat. C'est particulièrement vrai pour les bourses les plus faibles qui augmentent de 32 %, atteignant 6 210 francs, tandis que les bourses du dernier échelon, les plus importantes, augmentent de 3 %. Toutefois, la réduction du nombre des boursiers, qui passent de neuf à cinq, entraîne quelques grincements de dents chez un certain nombre d'étudiants qui ont vu le montant de leur bourse diminuer. A noter enfin le prolongement de l'admission au régime de sécurité sociale étudiante accordé aux inscrits en troisième cycle avant leur vingt-sixième anniversaire.

La grande innovation du plan social - l'instauration d'un système de prêts bancaires garantis par l'État - se solda pour l'instant par un relatif échec. L'enjeu est pourtant de taille. Il s'agit de permettre à un nombre croissant de jeunes d'origine modeste d'entrer à l'université et d'assumer le coût de leurs études, estimé à 30 000 francs par an en moyenne. Or, on le sait, en dehors des bourses, les prêts étudiants accordés jusqu'à présent par les banques dépendaient de la situation financière des parents, des filières choisies et du nombre d'années d'étude envisagées. Ce système sélectionnait, par définition, les étudiants les plus solvables à terme et capables de justifier d'une sérieuse garantie.

Virage à 180 degrés dans le plan social : les nouveaux prêts sont garantis à 50 % par l'État. Et après moult tergiversations des pouvoirs publics, les nouvelles études se sont engagées à garantir ces prêts à hauteur de 20 % supplémentaires (le Monde du 26 mars). Le risque est donc limité, pour les établissements bancaires, aux 30 % restant sur un montant et une durée définies : 13 000 francs par an sur trois ans, remboursables en six ans avec un différé d'un an après la

dernière année d'emprunt. Garantie supplémentaire, ces prêts sont réservés aux étudiants entrant en deuxième année de premier cycle. Enfin, le caractère social de ce dispositif est assuré par le fait que seuls les étudiants dont les revenus parentaux sont inférieurs à trois fois le SMIC (106 000 francs par an) y ont accès.

Ingénieurs, mais complaisants, ce système ne fonctionne qu'à deux conditions : que la demande existe et que les banques jouent le jeu. Le premier point ne semble guère poser de problèmes. Toutes les études démontrent que les étudiants, de plus en plus nombreux, sont demandeurs de prêts pour financer leurs études. Et le ministère avait initialement envisagé une enveloppe globale de 400 000 prêts d'ici à 1995.

Les banques peu enthousiastes

En revanche la collaboration avec les établissements bancaires est beaucoup moins évidente. Lors de l'adjudication, ce fut, seules quatre banques, la Banque nationale de Paris, le Crédit lyonnais, la Caisse nationale du Crédit agricole et le Crédit municipal, se sont montrées intéressées. Et 36 000 prêts seulement, sur les 120 000 proposés par l'État, ont été retenus. Comme si ce manque d'enthousiasme n'était pas suffisamment explicite, les établissements bancaires ont fixé leurs taux d'intérêt à des niveaux qui risquent d'être dissuasifs : de 10,95 % à 9,90 %. Soit des taux plus élevés que ceux des prêts étudiants classiques ! Les banques expliquent leur réserve par le fait que la garantie

n'est pas complète. Et que le système choisi n'implique aucun engagement personnel, de nature à « responsabiliser » les étudiants.

Enfin, pour ajouter aux difficultés de mise en œuvre, les prêts garantis par l'État seront accordés aux étudiants après le passage devant une commission sociale d'établissement qui réunira des représentants de l'État, de l'université, des mutuelles étudiantes et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires. Or, au début du mois d'octobre, le CNOUS estimait qu'une trentaine de commissions seulement étaient constituées, sur les soixante-quatre universités françaises.

Enfin, on déplore la disparition des quelques caisses qui avaient été placées sur le gîte du plan social. Ainsi, la Carte orange au tarif étudiant pour les Parisiens semble enfouie dans les tiroirs. De la même façon, le plan social prévoyait le retour vers la parité de financement du ticket de restaurant universitaire entre l'État et l'étudiant. Or le prix du repas est passé à 11,50 francs, soit une augmentation de 1 franc pour la deuxième année consécutive, à la charge des étudiants. Enfin, les Maisons de l'étudiant, réclamées par les organisations syndicales et destinées à rassembler les activités de services, améliorer l'accès aux services sociaux ou administratifs et favoriser les animations, demeurent encore à l'état de projets nebuleux, excepté à Toulouse.

MICHELLE AULAGNON

A l'école du bon goût

Les « campagnes d'éveil gustatives » se multiplient dans les écoles

EN janvier dernier, M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, lançait, à Paris, des bords de la Seine, une campagne d'« éveil au goût » en milieu scolaire (le Monde du 30 janvier). Moins de neuf mois plus tard, simplement couronnée de succès, cette grande première pédagogique prend une nouvelle dimension. Après les 6 000 enfants concernés (scolarisés dans les académies de Paris et d'Orléans-Tours) par la première vague de cette éducation sensorielle d'un nouveau genre, ils seront 10 000 au cours de l'année 1991-1992 à bénéficier du même enseignement, notamment dans trois nouvelles académies : Lille, Lyon et Dijon. Aux trois commanditaires de l'an dernier vient s'ajouter la société Danone (groupe BSN).

Les objectifs n'ont pas varié. Il s'agit toujours, en accord tacite avec l'éducation nationale et en collaboration avec l'Institut français du goût, de proposer dans des classes de CM1 et CM2 - dont les instituteurs sont volontaires - une série de dix séances d'une heure et demie chacune au cours desquelles on aborde concrètement, ingérents à l'appui, de façon on ne peut plus appétissante, différents thèmes. Citons dans le désordre : les cinq sens ; les quatre saveurs de base ; la confection et l'élaboration des repas ; le goût face aux agressions ; la cuisine à travers les régions et la gastronomie, etc.

Expression écrite et orale

Cet éveil permet, en pratique de riches prolongements avec d'autres disciplines au premier rang desquels l'expression orale et écrite puisqu'il s'agit bien, avant tout, de mettre des mots - les siens - sur des sensations gustatives et olfactives ainsi que sur ces instants privilégiés du partage que sont les repas pris en commun.

Après une longue opposition manifestée, de facto, par la plupart des autorités politiques et administratives concernées, le développement rapide de cette nouvelle forme d'enseignement est à mettre au crédit de la rencontre de M. Jacques Puits, scientifique et enologue de réputation internationale,

par ailleurs président de l'Institut français du goût, et de M. Jack Lang qui n'a jamais caché la passion qu'il nourrit pour la gastronomie et pour ses multiples prolongements culturels. La rencontre de ces deux hommes, la création d'une Commission nationale des arts culinaires (1). L'accord, actif, en 1990, de M^{me} Michèle Gendreau-Massoloux et de M. Daniel Bloch, recteurs des académies de Paris et d'Orléans-Tours, associés au parrainage de quelques entreprises, avaient permis de lancer la première campagne.

Initiation des instituteurs

Parallèlement, une centaine d'instituteurs, tous volontaires, des académies d'Orléans-Tours et de Paris, devaient, cette année, être formés de manière à succéder au plus vite aux animateurs de l'Institut français du goût et à intégrer cet enseignement dans l'ensemble des autres activités d'éveil.

Cet ensemble d'initiatives doit être dissocié de la Journée du goût organisée lundi 14 octobre à Paris. Cette manifestation culinaire et très médiatisée, totalement financée par l'industrie sucrière, a vu cinq cents chefs et « artisans des métiers de la bouche » donner une « leçon de goût » aux enfants d'autant de classes d'écoles primaires de la région parisienne. Quoi qu'il en soit, par M^{me} François Douhin, ministre du commerce et de l'artisanat, et Jacques Guyard, secrétaire d'État à l'enseignement technique, cette opération d'un jour se situe aux antipodes de l'action pédagogique de longue haleine, véritablement novatrice, parrainée par le ministre de la culture.

JEAN-YVES NAU

(1) Créée à l'initiative de M. Jack Lang et présidée par M. Alain Senderens, le Conseil national des arts culinaires est notamment composé de représentants de cinq ministères, de plusieurs grands cuisiniers et de chefs d'entreprise. Ce Conseil vient, à la demande du ministère de l'agriculture, de lancer un inventaire des produits régionaux pour reconstruire l'ensemble des savoir-faire authentiques du terroir. Cette entreprise consiste, dans un premier temps, la région Nord-Pas-de-Calais, puis elle s'étend progressivement à l'ensemble des régions françaises.

► Conseil national des arts culinaires, 75, rue Villèle-du-Temple, 75003 Paris. Tél. : 42-72-41-72.

Poètes, vos copies !

Plus de cinq cents jeunes ont participé à un concours de poésie organisé dans le cadre de « La fureur de lire »

La dix-sept ans, un duflé-coat marine et le regard brillant lorsqu'il parle de poésie, Fabrice Etilé, élève en maths sup au lycée Hoche de Versailles, vient de remporter le cinquième prix d'un concours national de poètes organisé, dans le cadre de « La fureur de lire », par la direction du livre et de la lecture et la Maison des écrivains, avec le concours de la FNAC, sur le thème : « On n'est pas sérieux quand on a dix-sept ans » (1).

Scientifique saisi par la poésie, ex-animé d'un groupe de rock sans musiciens, bon élève rêvant d'une vie de bohème, Fabrice Etilé n'en est plus à une contradiction près. Il assume, mais refuse de s'afficher, l'utile, selon lui, de faire trop de publicité autour de ses créations. Pas la moindre trace de gêne ou de fausse coquetterie derrière cette attitude. Juste le désir de ne pas avoir à expliquer pourquoi, comment... Pas de cachotteries non plus : son professeur de français, un « moine-soldat de la poésie » selon lui, est son tout premier lecteur.

Le lauréat endosse le parrainage d'Arthur Rimbaud, ce « illuminé au visage d'obéissance », comme l'écrivit Fabrice dans *Cimetière*, un de ses poèmes. Mais sur les alexandrins de ce jeune doué plane d'abord l'ombre de Baudelaire et de son spleen. « Baudelaire a mis sa vie en cohérence avec son œuvre. Un modèle de dandy provocateur. Alors que Rimbaud s'est un peu laissé aller. C'est le génie inachevé, le symbole de la révolte adolescente. Après le don, il faut travailler », précise ce fils d'un ingénieur martiniquais et d'une prof de mathématiques. Fabrice conçoit les deux années

de classes préparatoires comme un « test suprême ». « Si, après ça, j'écris encore, c'est que j'y suis destiné », précise-t-il, les doigts occupés à construire d'éphémères figures géométriques avec de longues tiges de papier. Entre une colle d'allemand et un cours de physique, il espère trouver encore un peu de temps pour son mode d'expression favori.

« Je est un autre »

Ses poèmes surprennent par le soin apporté à la structure de chaque vers et par leur musicalité. En revanche, les thèmes abordés : le spleen, la mort, l'ennui, ne le distinguent pas des autres jeunes poètes qui ont participé au concours. Si les 560 candidats ont offert chacun un visage différent de leurs dix-sept ans, leurs créations se rejoignent autour de quelques thèmes majeurs.

Ainsi, le moi domine, le « Je est un autre » est plus que jamais la référence, l'introspection englutit le monde extérieur. Le sentiment de révolte générale s'arrête au constat d'ennui, de lassitude qui n'épargne rien : parents, études, enfance que l'on quitte. Ils rêvent de couleurs vives, mais brossent un monde de noirceur, d'où l'humour sensible absent. Reste l'amour, encore et toujours, qui contrebalance les tentations suicidaires, « omniprésentes et dramatiquement récurrentes », note l'ensemble du jury.

« L'ambition de ce concours

(1) Les cinq poètes de dix-sept ans distingués à l'occasion de « La fureur de lire » sont : Patrick Casanova, Nicolas Seiller, Vincent Karim Bontemps, Marie-Christine Silva et Fabrice Etilé.

n'était pas de faire apparaître un nouveau Rimbaud », précise M. Jack Lang, ministre de la culture. Il révèle, en tout cas, une forte volonté d'écrire et un réel travail de création. Sans aller jusqu'à parler d'« anthologie des poètes de dix-sept ans », ces textes témoignent de leur vitalité littéraire.

M. A.

Le Monde DE L'ÉDUCATION Octobre 1991

ENQUÊTE

A QUI PROFITE L'ÉCOLE PRIVÉE

Plus d'un élève sur trois a recours à l'enseignement privé pendant sa scolarité. Ce choix est-il efficace ? Et pour qui ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مركز الأبحاث

EDUCATION • CAMPUS

BIBLIOGRAPHIE

Apprentissage de la démocratie

Catherine Bédarida, rédactrice en chef du *Monde de l'éducation*, vient de publier au Seuil *L'école qui déçoit*. Nous avons demandé à Jean Hébrard, chargé de recherche au service d'histoire de l'éducation à l'Institut national de la recherche pédagogique, d'en rendre compte.

Il est devenu banal, aujourd'hui, de déverser des flots d'encre acariâtre sur l'école pour en dénoncer tour à tour la faillite, l'ingouvernabilité, le caractère rétrograde ou les ruses utopiques. Les enseignants eux-mêmes ne sont pas les derniers à décrire en noir le présent ou le futur de leur institution. Et voilà qu'une journaliste prétend, après avoir passé près de dix ans à parcourir les trévas républicains, qu'il existe en France une école sûre de son bon droit, heureuse de ses idées neuves et fière de son professionnalisme.

La démonstration de Catherine Bédarida est à la fois parfaitement subjective et parfaitement probante. Elle ne se fait l'apologie d'aucune méthode particulière, d'aucun projet militant, d'aucun lobby de pédagogues. Elle se contente de nous renvoyer l'image de lieux (un par degré ou par type d'établissement) où il se passe quelque chose et où, de plus, les résultats s'améliorent. Elle pense en effet que ceux qui, prenant au mot leurs ministres successifs, ont consacré leur énergie à la mise en place de véritables projets pour leur établissement sont en train de faire « décoller » le système éducatif français.

Les deux exemples les plus contrastés sont éloquentes. Pour le primaire, l'école Saint-Merri à Paris, qui, depuis près de vingt ans, se bat avec une architecture qui se voulait « ouverte » et continue à construire le « projet » qui donne sens au lieu et réussit à attirer les enfants. Pour le secondaire technique et professionnel, le lycée d'Yonnax,

qui vit en symbiose avec l'une des régions industrielles les plus performantes de France, cette « plastic valley » qui a su passer directement de la fabrication à la ferme des peignes d'échelle au façonnage guidé par ordinateur des objets qui peuplent notre espace domestique.

Dans l'un et l'autre cas, ce qui frappe l'observateur, c'est la capacité des équipes à durer dans le temps, à construire inlassablement une identité professionnelle forte. Il ne s'agit pas d'affirmer des principes, de modeler des images infaillibles et doctrinales, mais de montrer qu'on n'a peur ni du temps qui passe ni des modes qui changent, parce qu'on sait travailler les programmes scolaires tout en faisant leur place aux demandes inquiètes de la société environnante. Et cette demande est forte.

A Saint-Merri, c'est celle de ces parents, nombreux, dont les enfants ont (statistiquement) tout pour réussir et qui vivent au quotidien l'énigme d'une scolarité « à problèmes ». Là, on a permis à leurs enfants, mais aussi à eux-mêmes, de renouer un dialogue avec l'école et de faire l'hypothèse, n'en déplaise aux idéologues de l'édition républicaine, mais ceux-ci ne doivent être parents que de bons élèves, — que rien n'est perdu entre les mains de vrais professionnels.

De vrais professionnels

Dans l'autre cas, à Yonnax, la demande est celle du milieu industriel local. Dans une branche où l'évolution technologique est extrêmement rapide, les pesanteurs du système éducatif technique et professionnel sont réputées peu performantes. Ce n'est pas vrai à Yonnax puisque l'environnement technologique du lycée tout entier se transforme au même rythme que l'équipement industriel de la vallée. Et comme la réputation de l'établissement est forte et attire de

nombreux élèves à l'Internat, on n'a pas voulu s'y opposer, en prime, un milieu de vie riche et stimulant.

Catherine Bédarida ose la formule : les enseignants qui pensent qu'on les paye pour instruire, qu'une école qui « gagne » est une école ancrée dans la réalité locale, qu'une école qui n'invente plus est une école qui meurt, ces hommes et ces femmes qui assument sans complexe d'être des professionnels pleinement dans leur métier croient toujours à la démocratisation par l'école.

Justice sociale

Peut-être faut-il seulement s'entendre sur ce mot et, précisément, le livre de Catherine Bédarida offre quelques pistes à qui veut se donner la peine de poursuivre avec elle la réflexion. Tous ceux qui dénoncent l'échec de la démocratisation ont retenu que l'école, malgré ses discours, ne redistribue pas les positions sociales d'une génération sur l'autre. Ils posent ainsi que l'école omnipotente devrait régénérer l'ordre social par le seul vertu des diplômes qu'elle délivre. Or ce mécanisme est défectueux quel que soit l'angle sous lequel on l'examine.

D'une part, en effet, la hiérarchie explicite des diplômes scolaires, même ramenée à sa plus stricte abstraction (niveau V, IV, III ou bac+2, etc.), ne recouvre jamais la hiérarchie, d'ailleurs évolutive, des emplois : la réalité sociale et économique est bien plus complexe. D'autre part, cette hiérarchie statique ignore la multiplicité des dispositifs officiels ou sauvages de formation en cours d'emploi. Il existe bien des diplômés initiaux de prestige qui se retrouvent impuissants à la lumière des évolutions de carrières ou, à l'inverse, des destins d'employés ou d'ouvriers qui sont sans rapport avec les niveaux de qualification scolaire initiaux. On ne peut donc attendre de l'école qu'une redistribution des titres scolaires. Elle n'a ni le pouvoir ni la mission de jouer directement sur l'organisation sociale

du travail. De plus, la démocratisation par l'école ne se limite pas à cet objectif que chacun, depuis la Libération, lui impose comme une évidence.

En effet, cette justice distributive (à chacun selon ses mérites mesurés à l'aune des titres scolaires initiaux) n'aurait de sens que dans une société de fonctionnaires. C'est ainsi que nos ancêtres de la Révolution pensaient les temps futurs lorsqu'ils imaginaient les pépinières des grands et des petits commis de la nation. On sait aujourd'hui ce qu'il est advenu des sociétés bureaucratiques. Il y a près d'un siècle déjà, Durkheim disait nécessaire de tenir la balance égale entre les deux fonctions de l'école, celle par laquelle elle prépare la division sociale du travail ; celle par laquelle elle forme des citoyens susceptibles de se parler et de se comprendre parce qu'ils partagent des références communes, des savoirs et des valeurs qui appartiennent à tous.

L'école démocratise la société, non seulement par ce qu'elle lutte contre la division sociale du travail ; elle prépare la division sociale du travail ; elle apprend à vivre la démocratie. Il y faut plus que des leçons de morale ou d'instruction civique. Il y faut des adultes responsables qui offrent à l'enfant des images positives du premier espace public auquel ils sont confrontés : l'institution scolaire.

N'est-ce pas précisément ce que nous décrit Catherine Bédarida dans le portrait de ces écoles « qui décollent » ? Les enseignants y assument pleinement leurs fonctions et leurs rôles. Ils ont voulu et fait que le lieu dans lequel ils travaillent possède une identité et ils ont su mettre en œuvre leur projet de manière durable. De plus, ils ne craignent jamais de mesurer aussi l'efficacité de leurs gestes à l'aune des normes scolaires les plus strictes.

JEAN HÉBRARD

► *L'école qui déçoit*, de Catherine Bédarida, Seuil, 258 p., 110 F.

COURRIER

« Déssoviétiser », disent-ils

Un magazine à grand tirage (1) introduisant, récemment, sous le titre « Déssoviétiser le scolaire », un article qui visait à dépeindre le système éducatif français sous les couleurs d'un totalitarisme inspiré par l'esprit du goulag. On peut penser beaucoup de choses d'un tel manichéisme, mais il démontre surtout les erreurs ou les ignorances de ses responsables.

La centralisation, le gigantisme, la rigidité parfois, les inerties locales, les difficultés de communication (...) bref toutes ces sources de dysfonctionnement, sont des phénomènes bien connus, analysés depuis longtemps. (...) Quand nos auteurs veulent fournir des éléments d'explication des difficultés de l'école et en déduire les mécanismes, leur ignorance laisse pantois.

Erreur historique, tout d'abord. Le centralisme bureaucratique (que tout le monde reconnaît) qui pèse sur l'institution scolaire n'est pas imputable à quelque modèle soviétique que ce soit. Il est à rapporter aux décisions napoléoniennes qui, dans le domaine de l'administration, ont fait souvent que par-dessus le conseil de l'État, le ministre de l'Éducation, d'avis ou de débonnaireté, a imposé ses idées socialistes de son temps.

Démonstration d'ignorance, en second lieu. Les difficultés reconnues du système français (...), en particulier l'insadaptation de l'école aux besoins socio-économiques de la société, en termes de formation ou de débouchés, ont rien à voir avec une quelconque soviétisation. Elles sont partagées à peu près dans les mêmes termes par tous les pays développés, que ce soit en Europe ou en Amérique du Nord. Il faut se reporter pour s'en convaincre aux

analyses faites sur ces questions par l'UNESCO ou l'OCDE.

Ignorance ou mauvaise foi, encore, quand on incrimine les réformes pédagogiques introduites dans les années 70 en pensant qu'elles ont fait disparaître le goût et l'aptitude à la pensée abstraite (c'est tout à fait l'inverse) en faisant fond sur la spontanéité de l'enfant. (...) C'est ignorer que ces modèles pédagogiques ont été empruntés aux pays anglo-saxons où ils ont fait, pour des générations, la preuve de leur pertinence. On se trouve on ne peut plus loin de toute inspiration marxiste ou bolchévique !

Il suffit. La prétendue « contre-productivité » de l'école en France (qui serait imputable à son héritage marxiste) est-elle d'ailleurs si réelle ? Là encore, l'étude comparative permet de restituer les choses : de nombreuses évaluations montrent que les résultats « réels » des systèmes scolaires américains, anglais ou suédois (auxquels nos auteurs se réfèrent implicitement) sont inférieurs à ceux du système français.

ALAIN VERGNIOLX (philosophe à l'université de Brest, UFR de Bretagne)

(1) *Figaro Magazine* du 14 septembre 1991.

SOURCES

La forteresse entrouverte

Après sept ans d'existence, le Comité national d'évaluation des universités (CNE) a atteint son rythme de croisière. Avec une moyenne annuelle d'une bonne douzaine d'établissements évalués — universités mais aussi grands établissements ou grandes écoles — le CNE espère avoir passé au crible, d'ici à 1995, toutes les universités françaises. Cette masse croissante d'observations minutieuses fait tout l'intérêt des rapports annuels des évaluateurs.

Celui de 1991, intitulé *Universités : les chances de l'ouverture*, entend démontrer que « l'université n'est pas, ou n'est plus, cette forteresse, certes remplie de savoir et de science, mais isolée du monde extérieur, que beaucoup ont cru voir en elle », selon la formule de M. François Luchaire, président du Comité d'évaluation. Il suffit, pour s'en convaincre, de mesurer les initiatives et les efforts réalisés dans quatre directions : les relations croissantes avec les collectivités territoriales, le développement des relations internationales, le renforcement des formations à vocation professionnelle ainsi que des activités de formation continue.

« Masse critique » insuffisante

Le CNE, cependant, n'a pas l'habitude de la complaisance. Ainsi pour les relations entre les universités et les collectivités territoriales : s'il écarte l'hypothèse d'un bouleversement institutionnel d'une décentralisation de l'enseignement supérieur, qui ne serait aujourd'hui « ni opportune ni nécessaire », le CNE estime toutefois que la multiplication de contrats tous azimuts (Etat-régions, Etat-universités, contrats recherche ou Université 2000) soulève un vrai problème de coordination. Pour associer l'Etat, les collectivités locales et les universités dans un partenariat solide et durable, il préconise la création, dans chaque région, d'un « comité régional des enseignements supérieurs », chargé d'assurer la coordination du développement universitaire, et en particulier la programmation des investissements.

Le CNE estime d'autre part que, dans plusieurs domaines, les compétences des collectivités territoriales devraient être accrues : elles pourraient, sous certaines conditions scientifiques, prendre en charge des « chaires locales » d'enseignement et surtout la gestion des aides aux étudiants. Il suggère, à cet égard, que soit mise à l'étude la décentralisation, au niveau des départements, des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS).

Le regard porté sur les relations internationales des universités n'est pas plus complaisant. Le Comité d'évaluation regrette

la « dispersion » et la disparité des efforts réalisés dans ce domaine. Il recommande un « réajustement » des flux en faveur des étudiants européens, encore très peu nombreux — surtout en sciences — par rapport aux africains, et un renforcement des échanges de haut niveau avec les pôles d'excellence scientifiques européens et mondiaux.

Quant aux relations avec les milieux économiques, elles se développent à la fois sur le terrain de la formation initiale, avec les diplômés à finalité professionnelle, et sur celui de la formation continue. Mais le CNE estime qu'il faut aller plus loin. Son credo est celui des formations en alternance, soit pour des filières courtes complétant le dispositif des IUT et des BTS pour les jeunes qui ne sont pas prêts à entrer dans des études longues, soit pour des filières plus longues (BAC+4) pour former les cadres de production dont manquent cruellement les entreprises.

Enfin la formation professionnelle continue reste en retrait par rapport aux demandes extérieures et par rapport aux atouts dont disposent les universités. Trop souvent, celles-ci ne réunissent pas les conditions qui leur permettraient d'atteindre une « masse critique » suffisante (marketing « déficient », « rigidités bureaucratiques », non-prise en compte de la participation des universitaires dans le déroulement de leur carrière). Dans ces quatre domaines, l'ouverture acquiescée par les universités pourrait, aux yeux du CNE, être beaucoup plus volontariste.

G. C.

► *Universités : les chances de l'ouverture*, La Documentation française, 150 p., 75 F.

□ **Educations médiévales.** Dans un numéro spécial, la revue *Histoire de l'éducation* de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP, 28, rue d'Ulm, Paris), dresse le bilan de dix années de recherche sur l'éducation au Moyen Âge. Danièle Alexandre-Bidon y donne notamment une lecture critique des thèses de l'historien Philippe Ariès, auteur de la célèbre *Histoire de l'enfant et de la vie familiale sous l'ancien régime* (Seuil, 1973). Jacques Vergès, de son côté, s'intéresse à la géographie universitaire médiévale et à la mobilité étudiante en Europe à cette époque. (*Histoire de l'éducation*, n° 50, mai 1991, 65 F.)

□ **Les 10-13 ans.** Plus tout à fait des enfants, pas encore des adolescents : les 10-13 ans, « ces inconnus dans la maison », suscitent peu de discours. La revue *Autrement* leur consacre un numéro qui mêle points de vue et enquêtes, textes littéraires et comptes rendus de débats. (*Autrement* n° 123, septembre 1991, 95 F.)

Mieux manger au « restau U »

La mauvaise image des restaurants universitaires n'est pas toujours justifiée. Une étude portant sur le comportement alimentaire d'étudiants nancéiens montre que dans cette ville, la table est plutôt bonne. Les étudiants mangent même mieux au « restau U » qu'à leur domicile.

L'étude, effectuée en 1989 et 1990 dans le cadre d'une convention entre le CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) de Lorraine et l'Unité de recherches sur les mécanismes de régulation du comportement alimentaire (U 308) de l'INSERM, a porté sur 988 étudiants dans cinq « restaus U » de Nancy. Des élèves diététiciennes ont interrogé les étudiants sur leur alimentation de la veille, trois jours consécutifs. Ces données ont fait l'objet de conversion en nutriments (glucides, protéines, lipides, fer, calcium, etc.).

Les résultats montrent que l'alimentation des étudiants est assez proche de celle des adultes. Globalement, les apports énergétiques sont satisfaisants. L'apport moyen en protéines est largement couvert. En revanche, l'apport en glucides est inférieur aux apports recommandés (1) et déséquilibré.

Les étudiants mangent trop de sucres simples (contenus dans les pâtisseries, desserts lactés, boissons sucrées...) et pas assez de sucres d'assimilation (pain, pommes de terre, céréales...). Ils consomment aussi trop de matières grasses par rapport aux recommandations (40 % de leur apport énergétique total contre les 30 % à 35 % recommandés). Et leur choix se porte plus volontiers vers les mauvaises graisses (acides gras saturés) qui contribuent aux maladies cardio-vasculaires.

L'étude des apports alimentaires en minéraux et en vitamines montre qu'une partie des étudiants, présentant des risques de déficiences, si les hommes consomment du calcium « in-

quantité satisfaisante, il n'en est pas de même pour les femmes. Ces dernières ne distinguent également pas des taux faibles en fer pour 40 % d'entre elles.

En ce qui concerne l'acide folique, ou vitamine B9 (une substance dotée d'un pouvoir antitumoral), hommes et femmes présentent des apports inférieurs aux recommandations. Même chose pour la vitamine E (ou vitamine de reproduction), le zinc et le magnésium. En revanche, les apports en vitamines A, C, B12 et phosphore sont largement couverts.

Un logiciel sophistiqué

Ces données varient toutefois en fonction du lieu du repas. « Le restaurant universitaire, notent les auteurs de l'étude, même s'il est souvent décrit et associé à l'image d'une nourriture grasse, peu équilibrée, tend en fait à prouver ici que sa fréquentation, loin d'entraîner un déséquilibre alimentaire, permet, plus qu'à domicile, de mieux satisfaire les besoins en nutriments ». La variété des plats proposés et la possibilité d'avoir sur un même plateau entrée, plat, fromage et dessert contribuent souvent à une alimentation de meilleure qualité qu'à domicile.

Pour renforcer ce message, le CROUS de Nancy-Metz, avec la collaboration de l'INSERM U 308, a mis sur pied une campagne d'éducation nutritionnelle, qui touche les équipes de cuisine et les étudiants. Un logiciel de gestion des restaurants universitaires permet, dans l'élaboration des menus, de tenir compte à la fois des contraintes nutritionnelles, financières, et de la demande exprimée par les étudiants. Dans les restaurants, des fiches techniques décrivent la valeur nutritionnelle de chacun des plats et des affiches expliquent le « bien manger ».

MARTINE LARONCHE

(1) Les apports nutritionnels conseillés sont ceux du CROUS (Centre régional d'études et de recherches sur la nutrition et l'alimentation).

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES HUMAINES
EXAMENS D'UNIVERSITÉ
• DROIT
• SCIENCES ÉCO.
1^{re}, 2^e et 3^e années
TOUTES ÉPREUVES
SUCCÈS CONFIRMÉS
Enseignements annuels
et stages intensifs d'été
Centre Italie 45.85.59.35
Centre Auteloup 45.27.10.15
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

LE MONDE diplomatique
Octobre 1991
• PROCHE-ORIENT : Palestine, par Ignacio Ramonet. — Rancœurs et craintes dans les communautés orientales d'Israël, par Simone Bitton.
• UNION SOVIÉTIQUE : Les Républiques tentées par l'autoritarisme, par Bernard Frédrick. — La Russie menacée, à son tour, menacée de démembrement ? par Marc Ferro. — La troisième semaine d'août, par John Berger.
• CEE : L'Europe à hue et à dia, par Bernard Cassen.
• DÉVELOPPEMENT : Être comme eux, par Eduardo Galeano. — Trompe-l'œil et fausses ruptures, par Jacques Decornoy. — Pérou « ajusté », Péruviens écrasés, par Michel Chossudovsky.
• ÉCONOMIE : Puissance et crise des géants américains de l'assurance, par Frédéric F. Clairmonte.
• CULTURE : La littérature congolaise, par Jean-Michel Devès.

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES HUMAINES
EXPERTISE COMPTABLE
• D.P.E.C.F.
• D.E.C.F.
• D.E.S.C.F.
TOUTES ÉPREUVES
Enseignements annuels
SUCCÈS CONFIRMÉS
45 85 59 35 + 42 24 10 72 +
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION
Le Monde HEURES LOCALES
Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions
Chaque année, date d'abonnement

COMMUNICATION

Machines en quête d'éditeurs

Le disque compact interactif va permettre de combiner toutes les sources écrites ou audiovisuelles

Philips introduit, ces jours-ci aux États-Unis et à la mi-1992 en Europe, le CDI, disque compact interactif, un produit grand public qui correspond à une nouvelle norme mondiale.

L'édition naquit un jour d'une capacité, celle de reproduire une œuvre en grande quantité. L'écrit, le livre, la musique et le film ou le magnétoscope sont devenus autant de couples indissociables de la diffusion massive du savoir et de la distraction. Chacun de ces supports a connu des évolutions, mais sans, la plupart du temps, changer radicalement la nature de l'œuvre : en passant du disque vinyle au disque compact, un éditeur musical améliorait la qualité de reproduction, éventuellement ses marges, mais ne pouvait continuer d'exploiter son fonds selon des méthodes éprouvées. Et si les conteurs de la vidéo sont légion, les producteurs de cinéma y trouvent néanmoins une part grandissante de leurs ressources.

Rompre le cercle vicieux support-contenu

Mais ce schéma classique se trouve battu en brèche avec l'avènement de l'édition multimédia. Le mélange de textes, de graphismes, d'images fixes ou animées et de sons stockés électroniquement et leur manipulation appellent de nouveaux supports normalisés. La prolifération des supports incompatibles est en effet un frein puissant à l'engagement des éditeurs qui, en l'absence d'une normalisation, ne peuvent espérer toucher un marché de masse. Et sans l'implication des éditeurs, toute la quinquillerie concoctée par les industriels ne servira à rien, faute de contenu intéressant, tirant parti des caractéristiques nouvelles offertes notamment par les techniques numériques.

C'est ce cercle vicieux que cherchent à rompre les grands de l'électronique, comme Philips, Sony, ou Matsushita. Leur dernier joujou s'ap-

pelle le CDI, disque compact interactif, un produit grand public qui correspond à une nouvelle norme mondiale. Philips l'introduit ces jours-ci aux États-Unis et en Europe à la mi-1992, pour un prix de 8 000 francs environ. Cet appareil de salon peut lire les CD audio déjà bien connus des mélomanes ; il pourra aussi lire les CD photo, que Kodak et Philips ont mis au point et lancent en parallèle. En apportant ses pellicules à développer, un photographe amateur pourra ainsi demander à en stocker cent sur un disque, et pourra ensuite les visionner sur son téléviseur. Le CDI sera aussi compatible avec les versions avancées des CD-ROM, ces disques qui peuvent stocker d'énormes volumes de textes et de données et sont souvent associés aux micro-ordinateurs.

Mais, surtout, le CDI autorise la création de nouveaux produits éditoriaux combinant toutes les sources écrites ou audiovisuelles. Parmi les cinquante premiers titres américains figurent des versions de la Bible et des visites guidées au Smithsonian Institute, des jeux et des encyclopédies. Armé d'une télécommande et d'un lecteur de CDI branché sur son téléviseur, un enfant peut ainsi colorier à son gré un dessin animé, un collectionneur construire son parcours dans un musée imaginaire, un étudiant ingurgiter à son rythme son programme de formation : chaque disque peut contenir une année entière d'un quotidien ou 7 000 images, ou encore jusqu'à dix-neuf heures de commentaire sonore.

Encore faut-il réunir les compétences nécessaires à l'élaboration de ces produits. Plus question d'auteur unique, de manuscrit envoyé par la poste. Si l'apport de l'auteur reste indispensable au contenu du disque, le rôle de l'éditeur change. « L'éditeur devient à la fois scénariste, metteur en scène et chef de projet », analyse Marc Menahem, qui dirige chez Hatier une des équipes les plus avancées en France dans le secteur. « Chacun des métiers est connu : son image, textes. Mais leur intégration est nouvelle, même pour nous qui avons la chance de travailler depuis longtemps sur des produits interactifs,

les logiciels. Et, à l'exception peut-être des œuvres encyclopédiques, on ne peut pas se contenter de transposer sur écran un contenu venu du papier. Il faut coordonner contenu, scénario, son, iconographie, une chaîne collective qui se rapproche de celle du cinéma, où l'interaction entre technique et contenu est forte. »

Hatier sortira ainsi un premier disque dès décembre, mi-éducatif mi-ludique, pour les enfants de cinq à huit ans, avec une série d'apprentissage des langues au printemps. Ces produits seront d'emblée multilingues. « Le succès n'est que de 10 % à 12 %, et le marché est mondial, avec un standard unique, explique Marc Menahem. Essayons donc d'être mondial ! Sur un marché habitué, il serait injustifié de ne publier qu'en français. Et, en plus, la sortie de nos titres dès décembre aux États-Unis nous permet de tester. On sait à peu près comment faire les produits, mais il nous reste à découvrir beaucoup, par exemple en matière de commercialisation et de prix. Ensuite, on pourra commencer à exploiter nos fonds éditoriaux. »

Comme beaucoup d'autres maisons françaises (Gallimard, Nathan, TF1 Entreprises, Pathé et Infogramme, et même le Club Med pour des produits liés au tourisme), Hatier a signé des accords avec Philips Multimedia Publishing, la branche « contenus » du géant néerlandais de l'électronique.

Car les industriels ne se contentent pas de susciter des consortiums d'éditeurs en Europe, aux États-Unis et en Asie, pour faire naître les « librairies » de titres électroniques qui feront vendre leurs machines. Ces industriels entendent bien aussi prendre leur part de ce marché du soft, et devenir eux-mêmes éditeurs. On avait déjà vu les japonais investir massivement Hollywood, pour contrôler à la source les flots de l'image télévisée. Avec le nouveau support multimédia du CDI, que ses promoteurs voient déjà comme le « vidéo-tout » des années 90, l'intégration verticale de l'électronique vers l'image se poursuit.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Hachette conteste les conditions d'attribution de TF1 au groupe Bouygues

S'appuyant sur des déclarations du PDG de TF1, M. Patrick Le Lay, le groupe Hachette conteste les conditions d'attribution de TF1 au groupe Bouygues en avril 1987. M. Le Lay avait notamment fait état d'un entretien téléphonique avec un représentant de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), institution qui fut supprimée lors de la création du CSA. Peu avant la décision de la CNCL, en faveur du groupe Bouygues, cette personne aurait demandé au groupe de prendre l'engagement de ne pas pratiquer une double coupure publicitaire de ses fictions, car le groupe Hachette avait souscrit cet engagement dans son dossier de candidature. Le groupe Hachette estime que « si la réalité d'une telle intervention de la CNCL était établie, la procédure d'attribution de TF1 serait entachée d'illegalité. Hachette se réservant alors de défendre ses droits (...) dans le cadre d'une procédure qu'il a d'ores et déjà confiée à ses avocats ». La direction de TF1 se refuse à tout commentaire sur ce dossier.

M. Robert Maxwell vend 32 millions de livres d'actifs à titre personnel. - M. Robert Maxwell a vendu, vendredi 11 octobre, la part de capital qu'il détenait dans le groupe d'ingénierie Transfer Technology (72,2 %), ce qui lui a rapporté 7,6 millions de livres. D'autre part, M. Maxwell a accepté le rachat par les salariés de NFO Research, une filiale américaine de son groupe AGB International, pour 24,5 millions de livres. Ces deux opérations lui rapportent l'équivalent de 317 millions de francs et sont réalisées par des sociétés appartenant personnellement au patron de presse britannique et à sa famille, sans rapport avec la vente d'actifs du groupe Maxwell Communication Corporation (MCC) (le Monde du 9 octobre). Il s'agit pour M. Maxwell de faire face à des difficultés financières personnelles.

CULTURE

Fishbone, le plaisir du danger

Retour en France d'un groupe fondateur du rock moderne

FISHBONE à l'Elysée-Montmartre

Pendant les trois ans de silence qui ont précédé la sortie de *The Reality of my Surroundings* (Squatt/Sony Music), le dernier album du groupe, on a en tout le temps de mesurer l'impact de Fishbone. Formé au début des années 80 sur la côte ouest des États-Unis, Fishbone a surgi en Europe fin 1987, aux Transmusicales de Rennes. La seule image du groupe aurait suffi à laisser une impression indélébile : une bande, une micro-bande sauvage et molement perpétuel, cassant son évidente virtuosité par des mouvements convulsifs, traitant ses instruments avec une sauvagerie confondante, flirtant en permanence avec le danger.

En plus, il y a la musique de Fishbone. Chronologiquement, ils furent les premiers, parmi les jeunes musiciens noirs, à se réapproprier le rock, à le mettre en perspective entre jazz, rhythm'n'blues et rap. C'est pour eux que l'on a ressorti le vieux mot de fusion qui avait autrefois servi à désigner les amours malheureuses du jazz et du rock. Cette fois, la technique de greffe est empruntée au rap (même si Fishbone n'a pratiquement pas recours à l'échantillonnage) : collage et citations des genres visités, avec, en plus, une liberté de forme (dans l'espace et dans le temps) que l'on associe généralement au jazz. On entend les échos du discours du groupe (très proche de celui des groupes de rap), de sa culture musicale, de sa puissance de feu sur scène, de la Californie (Jane's Addiction) à Paris (Mano Negra, FFF) en passant par Londres (Red Hot Chili Peppers).

The Reality of my Surroundings, long disque dans lequel il n'est pas toujours facile de se retrouver, s'avère une source inépuisable de matériel pour la scène. Avec encore plus de bruit et de fureur, ce qui pouvait sembler confus trouve son équilibre. Affaire d'intensité, d'engagement physique dans le spectacle. La cohésion musicale

est laissée à la charge de Fish, le batteur. Les six autres musiciens dépensent leur énergie par bouffées, que ce soit pour un solo inspiré ou une figure gymnastique terrifiante.

À Lille, pour la première étape de la tournée française du groupe, Angelo Moore, le chanteur-saxophoniste, a escaladé la charpente métallique de l'Aéropole, le gymnase 1900 converti en salle de concert, pour faire lever jusqu'aux derniers rangs. Pourtant, en début de concert, Fishbone avait passé presque une demi-heure à bricoler, avant de passer à la vitesse supérieure ; pourtant, la salle impose, pour des raisons de voisinage, un couvre-feu pour gallinacés. Mais Angelo Moore, inventeur d'un triathlon inédit (musique-gymnastique-éducation), Chris Dowd, adolescent rêveur qui traverse comme en rêve des crises d'amok pendant lesquelles il jette à bas ses étalages de synthétiseurs, et les autres ont justifié à leur titre de pères (et enfants) fondateurs du nouveau rock américain.

THOMAS SOTINEL

Les 17 et 19 octobre à 19 h 30, à l'Elysée-Montmartre, 72, boulevard de Rochechouart, 75018 Paris. En première partie, Liquid Jesus.

Nouveaux professeurs à l'École nationale supérieure des beaux-arts. - Vincent Bioulès et Jean-Michel Alberola rejoignent l'équipe des professeurs de l'École nationale supérieure des beaux-arts à Paris. Le premier, âgé de cinquante-trois ans, a été membre du groupe Support-Surface avant d'évoluer vers une peinture plus figurative. Le second, trente-huit ans, se réfère beaucoup dans sa peinture et sa sculpture à des thèmes mythologiques. Par ailleurs sept professeurs invités - Krzysztof Wodiczko, Tania Mouraud, Peter Halley, Christian Glatz, Suzanne Lafont, Martine Badin, Jeff - assureront pendant cette année universitaire des enseignements d'une durée de trois à neuf mois.

DU 16 AU 28 OCTOBRE
LES 10 JOURS CHAMPIONS PEUGEOT

Pour un peu on se croirait à Noël.



205 LOOK

ESSENCE OU DIESEL
La nouvelle 205 LOOK a un look étonnant, peinture métallique, vitres teintées, jantes rouges et gris. En plus, elle est équipée d'un autoradio. Version commercialisée en France.



309 GRAFFIX

ESSENCE OU DIESEL
Juste avant Noël, pour ceux qui ont les grands espaces, dans un confort et une tenue sportive, la 309 GRAFFIX existe maintenant en version essaim au diesel 3 ou 5 portes.



405 STYLE

ESSENCE OU DIESEL
La 405 STYLE a une ligne de la 405, souligne par les vitres teintées et la peinture métallique, elle a un équipement d'appoints direction assistée, condamnation centralisée des portes avec PIP.

FINANCEMENTS*

Créditer vous propose une multitude de financements personnalisés. Alors quel est votre projet, vous voulez acheter ou louer ?

REPRISES**

Avant Noël, nous vous proposons des reprises exceptionnelles sur votre ancienne voiture, quelle que soit son âge et son état, même si elle est totalement défectueuse.

OPTIONS***

Apportez une touche personnelle à votre nouvelle voiture en bénéficiant de conditions exceptionnelles sur certaines options. Consultez les brochures des accessoires à "Prix Champions".

(*) Crédit grille à votre choix de 3 mois minimum. (**) Offres non cumulables. (***) Offres réservées aux particuliers physiques sur un financement Peugeot ou Talbot de 10 à 25 ans. (D) 100 km/h max. à l'échelle du crédit. (E) 100 km/h max. à l'échelle du crédit.

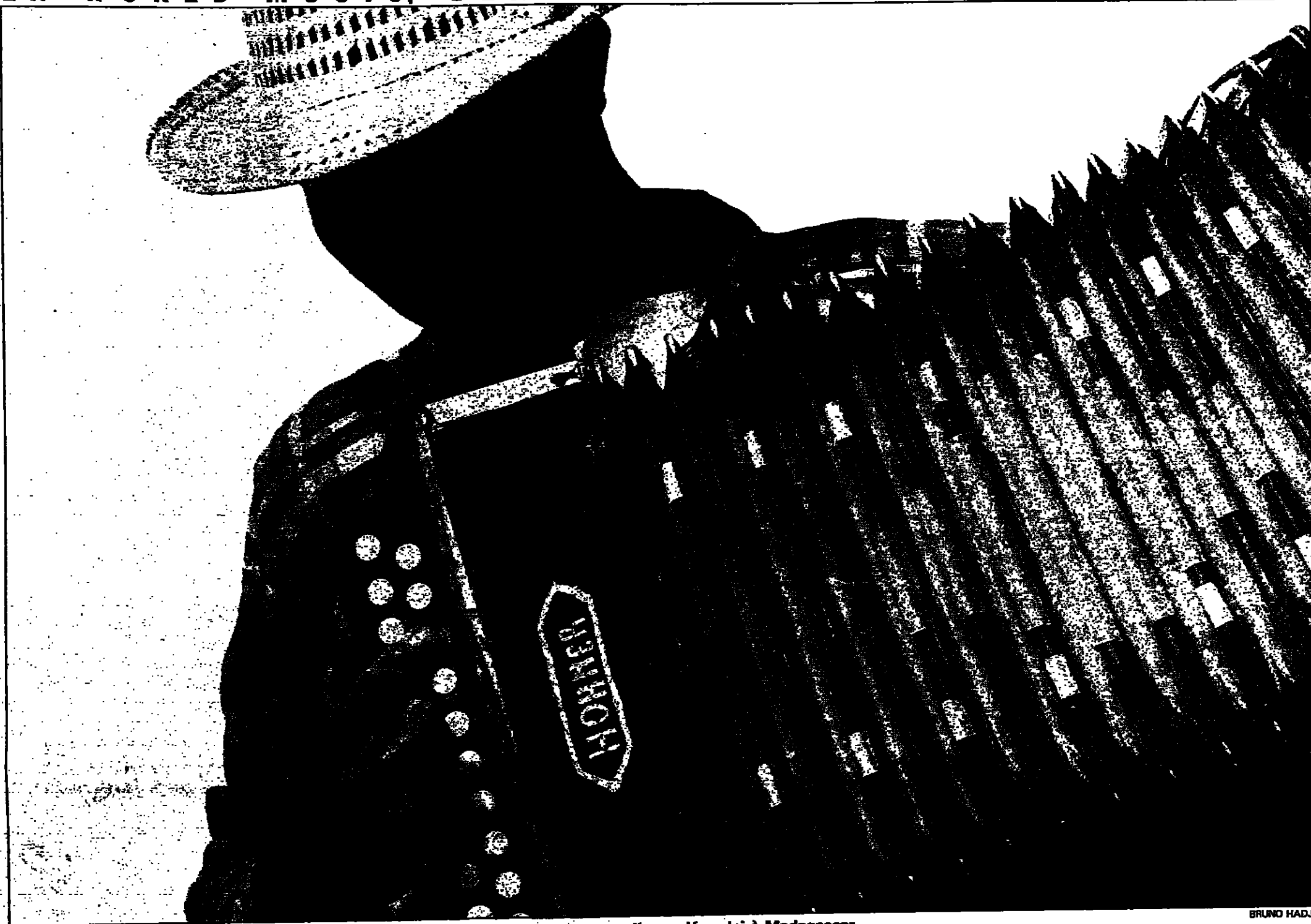


RESEAU PEUGEOT TALBOT

مركز المثل

ARTS SPECTACLES

LA WORLD MUSIC, DERNIÈRE TENTATION DE L'OCCIDENT



Un grand voyageur : l'accordéon. Ici à Madagascar.

BRUNO HADJH

Six hectares de rizières, des bœufs, une grande famille : Ali Fakia Touré, chanteur de blues, coïpporteur des légendes des peuples du Mali, quittera-t-il un jour les rives du Niger où il est né? « Jamais », tranche l'agriculteur-musicien. Soupçonné d'intentions d'émigration clandestine par le consulat de France à Bamako, il restera pourtant bloqué à Berlin l'été dernier. Certes nul citoyen n'est au-dessus de la loi, mais les préjugés sont tenaces. De même, tout Sud-Américain étant un trafiquant en puissance, le jazzman brésilien Egberto Gismonti dut subir, la semaine passée, un contrôle peu élégant des douanes volantes. A ces deux exemples pris au hasard, il faudrait ajouter les noms de ceux dont la venue en France fut assortie d'épuisantes chicaneries administratives avant qu'ils ne soient naturalisés fleurons de la musique française.

Les musiques du monde mettent en jeu la libre circulation des personnes et des idées, le droit à l'existence des minorités, jusqu'à la politique qui cherche, comme à Bordeaux, à partager les succès du genre. Le métissage musical est passé dans les mœurs culturelles depuis longtemps. La découverte de l'Afrique et de l'Art nègre par le tout-Paris date du début du siècle. La biguine est à nous, Joséphine Baker aussi. Dans les bals de campagne, on danse le tango, le cha-cha et le paso-doble. Lavilliers est allé au Brésil, Le Forestier à l'île Maurice, Nougaro en Côte-d'Ivoire.

Sono-mondiale, world music, musiques du monde... L'émergence sur le marché musical des pays du Sud, après celui des pays d'Orient dans les années 70, ne serait-il qu'une étiquette commerciale, un caprice de stars anglo-saxonnes ou bien le prélude d'un bouleversement des équilibres mondiaux, où la culture dominante ne serait plus occidentale? (Lire nos articles pages 20 à 23.)

VÉRONIQUE MORTAIGNE

Notes sur la planète

par Laurent Aubert

WORLD MUSIC : la formule a été lancée comme un défi à la sclérose culturelle, comme le manifeste de tous les antiracismes générés par notre mauvaise conscience historique. Phénomène de société prévisible, le « village planétaire » est en train de s'édifier sous nos yeux, avec notre participation active et, quoi que nous pensions du scénario, nous en sommes tous les acteurs. La mondialisation de la culture n'est pas, comme nous l'avons longtemps cru, synonyme de l'occidentalisation du reste de la planète; elle apparaît, au contraire, comme un vaste jeu de miroirs renvoyant notre identité mouvante.

Longtemps considéré comme la bête noire de toutes les anthropologies, le métissage est aujourd'hui revendiqué comme l'étendard - peut-être le seul encore crédible et mobilisateur - d'une génération entière en mal de racines. Les musiciens l'ont bien compris. Après avoir épuisé le potentiel expressif et commercial du rêve américain, ils se tournent avec une sincère complaisance vers les délices d'une « sono mondiale » riche en ressources inexploitées.

Dans les laboratoires du syncrétisme universel que sont les studios parisiens et londoniens, ces apprentis-sorciers des temps nouveaux disposent d'à peu près tous les composants acoustiques imaginables : il leur est notamment possible de concevoir les simulations sonores les plus extraordinaires grâce aux performances de ce petit prodige électronique qu'est l'échantillonneur ou *sampler*. Au moyen d'un système sophistiqué de codage digital appelé MIDI (*musical instrument digital interface*), capable d'emmagasiner et de déplacer toute donnée répertoriée sur le timbre et l'amplitude, celui-ci peut reproduire tous les sons offerts à son appétit; l'usage simultané d'un clavier et

d'une molette lui permettent en outre d'échapper aux limites de notre gamme « bien tempérée » et de puiser aux sources vives des musiques modales. Grâce à cet ultime gadget, l'illusion est quasiment parfaite, et l'amateur d'instruments exotiques pourrait presque s'y laisser prendre. Les sons générés par l'échantillonneur sont effectivement « naturels », mais homogénéisés; il leur manque la saveur, conférée par des éléments expressifs essentiels tels que l'attaque, le souffle ou l'articulation. Mais l'intérêt de cet engin sophistiqué n'est pas de commettre des faux acoustiques; il réside plutôt dans sa faculté de transférer des informations sonores dans des sphères nouvelles et d'alimenter ainsi les ressources de nouvelles prospections musicales.

La world music est musique bien sûr, technologie, mais aussi sociologie. Elle s'inscrit dans le prolongement des grands courants de musique populaire du vingtième siècle. Le jazz, le rock, le tango ou le reggae n'étaient-ils pas déjà issus de la rencontre imposée d'influences les plus diverses? Cris du cœur jaillis de la fatalité, ces musiques traduisent la condition de leurs artisans avec un implacable réalisme poétique. Elles sont nées de la misère engendrée par les grandes métropoles, et c'est en la chantant qu'elles l'annoblisent et offrent les moyens de la transcender. Leur force commune est dans cette vérité, qu'on rencontre aussi bien dans le blues que dans le raï ou le rebétiko : l'art se nourrit de nécessité.

A cet égard, la world music est peut-être la seule expression originale que pouvait susciter notre fin de siècle : elle est la récapitulation de tous les ici et de tous les ailleurs.

Lire la suite page 23

► Laurent Aubert est ethnomusicologue au Musée d'ethnographie de Genève.

PHOTO	24
Hommage à Garry Winogrand et Lee Friedlander	
DISQUES	29
Retrouver l'histoire du jazz	
CINÉMA	30
L'acteur Seymour Cassel se souvient de John Cassavetes	
Lire pages 25 à 28 la sélection des rendez-vous de la semaine.	

THEATRE

NANTERRE

AMANDIERS

Enfant du Siècle

Fantasio

Alfred de Musset

Mise en scène
Jean-Pierre Vincent

du 15 octobre
au 15 décembre

46 14 70 00

MUSIQUES DU MONDE

QU'EST-CE QUE LA WORLD MUSIC ?

L'avion,



Hier : Rodin dessine une danseuse khmère venue à l'exposition coloniale. Aujourd'hui : l'équipe de Simha Arom défriche les secrets des musiques centrafricaines à l'ordinateur.

Dix personnalités du monde musical coloré ont répondu à trois questions :

- 1) Qu'est-ce que la world music ?
- 2) Métissage et circulation des musiques menacent-ils l'identité et la tradition ?
- 3) Est-il possible de résister à l'hégémonie anglo-saxonne sur le marché musical ?

En prime, chacun nous propose un choix de trois disques.

Hector Zazon

Musicien, concepteur de l'album *Les Nouvelles Polyphonies corées*.

1) World : Je retrace d'Irlande, j'ai compris que le rock, c'était le rythme africain plus la musique irlandaise. Rien de neuf donc, mais un développement accéléré des mélanges mondiaux par des moyens de communication plus faciles.

2) Métissage : Il fonctionne, quand on peut y voir le résultat d'une réflexion. Un contre-exemple : le disque de David Byrne (*Ray Moma*), avec des Brésiliens et des salsos. Il a plié tout sur sa musique. Un piège que Paul Simon a su éviter avec les Sud-Africains.

Je suis parti des ordinateurs pour aller vers l'Afrique. Les ordinateurs ont été la grande découverte des années 80. Dix ans plus tard, j'avais fait le tour de la question, eux aussi. Des gens comme Ray Lema ont totalement intégré les machines, l'informatique. Les ordinateurs ont permis d'avoir une autre écoute, de travailler avec le son, mais, aujourd'hui, on ne peut plus les employer de manière aussi primitive. Le *sampling*, l'échantillonnage, s'attaque directement au matériau sonore. Le musicien va devenir metteur en scène, visser tout cela comme dans un

film, utiliser des éléments multiples pour un projet particulier, non plus pour un métissage à deux voix, mais à plusieurs canaux.

3) Hégémonie : Difficile de faire de la résistance intelligente. Mais l'hégémonie brutale ne peut pas durer tout le temps. Le problème vient des radios, des télévisions et des multinationales du disque. On peut y voir des côtés positifs. Les Romains ont introduit le latin de force partout, et la France s'y est forgé son identité. Les Anglo-Saxons ont donné des outils qui ont élevé le niveau musical. Et tout cela prouve que la sono mondiale, le mot me paraît plus juste, recouvre des idées autres que la musique : les rapports Nord-Sud, Est-Ouest, le rôle de l'Europe, comment peut-on faire face à ses sources, etc.

* Disques : *Passion*, Peter Gabriel, 1 CD Real World RWCD1 distribué par Virgin. Enya, 1 CD Warner 2292438752. Geoffrey Oryema, 1 CD Real World CD RW14-distribué par Virgin.

Hélène Lee

Journaliste, écrivaine.

1) World : Cette musique ne s'appuie pas sur une communauté précise qui aurait su lui donner un de ces noms délicieux : jazz, soul, reggae. Pourquoi le terme « world music » émerge-t-il tant de monde ? La variété est-elle variée ? Le classique toujours classique ?

2) Métissage : Les dangers ? Non-sens. Tous les ethnologues savent que chaque tradition, chaque identité culturelle, est faite de mélanges résultant de la circulation ancestrale des populations. Par contre, il existe parmi les musiques du monde des courants qui reflètent des identités (modernes, urbaines, créoles) et d'autres qui sont seulement le produit d'expérimentations – des bébés-éprouvette concoctés par les musiciens, les producteurs et les hommes d'affaires. L'offensive de cette seconde catégorie traduirait l'espoir du show-business de créer des produits qui se vendraient dans le monde entier et permettraient de déculper l'effet boule de neige des super-tubes. Cet espoir semble déçu. Tant mieux.

3) Hégémonie : Evidemment, c'est le sens de l'Histoire.

Mais il s'agit de faire de la musique plutôt que des produits. Il y a peut-être là une chance à saisir pour l'Europe et le tiers-monde : pendant que l'Amérique a le nez dans son marketing, essayons de promouvoir la musique. Les gens ne sont pas aussi idiots que le pensent les responsables des majors.

* Disques : Boukman Eksperyans, *Vodou Adja*, 1 CD Mango 16253-98992. Baba Maal, *Baayo*, Mango 648-300. Juluka, *Musa Ukungiladela*, 1 CD Totem 297497604409.

Philippe Krumm

Rédacteur en chef du mensuel *Trad Magazine*, directeur du label Silex.

1) World : Qu'on me donne la définition de la variété ou du rock et je réfléchirai sur celle de la world music. Faut-il rappeler que le terme a été inventé par les labels indépendants anglais qui tenaient à positionner leurs produits – essentiellement africains – sur les présentoirs des disquaires britanniques ? L'opération, qui n'avait coûté que 20 000 francs aux labels anglais, est une grande réussite de marketing. Ces musiques enracinées vont du groupe folklorique à majorettes à toutes les fusions actuelles en passant par le folk. On doit certainement la découverte de musiques souvent millénaires à l'avènement du terme « world music ». Comme pour beaucoup de produits, l'emballage prime ce qui peut ténuer le contenu en danger.

2) Métissage : « Chaque culture se développe grâce à ses échanges avec d'autres cultures. Mais il faut que chacune y mette une certaine résistance, sinon très vite, elle n'aurait plus rien qui lui appartienne en propre à échanger », a dit Claude Lévi-Strauss. Les musiques traditionnelles ont parfois attendu des siècles pour nous être révélées, rien ne sert de se précipiter. Il est trop facile de n'en prendre que certains éléments qui flattent nos oreilles aculturées par les radios et les télé, et d'ignorer leur âme.

3) Hégémonie : Le monde anglophone représente la fraction la plus importante du marché du disque. Même si la France a été à l'origine de quelques productions impor-

tautes, les Britanniques n'ont pas tardé à prendre le dessus en matière de production. Reste la réputation de « pays de la world music » attachée à la France. Les Gypsy Kings, Cheb Khaled, Mory Kanté sont produits en France, mais leur musique ne représente plus une communauté, ce n'est plus que le reflet des envies de la clientèle. L'important est de révéler des musiques, qu'on les appelle world ou traditionnelles, avec dignité, honnêteté et connaissance. Qu'elles porte qu'elles viennent de France, d'Allemagne ou d'Angleterre.

* Disques : Tuva, Folkways, CDSF 40017, distribution Média 7. Enya Vacher, créateur du genre *musette*, Silex 225101, distribution Audividis. June Tabor and The Oyster Band, *Freedom and Rain*, Cooking Vinyl, COOKCD 031.

Ray Lema

Zaïrois, musicien.

1) World : Je dirai simplement musique internationale par rapport aux musiques nationales. Je me mets ici dans la position de chef d'orchestre. Avant, il y avait des musiciens qui ne savaient jouer que de la rumba, d'autres des variétés françaises. Des castes. Aujourd'hui, beaucoup peuvent passer du soukous au jazz sans broncher. Je suis multi-instrumentiste moi-même. Un musicien classique peut jouer la rumba zaïroise, mais la plupart du temps le corps ne suit pas. La nouvelle génération, qui s'installe petit à petit, n'a pas ce problème. Ses enfants sont polyharmoniques. En fin de compte, l'Afrique se sophistique harmoniquement, et l'Europe sophistique ses rythmes. Aujourd'hui, on ne peut pas revenir au rythme du jerk.

2) Métissage : Dans cinq mille ans, peut-être. On parle ici d'un problème plus vaste, celui de l'urbanisation. Si le terroir disparaît, tout disparaît. Les traditions soulèvent un problème d'éthique, certaines sont encombrantes, d'autres fondamentales. La première chose à faire est de trier les traditions du simple folklore.



Gilberto Gil : rock tropical.

LE MARCHÉ DU DISQUE

Idées longues et vision courte

Les musiques du monde ont pris leurs aises chez les disquaires. Les rayons sont en place, mais les intérêts divergent. Les majors veulent vendre, les petits labels veulent survivre. Et l'auditeur est prudent.

Dix pour cent des ventes à la FNAC-Forum, 7 % au Virgin Megastore des Champs-Élysées, 4,5 % à Tacoma (Nantes) ... Talonnant les scores réalisés par le jazz, ces chiffres, en progression constante, confirment la rumeur : la world music a le vent en poupe et le cercle de ses amis s'agrandit.

A la FNAC, dont chacun des magasins comporte désormais un rayon musiques du monde conséquent, la world music « autrefois appelée « folklore » dans les rayons, est un genre musical à part entière, que nous avons travaillé au même titre que les autres ». L'engouement certain qu'elle connaît aujourd'hui génère un effort supplémentaire de promotion, de réassort, une meilleure signalétique ou des opérations spéciales, telle celle proposée à partir du 15 octobre, en collaboration avec les mensuels *Actuel* et *Trad Magazine* : une sélection d'environ 75 albums incontournables. Au Virgin Megastore parisien, le label Real World (dix-huit références aujourd'hui, six ou sept supplémentaires prévues pour 92), créé par Peter Gabriel et distribué par Virgin, fait l'objet d'une attention particulière avec pannel d'exposition indépendant. Vigilance à Nantes chez Tacoma, premier disquaire indépendant en France (100 000 références sur 700 m²) où le terrain local favorable aidant – un Festival d'été consacré aux

musiques du monde chaque mois de juillet, un gros travail des associations – il fallut ajuster l'offre à une demande, sous-estimée lors de l'ouverture du magasin, fin 1989.

La world music, choyée chez certains disquaires, le plus souvent grâce à l'impulsion de vendeurs passionnés, ignorée ailleurs, souvent par méconnaissance des catalogues existants, provoque en amont, du côté des éditeurs et des distributeurs, un véritable bras-armé de combat. On s'agit autour de l'étiquette. Le concept, rassembleur, confortable, est commode. Les maisons de disques se bousculent attirées par l'écho du jackpot, qui se compte en millions de disques vendus, décroché par Kaoma, les Gypsy Kings ou Mory Kanté.

Sony Music crée en France la collection *Mosaïque* – huit références d'ores et déjà disponibles, dont le Brésilien Milton Nascimento et le rocker d'Israël Yehuda Poliker, s'enorgueillit de Kassav' (*Majestic Zouk* : 262 000 disques vendus). Fnac Music se réjouit de l'accueil réservé au dernier album de Linton Kwesi Johnson (25 000 ventes), le *dub-poet jamaïcain*, et souhaite créer à moyen terme son département world. WEA Music propose une collection de musiques ethniques sur son label Nonesuch. Avec le nouvel album de Zouk Machine, BMG caresse l'espoir de réitérer l'exploit de *Maldon*, la précédente incitation au collé-serré des belles amazones. Barclay mise sur le Sénégalais Ismaël Lô après la lame de fond Mory Kanté. Chez Phonogram, on se réjouit de l'impact de l'effet Eurovision sur les ventes du premier album d'Aminata (60 000 exemplaires), et l'on ressort les riches fonds de catalogue de musique brésilienne. Mais les majors négligent encore beaucoup d'artistes qui sont pourtant des monstres sacrés, chacun dans leur genre, de Joao Gilberto à

Lucio Dalla en passant par Oum Kalsoum. Les militants de la première heure, ceux qui ont toujours cru aux musiques du monde enracinées dans une tradition et les ont défendues avec une passion indéfectible, émettent à juste titre quelques craintes devant cette subite effervescence.

Pour ces chasseurs d'âme, la survie semble difficile dans un marché en pleine mutation. Les majors, qui leur subtilisent des artistes, sont exigeantes. Le contrat à peine signé, il faut que les artistes désignés soient immédiatement rentables. Pour cause de ventes insuffisantes, Virgin Angleterre a ainsi rendu son contrat à Youssou N'Dour (15 000 exemplaires vendus en France de son dernier et très bel album *Sei*).

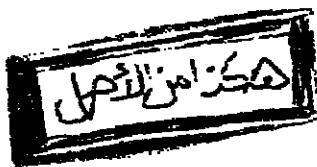
Hier encore inconnues de la plupart des oreilles occidentales, ces musiques ne peuvent se travailler sur le court terme. « Il faut développer les carrières et non pas chercher à faire des coups » : un point de vue émis par François Post (Céleste-Mélodie) et partagé par ceux qui étaient là avant que les musiques du monde ne fassent autant parler d'elles. Pour Philippe Contrath (Cobalt), ce sont les moyens de promotion qui font cruellement défaut. La lutte est âpre pour réussir à convaincre les FM d'intégrer dans leur format des artistes venus du tiers-monde, à la coloration singulière. Les radios refusent le rôle de relais qu'elles devraient normalement jouer, et si elles concèdent quelques passages, c'est souvent au prix d'échanges que des petits labels ne peuvent s'offrir.

Tout n'est pas sombre, heureusement. Le profil du consommateur se déplace. Hier acheteur de cassettes ou de disques vinyl, attaché à sa communauté d'origine, aujourd'hui collectionneur curieux de CD, sou-

vent venu des horizons du jazz. Premières bénéficiaires, les musiques traditionnelles. Témoin le succès de Silex, un label créé par un passionné, Philippe Krumm, et un musicien traditionnel français, basé en Auvergne, André Ricors. Une petite année d'existence et déjà douze références disponibles pour lesquelles les chiffres de vente dépassent les prévisions. Iconographie résolument moderne, priorité accordée aux musiciens désireux de « jouer un répertoire traditionnel mais avec des envies différentes (sonorités, harmonies...) ». Ocora, fondée dans les années 50 par Pierre Schaeffer, directeur du laboratoire d'ethnomusicologie du Musée de l'Homme, collection prestigieuse aujourd'hui dirigée par Pierre Tournelle au sein de Radio-France, a enregistré des succès de vente indéniables. Même tandem chez Audividis, un label à vocation d'origine classique, qui propose pas moins de quatre catalogues exclusivement consacrés à la musique traditionnelle.

Plus qu'une vague de fond, c'est une réelle tendance qui se dessine à l'horizon, tant du côté de la vieille Europe qu'aux États-Unis ou au Japon. Si, comme le souligne Philippe Constantin, patron de Mango, le label world d'Island « tout cela n'est pas encore signifiant en masse monétaire, ça le sera bientôt ». Prudence tout de même. Bien sûr, les signatures se multiplient, les parations affluent, mais ce n'est pas nécessairement un signe de bonne santé. Les productions hybrides, les fonds de tiroir risquent de faire écran. Mais surtout, attention au danger de saturation d'un public tout neuf qui manque encore de repères suffisants pour séparer le bon grain de l'ivraie. Là, les médias jusqu'à présent singulièrement muets, mis à part de rares exceptions, ont sans doute un rôle essentiel à jouer.

PATRICK LABESSE



MUSIQUES DU MONDE

LES RÉPONSES DE DIX PROFESSIONNELS

la politique et les ordinateurs



Manu Dibango, les origines de la fusion.

polyphonies vocales et instrumentales enregistrées par Bernard Lortat-Jacob, collection CNRS-Musées de l'Homme, 1 CD LDX 274897, distribué par Le Chant du monde. Boli, Jigidi Dumbung, par l'ensemble Jigidi du village de Yab-Mekcir, dirigé par Wayne Santra, 1 album Ocora 558 501.

Philippe Constantin

Francis, directeur de Mango, label world music d'Alain Records.

1) **World** : Elle existe commercialement depuis que l'industrie y voit une source de profits. Comme dirait l'autre, c'est la « mère de toutes les musiques ». Le terme n'est ni évocateur ni poétique. C'est en tout et pour tout une catégorie de marketing, ça fait des rayons dans les magasins de disques ou des autocollants (100 % world music comme on a vu 100 % rock) et ça fait plaisir à Nicole Croisille qui aime beaucoup faire de la world music actuellement. Qu'on l'appelle world music, musique de sauvages, tchoupilata, moi, vous savez.

2) **Métissage** : Tant que les fabricants de cette musique n'oublieront pas sa dimension spirituelle, tant qu'ils ne seront pas trop (mais tout de même assez) obsédés par le désir de partir à l'assaut des Top 50 et autres manifestations du génie occidental du vingtième siècle, tout ira bien. Cette musique existe depuis que l'humanité existe. Cette musique, et ça c'est bien, n'est pas à la conquête de parts de marché. Elle cherche juste à se faire entendre au plus grand nombre, et ce malgré les médias, obtus et sourdins. Et l'esprit de la fête succédera au morose cocooning. Au prix de quels avatars – danse de l'été, fantômes publicitaires de fabricants de boissons gazeuses, – peu importe.

3) **Hégémonie** : Toute musique hégémonique qui a oublié sa dimension rebelle finit par envoyer. La musique anglo-saxonne nous a tous fait rêver. Mais, quand on s'aperçoit de l'incroyable proportion de chansons inutiles ou déjà faites qui passent sur les FM, on se dit que celles-ci servent de poumon d'acier aux Anglo-Saxons.

* Disques : *Fela Africa is the Center of the World*, avec Roy Ayers, 1 CD, Mory Kanté, *Live in Paris*, 1 CD Barclay 837 729, Elis Regina, *Elis* 1 CD Phonogram.

Angélique Kidjo

Bénin, chanteuse.

1) **World** : Une musique qui me plaît bien. Elle exprime un esprit d'ouverture sur le monde, une absence de sectarisme musical. La world music n'est pas un genre – comme le funk ou le reggae, – mais elle est jouée par un type de musiciens : ceux qui pensent que dans tous les pays, notamment ceux du tiers-monde qui sont peu médiatisés, des artistes peuvent s'exprimer de façon très actuelle et très originale grâce à la richesse de leur culture. Le seul danger de l'étiquette world music est celui de la marginalisation : qu'on donne à cette musique le même poids sur le marché que celui qu'occupent les pays du tiers-monde sur l'échiquier économique mondial.

2) **Métissage** : La world music, ce n'est pas de la musique traditionnelle. Elle s'en inspire tout comme les artistes de rock le font avec leur propre culture. Simple Minds avec le folklore celtique, les Garçons bouchers avec le musette.

3) **Hégémonie** : Pour combattre l'hégémonie anglo-saxonne, il faut se mettre sur son terrain, celui de la qualité de production et du sens de la communication, tout en restant authentique. C'est un vaste programme !

* Disques : Salif Keita, *Soro*, 1 CD Mélodie. Peter Gabriel, *Passion* (bande originale du film *La Dernière tentation du Christ*), 1 CD Realworld DRW CD, distribué par Virgin. Mano Negra, *King of Bongo*, 1 CD Virgin 030840.

Martin Meissonnier

Producteur de disques (Cheb Khaled, Aznavour), de télévision (« Magasin » sur la SEPT).

1) **World** : C'est un terme de marketing qui signifie



Le rythme, un apport du Sud.

la musique des autres. Il regroupe pélo-mêle les musiques ethniques, religieuses et folkloriques, les musiques européennes inspirées des répertoires du tiers-monde, les vedettes de variétés du monde mutant (la sono mondiale). Bref, tout ce qui n'est pas pop, rock, jazz, classique ou français, c'est un terme d'exclusion. Pour les Japonais, Patricia Kaas et les Garçons bouchers font de la world music.

2) **Métissage** : L'imaginaire occidental est à bout de souffle. Il va se revitaliser ailleurs : « Club Med » ou réelles recherches. Il y a les métissages réussis et les ratés : les rencontres qui font chaud au cœur et les prémices du « cauchemar climatique ».

3) **Hégémonie** : Il y a à Paris une tradition des musiciens métissés qui jouent des styles différents avec bonheur, des producteurs et des ingénieurs qui les ont enregistrés. Ils sont l'image musicale de Paris. Pourtant, les maisons de disques et les éditeurs enverront toujours leurs chanteurs à Los Angeles, à Londres ou à New-York pour des résultats incertains. Le mythe du rêve américain est toujours là, mais où sont les multinationales françaises ?

* Disques : Manu Dibango, *Soul Makossa*, Musidisc. Nusrat Fateh Ali Khan, *Live in Paris*, Ocora. Oumou Sangaré, *Celluloïd*.

Philippe Conrath

Éditeur musical, directeur du label Cobalt, animateur du mouvement Zouk français pour la promotion des musiques de l'espace francophone.

1) **World** : Elle n'existe pas. Ce n'est pas un genre musical, et les artistes que l'on range sous cette étiquette n'ont pas les points communs (rythmiques, par exemple) que peuvent avoir les groupes de rock ou les musiciens de jazz. La world music est une opération de marketing du business anglo-saxon et destinée à classer et à adapter à ses besoins (parfois jusqu'à la banalisation totale) des genres musicaux aussi éloignés que ceux de Salif Keita ou d'Ofra Haza, des Voix bulgares ou de Cheb Khaled. Il n'est pas besoin de rebaptiser la world music. Il suffit de mettre chaque artiste en avant.

2) **Métissage** : La question ne se pose même pas puisque le métissage est à la base de toutes les musiques depuis toujours. N'oublions pas non plus que, si Yousou N'Dour, Kassav', Mory Kanté ou les Nègresses vertes ont pu émerger, c'est justement grâce à ce métissage et à cette circulation musicale, chacun s'appuyant sur sa propre tradition et son identité pour trouver son style, comme l'avaient fait avant eux Bob Marley ou Myriam Makeba.

3) **Hégémonie** : Si les pays de l'espace francophone étaient enfin regroupés dans une vraie politique culturelle et économique pour mettre en avant leurs prodigieuses richesses musicales, la remise en question de l'hégémonie anglo-saxonne pourrait commencer. Par contre, ce n'est certainement pas en mettant en place une politique de quotas pour défendre la chanson française – comme le proposent la SACEM ou certains politiques – qu'on y parviendra. Favoriser l'essor des musiques chantées en lingala, en créole, en arabe ou en malinké est le seul véritable atout du marché francophone pour rivaliser avec le marché anglo-saxon.

* Disques : *Africolor*, compilation de quinze artistes d'Afrique noire : Papa Wemba, Ray Lema, Angélique Kidjo, Ramiro Naka, Kanté Manfila, Mélodie 19524 2. *Planète Zouk*, compilation antillaise : Zouk Machine, Malavoi, Kassav', Joëlle Ursull, BMG 353 967. Songhai, un groupe de flamenco, Ketama ; un bassiste de jazz, Danny Thompson ; Toumani Diabaté, joueur de kora malien, Hannibal Records 66864-2, distribution Mélodie.

Chérif Khaznadar

Directeur de la Maison des cultures du monde, à Paris.

1) **World** : C'est le singulier qui me gêne. Tout ce qui, dans le domaine des cultures, tend à uniformiser me paraît suspect. Dans l'universel, il y a des cultures, des théâtres, des musiques, des danses, etc. Moi, je parlerais plutôt de « musiques du monde » au pluriel et en français.



Le Pakistanais Nusrat Fateh Ali Khan.

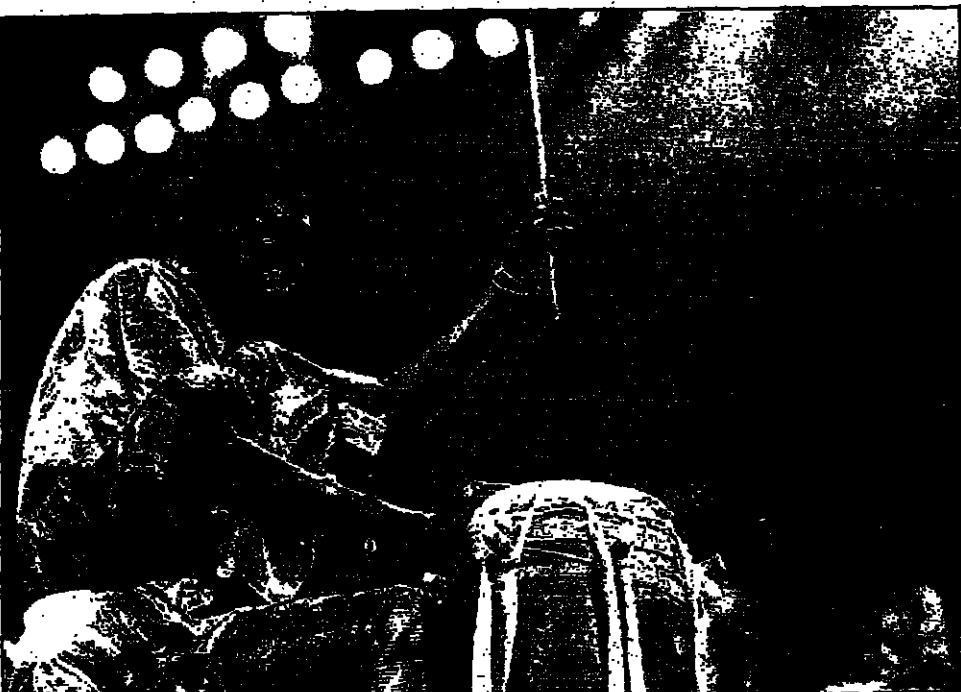
2) **Métissage** : C'est en 1974, avec la création du Festival des arts traditionnels, que le terme « traditionnel » s'est répandu pour la dénomination des musiques qu'on appelait jusqu'alors populaires, ou folkloriques, ou ethniques. C'est dire si je suis attaché à ces expressions musicales, si j'y crois. La circulation des musiques ne menace pas les traditions et les identités, elle les renforce en les préservant de l'oubli. Ce qui menace aujourd'hui ces musiques, c'est plutôt leur réduction par une mode et leur simplification par un rythme à deux temps. Comme le manque d'imagination et d'audace des médias qui véhiculent ces produits de consommation et les matraquent à forte dose jusqu'aux coins les plus reculés et isolés de la planète.

3) **Hégémonie** : Elle est déjà remise en question par la nécessité de la musique dominante d'avoir recours à d'autres musiques. La world music est, a contrario, une brèche dans le système qui a imposé l'hégémonie anglo-saxonne.

* Disques : Munir Bachir, *En concert*, inédit, MCM 260006. *Chants des derviches de Turquie*, Arion ARN 64061. *Hazanou*, *Chants liturgiques juifs*, inédit, MCM 260005.



Dernière découverte, la Mongolie.



Doudou N'Diaye Rosa, tambourinaire sénégalais.

DEUX FESTIVALS RIVAUX DANS L'AGGLOMÉRATION BORDELAISE

Élections, piège à sons

Bordeaux revendique aujourd'hui son passé historique et s'ouvre aux musiques du monde. Deux festivals rivaux ont lieu presque en même temps : le Mela, né à Bègles, et les Cinq Sens en V.O., à Villenave-d'Ornon. Au-delà des séductions d'un genre musical en plein boom, cette abondance, qui tient de la dissonance, a des raisons politiques et commerciales.

BORDEAUX

de notre envoyée spéciale

Sur les bords de la Garonne, la saison commence avec la première du Théâtre du Port de la Lune, centre dramatique national. Quelques vernisages lui succèdent, après le Salon du Livre et les premiers accords de l'Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine. Elle s'achève par le Mai musical. Bordeaux a la politique culturelle qui sied à son rang. On y revendique même celui de capitale par intérim, lorsque Paris est frappée d'empêchement (1).

La municipalité consacre à la culture un cinquième de son budget. Tout naturellement, le maire, M. Jacques Chaban-Delmas, en a fait son domaine réservé. Il est secondé par son épouse, qu'une moitié de la ville considère comme l'adjoint à la culture et l'autre moitié comme « adjoint de fait ». Il y a bien un titulaire officiel du poste, mais son nom ne semble connu que du protocole.

Dans l'agglomération aussi, la culture semble être affaire de maire. Une sorte de contagion, peut-être. A moins que ce ne soit l'effet de la déposition. Les maires ont perdu une part de leurs prérogatives au profit de la communauté urbaine. Ils ont gardé les beaux-arts. Dans les communes de la périphérie de Bordeaux, les « espaces-culture » fleurissent. Comme le dit un élu socialiste, « cela ressemble au phénomène des piscines dans les années 60 ».

En ce mois d'octobre, les Bordelais ont un privilège supplémentaire. L'agglomération accueille deux festivals de world music. Après tout, pourquoi pas ? Bordeaux sait, quand cela l'arrange, se souvenir de son passé dans le « commerce triangulaire », de l'odeur de la vanille sur le quai de la Martinique, ou du palmier que l'on plantait en l'honneur de l'enfant né dans les colonies. Et la world music, c'est aussi un commerce international. En voie de développement.

Les Bordelais accueillent le Mela, Festival des musiques urbaines du monde, dont le siège est à Bègles, la commune de M. Noël Mamère, journaliste de télévision. C'est la deuxième édition de ce festival, il est assuré de l'antériorité et d'une nette supériorité sur le plan artistique, selon les critiques musicaux. L'agglomération compte d'autre part un nouveau venu, le Festival international afro-caribéen, les Cinq Sens en V.O. Un flibustier installé dans la commune voisine, Villenave-d'Ornon, dirigé par un bon ami de M. Mamère, M. Claude Barande, député socialiste (jospinien). Et « homme de terrain », souligne-t-il, pas « de journal ». Ce nouveau festival commence une semaine avant le précédent. Il pratique le prix de dumping de 50 francs

pour l'ensemble des manifestations. « V.O. » comme Villenave-d'Ornon. Et comme « version originale » sans doute. Car on se défend bien, de ce côté, de tout plagiat, esprit de clocher ou esprit « concurrentiel ». « Ce serait dérisoire », indique M. Barande.

Deux festivals en quinze jours, avec un seul week-end pour s'en remettre. C'est presque un privilège excessif. L'an dernier, les Bordelais ne se sont pas bousculés au Mela, malgré un concert gratuit et les louanges de la critique pour les Tarab de Zanzibar ou le Wallis Band d'Addis-Abeba (le Monde du 4 octobre 1990) : 7 500 spectateurs pour une agglomération de 700 000 habitants. Deux festivals néanmoins, deux subventions – très inégales, chacun a choisi son favori – du conseil général ou du ministère de la culture. On s'en réjouit pour les Bordelais. On pourrait tout aussi bien s'en attrister. Mais Bordeaux n'a pas l'esprit chagrin. La politique y est affaire de négociants : tous les coups sont permis, mais on finit toujours par tomber d'accord sur un prix.

Tout a commencé, comme il se doit, par un cocktail. Une commande de Jack Lang après un concert « Franchement zoulou » au Zenith, en mai 1989, à l'organisation de cette tournée de soixante-dix musiciens africains, François Paul-Pont. « Un festival de world music », suggère le ministre. Un temps fort, qui soit à la musique ce que Nancy a été au théâtre. Deux conditions : « Pas l'été, et au sud de la Loire ». Plutôt que Marseille, Montpellier ou Toulouse, villes plus « métissées », ce sera Bègles, à l'issue d'une discussion avec Noël Mamère. « Ce jour-là, j'ai rencontré plutôt le producteur de Résistances », dit François Paul-Pont. Noël Mamère avait enlevé la mairie aux communistes. Il venait de rater le siège de député de treize voix, face à M. Barande, le maire de « V.O. ». Il se souvenait de ses années d'étudiant. A l'époque, Bordeaux « révélait ». On y avait découvert Carolyn Carlson ou le Bread and Puppet Theatre grâce au SIGMA.

La première édition du Mela a généré un déficit de plus de 1 million de francs. Le ministère n'en a pas moins pratiquement doublé sa subvention cette année (500 000 francs sur un budget total de 3,5 millions).

« Il n'y a pas beaucoup de manifestations innovantes en Aquitaine », explique le directeur régional à l'action artistique, M. Jérôme Bouet. Le ministère a cependant exigé un travail de terrain auprès du public et des associations. Plus de cent comités d'entreprise ont été contactés. Le rectorat a été associé. Les enfants du Centre de prévention de Bègles joueront donc de la flûte malgache à la sortie de l'église. « Avant tout, un festival de musique est un combat pour des valeurs, pour un type de société et pour des artistes n'ayant pas accès à la radio ou à la télévision », indique M. Paul-Pont.

Le soutien du ministère étant acquis, Noël Mamère a pu mobiliser celui de la Caisse des dépôts et consignations à hauteur de 700 000 francs, la subvention la plus importante avec celle de la communauté urbaine. Le Mela n'a pas obtenu le soutien de Chaban-maire mais, en revanche, celui de Chaban-président de la communauté urbaine. Autre soutien finement dosé : celui du maire de Mérignac et vice-président de la communauté, le député socialiste Michel Sainte-Marie. Sur les affiches, les trois noms apparaissent d'ailleurs à parts égales : Bègles-Bordeaux-Mérignac. Cela fait dire aux politologues locaux que « Mérignac s'en sort bien ». Dernier éventuel financier de poids du Mela : la FNAC. Son PDG, M. Jean-Louis Petriat, est de la région. La rumeur bordelaise affirme qu'il serait prêt à accorder un soutien à Noël Mamère, aujourd'hui chef de file régional du mouvement de M. Lalonde, Génération Écologie. Noël Mamère, qui n'est pas au courant, serait, dit-il, « ravi » qu'elle se confirme, d'autant qu'il a quelques ambitions sur la circonscription et même, il ne s'en cache pas, sur la mairie de Bordeaux.

Dans l'affaire, la FNAC a sans doute d'autres intérêts. Le Mela a l'ambition de créer un label de world music – ce terme très marketing étant une simplification, car François Paul-Pont préfère celui de « musique ethnique librement adaptée ». Il s'agit pour lui d'attaquer le quasi-monopole de WOMAD (World of Music, Arts and Dance), créé par Peter Gabriel et relayé par le label Real World distribué par Virgin – bête noire, en France, de la FNAC (le Monde du 29 mai 1989). « J'essaie de monter une alternative fran-

çaise, dit-il, qui réunirait un festival, une agence artistique pour les musiciens et une collection de disques. » Le premier compact Mela, une compilation du festival 1990, pourrait voir le jour en coproduction avec la FNAC et RFL. On le voit, l'enjeu économique, culturel et militant de ce festival-là va bien au-delà de Bègles et de sa région.

Côté Villenave-d'Ornon (21 000 habitants, 1 000 de plus qu'à Bègles), l'idée est venue de la rencontre de deux hommes : l'assureur de la ville, M. Philippe Loiseau, consul honoraire de la République du Congo à Bordeaux, et M. Dominique Roland, directeur des affaires culturelles de la commune, réalisateur, amoureux de Cuba – il y termine un film sur la musique. Parti en 1984 sur le continent, M. Loiseau a eu envie de participer au développement des pays d'Afrique. Il y réalise aujourd'hui 40 % de son chiffre d'affaires. Il a fait venir le Ballet national du Congo à Bègles, et il ne désespère pas de jumeler la chambre de commerce de Bordeaux avec celle de Pointe-Noire. Le programme du festival, qui vient de s'achever, ressemblait à un grand marché tropical. Il y avait des bananes plantains, des parfums, des percussions. Une fabrique de cigares et un défilé de mode. Et, pendant une journée, soixante chefs d'entreprise, dont Vincent Bolloré, qui ont réfléchi aux moyens de développer la coopération multilatérale. Plusieurs ministres de la culture – et du commerce extérieur – ont été invités. Un vice-ministre cubain était attendu. Bref, un festival mixte : commerce et culture. La DRAC, pressée par des coups de fil de Paris, a octroyé 80 000 francs aux Cinq Sens. Une « aumône ».

L'essentiel du budget de Villenave-d'Ornon provient donc du conseil général (500 000 francs sur 900 000 francs). Le groupe hôtelier Accor offre l'équivalent de 300 000 francs en mettant à disposition ses chambres d'hôtel. Dans la liste des partenaires figure aussi le Virgin Megastore. Participation essentiellement symbolique car, localement, le magasin, ouvert depuis un an, a déjà dû licencier. De ce côté, aussi, on a de grands projets : une maison de l'Afrique noire et des Caraïbes – Edwige Avicé en a déjà posé la première pierre en mai 1989 ; un paquebot de chefs d'entreprise et d'artistes à travers l'Atlantique. Bordeaux, Cuba, Brazza : « On retrouve Hemingway ».

Dans cette multiplication de festivals, il ne faudrait donc pas voir, selon M. Barande, l'effet d'une rivalité ancienne, réveillée par l'approche des élections locales. Noël Mamère, au contraire, y voit de la « malveillance » et de la « stupidité », de celle qui consiste à « passer un film sur toutes les chaînes le dimanche soir ». On donnerait plus facilement tort au maire de Bègles si les dates avaient été moins rapprochées. Si, par l'effet de la courtoisie à laquelle on pourrait s'attendre entre voisins, un délai de décence avait été respecté. Et si l'on n'avait pas entendu un familier de M. Barande reconnaître quelques torts de ce côté : « Il a voulu montrer qu'il pouvait lui aussi monter un festival ». Les organisateurs des Cinq Sens plaident la bonne foi. Prévu en mai, le festival a été retardé pour des raisons budgétaires et, surtout, à cause de la guerre du Golfe. Et puis, en mai 1992, il aurait eu lieu après les élections locales.

CORINE LESNES

(1) Bordeaux a abrité à trois reprises le siège provisoire du gouvernement français, en 1870, 1914 et 1940.



La musique malgache à l'Exposition coloniale de 1907.

Les invités du Mela

Qui sont-ils et où les entendre ? Les principaux rendez-vous de Bordeaux. Sessions de rattrapage possibles à Paris.

– Laure Daccache : Elle est née à Beyrouth en 1918. A huit ans, elle apprend le luth, chante sur des airs d'Oum Kalsoum et compose ses premières pièces. Puis s'installe au Caire, où elle interprète le répertoire classique arabe et met en musique les grands poètes du moment. Chrétienne maronite, elle est mise à l'écart de la radio-télévision égyptienne dans les années 60. Rare femme interprète-compositeur de la musique arabe. Voix de « valeurs sûres aux nuances de pourpre profond », chant roulé. Pour la première fois en France. (Théâtre de la Ville, à Paris, le 19 octobre, à 18 heures.)

– Nusrat Fateh Ali Khan : Immense chanteur, venu du Pakistan pour chanter le qawwali, chant religieux d'inspiration soufie, à la gloire d'Allah, et voué à l'extase heureuse. Puriste à la voix d'or, accusé de mélanges incongrus avec le rock anglais (chez Real World), Nusrat Fateh Ali Khan brode des envolées en spirale sur l'harmonium et les battements de mains. (Théâtre de la Ville, à Paris, les 27, 28, 29 octobre, et à l'abbaye de Fomesvraud, dans le cadre du Festival de musique, les 9 et 10 novembre.)

– Erik Marchand Quintat : Un Français dans ce panorama mondial. Chanteur breton deux fois grand prix de l'Académie Charles-Cros, il retrouve les structures complexes de la musique de chez lui, les rapproche de l'Orient en s'accompagnant d'un joueur de table et d'une autre de oud. Tradition éclairée. (Théâtre de la Ville, en trio, le 25 novembre.)

– Raul Barboza, Jolly Boys : Champion du che-mame, accordéoniste argentin vivant en France, compose de bien des projets croisés, Raul Barboza dispute sa suprématie au tango urbain. Les Jolly Boys pratiquent le mento, ou la Jamaïque d'avant le reggae. A l'est, vers Port-António, on continue de chanter cette sorte de calypso bien salé. (A Bordeaux, au Théâtre Barbey, à 21 heures, le 18 octobre, avec les groupes français métissés Zebda, rap-funk-fusion, et Mominka Bi, ragamuffin bordelais.)

– Prince Diabète, Screamin' Jay Hawkins, Irakere : Virtuosa guinéen de la kora, Prince Diabète rénove à toute vitesse, pas exactement sur les traces de Mory Kanté, dans son sillage tout au plus, avec une électricité puisée chez Jimi Hendrix. Bluesman

délinquant, américain farfelu, rhythm'n' blues mis en scène avec excès de cirque, de carcasses, encans, Screamin' Jay Hawkins vocifère avec un talent certain. A composé I put a spell on you.

Nouvelle vague de la musique cubaine, les pieds dans les racines, la tête dans d'autres horizons, Irakere, et son pianiste, Chucho Valdés, utilisent l'informatic, les synthés, et l'afro-cubain. (A Arzac-Mérignac, au Krakatoa, à 21 heures, Irakere, les 25 et 26 octobre, au New Morning, à Paris.)

– FFF : Fédération française de funk, comme dans funk et rock, saxuor irrésistible qui a trouvé le lien entre George Clinton et Serge Gainsbourg. (La Lune dans le carnavau, Bordeaux-Capucins, le 18 octobre.)

– Zap Mama : Cinq filles de Bruxelles, noires et

blanches, de Belgique ou du Zaïre, entre swing, polyphonies, avec voix entremêlées à l'africaine et gospel sous-jacent. (La Lune dans le carnavau, le 17 octobre. Théâtre de la Ville, à Paris, le 5 décembre.)

– Le Taraf de Cieplani : Des musiciens tziganes de Roumanie, mélancolie, rythme des transhumances intercontinentales. (La Lune dans le carnavau, le 18 octobre.)

– Ziskakan : Maloya électrique de l'île de la Réunion. (La Lune dans le carnavau, le 19 octobre.)

– Marionnettes sur eau du Vietnam : Le spectacle animé par la Maison des cultures du monde à Paris, dans le cadre du cycle de musique et de danse des confins de l'Asie, tourne aujourd'hui en France. Magie des petites poupées manipulées à fleur d'eau, découvertes d'un monde méconnu pour cause de longues guerres. (Théâtre du Port de la Lune, 14 heures et 20 h 30, du 16 au 18 octobre.)

– Journée malgache : Madagascar arrive. La journée du Mela commence par une messe à 11 heures à Bègles, juste avant la parade (dirigée par Rakotafira à 12 heures), les chansons de rue à 16 heures avec Dada Gaby et la groupe Vononavoko, la musique de chambre (Justin et frères, à 16 heures), les conteurs à 18 heures à la bibliothèque, pour se terminer par une Malgache Connexion, port jésu entre l'ancien et le moderne. (Le samedi 19 octobre à Bègles. Le 27 novembre, journée malgache à Paris au Musée de l'Homme, avec Justin Vain. Le 3 décembre au Dunois, soirée Malgache Connexion. Le 20 décembre, au Festival Africolor de Saint-Denis, soirée malgache avec Justin Vain et Jean Enfilien.)

– Mela, Festival des musiques urbaines du monde. Jusqu'au 28 octobre. Centre Jean-Lurcat, 24, rue Pierre-Curie, 33130 Bègles. Tél. : 56-85-80-85.

هكذا من الأصيل

MUSIQUES DU MONDE

RENCONTRE AVEC LE MUSICIEN INDIEN RAVI SHANKAR

Symphonie pour une fusion

Propulsé superstar dans un monde qui lui était étranger, le rock, en compagnie du Beatle Harrison, le grand joueur de sitar, né à Bénarès, découvreur précoce de l'Occident, aura réussi à hisser la musique classique indienne au plus haut sur l'échelle de valeurs occidentales. De passage à Paris, pour un récital de musique classique au Théâtre des Champs-Élysées au début d'octobre, Pandit Ravi Shankar parle de la fusion des styles, belle quand elle est profonde.

«Le premier concert que vous avez donné à Paris, c'était en 1956, au Musée Guimet?»

«Non, le tout premier fut salle Pleyel, le 3 mars 1931, où j'ai joué du sitar. J'avais onze ans.

«C'est au Musée Guimet que vous avez été très marquant...»

«Avant moi, quelques musiciens indiens étaient déjà venus à Paris. Mais les communications à l'époque n'étaient pas aussi faciles qu'aujourd'hui. Pour ma part, j'ai toujours voulu expliquer ce qu'était le raga, l'aspect mélodique, et le *tala*, le cycle rythmique. Assez succinctement, mais il est beaucoup plus facile d'apprécier une musique si on en connaît un peu les principes.

«La France a été particulièrement importante dans votre carrière?»

«Oui, d'abord parce que j'ai vécu ici plusieurs années, il y a très longtemps. J'y suis venu avec mon frère, Uday Shankar, le danseur, qui s'était installé à Paris avec sa troupe. Nous avions une maison tout près de la porte d'Auteuil dans le seizième arrondissement. La France est ma seconde patrie. A cette époque, j'y ai rencontré de très grands musiciens comme Chabrier, Debussy, Casals, Enesco, Segovia. C'était fantastique. Ensuite, je suis reparti en Inde suivre mon *guru-shishya*, l'apprentissage, auprès du maître Alla Uddin Khan à Mathura, en Inde centrale. Pendant sept ans, je suis resté à ses côtés pour apprendre la musique classique indienne à l'ancienne mode. Tout ce que j'ai fait ensuite découle de mes rencontres en France et de mon initiation en Inde. J'ai pris ensuite la responsabilité de populariser notre musique; c'est ainsi que je suis revenu en Occident en 1956.

«Vous avez alors rencontré la pop music, les Beatles, le rock...»

«C'était en 1966. Je n'avais pas beaucoup d'idées sur la pop music ni sur le rock. Parfois, j'en écoutais dans ma voiture, à la radio. Dans ma jeunesse, j'avais entendu du boogie-woogie... Bien sûr, j'avais vu un ou deux films d'Elvis Presley. C'était ce que j'avais approché de plus près alors. Plus tard, j'ai entendu des gens comme les Mamas and Papas, Simon and Garfunkel, j'aimais bien ça, mais pour le reste... Je n'ai jamais apprécié le rock dur, ni hier ni aujourd'hui. J'ai rencontré les Beatles à une party à Londres. George Harrison m'a posé beaucoup de questions. Il avait écouté des disques et, depuis deux ou trois ans, il allait à tous mes concerts. Il avait aussi pris quelques leçons de sitar. Moi, j'étais totalement qu'il était aussi connu. Il voulait que je lui enseigne le sitar et nous avons commencé à travailler à Londres, puis en Inde où il est venu juste six semaines, faute de temps. Il était très sincèrement intéressé, plus que les autres Beatles. Il avait étudié notre religion, notre philosophie et il continue aujourd'hui.



Ravi Shankar et George Harrison en Inde, en 1974.

«Que cherchiez-vous dans ces contacts?»

«Je ne sais pas. Tout est arrivé en même temps. Harrison est devenu mon étudiant et moi, à cause de lui, je suis devenu un superstar. En tout cas, en ce qui me concerne, cette période est close depuis longtemps. Il faut préciser aussi que déjà à la même époque, je m'intéressais à d'autres formes musicales occidentales. J'ai rencontré le flûtiste Jean-Pierre Rampal, le saxophoniste John Coltrane, et d'autres excellents musiciens de jazz qui étaient tous très curieux de la musique indienne. J'ai donné des leçons à John Coltrane, pendant six mois, puis il est mort.

«Qu'est-ce que vous lui appreniez?»

«Il a commencé par les bases, les structures du raga, les échelles, quelques bribes de la rythmique. Il s'est aussi penché sur notre art de l'improvisation. Il voulait apprendre beaucoup plus profondément - il était végétarien, il pratiquait le yoga - mais il n'a pas eu le temps.

«Vous avez été la vedette d'événements mythiques des années 60, le Festival de Woodstock, celui de Monterey, le Concert pour le Bangladesh. Cette image de star vous a-t-elle desservi?»

«Oui. Ce fut très difficile pour moi parce que tout le monde pensait que j'étais devenu un musicien *raga-rock*, etc. J'étais commercial, que je ne pensais qu'à l'ar-

gent. Mais tout ça était exactement à l'opposé de moi car j'essayais simplement de donner une image correcte de notre musique classique, de son côté spirituel, de sa richesse, de sa profondeur. J'ai dû lutter ensuite de nombreuses années contre cette image.

«Que pensez-vous cependant avoir apporté à la pop music?»

«Je ne sais pas exactement. J'ai influencé George Harrison, c'est sûr. Mais à cette époque, tout le monde ne jurait que par l'Inde, le yoga, le *Kama-sutra*, la drogue et le tout était mélangé d'une manière extrêmement superficielle. Je n'ai jamais été heureux de cet amalgame. Il n'y avait rien de solide. La preuve, tout cela a maintenant disparu. Il en reste peut-être quelques jolies mélodies, des Beatles par exemple. Aujourd'hui, dans la *new wave* et la musique contemporaine occidentale, il y a des formes bien plus intéressantes. Il y a notamment une bande de compositeurs américains comme Philip Glass, Steve Reich, pas du tout commerciaux, très intelligents, qui créent des formes mélodiques très fouillées en s'inspirant parfois de notre musique.

«Vous avez d'ailleurs travaillé avec Philip Glass...»

«Il est venu étudier la musique à Paris en 1963 avec Nadia Boulanger. Pour gagner un peu d'argent, il fut ensuite musicien de studio. Il était là lors de l'enregistre-

ment de la musique du film de Conrad Rooks, *Chappaqua*, que j'avais composée. Nous avons travaillé sept jours ensemble, échangé des idées, des techniques. Puis, nous avons perdu tout contact. Nous nous sommes retrouvés très longtemps après aux Etats-Unis et il m'a dit très humblement que sa vie avait changé à cause de ces sept jours. Peter Braumann, le directeur du label *new age Private music* où j'ai enregistré plusieurs disques nous a proposé de travailler ensemble. Philip Glass a composé des morceaux courts, j'en ai composé d'autres et chacun a apporté spontanément la trace de sa culture.

«Vous avez également travaillé avec le violoniste Yehudi Menuhin...»

«Nous nous sommes rencontrés en Inde, en 1952. Il avait assisté pour la première fois à un concert de musique classique indienne et il avait été complètement bouleversé. Nous sommes devenus amis, puis nous avons joué ensemble, au Festival de Bath, en Angleterre, en 1965.

«Vous avez dit, dans une interview au magazine *Life* en 1967, qu'utiliser le sitar pour faire de la pop music, c'était comme «apprendre l'alphabet chinois dans l'intention d'écrire des poèmes en anglais». Le mélange des musiques dont on parle tant aujourd'hui vous paraît-il possible?»

«Ça, c'est quelque chose d'autre. Ce à quoi vous faites allusion concernait une époque, une mode. L'expérience de la fusion peut avoir un aspect commercial et gimmick, pour faire nouveau à tout prix. D'un autre côté, il y a vraiment des musiciens, des compositeurs libres, spontanés. Et d'ailleurs tous les musiciens ont été influencés par un apport extérieur. Regardez Rimski-Korsakov, Ravel, qui ont emprunté à l'Est, puis Messiaen, Xenakis, Berio... De plus, il ne peut pas exister de contrôle policier, de règles absolues et normatives dans le processus créatif. Le résultat se mesure simplement à l'aune du temps. Moi, je suis très classique, je crois à l'orthodoxie, mais je suis aussi compositeur et là j'ai expérimenté non pas le mélange des musiques - ce n'est pas ma personnalité - mais le mélange des sons, celui des divers instruments, celui de toute la gamme de leurs possibilités. J'essaie de trouver la couleur symphonique, ou de m'inspirer du son jazz, pas de la musique jazz, des possibilités de la musique électronique. Surtout, la fusion présente l'intérêt de mélanger les gens, les musiciens, de susciter des rencontres et des échanges très enrichissants.

«Le danger de vous couper de vos racines a-t-il jamais été menaçant?»

«Non, la musique classique indienne et mon travail de compositeur sont deux aspects distincts. Moi, je suis simplement une charnière, ce que je fais est très indien, je le répète. La base de ma musique, même celle du *Concerto pour sitar et orchestre* reste le raga et le *tala*. Je m'inspire aussi de la musique folklorique indienne qui est extrêmement riche. Et si, contrairement à la fin des années 70, les évolutions, les recherches sont bien acceptées même en Inde, là où j'ai eu les critiques les plus virulentes, là où j'ai été condamné, c'est qu'on y a compris mon attachement essentiel aux traditions du raga et du *tala*.»

Propos recueillis par VÉRONIQUE MORTAIGNE

* A écouter : *Musique classique indienne*. Pandit Ravi Shankar. Raga Puriya-kalyan, Puriya-kalyan, Dhanu. (CD Ocora 558674).

* Passages. Ravi Shankar et Philip Glass. 1 CD Private 260947, distribué par BMG/Ariola.

Notes sur la planète

Suite de la page 19

Les amateurs de musiques traditionnelles «ethniques» ont commencé par se reconnaître en ce mouvement, qui laissait augurer des perspectives florissantes. Mais ils ont rapidement déchanté, tant le nouveau produit offert à leur appréciation correspondait peu à leurs attentes et à leur sensibilité. Ils n'y ont retrouvé ni cette intimité des rapports entre interprète et auditeur, ni cette délicatesse du toucher, cette subtilité des intervalles qui les ravissaient, encore moins cette image de pérennité au parfum spirituel tant recherché. Le clivage était dès lors inévitable entre, d'une part, les champions de l'authentique, toutes tendances confondues, et, de l'autre, les fidèles des grands-messes de l'éclectisme musical.

En tant que pont musical entre les cultures, la world music se veut humaniste, généreuse et révolutionnaire; elle est le creuset d'un nouvel âge. Mais son humanisme est technocratique et sa générosité teintée de mercantilisme, ce qui fausse évidemment les données et ternit le tableau. La world music cherche le consensus: il s'agit de plaire au plus grand nombre avec un produit de synthèse dans lequel chacun puisse retrouver un peu de lui-même.

Pour ses adeptes, la world music constitue plutôt

l'aboutissement d'un processus évolutif visant, notamment, à valoriser les musiques traditionnelles européennes dans le contexte contemporain. Expression urbaine par excellence, elle témoigne du dynamisme créatif et de la faculté d'adaptation de ses interprètes. Mais l'éthique de l'intégration a son prix: elle implique un nouveau rapport de forces Nord-Sud, dans lequel, une fois de plus, le Nord s'érige en modèle et en marché idéal du Sud. Pour un musicien africain ou oriental, le parcours obligé de la réussite passe désormais par la reconnaissance de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Riche de cette consécration, il sera auréolé d'un prestige indiscutable, dont l'influence ne se fera pas attendre; ses éventuels dérapages et ses concessions aux goûts du public international seront regardés par ses pairs comme autant de progrès et de vertus nouvelles, dont ils s'empresseront d'adopter les principes.

La world music est l'hybridation érigée en dogme: pour être admis au cénacle, les musiciens doivent d'emblée accepter les règles du jeu, qui consistent à se soumettre sans réserve au diktat de l'interculturel. Il leur faudra renoncer à tout ce que leur expression pourrait avoir de trop spécifique, et ceci en recherchant systématiquement les points de convergence et en développant tout le potentiel spectaculaire de leur

apport à la cause commune. Les risques de nivellement culturel sont évidents. Faut-il dès lors peindre le diable sur la muraille et redouter la disparition pure et simple de traditions musicales entières, happées par cette force centrifuge? Certes, non; le catastrophisme a d'ailleurs toujours été stérile.

Cependant, face à l'accélération des processus de mutation culturelle, une action doit être entreprise, non pour conserver artificiellement des pratiques musicales ne correspondant plus à rien, mais pour tenter de créer les conditions de leur renouveau. La valorisation de ces musiques aux yeux de leurs dépositaires peut revêtir différentes formes. La plus urgente concerne évidemment leur transmission qui, lorsqu'elle ne s'exerce plus par les voies normales, peut être assistée, notamment par la mise à disposition de documents sonores; les collectes systématiques d'enregistrements réalisés par les ethnomusicologues peuvent s'avérer d'une importance vitale à cet égard. Il faut également susciter de nouveaux débouchés, sur place et à l'étranger, pour des genres frappés de désuétude. La création de centres de préservation des arts traditionnels a déjà porté ses fruits dans certains pays, et l'établissement de réseaux internationaux d'accueil, notamment en Europe, jouent aujourd'hui un rôle non négligeable. Des institutions

culturelles spécialisées comme la Maison des cultures du monde à Paris, les Ateliers d'ethnomusicologie à Genève (1) ou l'Institut international de musiques traditionnelles à Berlin sont depuis longtemps actives dans ce domaine.

Mais la coexistence des musiques traditionnelles et de la world music dans un même espace demeure problématique, car les forces mises en jeu divergent. Les unes affirment l'identité spirituelle de communautés déterminées, parfois restreintes et fragiles, et l'autre prône la fusion des genres et l'intégration du plus grand nombre. Ces deux positions sont par essence antinomiques, et toute tentative de les concilier fait inévitablement pencher la balance du côté de la seconde. Quoi qu'il en soit, la confrontation et le métissage des cultures sont des faits accomplis; alors, plutôt que d'en exalter ou d'en déplorer les conséquences, laissons-nous guider par notre intuition et sachons apprécier, dans cette grande célébration plurielle, ce qui, à notre goût, mérite d'être chanté. ■

(1) Lire : les Cahiers de musique traditionnelle, dont le numéro 4, consacré à la voix, vient de paraître. Case postale 318-CH-1211 Genève 25.

* Du 6 au 15 novembre, à 20 h 30, huitième Festival du film des musiques du monde au Musée d'ethnographie de Genève. Neuf longs-métrages pour sillonner les continents. Renseignements : 19-22-23-12-28.

PARIS ET LAUSANNE RENDENT HOMMAGE A GARRY WINOGRAND ET LEE FRIEDLANDER

Le désordre et la cruauté

Garry Winogrand et Lee Friedlander n'étaient pas seulement des amis, mais les deux fers de lance de la photo américaine des années 60. Leurs expositions à Paris et à Lausanne forment un magistral hommage à la banalité de la vie.

LES photos de Winogrand, il les a vues cent fois, enivré par l'incroyable chaos qui imprègne chaque cliché, notamment celui-là, représentant six New-Yorkaises des années 60 sur un banc. « Il n'y a que lui pour voir ça. » Lee Friedlander connaît son Winogrand sur le bout des doigts, mais il n'a pu s'empêcher, de passage à Paris, d'aller au Palais de Tokyo se replonger dans la rétrospective-fléuve consacrée à son ami et se perdre dans les rues de New-York, Central Park, zoos, rodéos, parties, aéroports. « Je retourne aux photos de Winogrand, car j'y découvre chaque fois quelque chose de nouveau. » Il y découvre notamment, entre deux vues grand-angulaires à donner le tournis, un trottoir où il se tenait juste derrière son compagnon de boulingue, toujours en retrait, pour faire une autre photo, si proche et différente à la fois.

Winogrand-Friedlander. Le premier était un grand gaillard, rond, gaulois, un monstre de vitalité qui est mort d'un cancer en 1984, à l'âge de 56 ans. Le second a 57 ans, le sourire discret aux lèvres et la parole aigre, l'œil bleu et le cheveu coupé ras, et poursuit seul, à New-York, un travail de paysagiste. « Il aimait Mozart et moi le jazz », affirme Friedlander, une boutade pour montrer combien les deux photographes étaient complices. Winogrand-Friedlander, c'est le ticket majeur – avec Diane Arbus, qui s'est suicidée en 1971 – de la nouvelle photographie américaine. Elle a émergé à la fin des années 50, s'écartant résolument du formalisme d'avant-guerre pour faire descendre la photo dans la rue et « mieux appréhender la vie », comme l'a écrit John Szarkowski (qui a hélas « oublié » William Klein, qu'il ne portait pas dans son cœur, dans les photographes ainsi promus). Et si la réputation du premier est surtout établie aux États-Unis, Friedlander est aujourd'hui considéré comme l'un des plus importants photographes au monde.

La rue était leur studio, leur atelier, où se retrouvaient deux déclencheurs frénétiques. Et si l'œil et l'index les démantèrent pareillement, les points communs ne s'arrêtaient pas là. Tous deux ont suivi un enseignement théorique. Winogrand a eu pour professeur, en 1949, le célèbre designer et directeur artistique Alexei Brodovitch, alors que Friedlander est resté trois mois dans un centre artistique où l'on enseignait la manière de « photographier des bouteilles de verre. Pourquoi aurais-je dû payer pour apprendre cela ? (1). » Tous deux ont fait leurs gammes dans le photojournalisme triomphant de l'Amérique des années 50, se sont croisés sur les terrains de football pour *Sport Illustrated*, ont travaillé pour le même journal et utilisé les mêmes outils : Leica, objectif 28 mm et 35 mm, flash.

Les deux photographes surtout sont passés ensemble des pages de magazines aux cimaises des musées sans se détourner de leur travail sur le monde réel. En 1966 d'abord, où ils exposent aux côtés de Duane Michals, Bruce Davidson et Danny Lyon à la George Eastman House de Rochester sous le titre « Vers un paysage social » resté fameux. Puis en 1967, au Musée d'Art moderne de New-York, où ils sont cette fois associés à la seule Diane Arbus. « Tout le monde parle aujourd'hui du « Paysage social » alors que personne n'a vu cette exposition, se souvient Lee Friedlander. C'est une relique ! La seule chose dont je me souviens, c'est qu'avec Garry, on a pris une de ces cuillères... »

Garry Winogrand, Radio City, 1961 : « La dernière fois où nous avons travaillé ensemble dans New-York, Garry prenait tellement de photos que je lui ai demandé s'il faisait un recensement de la population, se souvient Lee Friedlander. Il était complètement "crazy" – au point de laisser à sa mort plusieurs centaines de pellicules non développées. Avec son appareil souvent perché et un objectif grand-angulaire, Winogrand prenait des « snapshots » (instantanés) esthétiques qui bouleversaient l'architecture.



Si la rue est leur territoire commun, chacun a produit des séries bien distinctes, le plus souvent publiées en livres, que les deux opérateurs préféraient à l'exposition – « Comme l'appareil ne fait pas la différence entre un arbre et la forêt entière, je préfère le livre car il permet qu'on y revienne », affirme Friedlander. Winogrand a ainsi publié *The Animals* (1969), *Women are beautiful* (1975), *Public Relations* (1977) et *Rodeo* (1980). Friedlander, lui, est aussi éditeur de ses ouvrages, dont on retiendra *Self Portraits* (1970), *The American Monument* (1976), *Flowers and Trees* (1981), *Portraits* (1985) et *Like a One-eyed Cat* (1989), ce dernier servant de catalogue à la superbe rétrospective du photographe, créée à Seattle il y a trois ans, et qui est présentée en ce moment à Lausanne après avoir tourné dans une dizaine de villes à travers le monde.

Les deux photographes se sont exprimés au compte-gouttes, plus réputés pour leurs formules lapidaires à mettre K.O. debout l'interlocuteur le plus solide, que pour leur enseignement dans les universités américaines ou les stages, et plus motivés – surtout Friedlander – par l'aspect lucratif que par souci de pédagogie. Alain Desvergnes, le directeur de l'Ecole nationale de la photographie d'Arles, se souvient de leurs passages : « Winogrand était adorable avec les stagiaires mais il n'avait rien à leur dire et ne faisait aucun commentaire sur leurs photos. Friedlander a fait partie, avec Ansel Adams et Lewis Baltz, des trois idoles des étudiants, il est venu, mais a refusé, comme tous les grands, de leur donner des recettes. Je crois surtout que les deux photographes étaient las d'exposer leurs conceptions. »

Leur conception ? Friedlander : « Ce que j'aime dans la photographie, c'est la photographie. » Winogrand : « Quel est le sujet d'une photographie sinon la photographie ? » Toujours Winogrand : « Je fais une photographie pour voir ce que ça va donner une fois photographié. » Derrière ces formules faussement creuses, il y a une volonté de défendre la spécificité et l'esthétique photographiques en tant que telles, privilégier ce qui est vu à

ce qui est pensé. Percevoir plutôt que concevoir. Quand un étudiant trop zélé lui demandait combien de temps il prenait pour faire une photo, Winogrand répondait, agacé : « 1/125 de seconde », et Friedlander ne cesse de rappeler qu'« il faut être aussi bête que l'appareil », puisqu'« il rend tout en 1/100^e de seconde ». Ce dernier se montre d'ailleurs hermétique à toute photo plasticienne ou conceptuelle : « Je ne la comprend pas. Je n'aime que le travail qui a une relation avec le monde réel et pas avec le monde des idées. »

Tous deux veulent d'abord voir. Ne pas juger, magnifier ou interpréter, mais voir. Là où Cartier-Bresson, imprégné de surréalisme, dégageait dès les années 30 « sa » poésie en mettant « de l'ordre au chaos », là où Robert Frank tirait autant le portrait de l'Amérique que le sien, avec ses doutes, ses douleurs et ses joies, Winogrand et Friedlander ont voulu seulement voir la réalité telle qu'elle est, avec son désordre et sa cruauté. « Winogrand veut discipliner le chaos sans cependant changer ce qu'il est », a écrit John Szarkowski. « Friedlander photographie des riens, des absences de sujet », renchérit Charles-Henri Favrod, le directeur du Musée de l'Elysée à Lausanne. En « libérant » le cadre, cette nouvelle génération américaine a, sans le savoir, donné « beaucoup de courage à toute une génération de photographes français qui ne se reconnaissaient pas dans la géométrie et l'humanisme, mais dans l'urgence de montrer », affirme Alain Desvergnes.

Car les images de Winogrand et de Friedlander étonnent par leur anti-sentimentalité, qui est à l'opposé du réalisme poétique né dans la France des années 50 (Doisneau, Boubat, Izis, Ronis). Elles sont surprenantes, agressives, vivantes, toniques, touchantes, mais elles ne sont pas photographiques, et ne constituent pas une satire sociale, comme l'étaient les images de rue de William Klein. Elles s'inscrivent surtout dans une tradition documentaire et une filiation artistique que John Szarkowski assène depuis plus de vingt ans à coups d'expositions et de textes brillants : Eugène Atget (1857-1927), Walker

Evans (1903-1975), Robert Frank (né en 1924) sont les parrains de cette nouvelle photographie américaine. « Chaque fois que je vois Versailles, je crois que c'est Atget qui en est l'architecte, tant ma vision du palais est imprégnée du maître français », affirme Friedlander. Mais c'est l'influence de Walker Evans – « le premier à regarder la réalité comme un art », selon le photographe Gilles Peress – qui est la plus déterminante pour les deux photographes : « Ce fut le choc, j'en ai tiré les conséquences », a confié Lee Friedlander, alors que Winogrand était impressionné par sa transparence : « C'est la première fois où je me suis rendu compte que la photo peut décrire l'intelligence. »

Winogrand et Friedlander sont aussi déterminants par ce qui les rassemble que par ce qui les oppose, notamment leur conception du cadre. Raymond Depardon note à juste titre que « Winogrand avance toujours, ne s'arrête jamais et prend ce qu'il y a à prendre, tandis que Friedlander attend qu'il se passe quelque chose dans le cadre pour le saisir ». Le premier est plus spontané, le second plus réfléchi, intellectuel. Le premier attrape, le second compose.

L'exposition du Palais de Tokyo est passionnante tant Winogrand est dans son sujet, pointe du doigt les gens avec son grand-angle, va à leur rencontre, les bouscule, leur rentre dedans. « Je n'ai jamais regardé en arrière », affirmait-il dans une formule célèbre. Les images foisonnent, s'accumulent, parfois banales, toujours pleines de vitalité. « Ce sont des photos de quelqu'un qui avait véritablement besoin d'avaler tout ce qu'il voyait à une cadence effrénée », pense Robert Delpeire, le responsable du Centre national de la photographie. Ce n'est pas une « belle » photo ? Peu importe. « Il avait ce désir permanent de sentir que le contenu peut déchirer la forme sans la condamner », répond le photographe Guy Le Querrec, qui avait invité son collègue américain à participer à un stage en 1982 à Paris, à une époque où il était encore confidentiel (2). « Je veux voir jusqu'où je peux pousser les choses sans que l'image tombe en morceaux. » Pousser les choses – quelle pousse ! – en faisant tenir dans son cadre pourtant proche de l'action, dans un désordre indescriptible, les vingt-deux joueurs d'une partie de football ; mais aussi en penchant son appareil, pour en faire entrer tel détail et rompre l'harmonie des lignes, quitte à perdre toute lucidité sur le cadre.

Cette « image de l'Amérique me semble si vraie, claire et tangible, que j'ai l'impression d'être à côté de lui quand il photographie », conclut John Szarkowski dans le catalogue du MoMA qui n'hésite pas à qualifier Winogrand de « photographe central de sa vie ». Juste à côté de Friedlander, qui, avec ses images de la rue, vitrines, motels, drive-in, rétroviseurs de voiture, paysages de l'Ouest, jusqu'aux nus froids et poilus de la galerie Zabritskis, renvoie la balle à son pote Winogrand pour former, à eux deux, le plus bel hommage à la vie, à la banalité de la vie.

MICHEL GUERRIN



Lee Friedlander, Baltimore, 1968 : hommage à Eugène Atget et Walker Evans par un « dragueur de la photographie », qui accumule dans la même image les couches du réel et évoque quatre à six ans de décalage entre la prise de vue et le tirage : « Aujourd'hui, je n'ai plus qu'un an et demi à rattraper... Je n'ai pas changé mes habitudes depuis vingt ans, je m'enferme dans la chambre noire tous les matins entre 5 et 11 heures. »

(1) Magazine Photo, février 1974.

(2) Découvrant le photographe américain lors d'une exposition présentée par Jean-Claude Lemagny en 1980, à la galerie de la Bibliothèque nationale, Guy Le Querrec rêve, depuis huit ans, de monter une projection-hommage à Winogrand sur une musique de Carla Bley, qui était liée aux deux photographes.

* Garry Winogrand, rétrospective : Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris. Jusqu'au 5 novembre.

* Lee Friedlander, « Like a One-eyed Cat (1956-1987) », Musée de l'Elysée, Lausanne (tél. : 19-41-21-617-48-21), jusqu'au 3 novembre. « Nus », Galerie Zabritskis, 37, rue Quincampoix, 75004 Paris. Jusqu'au 9 novembre.

هكذا من التحمل

DE LA SEMAINE

MUSIQUE

Classique

Jeudi 17 octobre
Vivaldi
Concerto op. 3 pour violon et cordes n° 11
Bach
Concerto pour violon et cordes BWV 1043
Bernard Foccroulle (orgue), Ensemble baroque de Limoges, Christophe Coin (direction).
Bernard Foccroulle, organiste belge remarquable, vient trop rarement en France. Il y viendra plus rarement encore lorsqu'il aura remplacé Gérard Mortier à la direction du Théâtre de la Monnaie (à partir de janvier prochain). Il faut donc ne pas le manquer à la tribune, en compagnie des musiciens de Christophe Coin, ensemble désormais « décentralisé ».

Mahler
Symphonie n° 9
Orchestre national de France, Eiji Oga (direction).
Grand chef mahlerien, orchestre imprévisible, mais dont on a constaté l'excellence à la direction de la Monnaie (à partir de janvier prochain). Il faut donc ne pas le manquer à la tribune, en compagnie des musiciens de Christophe Coin, ensemble désormais « décentralisé ».

Vendredi 18
Boulin
Nachtcafé, cabaret pour une soprano
Sophie Boulin (soprano), Emmanuel Bex (piano, accordéon, synthétiseur).
De retour d'une fructueuse tournée aquitaine, Paris-Berlin-Frankfurt, la Périchonne remet l'accent sur le jazz et fait se remémorer avec l'album de souvenirs ramassés d'Allemagne par Sophie Boulin. Oiseau des îles de cabaret, la jeune soprano a en Emmanuel Bex un accompagnateur peu classique.

Lundi 21
Kremakl
Musiques pour piano et bois tibétains
Alain Kremakl (piano, bois tibétains), Evelyne Maillat (percussions).
Les doctes tibétains étaient la spécialité d'Alain Kremakl. Il s'agit cette fois de bois, de la même provenance, et ce n'est pas un plaisir : la musique de Kremakl existe, au-delà de ces curiosités. Il faut, au moins une fois, la reconnaître.

Mozart
Beethoven
Schubert
Lieder
Mendelssohn
Alte Musik in Tübingen, ich dich
Lieder durch mein Gernut
Auf Gelingen des Gesanges.

Schumann
Brahms
Wolf
Lieder
Chor Biber (bariton).
Originaire de Dresde, le jeune bariton a accédé d'un seul coup à la célébrité parce qu'il fut le Papageno et le Comte de Solti au disque. Vite (trop vite ?) promu au rang de chanteur de la décennie, Biber semble, depuis, patiner un peu. Dans les bons jours, la voix est superbe.

Nancarrow
Prélude pour piano
Etudes n° 1, 3a, 25, 27 pour piano
Sonnettes pour piano
Quatuor à cordes n° 1
Toccata pour violon et piano
Anthell
Ballet mécanique pour piano automatique
Etudes n° 10 et 37
Quatuor à cordes n° 3
Michel Maurer (piano), Ardit String Quartet.
Nancarrow a 78 ans, il vit au Mexique, il représente pour ceux qui ont un accès à ses disques l'un des derniers mythes de la musique écrite, une sorte de mystère spirituel, comme sont énigmatiques et gaies ses œuvres pour piano mécanique, œuvre qu'aurait pu écrire un Bach piqué simultanément par le virus de la virtuosité et celui de la complexité simultanée. Organisé par La Messe en circuit, le studio de Luc Ferrari, et par Musique Mécanique, l'Atelier de Pierre Charrel et Françoise Terrier, trois concerts (qui ne comprennent pas des œuvres pour piano, et pas seulement du Nancarrow) constitueront la première rétrospective française dédiée à ce Duchamp du piano mécanique. Ils sont complétés par une exposition.

Mardi 22
Hindemith
Concerto pour alto et petit orchestre
« Der Schwanenreiter »
Schoenberg
Symphonie de chambre n° 2
Cohen
Etude pour le poème
Bruno Pasquari (alto), Ensemble orchestral de Paris, Denis Cohen (direction).
Sa biographie officielle précise qu'il « représente la ligne pure de l'école française ». On croyait pourtant Denis Cohen plus influencé par Stockhausen que par Messiaen et Boulez, même si ce jeune homme ombrageux, pensionnaire de la Villa Médicis en 1982, et qui a beaucoup travaillé en Italie, ne se dit convaincu par aucune œuvre du grand Allemand dans sa totalité. Attiré désormais par l'Opéra (il prépare pour la Fondation Vuitton un triptyque sur les identités nationales), Denis Cohen est passé par l'IRCAM, a dirigé l'Ensemble Intercontemporain et prend plus souvent, désormais, la baguette à l'étranger qu'en France. Le voici, au service des autres et de lui-même, avec l'Ensemble Orchestral qui, pour la circonstance, fait une entorse à son répertoire habituel.

Rock
Tournées
Roadrunners
C'est un choix : ou bien payer très cher pour aller écouter un groupe de quinquagénaires qui, il y a vingt-cinq ans, jouaient du rock au sein d'un trio « blues » et qui aujourd'hui, n'ont plus que l'âge de leur artère, - ou aller voir les Roadrunners, prosélytes du genre, jamais fatigués, toujours sur la brèche, comme si le rock était encore jeune.

Le 17 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 18 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 19 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.

Le 17 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 18 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 19 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.

Le 17 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 18 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 19 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.

Le 17 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 18 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 19 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.

Le 17 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 18 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 19 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.

Le 17 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 18 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 19 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.

Le 17 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 18 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 19 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.

Le 17 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 18 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 19 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.

Le 17 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 18 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.
Le 19 octobre, Le Mans, MJC, 20 h 30, 60 F, dans le cadre du Festival rock-rap.



Les Roadrunners en tournée.

Dominic Sonie
C'est une voix extraordinairement neuve dans laquelle on retrouve les fantômes des grands rockers. C'est aussi par moment un rock brûlant qui glace les veines. Quand tout est réuni, Dominic Sonie fait entrevoir de grandes choses.

Le 17 octobre, Tours, MJC de Joubert-Tours, 21 heures. Le 18, dans le cadre du Festival Nevers à vif, à 21 heures. Le 19, La Rochelle, parc des Expositions, 21 heures. Le 22, Lyon, Transbordeur, 20 h 30. Le 23, Marseille, Espace Julien, 20 h 30.

FFF
C'est très fort : FFF arriverait presque à faire croire que le funk, le rap, le rock, poussent ici comme de l'autre côté de l'Atlantique, qu'il suffit de s'y mettre avec assez d'énergie, de talent et d'humour pour réussir. Mais, pour l'instant, il n'y a qu'une fédération française de funk.

Le 17 octobre, La Rochelle, La Casarance, 21 heures. Le 19, Nancy, dans le cadre du Festival Jazz Putations. Le 22, Marseille, Espace Julien. Le 23, Le Thor, Auditorium du Vaudeville.

Dave Stewart and The Spiritual Cowboys
Grand guitariste, compositeur habile, Dave Stewart a recruté pour sa bande quelques musiciens britanniques qui prennent l'aventure comme des vacances prolongées. Il suffit d'oublier le peu de substance de l'affaire et de tolérer les emprunts multiples et peu créatifs du groupe pour passer une excellente soirée.

Le 17 octobre, Rouen, Le 18, Gagny, Théâtre municipal. Le 19, Nancy, dans le cadre du Festival Jazz Putations. Le 22, Marseille, Espace Julien. Le 23, Le Thor, Auditorium du Vaudeville.

Le 17 octobre, Rouen, Le 18, Gagny, Théâtre municipal. Le 19, Nancy, dans le cadre du Festival Jazz Putations. Le 22, Marseille, Espace Julien. Le 23, Le Thor, Auditorium du Vaudeville.

Le 17 octobre, Rouen, Le 18, Gagny, Théâtre municipal. Le 19, Nancy, dans le cadre du Festival Jazz Putations. Le 22, Marseille, Espace Julien. Le 23, Le Thor, Auditorium du Vaudeville.

Le 17 octobre, Rouen, Le 18, Gagny, Théâtre municipal. Le 19, Nancy, dans le cadre du Festival Jazz Putations. Le 22, Marseille, Espace Julien. Le 23, Le Thor, Auditorium du Vaudeville.

Jazz

Aldo Romano Quartet
Aldo Romano aux drums, Paolo Fresu et ses synthétiseurs, Furio Di Castri à la basse, Franco d'Andrea au piano : ne dites pas que vous ne les connaissez pas. On aime vous d'aimer pas l'Italie, ou le jazz, ou le monde, ou la poésie. Le lendemain, toujours à La Villa : Daniel Humair, Jerry Bergonzi et Jenny Clark : pour musiciens, pour spécialistes, pour amateurs et pour innocents. Ça chauffe : on sent le temps de l'automne des festivals (Paris, Berlin, Nancy, etc.). Les clubs sont bondés.

Le 19, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Michel Bénita
Dewey Redman
N'Guyen Lê
Ont-ils un nom de groupe ? Ils ont des noms, des expériences et des époques, et en partage, une certaine idée du jazz. Le ténor historique de Fort-Houston (Texas), Dewey Redman, et l'étoile montante de la guitare-jazz-free-rock-fusion-perso, N'Guyen Lê, trente ans de différence, le batteur le plus sincère du monde, Aldo Romano, et le bassiste le plus vrai, Michel Bénita. C'est l'idée qui prévaut, parce que c'est le jeu. On y sera.

Le 22, Alligators, 22 heures. Tél. : 42-84-11-27.

Mingus Epitaph
George Adams, Ronnie Cuber, Randy Brecker, Jack Walrath, Eddie Bert, Don Butterfield, Warren Smith, Gunther Schuller, Mingus, Mingus, Mingus. Chacun de ces noms mobiliserait l'importance qu'il a eue en jazz, la scène du Grand Rex, deux fois plus nombreux, ils rendent tribut à Mingus et ouvrent le Festival de jazz de Paris. Les passeurs.

Le 22, Au Grand Rex, 20 h 30. Tél. : 42-53-40-49, 150 F.

Nancy Jazz Pulsations 91
« Nancy Jazz Pulsations 91 »
« Nancy Jazz Pulsations 91 »
« Nancy Jazz Pulsations 91 »

Le 16 au 20, de 80 F à 150 F. Tél. : 83-37-83-79.

Chanson

Gilbert Bécaud
Bécaud fait un numéro de music-hall sobre, heureux sur une scène, l'Olympia, qu'il a toujours aimée, avec un public qui le lui rend bien. Des Tantes Jeanne à Nathalie.

Le 16 au 19, 20 h 30 ; le 20, 17 heures. Olympia. Tél. : 47-42-25-49. De 140 F à 240 F.

Festival de la chanson française
Le Festival de la chanson en Val-de-Marne continue de battre son plein. Un cocktail bien tempéré de grands noms (Nougaro, Croisille, Jane Birkin), d'espoirs confirmés (Fugain), de dilettantes de talent (Jacques Mahieux qui fera la première partie de Thérèse, Nilda Fernandez avec Birkin), des étrangers bien connus (Mory Kanté) et des surprises.

Location FNAC, Bilette, sur place. De 40 F à 60 F.

A l'Élyse : Hubert-Félix Thiéfaine, Jacques Mahieux le 17 à 20 h 30.

A Charenton : Claude Nougaro, Daniel Hezeng le 17 à 21 h.

A Chevilly-le-Roi : Claude Nougaro, Pow Wow le 19 à 20 h 30.

Le 19, Élancourt, Le Bille-Club, 22 heures. Tél. : 30-62-41-19, 50 F.

A Lise-Breannes, Mory Kanté, Ramata Kouyate le 19 à 20 h 30.

Chanson plus biffurquée
Les joyeux compères de Chanson Plus continuent leur itinéraire tendre, délicat et plein d'humour dans la chanson française. Du Trenet, du Brassens, des nouveautés, avec des voix entremêlées dans la camaraderie chansonniste.

Le 22, Surcouf, Théâtre Jean-Vilar, 21 heures. Tél. : 46-97-98-10. Location FNAC. De 70 F à 140 F.

Laure Daccache
Grande chanteuse et compositrice d'origine libanaise, installée au Caire, Laure Daccache, vieille dame fort honorable aujourd'hui, vient pour la première fois en France. Chrétienne maronite rompu à l'art du chant classique arabe.

Le 19, Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77, 75 F.

Ralph Tamar
Le crooner le plus réclamé de la Martinique, ex-chanteur du groupe Malavoi, qui poursuit aujourd'hui sa carrière en solo, avec une sâreté grandissante.

Le 19, Élancourt, Le Bille-Club, 22 heures. Tél. : 30-62-41-19, 50 F.

Les Azmaris, Jacques Higelin
Hommage à Rimbaud, Bigarré et à entrées multiples. Les Azmaris, bardes-chanteurs ambulants d'Éthiopie, devraient plaire à Higelin, l'aventurier parisien. La veille, session rock avec Eliot Murphy, Alan Vega et Philippe Léotard.

Elyse-Montmartre, Mardi 21 à 20 heures, 165 F.

La sélection
« Classique » a été établie par Anne Rey.

« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Musiques du monde » et « Chanson » : Véronique Martigne.

18 OCTOBRE / 31 DÉCEMBRE
UNE DES DERNIÈRES SOIRÉES DE CARNAVAL
La troupe du CAMPAGNOL se donne à cœur joie dans notre comédie GOLDONI (le fossé entre le spectateur et le spectacle).
Séances : 18 octobre, 20 h 30 ; 19 octobre, 20 h 30 ; 20 octobre, 20 h 30 ; 21 octobre, 20 h 30 ; 22 octobre, 20 h 30 ; 23 octobre, 20 h 30 ; 24 octobre, 20 h 30 ; 25 octobre, 20 h 30 ; 26 octobre, 20 h 30 ; 27 octobre, 20 h 30 ; 28 octobre, 20 h 30 ; 29 octobre, 20 h 30 ; 30 octobre, 20 h 30 ; 31 octobre, 20 h 30.
Billet : 10 F. Location : 01 42 56 60 70.

DU 26 SEPTEMBRE AU 26 OCTOBRE
SAISON DE CARNAVAL
DU FESTIVAL D'ARTS ET DE MUSIQUE À PARIS
de Agota KRISTOF
mise en scène
Jeanne Champagnat
Le grand cahier
42.43.17.17

26/27 novembre
JULIO BOCCA
BALLET ARGENTINO
SEMAINE FLAMENCA
du 9 au 16 novembre
Balle, chant et fiesta
EXPOSITION
du 25 octobre au 30 décembre
LES CAPRICES DE GOYA
Locations / Réervations
FESTIVAL DE LILLE
Tél. 20 52 74 23
MAISON DE LA RÉGION NORD
PAS-DE-CALAIS
Paris - Tél. 47 70 59 62

ARTS

Nouvelles expositions

Les Amours des dieux

Un parcours dans la peinture d'histoire mythologique encore et toujours fort prisée au dix-huitième siècle. En soixante-dix tableaux tirés sur le vol, de Watteau à David.

Grand Palais, galeries nationales, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni, Paris 8^e. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 6 janvier 1992. 37 F.

Paris

Giovanni Boldini

On fit de ce peintre italien mondain, qui connaît la gloire dans les Salons parisiens, un rival de Manet. Il n'est pas sûr que l'exposition du Musée Marmottan nous en convainche. Elle réunit une centaine de tableaux, aquarelles et dessins, qui ne sont pas toujours du meilleur cru.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 16^e. Tél. : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 5 janvier 1992. 25 F.

Des vessies et des lanternes

Quiproquo visuel, pitre optique, mystification photographique, réflexion ludique sur l'artifice et le simulacre, cette exposition restitue l'irréalité de la vue dans son illusion la plus vraie. Elle convie à démêler non sans humour le vrai du faux en mêlant les archives récemment estimées d'un zoologiste allemand ou de documents inédits du conflit Iran-Irak.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 5 novembre. 25 F.

Pierre Dunoyer, Robert Gober, Raul Ruiz

Un peintre exigeant, français de souche et de sources, qui a pratiquement disparu de la circulation depuis quinze ans : Pierre Dunoyer. Un Américain qui moule des fragments de corps humains pour en faire le support d'objets d'objets du quotidien : Robert Gober. Un cinéaste chilien qui succombe à l'envie de jeter un pont entre le cinéma, le théâtre et la peinture, et dont c'est la première installation multimédia : Raul Ruiz.

Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1^{re}. Tél. : 42-60-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures.

mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Géricault

C'est le deuxième centenaire de la naissance de Théodore Géricault, peintre de l'épopée napoléonienne certes, et de chevaux, mais aussi, on le sait moins, de portraits d'enfants, de paysages, et auteur de lithographies au noir envahissant. Tableaux, esquisses, dessins, retraçant sa brève et fulgurante carrière, on ne saurait résumer à un seul tableau : le Radeau de la Méduse, trop fragile pour quitter le Louvre, dont la genèse est retracée en une cinquantaine de dessins et esquisses admirables.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. du général-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-89-54-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 6 janvier 1992. 37 F.

Gravures scandinaves de la Bibliothèque nationale

Au tournant du vingtième siècle, la gravure connaît un bel essor en Scandinavie : la Suède s'impose avec les bois gravés de Repholtz et Zorn, et le Danemark, avec les eaux-fortes des peintres de Slagter, notamment de Hans Hansen, Carl Bloch et Carl Locher. Et puis il y a Munch le Norvégien.

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 16 décembre. 27 F (billet d'accès au musée).

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'on voit, grâce à François Mathoy, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en renoncement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs, Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{re}. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars 1992. 20 F.

Marie de Médicis et le Palais de Luxembourg

Un mécène dans la grande tradition toscane, qui s'entoure d'hommes éclairés, attire les meilleurs artistes de son temps, fait construire son palais par Salomon de Brosse, commande à Rubens la décoration de deux galeries... L'exposition réunit des tapisseries, des dessins, des gravures de Callot et Clouet, des plans d'architecture, des peintures et des sculptures.

Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes, Paris 6^e. Tél. : 42-34-25-85. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 janvier 1992.

Charles Matton

Peinture, sculpture, dessin, photographie, cinéma, inspirent le monde manipulé et projeté dans la troisième dimension par ce magicien de l'éphémère. Fascinant d'illusion, artisan d'écarts, orfèvre miniaturiste, scénographe habile, Matton invente ses chimères avec humour et nostalgie, et revendique la lucidité de l'enfance comme une vertu première.

Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, rue de Valenciennes, Paris 6^e. Tél. : 42-60-34-57. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre.

Munch et la France

L'artiste norvégien y est confronté à Monet, Lilliebott, Bernard, Gauguin, Lautrec, Derain... Pour nous montrer un Munch méconnu, qui fit de nombreux séjours à Paris entre 1885 et 1908 et y prit connaissance des principaux courants artistiques. A l'occasion de cette exposition, qui est organisée en collaboration avec le Musée Munch d'Oslo,



« La Muse endormie », photo de Brancusi exposée à la galerie Didier Imbert.

Orsay propose un cycle norvégien : concerts et films.

Musée d'Orsay, 1, rue de Bellechasse, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 16 décembre. 30 F.

Paris-Hausmann

Il n'aurait fallu à cette exposition qu'un peu plus de lisibilité et un peu moins de couleur « fluo » pour être tout à fait passionnante. Il reste que c'est, avec le très solide ouvrage qui l'accompagne, une véritable découverte du baron Hausmann, préfet de la Seine. A qui l'on doit l'essentiel du « nouveau Paris » au dix-neuvième siècle.

Pavillon de l'Arasol, 21, boulevard Mordant, Paris 4^e. Tél. : 42-76-33-87. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Picasso, jeunesse et genèse

Que Picasso eut le don et très tôt la maîtrise du dessin, on le savait depuis longtemps. Pouvoir le vérifier encore n'est pas désagréable pour autant. Sur tout quand on nous promet plus de cent feuilles en tout genre (d'ailleurs, dont certaines n'ont encore jamais été exposées au public).

Musée Picasso, Hôtel Solé, 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 novembre. 33 F.

Rétrospective Garry Winogrand

Des questions troublantes, des tensions insoupçonnées, des turbulences invisibles, surgissent sous l'objectif de Winogrand, qui disait : « Je photographie une chose pour savoir à quoi elle ressemble quand elle est photographiée. » C'est la première rétrospective de la photographie dédiée en 1984, à l'âge de cinquante-cinq ans. (Lire l'article de Michel Guérin page 24).

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 5 novembre. 25 F (entrée du musée).

Niele Toroni, Jean-Luc Vilmoth

Inattendues, souvent incongrues, une vingtaine d'œuvres de Jean-Luc Vilmoth (né en 1952 en Moselle, mais formé à Londres) sont réunies : objets

de sculptures et installations ayant pour objet la sculpture en milieu urbain. Quant à Toroni, fidèle et égal à lui-même depuis plus de vingt ans, il aura disposé ses empreintes dans les travers sud des galeries contemporaines. Pour changer, oui.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992. 16 F.

Galleries

Eva Aeppli et Jean Tinguely

Masques, sorcières, plumes et tissus s'y agitent, nus par d'étranges machines faites de bric et de broc. Eva Aeppli et Jean Tinguely, peu de temps avant sa mort, se sont retrouvés pour orchestrer la plus gracieuse de toutes les danses macabres.

Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-et-Louis, Paris 4^e. Tél. : 49-04-14-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Berlin, Paris Bar

Les étudiants en arts plastiques et leurs professeurs ont été les premiers à y venir, après la guerre. Dans les années 50, les gens du Festival de cinéma s'y donnaient rendez-vous. Dans les années 60, c'était plus qu'un lieu de fête, dont les murs allaient être recouverts de tableaux de Basella, Lipetz, Höllick, Fetting, Middendorf, Salomé.

Galerie Artzuriel, 9, avenue Maignan, Paris 8^e. Tél. : 42-50-16-16. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 9 novembre.

Virginia Dwan

Après Los Angeles New-York, où la Dwan Gallery ouvrit en novembre 1965 avec une exposition Kienholz. Après quoi elle présenta des artistes comme Carl Andre, Dan Flavin, Don Judd, Agnes Martin, Walter de Maria, Sol LeWitt, On Kawara, Kossuth, etc. Donc se spécialisa dans les Earthworks, l'art conceptuel et minimal.

Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne, Paris 8^e. Tél. : 47-23-32-35. Tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 décembre.

Portrait de l'artiste

Une occasion de découvrir des tableaux de petits maîtres hollandais, italiens.

SALON DU DIX AU QUINZE

Mairie du IV^e arrondissement, 2, place Baudoyer - Paris - Invité d'Honneur : Jean BILLE Hommages à D. Lorsch et R. Mérelle - 19 octobre - 3 novembre 1991 -

français, autour d'un thème fort intéressant : celui des autoportraits et des intérieurs d'ateliers. L'exposition réunit aussi un ensemble de photographies des années 1880-1890, montrant nos papiers et quelques autres dans leur atelier.

Galerie Habekitt & Co, 137, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42-89-84-82. Tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 9 novembre.

Brancusi, Photo Réflexion

Très tôt, avant 1910, et jusqu'aux années 20, Brancusi a beaucoup utilisé la photographie comme instrument de travail et de réflexion sur sa sculpture. Des jeux de reflets sur les volumes de *Mademoiselle Pogany* aux vibrations sur la pointe de *L'Oiseau dans l'espace*, de *Ecorché* de 1901 aux vues de l'atelier qui croit la Colonne sans fin. L'exposition, qui comporte près de quatre-vingts numéros, est éclairante.

Galerie Didier Imbert, 19, avenue Marmottan, Paris 8^e. Tél. : 45-62-10-40. Du mardi au samedi, de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'en 30 novembre.

Régions

Antibes

Adolf Wölfli

Le plus grand, le plus splendide des représentants de l'art brut, dont on peut habituellement voir les œuvres au Musée de Berne, non loin de celles de Klee, et à Lausanne, au musée fondé par Dubuffet. Des œuvres complexes, constituées parfois comme des mandales, chargées de textes enluminés, dont on étudie ces temps-ci la portée musicale.

Musée Picasso, château Grimaldi, 06600. Tél. : 83-34-71-07. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Bourg-en-Bresse

Julius Bissier

Encre de Chine, aquarelles et « miniatures » : quelques signes, quelques taches, de légères constructions... l'abstraction solitaire de Julius Bissier (1893-1965) trouve ses sources dans le zen. Le musée de Colmar, cet été, et maintenant celui de Brou ont eu la bonne idée de nous rappeler ce peintre d'origine allemande, qui était fort prisé dans les années 50.

Musée de Brou, 63, boulevard de Brou, 01000. Tél. : 74-22-22-31. Tous les jours, sauf les 1^{er} et 11 novembre, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre. 23 F.

Colmar

Martin Schongauer

C'est l'année du cinquième centenaire de la mort du « Beau Martin », un grand maître dont on situe généralement l'art à égale distance de celui des Flamands et de celui des Allemands. Et le musée de Colmar, sa ville natale, en profite pour exposer ses gravures et ses dessins. Une bonne et juste initiative.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 88-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Du 1^{er} novembre au 1^{er} décembre de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, sauf mardi. Visites sur rendez-vous au 89-41-02-29. Jusqu'au 1^{er} décembre. 45 F.

Le Cateau-Cambrésis

Robert Jacobsen

Robert Jacobsen le Danois est un grand sculpteur aux ressources multiples. De lui, on connaît le plus souvent les constructions en métal qui, pour un peu, donneraient de l'artiste une image austère. Il ne faudrait pas oublier que l'homme, une force de la nature, ne cesse de glisser vers des mondes organiques, et qu'il sait jouer. Jacobsen est aussi un ludique.

Musée Maréchal, palais Fénélon, 59360. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Du 19 octobre au 16 décembre.

Nancy

Le cubisme à Prague

A partir de 1910, les artistes tchèques se rapprochent des solutions cubistes proposées par les « Parisiens ». A la même époque, l'historien d'art pragoise Vincenc Kramar entreprend de rassembler une collection d'art moderne français. Organisée grâce à des prêts des collections nationales tchèques et des musées français, l'exposition locale permet de confronter des œuvres de Gris, Picasso, Braque, Derain et Gleizes à celles de Boeck, Capek, Filla, Procházka ou Gut-freund.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-85-01. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Nice

Collage au vingtième siècle

Le musée de Nice, qui va devoir fermer ses portes quelque temps pour travaux de restauration, déjà, s'intéresse au collage au vingtième siècle, lui aussi. Après les expositions de Colmar et de Villeneuve-d'Ascq, celle-ci propose un choix d'œuvres d'une centaine d'artistes, de Man Ray, Max Ernst et Kurt Schwitters à Ray et Warhol, Rauschenberg et Mappehorpe.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-82-61-62. Tous les jours, sauf mardi et jours fériés, de 11 heures à 18 heures. Ne ferme vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 24 novembre.

Villeneuve-d'Ascq

Victor Burgin

Un Anglais qui, depuis trente ans, combine images et textes, développe une œuvre plastique à caractère critique parmi les plus intéressantes qui soient. Une rétrospective, la première, où l'on pourra remarquer qu'un cours de années 80 le travail issu de l'art conceptuel a pris une tournure nettement plus esthétique.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-06-42-48. Tous les jours, sauf mardi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Brocard. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

GALERIE MAURICE GARNIER

BERNARD BUFFET

Souvenirs d'Italie

6, av. Maignon - Paris 8^e - Jusqu'au 30 novembre

Jean-Claude RIEDEL

collages récents de

PHILLIP MARTIN

du 10 octobre au 9 novembre 1991
12, rue Guénégaud
75006 Paris
Tél. : (1) 46-33-25-73.

SALON DU DIX AU QUINZE

Mairie du IV^e arrondissement, 2, place Baudoyer - Paris - Invité d'Honneur : Jean BILLE Hommages à D. Lorsch et R. Mérelle - 19 octobre - 3 novembre 1991 -

GALERIE CAILLEUX

LE ROUGE ET LE NOIR

100 Dessins Français de 1700 à 1850
136, Faubourg Saint-Hippolyte 75008 Paris - Tél. : 43 59 25 24
du 1^{er} octobre au 9 novembre

MUSEE MARMOTTAN

2, rue Louis Bouilly, 75016 PARIS (1) 42.24.07.02

BOLDINI

Rétrospective

Jusqu'au 5 janvier 1992

GALERIE CLAUDE BERNARD

7 - 9, rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS
Tél. : 43 24 97 07 - Fax : 46 33 04 25

CREMONINI

peintures 1987 - 1991

17 octobre - 23 novembre

Maison des Arts

CORTEX

du 4 au 27 octobre

Chorégraphie

MAGUY

MARIN

LOCATION 49 80 18 88
FNAC - Virgin Megastore

مكتبة لادبليو

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Haendel

Contra Altus solo
Gérard Lesne, Il Sinfonico musicale

Gérard Lesne est un haut-contre français dont la richesse du timbre, le raffinement du phrasé surclassent en sensibilité et en précision ceux de ses homologues anglais ou belges. La précision ne passe pas forcément pour une qualité. Elle est indispensable à l'expressivité codée du répertoire abordé ici, ces cantates vengeresses, languides ou désespérées qui firent la gloire du jeune Haendel en Italie. La musique n'est pas toujours bien nourrie pour l'esprit mais cette voix parfaite, parfaitement portée par les instruments anciens du Sinfonico musicale (cet ensemble basé à Royanmont que Lesne dirige et qu'il a créé) a d'incroyables pouvoirs sur les sens.

1 CD Virgin Classics, VC 7 91480-2.

Brahms

Les trois sonates pour piano et violon, schenke en ut mineur
Piero Amoyal (violin), Pascal Rogé (piano)

Cette version du célèbre triptyque des sonates pour piano n'a pas la profondeur d'expression - ni la solennité un peu lassante - de celle qu'on donnait naguère pour Deutsche Grammophon, Gidon Kremer et Valery Afanassiev. Curieusement, c'est le piano qui ne tient pas la route ici. Il est vrai que Pascal Rogé joue sur un instrument faux comme une casserole! Domage. Amoyal a le style, la justesse d'intonation, un chic à la hauteur de sa réputation. Il rend finalement à lui seul cet enregistrement tout à fait recommandable.

1 CD Decca, 430 556-2.

Wieniawski

Les deux concertos pour violon.
Léonidas

Sarasate

Alta bolshoi
Gil Sheshan (violin)
London Symphony Orchestra,
Lawrence Foster (direction)

Voici trois monuments de haute virtuosité (le Polonais Wieniawski comme l'Espagnol Sarasate étaient en leur temps stars internationales), trois spécimens d'un certain kitsch fin de siècle qu'on s'en voudrait de signaler aux mélomanes si Gil Sheshan ne s'en était emparé. Après Kreisler, direz-vous. Et justement. Le jeune archet israélien dit bien, en marchant avec ostentation sur les traces de son grand aîné, la nature de ses ambitions : démontrer qu'on peut jouer avec la même noblesse, les mêmes trésors de chaleur et de couleurs, sans se prostituer, des œuvres essentiellement destinées à faire décoller l'auditeur de son siège. Rien de plus. Rien de moins non plus. Écoutez la beauté de ce jeu dans les passages les plus douteux, les plus périlleux. C'est à rester bouche bée.

1 CD Deutsche Grammophon, 431 815-2.

Berg

Suite lyrique

Verdi

Quatuor à cordes
Quatuor Vogler

Lauréats d'Evian en 1986, les Vogler, quatre Allemands dans le métier depuis 1984, ont étudié aux États-Unis avec le Quatuor LaSalle. Leur exécution de la *Suite lyrique*, sommet du répertoire pour la formation, est digne des leçons qu'ils ont reçues auprès de ces musiciens qui ont tant fait pour la seconde École de Vienne. Mais les Vogler, outre la rigueur dans la construction des mouvements, et l'évidence qui en ressort pour l'intelligence de l'auditeur, se signalent par la plénitude et l'équilibre de leur son, sans cette nervosité d'insectes qui caractérisait parfois le jeu de leurs aînés. *Suite* pleinement apollonienne, donc. Et quelle distinction dans le médiocre quatuor de Verdi!

1 CD RCA RD 60855.

Richard Strauss

Salomé
Cheryl Studer (Salomé), Leonie Rysanek (Herodias), Bryn Terfel (Jochanaan), Herta (Hersa), Giuseppe Sinopoli (Herod)

La comparaison vient tout de suite à l'esprit, entre Cheryl Studer et Ljuba Welitsch - Salomé légendaire qui n'a enregistré que la scène finale. Même articulation presque hallucinée, même jeunesse du timbre dans un rôle volontiers confié à des voix plus lourdes (Nilsson avec Solti). Mais pas l'ombre, dans la voix de l'Américaine, du vibrato envahissant chez la soprano bulgare. Voici donc réalisé à la perfection ce mélange de perversité et d'innocence, l'innocence perverse de la jeune vierge, comme étonnée d'elle-même dans l'immense scène finale, scène que Sinopoli lave aussi de toute hystérie. Comme dans Wagner, le chef italien plaide, dans l'extrême précision des détails de l'orchestration, pour la pure émotion, à la fois contre le maniérisme et l'exagération du pathos. Splendide et, de surcroît, probablement



Cheryl Studer chante Salomé.

conforme aux vœux de Richard Strauss.

1 coffret de 2 CD Deutsche Grammophon, 431 810-2.

A. R.

Jazz

Miles Davis

Sketches of Spain

Droit au but : le disque de Miles Davis pour les blaireaux, le début de la chute, la confirmation de la thèse hardie : « déjà tout petit, Miles jouait très mal ». Voilà pour l'opinion moyenne, l'aigreur programmée par le « spectaculaire intégral » et la pauvreté d'âme. Par la haine de soi, aussi. Allons plus loin.

Pendant les défilés de la semaine sainte à Séville, tout d'un coup comme un trou dans la nuit, une voix gitane lance au cortège un couplet d'amour et de vengeance. C'est un cri de douleur brute, animale, infantile, sublime. Nul besoin de croire pour y pleurer. Ce chant spontané, hurlé dans la rue sans accompagnement, sans qu'on voit le plus souvent celui ou celle qui le pousse, se décoche comme une flèche, une *sigüita* en latin, une *sazeta*. C'est une forme de l'histoire des femmes et des hommes, une des plaintes archaïques que personne ne peut reproduire, mimer, « jouer ». Dans ces *Sketches of Spain*, somptueusement orchestrés par Gil Evans (l'ami de toujours), Miles Davis joue une *sazeta* de 4'57. Il trouve en 4'57 l'expression la plus poignante et la plus vraie qu'on puisse imaginer. On peut écouter cette *sazeta* toutes les nuits et ne pas comprendre.

Dernier acte : le disque est le plus contesté de Miles Davis (trop com-

mercial, trop vulgaire, trop faussement naïf). L'interprétation du *Concerto d'Arranjuez* est la plus convenable qu'on puisse supposer, insérée pour ce vieux compromis de Rodrigo. La *sazeta* (la *solea* qui conclut, tout autant) est à elle seule un motif impérieux de choix. Tout le reste n'est que bavardage de jaloux, balivernes de « distinction » (Bourdieu) et fatuités d'inconscient (la « haine de soi »).

F. M.

Urban Dance Squad

Life'n Perspectives
of a Genuine Crosser

Ce titre est trop long, comme ce disque. Noyé dans ces soixante-dix minutes de musique, on pourrait presque passer d'un album de taille raisonnable, qui se cache dans le maquis sonore. Urban Dance Squad ne s'est pas particulièrement assagi depuis ses débuts fracassants. Ce n'est pas en tournant aux États-Unis avec les fous furieux de Living Colour que l'on apprend les bonnes manières. En revanche, on emprunte une ou deux idées sur la manière de construire un son, de faire tenir dans le champ les virtuosités explosives des participants.

On trouvera sur *Life'n* quelques vraies chansons qui montrent d'abord que, si Rude Boy est un bon rapper, il n'est pas encore un chanteur, et ensuite que le groupe sous ses dehors furieux, a affiné son approche. Au carrefour entre rap et rock, les Hollandais tiennent toujours leur bout de trottoir.

BMG Ariola 261 994.

T. S.

Musiques du monde

Emile Vacher

Créateur du genre musette

L'aurait-on oublié? Le musette est français, comme le camembert, le bordeaux, les parfums et l'andouillette. Aurait-on perdu de vue et d'oreille *Reine de musette* (valse à variations), *Triplepatte* (java mazurka), *Auteuil-Longchamp* (polka musette) ou la *Java de Doune* (padilla java)? Malheur à ceux qui ont la mémoire courte, et qui n'auraient retenu des bals français que le twist, ou la *dance music*. Emile Vacher était un bricoleur de génie qui, avec son accordéon, ses copains italiens ou gitans, son père batteur, a commencé à tout mélanger chez la mère Delpech, tenancière de bal à Montreuil en 1898. Les enregistrements ici offerts comme un cadeau à notre fierté nationale - fierté d'avoir toujours été un croisement de peuples et de cultures - ont été réalisés de 1927 à 1939, puis décapés, restaurés aujourd'hui par Jean-Pierre Chabos. Le livret nous donne l'essentiel : une interview d'Emile Vacher réalisée avant sa mort, en 1969, à quatre-vingt-six ans. Il dit tout sur l'ambiance de bal parisien, les jeux chromatiques de l'accordéon, le suicide de Charles Pégury, un as des accordéons rafistolés, la guinche et les droits d'auteur qui partent en eau de boudin. En bref, les lois du bal.

1CD Silex OY225101, distribué par Aurédis.

Soi Hoopli

Master of the Hawaiian Guitar, Vol. 1
Soi Hoopli, né à Honolulu en 1902, roi des night-clubs de Los Angeles dans les années 20, a entamé une seconde carrière en 1958, celle de prédicateur évangéliste. Il aura entre-temps nourri la mythologie kitsch de la guitare hawaïenne, cette guitare à cordes d'acier en bois des îles aux résonances un peu plus acoustiques et fleuries que sa consœur américaine.

Ce premier volume de l'histoire de cet instrument métis des îles, réalisé par Robert Gear en 1977, et réédité avec amélioration du son - mais ça gratte encore beaucoup - par le label américain Rounder, offre seize titres enregistrés entre 1926 et 1930. Virtuose très influencé par le jazz, avec un style de jeu en cascade qui s'apparente à celui des clarinettes de l'époque, Soi Hoopli eut une influence certaine sur des générations de joueurs de guitare country. Quelques titres sont chantés. On y découvre un imaginaire intact, fait de coquillages, d'étoiles de mer et de corbeilles de fruit. Le blues en plus.

1CD Rounder CD1024, distribué par Média 7.

V. Mo.

Chanson

Karim Kacel

Ruses de Sioux

Karim Kacel avait disparu de la scène française pendant quelques années. Il y est revenu cet été aux Francofolies de La Rochelle (en duo avec Liane Foly), prélu à *Ruses de Sioux*, un album en dix titres assez nerveusement ficelés, avec court prélude et conclusion identique empruntés au « folklore indien » - dont le livret omet de nous fournir les origines.

Il y a quelques jolies chansons (*Mother, Mother*, dédiée à la mère et à l'enfance), des tubes en puissance, avec leur lot d'histoires convenues et de paroles qui riment trop bien pour être belles (*Made-moiselle* : « Comment troubler la sentinelle qui garde l'entrée du tunnel »), une ballade qui met bien en valeur la sensibilité et la voix légèrement cassée de Karim Kacel (*J'ai oublié que je t'aimais*). Il n'y a rien d'extrêmement nouveau dans tout cela, mais le bilan est globalement positif, grâce notamment à des arrangements en finesse et des musiciens attentifs. Mais pourquoi Karim Kacel n'arrive-t-il toujours pas à trouver son point d'équilibre, quels démons le replongent dans une certaine uniformité chaque fois que point la perspective d'un mélange plus riche?

1CD Epiton 191030, distribué par Polygram.

V. Mo.

« MASTERS OF JAZZ », TREIZE CD POUR UNE ANTHOLOGIE

L'attention retrouvée

La séance commence par Louis Armstrong (2 volumes, 1923-1924), Count Basie (1929-1932), Bix Beiderbecke (2 volumes, 1924-1927), Duke Ellington (2 volumes, 1926-1927), Billie Holiday (2 volumes, 1933-1937) et Jimmie Lunceford (1 volume, 1927-1934). Le dernier album a été recensé dans ces colonnes (le *Monde* du 2 octobre). La présentation d'ensemble est d'une grande dignité, une élégance dans le genre de la collection de « La Pléiade ». Pas seulement les pochettes, le graphisme, mais le scrupule et l'information des livrets (56 pages pour l'opuscule qui accompagne le premier disque d'Armstrong).

Donc, les lois étant ce qu'elles sont et le délai de cinquante ans épuisé qui permet aux œuvres de tomber dans le domaine public, placé à la musique. C'est évidemment la porte ouverte à toutes les fantaisies. C'est aussi l'invitation à rejoindre l'Histoire.

Sur ce point, tout le monde est d'accord. Ce qui manque le plus au jazz aujourd'hui, c'est l'attention portée, retrouvée à son histoire. Noël Hervé lance Média 7 dans la bataille. Il le fait avec un énorme soin. Le projet est clair : des éditions complètes, par ordre chronologique d'enregistrement, avec les différentes prises (*alternative takes*), soit l'ensemble de ce qui fut

de radio et des « V-discs » (disques « de la victoire » publiés pendant la guerre).

Les musiciens sont ainsi suivis depuis leurs premiers enregistrements sans hystérie d'érudition : on laisse tomber le premier air où la future vedette (Bix, par exemple) est troisième trompette non discernable dans un orchestre. Les notes d'explication sont rédigées par les meilleurs spécialistes (Alexandre Rado, Jacques Lubin, Philippe Baudouin, Mimi Perrin, Marc Richard, etc.).

En un mot : le jazz est séparé des lois du commerce, qui ont leur logique propre, de la force des faibles, et des tris de la facilité (compilations, etc.) Il est rendu à son processus de formation et d'engendrement. On entend des voix émerger, des personnalités se construire, des formations se nouer. On entend le temps qui les forme. On suit cette machination-B. On assiste à la naissance d'un monde. La qualité technique est suffisante pour juger des équilibres et des masses en jeu. Cette entreprise est de longue haleine. Elle s'adresse aux collectionneurs entiers. Elle se destine à ceux qui n'ont jamais fini de se demander « par où commencer ? » (Et bien ! par là !). Elle s'offre aux esthètes qui rêvent de beaux objets.

FRANÇOIS MARMANDE

* 13 CD, Média 7, MCD 1 à MCD 13.

VOTRE TABLE CE SOIR

« Ambiance musicale » Orchestre - P.M.R. : prix moyen des repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE		
L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er}	42-36-74-24	DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage.
RELAIS BELLEMAN 37, rue François-1 ^{er} , 8 ^e	47-23-54-42 F. sans dim.	Jusqu'à 22 h 30. Cadeaux entièrement réservés. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYAL. Salons aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Gâteaux du jour.
YVONNE 13, rue Bassano, 10 ^e	F. ven. soir et sam. 47-20-98-15	Vieille cuisine de tradition. Spéc. de POISSONS. Huîtres et gibiers en saison. Foie gras frais, confit de canard. Carte 300/350 F. Diplômé club F. Montagné. OUVERT DIM.
RIVE GAUCHE		
NOS ANCIENS LES CAULOS 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 ^e	46-33-46-07 et 46-12 Climatisé	Unique au monde. Cadre fin 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.
YUGARAJ 14, rue Dauphine, 6 ^e	43-26-44-91 F. lundi	SPECIALITÉS INDIENNES : De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. Christian Miller (Gault-Millau).
RESTAURANT THOUMIEUX 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e	47-05-48-75	Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUT LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS

T.11.
43-26-89-36
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e - Salons
CHOUCRUTES, grillades,
POISSONS
DÉGUSTATION D'HUITRES
ET COQUILLAGES
Pâtisserie - Grands crus d'Alsace.

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUITRES
toute l'année. POISSONS DU MARCHÉ
Plus traditionnels. Vins à découvrir.
DÉCOR « Brasserie de luxe »
JARDIN D'HIVER
T.11. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

CINÉMA

SEYMOUR CASSEL SE SOUVIENT DE JOHN CASSAVETES

L'ami de la famille

Vedette, au côté de Gena Rowlands, de *Minnie and Moskowitz*, récemment réédité à Paris, Seymour Cassel avait rencontré John Cassavetes dans l'atelier d'acteurs qu'il animait, avant même d'avoir commencé à faire du cinéma. De *Shadows* (1958) à *Love Streams* (1984), Cassel est resté un proche et un collaborateur du cinéaste hors norme d'Hollywood, dont il se souvient aujourd'hui, deux ans après sa mort.



Seymour Cassel et John Cassavetes.

« J'AURAIS fait n'importe quoi pour être dans un film de John et j'ai travaillé avec lui chaque fois que l'occasion s'est présentée. » Cette occasion s'est présentée dans huit des douze films qu'a réalisés Cassavetes. Cheveux longs, visage bien marqué et barré d'une grosse moustache de morse, Seymour Cassel, hippie avant la lettre, a été pour John Cassavetes un acteur fétiche, une mascotte. Son rôle dans *Minnie and Moskowitz* s'est décidé « à bord d'un avion pour New-York. John me dit : « Laisse-toi pousser les cheveux, je vais écrire un film pour toi et Gena (Rowlands, épouse de Cassavetes). - Quel genre de film ? - Une comédie. Une histoire d'amour. » Ayant toujours adoré Gena, je suis allé droit à l'essentiel : « J'aurai le droit d'embrasser Gena ? - Evidemment ! - Alors, je marche. J'ai eu raison, Moskowitz est un personnage superbe, simple, et honnête. »

Cassel appartenait déjà au clan Cassavetes. Crédité « producteur associé » de *Shadows*, il y faisait ses débuts en même temps que le réalisateur. « J'y ai appris... tout ce que je ne voulais pas faire au cinéma : à manier la caméra, à la charger, à monter les objectifs, à travailler le son. Je m'étais glissé dans l'équipe dès le début du tournage. Les gens qui travaillent sans être payés ne tiennent généralement pas le coup longtemps. Moi, si. Je suis revenu tous les jours et toutes les nuits. Je suis resté jusqu'au bout, montage compris.

J'étais même à Venise lorsque *Shadows* a eu le prix de la critique. » Simple acteur dans *Too Late Blues*, Cassel devient assistant-réalisateur sur *Un enfant attend*. « Nous avions affaire à trente-cinq enfants de l'Institut de Pomona pour handicapés mentaux. C'est moi qui leur parlais et leur apprenais leur dialogue... » *Husbands* se fait sans lui et, parce que le tournage du *Valentino* de Ken Russell se prolonge indéfiniment, il rate le mythique *Opening Night*, Ours d'or au Festival de Berlin mais qui a pratiquement disparu depuis. « J'allais jouer le rôle que Cassavetes a finalement tenu, et lui celui de Ben Gazzara... Pour *Gloria*, il m'a dit non, le rôle n'était pas fait pour moi. Enfin, je n'ai pas été dans *Une Femme sous influence*, mais mon fils y tenait le troisième rôle et ma femme faisait partie de la distribution. Moi, j'ai réussi à m'infiltrer dans l'équipe technique.

« C'était aussi simple que ça : on voulait participer à tout ce que John faisait. Le plaisir était trop grand, et on savait que son travail était fait pour durer. Lorsqu'aujourd'hui, après avoir vu *Faces*, des gamins

m'abordent et me disent : « Ça m'a été dur de voir le film jusqu'au bout, ça ressemble trop à ma propre vie, à celle de mon père et de ma mère », le plus gros cachet du monde ne vaudrait pas le dixième de la joie que l'on éprouve d'avoir participé à un film dont la résonance est si forte.

« Avec les acteurs, John Cassavetes était un véritable tyran. Il vous poussait dans vos derniers retranchements. Au bon sens du terme. Alors que, généralement, on met deux heures à éclairer un plan et puis hop, à toi l'acteur tu as deux minutes pour être prêt, John ne bouclait jamais ses comédiens. Il leur donnait autant d'importance et d'espace qu'à l'équipe caméra et au son. Mais, à la première facilité, au premier truc d'acteur, il se mettait en colère. On se sentait vampirisé, mais en fait c'est ce que nous recherchons tous. John parlait du principe que, s'il vous avait donné le rôle, avec un minimum de préparation, d'intelligence et de talent le personnage devrait être plus riche que sur le papier. Même si vous n'aviez que quelques scènes, quelques répliques, il vous donnait l'impression de compter.

autant que Peter Falk, Ben Gazzara ou Gena Rowlands, avec qui il pouvait être extrêmement dur... »

Autant Cassavetes était ouvert à tout apport de l'acteur, autant, poursuit Cassel, « il fallait avec lui être prêt à tout, même si ça vous paraissait ne rimer à rien. » Ainsi, pendant le tournage de *Minnie and Moskowitz*, après que les deux protagonistes ont dansé ensemble, Cassavetes suggère à Cassel de marcher sur les mains. « J'aurai l'air d'un abruti », proteste Cassel. « Je ne pense pas, répond Cassavetes rassurant. Si ça ne colle pas, je couperai. » Puis, l'œil malin : « A moins que tu ne saches pas marcher sur les mains ? » « Il transformait tout en défi à relever. Et il avait raison : marcher sur les mains, à ce moment-là de l'intrigue, constituait la note juste. »

Vint une époque où les relations entre Cassavetes et Cassel se distendaient. Pour une affaire de drogue, Cassel fait un an de prison. Il ne fera donc pas partie de la première présentation de *Love Streams* au théâtre à Los Angeles, sous forme de trois pièces en un acte. Les deux hommes se réconcilieront à temps... lorsque Cassavetes adaptera *Love Streams* au cinéma. Ce sera son dernier film.

La récente performance de Cassel dans *Dick Tracy* (il est l'adjoint du détective incarné par Warren Beatty) a signalé à Hollywood que « Cassel is clean and back in town ». Aujourd'hui, on écrit des films pour lui : il vient de terminer *In The Soup* d'Alexander Rockwell avec Jennifer Beales et s'apprête à monter un spectacle sur des textes de Charles Bukowsky.

Mais, signale-t-il, c'est à Cassavetes qu'il doit d'avoir fait son entrée à la télévision française : « En 1966 ou 1967, André Labarthe était venu voir John aux Etats-Unis. Il préparait, disait-il, une série de documentaires-interviews sur des metteurs en scène américains et avait besoin d'une caméra et d'un opérateur. « Prends donc Seymour et mon Angélique », lui a répondu John. Je suis donc parti avec Labarthe filmer Frank Capra dans sa plantation d'avocats, Howard Hawks sur un plateau de Paramount, John Ford dans son lit à Beverly Hills et Alfred Hitchcock dans son bureau de Universal. Si vous regardez bien le générique de fin de ces émissions de la série Cinéastes de notre temps, vous y lirez : « Opérateur : Seymour Cassel »... »

Propos recueillis par HENRI BEHAR

Label Gitanes Jazz Le meilleur profil du Jazz



GITANES
Jazz

5 Nouveaux Enregistrements



ABBEY
LINCOLN
"La Voix rebelle"



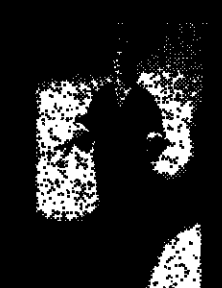
TEDDY
EDWARDS
"Mississippi lad"



TOOTS
THIELEMANS
"For my lady"



SHIRLEY
HORN
"You gotta pay the band"



SHIRLEY
HORN
"You won't forget me"



CHRISTIAN
ESCOUDÉ
"Plays Django Reinhardt"

Après avoir consacré au jazz toute une collection "Autour de Minuit" un livre "Les Incontournables du Jazz" des concerts avec les plus grands noms du jazz. Le Label Gitanes Jazz vous présente aujourd'hui cinq nouveaux enregistrements. Une nouvelle page de l'histoire du jazz vient de s'écrire. Il y en aura encore beaucoup d'autres.



32. Réservation aérienne : la fin d'un rapatriement
33. Les reclus de Chicago

34. Les pertes d'IBM
Cotation suspendue pour les Wagons-Lits

35. Marchés financiers
36. Bourses de Paris

BILLET

Relance
ou baisse des taux

L'annonce d'une faible hausse des prix de détail en France en septembre est une très bonne nouvelle pour l'économie. Elle montre qu'en France, comme dans la plupart des pays industrialisés, les tensions inflationnistes, apparues avec le boom de la croissance des années 1988 et 1989, ont disparu.

Mais le résultat (+ 0,2 %) est important aussi parce qu'il donne maintenant à la France un taux d'inflation annuel nettement inférieur à celui de l'Allemagne : 2,6 % ici, 3,9 % là. Du coup, l'écart annuel de hausse des prix avec le voisin d'outre-Rhin atteint 1,3 point en notre faveur. Du jamais vu.

Bien évidemment, les pouvoirs publics vont être tentés d'en profiter pour baisser les taux d'intérêt à court terme. Le moment est favorable et ne durera pas éternellement : l'été prochain l'inflation allemande commencera à se calmer et l'avantage français à se réduire. De plus, la réunion des grands pays industrialisés à Bangkok a montré qu'il existait un large accord dans le monde pour faire baisser les taux. Les États-Unis pourraient annoncer rapidement une nouvelle réduction et les Allemands, qui ont expliqué qu'ils ne pouvaient suivre actuellement ce mouvement, ont été moralement réprimandés, même si leurs arguments (la réunification) sont dans l'ensemble pris au sérieux. Les taux à court terme en France qui dépendent de la puissance publique vont donc probablement baisser. Ce coup de pouce donné à l'activité économique ne paraît pas artificiel malgré la relative faiblesse actuelle du franc : les taux longs qui, eux, dépendent des anticipations des marchés ne sont-ils pas aussi à la baisse ? A 8,75 %, le niveau le plus bas atteint depuis longtemps, la France est à peine plus chère que l'Allemagne, dont les taux longs sont à 8,25 %. Cela prouve que les marchés sont rassurés quant à la capacité des pouvoirs publics en France — et d'ailleurs en Allemagne — à assurer la stabilité des prix. Reste que la politique monétaire ne pourra durablement se défendre que si les politiques budgétaire et salariale inspirent confiance. Du côté du déficit budgétaire, nous sommes maintenant à la limite et M. Bérégovoy va devoir se résoudre à avancer les hausses des prix du tabac — notamment celle prévue pour la rentrée 1992 — et à augmenter certains droits de timbre. Quant à la politique salariale... M. Solisson, ministre de la fonction publique, a finalement entre les mains les clés de la réussite ou de l'échec d'une politique de taux d'intérêt plus accommodants pour tous.

ALAIN VERNHOLLES

Au 1^{er} novembre
Le plafond du livret A
porté à 100 000 francs

Conformément à l'annonce faite par le président de la République lors du 175^e anniversaire de la Caisse des dépôts et consignations (le Monde du 28 septembre), le plafond du livret A des caisses d'épargne sera relevé. Il va être porté de 90 000 à 100 000 francs le 1^{er} novembre, a indiqué M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, en ouvrant, mardi 15 octobre, le débat budgétaire à l'Assemblée nationale. Le plafond des LEP (livrets d'épargne populaire) sera, quant à lui, porté à la même date de 30 000 à 40 000 francs.

Deux mesures pour l'emploi en conseil des ministres

Exonération de charges sociales pour l'embauche de jeunes sans qualification

Crédit d'impôt pour les « services aux personnes »

Au cours du conseil des ministres du 16 octobre, M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a présenté deux nouvelles mesures en faveur de l'emploi : l'exonération de charges sociales lors de l'embauche de jeunes sans qualification, le crédit d'impôt accordé à tous les ménages qui emploieront du personnel de service. Progressivement, se trouve ainsi complété le plan d'action qui avait été arrêté le 3 juillet.

Depuis son arrivée au gouvernement, M^{me} Martine Aubry avait manifesté son opposition à toute remise en question du SMIC, et plus précisément à l'instauration d'un SMIC-jeunes. Pour lutter contre le chômage, le ministre du travail préfère agir sur le coût du travail — charges comprises — et veut proposer des actions « ciblées » sur des catégories précises. Fidèle à ces principes, elle a présenté au conseil des ministres du 16 octobre des mesures qui faciliteront la création d'emplois pour deux publics particuliers, les jeunes sans qualification et les chômeurs en difficulté qui pourraient profiter du développement des « services aux personnes ». Ce faisant, et en attendant d'autres dispositions qui pourraient intervenir le 30 octobre, M^{me} Aubry continue de définir sa politique, telle qu'elle avait été définie le 3 juillet. Avec un coût pour l'Etat évalué

de 2,7 à 3,6 milliards de francs, en 1992, la première mesure vise à faciliter l'embauche, par les entreprises, de 100 000 à 300 000 jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, sans qualification (diplôme inférieur au niveau V, soit le CAP), et que la situation actuelle condamne au chômage. Pendant sept mois et demi, du 15 octobre 1991 au 31 mai 1992, les établissements de moins de 500 salariés, qui n'auront pas procédé à des suppressions d'effectifs depuis le 1^{er} septembre, seront dispensés du versement des charges sociales s'ils recrutent ainsi. Cette facilité temporaire sera accordée pendant dix-huit mois pour tout contrat à durée indéterminée. L'exonération sera de 100 % pendant les douze premiers mois, de 50 % pendant les six suivants, et portera sur la Sécurité sociale et l'assurance-maladie, le régime chômage et les retraites complémentaires, dans la limite d'un salaire équivalent à 120 % du SMIC. De la sorte, le coût d'une embauche au SMIC, qui est de 7 640 francs avec les charges, sera ramené à 3 519 francs, représentant une baisse de 28 %.

Selon M^{me} Aubry, deux idées militent en faveur de cette solution. Il s'agit d'inciter les entreprises à anticiper sur les recrutements qu'elles devront entreprendre dès que la reprise économique s'amorcera, à partir de la mi-1992, espère-t-elle. Elle veut dynamiser le marché du travail, en attendant que la croissance reprenne le relais. Ensuite, le ministre du travail

entend, en abaissant le coût du travail pour une population défavorisée, permettre que ces jeunes soient préférés à de plus diplômés, qui occupent actuellement 30 % des emplois non qualifiés. Par cette mesure de « discrimination positive », elle espère que l'on mordra sur le stock des 400 000 jeunes sans qualification au chômage, et qu'une partie des 120 000 qui sortent chaque année du système scolaire ne viendront pas grossir les rangs des inscrits à l'ANPE.

Blanchir
le travail au noir

Très attendu, la deuxième mesure porte sur les services aux personnes, femmes de ménage, garde d'enfants ou de personnes âgées, qui pourraient faciliter la vie des ménages et entraîner la création de 100 000 à 150 000 emplois à temps partiel. Elle prendra la forme, à partir du 1^{er} janvier 1992, d'un crédit d'impôt accordé à tous les foyers imposables, quel que soit le type d'emploi. Elle devrait coûter 3 milliards de francs à l'Etat, compensés, toutefois, par des rentrées supplémentaires de 1,3 à 1,5 milliard pour la Sécurité sociale et des économies pour les collectivités locales qui financent les crèches, les hospices ou les hôpitaux.

Concrètement, les ménages bénéficieront d'un avantage proche de celui des entreprises, dont les charges salariales ne sont pas fiscalisées. Tout employeur pourra

réduire ses impôts de 50 % des dépenses engagées pour le paiement d'un service à domicile dans la limite de 23 000 francs par an, soit 12 500 francs. Sachant que, en moyenne, un employé de maison travaille sept heures par semaine dans un foyer, pratiquement tous les ménages devraient profiter de cette disposition, soit qu'ils saisissent l'occasion pour allonger la durée du service, soit qu'ils recrutent. D'une certaine façon, aussi, ce crédit d'impôt favorisera la création d'emplois chez les personnes imposables ayant des revenus moyens, les plus aisés, qui emploient du personnel à temps plein, atteignant plus vite le plafond.

En accompagnement, sur ce volet, d'autres dispositions seront arrêtées le 30 octobre, afin de « solabiliser » la demande et d'organiser l'offre. Elles devraient permettre l'extension des « services aux personnes » aux ménages non im-

posables. Elles préciseront aussi le rôle des associations, fournisseurs de ces services, déjà exonérées comme les entreprises des charges sociales pour l'embauche du premier salarié, dont le régime juridique sera modifié et qui, considérées comme employeurs, pourront mettre à disposition du personnel.

Théoriquement, cette incitation fiscale devrait permettre le blanchiment du travail au noir, très fréquent dans ces activités. En effet, si l'on compte officiellement 220 000 employeurs de personnes de service, l'INSEE en recense, par enquête, environ 850 000. Mais, tandis que les ménages peuvent être tentés par la régularisation, baisse d'impôt à l'appui, rien n'est prévu pour que les « salariés » acceptent de payer les cotisations sociales. Or, très souvent assurés par le conjoint, celles-ci refusent toute déclaration qui entraîne prélèvements obligatoires et impôts.

ALAIN LEBEAUBE

L'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale

Un désaccord subsiste entre les pays riches sur la façon d'alléger la dette des plus pauvres

S'ils acceptent d'aider les pays pauvres et endettés, les grands pays créanciers restent en désaccord sur les modalités de ce soutien. Les réunions de Bangkok, à l'occasion de l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale, ont fait ressortir la persistance d'approches différentes. La proposition faite par certains pays, la France notamment, d'annuler d'une partie importante de la dette publique de certaines nations — à l'instar de ce qui a été fait pour la Pologne et l'Égypte — ne fait pour l'instant pas l'unanimité des pays membres du Club de Paris, le groupe des principaux pays créanciers du tiers monde. « Il n'y a aucun consensus pour faire quelque chose d'équivalent pour d'autres pays », a ainsi déclaré mercredi 16 octobre, à Bangkok, M. Jean-Claude Trichet, président de ce club et directeur du Trésor français.

BANGKOK

de notre envoyé spécial

Avec le problème de la croissance dans les pays industrialisés et celui du sauvetage de l'économie soviétique, la dette des pays du tiers monde constitue l'une des questions abordées cette année par les grands argentiers réunis à Bangkok à l'occasion de l'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Dans le discours qu'il a prononcé pour la France à la tribune de l'assemblée, M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, a ainsi évoqué ce sujet en déclarant : « Il est maintenant urgent de parvenir à une amélioration substantielle du dispositif de Toronto. La France est favorable à une réduction de la dette de 50 à 60 % selon les cas. Avec un système d'options, toutes concessions doivent se joindre au consensus qui émerge. » Dans un style, hélas désormais habituel aux textes officiels, le gouverneur français a le grand mérite d'exposer ouvertement, quoique en langage codé, le fond de l'affaire. Si le principe d'un allègement supplémentaire et substantiel en faveur des pays les plus pauvres est admis, un désaccord de nature fondamentale existe sur les modalités.

Sur le principe lui-même, les communiqués publiés à Bangkok, notamment par les Sept et par le comité intermédiaire, ont repris la déclaration solennelle faite au sommet de Londres des sept chefs d'Etat et de gouvernement de juil-

let. En conséquence de quoi un nouvel appel a été fait au Club de Paris pour lui demander « de poursuivre ses discussions sur le meilleur moyen de mettre en œuvre promptement des mesures supplémentaires d'allègement de la dette, cas par cas, qui aillent bien au-delà des allègements déjà accordés en application des conditions de Toronto ».

Rappelons d'abord que le Club de Paris n'est pas à proprement parler une institution. Quand un pays débiteur éprouve « des difficultés exceptionnelles pour faire face à ses obligations » et que ses pays créanciers sont disposés à lui accorder des délais de paiement, la négociation, traditionnellement, se déroule à Paris sous la présidence du directeur du Trésor. Depuis 1956, quelque cinquante-quatre pays ont ainsi bénéficié d'un rééchouement, le total des sommes concernées s'élevant à 197 milliards de dollars dont 180 milliards de crédits ainsi « consolidés » sur une plus longue période, depuis le 1^{er} janvier 1983.

Ces chiffres en principe relatifs aux dettes contractées auprès des seuls Etats comprennent aussi les emprunts faits aux banques commerciales, mais assortis d'une garantie publique (donnée, dans le cas de la France, par la COFACE). Communiqués par le directeur du Trésor, M. Trichet, ils peuvent être interprétés de deux façons, du reste non contradictoires : ou bien comme la preuve du savoir-faire du Club de Paris et de son efficacité, ou bien comme le signe de l'échec des stratégies d'ajustement, puisque le nombre des pays débiteurs incapables de faire face « normalement » à leurs obligations n'a cessé d'augmenter.

Le dispositif
de Toronto

Revenons aux termes de la négociation en cours. Quel sens donner à l'expression : « Aller bien au-delà du dispositif de Toronto » ? En vertu de ce dispositif, une vingtaine de pays pauvres, surtout africains, ont vu leur dette diminuer d'un tiers. Pour parvenir à ce résultat, les pays créanciers ont le choix entre trois méthodes qualifiées dans le jargon d'« options du menu » : ou bien une réduction du principal de la dette, ou bien une diminution de la charge d'intérêts calculée en conséquence, ou bien — et c'est là le point litigieux — cet allègement est accordé sous la forme d'une nouvelle prolongation de la durée totale de l'emprunt.

Les deux premières options sont de nature « concessionnelle », c'est-à-dire qu'elles représentent une innovation par rapport au contrat originel, tandis que la troisième peut être considérée comme un simple aménagement qui ne change pas le montant de l'obligation contractée au départ.

PAUL FABRA

Lire la suite page 33

Pour encourager les échanges et le progrès technique

La Commission européenne propose de libéraliser le marché du gaz et de l'électricité

Partant du principe qu'il n'est pas de véritable marché unique sans marché intégré de l'énergie, la Commission européenne s'apprête à soumettre aux Etats membres des propositions visant à libéraliser la production, le transport, la distribution et la commercialisation du gaz et de l'électricité. En France, dans l'hypothèse où elles seraient approuvées par les Douze — les ministres de l'énergie pourraient commencer à en débattre dès leur prochaine réunion, le 29 octobre, — elles braveraient en brèche le monopole dont jouissent EDF et GDF. C'est dire que l'établissement public est résolument hostile à la démarche de la Commission, qu'appuie au contraire la grande industrie.

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les deux principales réformes préconisées par M. Antonio Cardoso e Cunha, le commissaire compétent, concernent d'une part, la suppression du monopole de production d'électricité et, d'autre part, ce qu'on appelle l'accès de tiers au réseau (ATR), c'est-à-dire l'obligation faite à un exploitant de réseaux, s'il dispose de capacités disponibles, d'autoriser une entreprise consommatrice ou un distributeur à utiliser ses lignes à haute tension et ses gazoducs. Cependant, la Commission, soucieuse de ne pas effaroucher, proposera que cette ouverture à la concurrence s'accomplisse de façon progressive, un peu à la manière du programme d'Union économique et monétaire.

« La production et la commercialisation d'énergie dans nos pays, c'est un catalogue d'horreurs, des sociétés modernes et démocratiques comme les nôtres ont réussi à atteindre des sommets en matière d'irrationalité économique », s'exclame M. Cardoso, citant l'Allemagne dont les subventions au charbon sont, à elles seules, trois fois plus élevées que l'aide de la Communauté au tiers-monde, ou encore la Belgique, qui, pour des raisons politiques, paie son gaz à l'Algérie très au-dessus du marché. Les ingénieurs de

Fontenay sont certes parvenus à domestiquer l'énergie nucléaire dans d'excellentes conditions de rentabilité, mais, selon M. Cardoso, « les ménages français paient l'électricité la plus chère d'Europe ».

L'ouverture à la concurrence devrait notamment permettre un développement des échanges intracommunautaires de gaz et d'électricité, une diffusion plus rapide des techniques les moins polluantes, de façon plus générale, une utilisation plus rationnelle de l'énergie propice à la croissance. M. Cardoso souligne que les trois expériences de libéralisation du marché qui ont servi de références à ses services, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la Scandinavie, ont été des réussites.

Choisir
son fournisseur

Selon la Commission, le progrès technologique, souvent masqué à dessein par les électriciens, invite à supprimer le monopole de production. Désormais, bon nombre d'entreprises sont équipées pour récupérer une partie de l'énergie qu'elles ont utilisée. Mais, cette énergie résiduelle, elles n'ont pas aujourd'hui d'autres choix que de la vendre au monopole, à des conditions de prix peu satisfaisantes.

Les électriciens ont, en outre, tendance à freiner la mise en place de centrales thermiques, dites « à cycle combiné », qui, pour la plupart, fonctionnent au gaz, et permettent de produire des kilowatts 40 % moins cher que les centrales classiques, soit à un prix compétitif avec le nucléaire. « Le monopole est un obstacle à la modernisation », fait valoir M. Cardoso. L'accès de tiers au réseau est présenté par la Commission comme « un préalable indispensable au bon fonctionnement du marché du gaz et de l'électricité ». L'idée est qu'une entreprise utilisatrice doit pouvoir choisir librement son fournisseur sans que l'exploitant du réseau puisse y faire obstacle en interdisant le passage par ses installations. La Commission insiste sur le fait que les propriétaires de réseau ne seront pas lésés. Ce n'est qu'en cas de capacités disponibles qu'ils seraient tenus d'offrir à d'autres, et moyennant rétribution (ce qui en amoindrirait la rentabilité), l'usage de leurs lignes à haute tension ou de leurs gazoducs. « La plupart des exploitants travaillent à 50 % ou 60 % de la charge et refusent l'utilisation de la partie excé-

dentaire », explique M. Cardoso. Selon lui, un changement « tellement fondamental » ne peut être imposé de manière trop rapide. La Commission suggère donc de procéder par étapes. Dans un premier temps, à compter du 1^{er} janvier 1993, et par exemple jusqu'au 1^{er} janvier 1996, le bénéfice de l'ATR serait réservé, d'une part aux entreprises distributrices de gaz ou d'électricité, d'autre part aux industriels gros utilisateurs.

M. Cardoso, avec de nombreux exemples à l'appui, constate qu'il subsiste des pratiques tout à fait anormales, au regard de la concurrence, au sein du club des électriciens : EDF refuse de vendre directement du courant à BASF, de l'autre côté du Rhin, et oblige le groupe chimique à passer par l'intermédiaire du distributeur allemand, British Coal, qui produit pourtant à moitié prix, n'a jamais cessé de vendre du charbon en Allemagne... Le commissaire souligne que ses propositions sont le résultat de consultations intensives avec les intéressés : « Avec les électriciens et les gaziers, le climat est au dialogue », affirme-t-il. Le souci d'aller de l'avant avec circonspection révèle cependant qu'on est encore loin du consensus.

PHILIPPE LEMAITRE

Les électriciens allemands ne restent pas dans le capital de la centrale de Civaux — PreussenElektra, RWE et Bayernwerk refusent d'entrer dans le capital de la centrale nucléaire de Civaux, a annoncé EDF mardi 15 octobre. Le 10 juin, EDF avait indiqué que ces entreprises allemandes pourraient prendre une participation de 25 % maximum dans la deuxième tranche de cette centrale qui doit être construite en Indre-et-Loire. En contrepartie, EDF devait entrer avec d'autres électriciens européens dans la société commune d'exploitation de l'électricité de l'ex-RDA (le Monde du 11 juin). Les trois compagnies d'électricité allemandes préféreraient entrer directement dans le capital d'EDF, mais les pouvoirs publics français s'y sont opposés. Français et Allemands ont donc choisi d'étudier de nouvelles formes de coopération comme la création de filiales communes de production et de transport d'électricité.

ÉCONOMIE

Alliance dans la micro-informatique

Compaq et EDS signent un accord de partenariat

Le constructeur américain de micro-informatique Compaq Computer Corporation a annoncé, mardi 15 octobre, à Houston au Texas, la signature d'un accord de partenariat avec le premier groupe mondial de services et d'ingénierie en informatique, Electronic Data Systems (groupe General Motors). Les modalités financières de l'opération n'ont pas été révélées.

Attendu depuis quelques semaines, l'accord Compaq-EDS est qualifié d'« extrêmement important » par les milieux professionnels américains en raison de la puissance d'EDS : 6 milliards de dollars de chiffre d'affaires (34,2 milliards de francs) et 6 millions de grands comptes (de grosses entreprises clientes) répartis dans vingt-huit pays. La société poursuivait depuis quelques mois une politique active de croissance

externe. Après avoir lancé une offre publique d'achat (OPA) sur le britannique SD-Scicon, elle signait en août une lettre d'intention pour la reprise du secteur informatique de McDonnell Douglas (le Monde du 22 août). L'accord permet à l'entreprise, comme l'a déclaré le président de la division des produits techniques d'EDS, M. Robert Neighbors, d'élargir encore « l'éventail des produits et de l'assistance offerts à la clientèle du groupe ».

L'accord devrait aussi aider Compaq, une des success stories de l'informatique américaine, à résister à la stagnation des marchés américain et européen sur lesquels la société est de plus en plus concurrencée par de nouveaux venus qui, comme Dell Corp, tirent les prix vers le bas. Compaq, qui avait réalisé, l'an dernier, un chiffre d'affaires de 3,6 milliards de dollars (20 milliards de francs environ), a vu, au cours du second semestre, ses ventes baisser de 17 % (718 millions de dollars) par rapport à la même période de

1990. Son alliance avec EDS représente donc, comme l'a souligné son directeur, M. Eckhard Pfeiffer, « un atout important pour renforcer sa position dans le marché de la micro-informatique des années 90 ».

Compaq, qui privilégie les grands « standards industriels de marché » (par opposition aux solutions qualifiées de « propriétaires » définies par IBM), se voit aussi conforté dans sa stratégie d'alliance et d'architecture dans le secteur de la micro-informatique. Son président, M. Rod Canion, a d'ailleurs profité de l'annonce de l'accord de partenariat avec EDS pour annoncer l'entrée dans le consortium ACE (Advanced Computing Environment) de Unix System Laboratories (USL), une filiale d'ATT propriétaire du système d'exploitation Unix. ACE a été constituée, en avril, par Digital Mips Co., Microsoft et Compaq DEC pour définir un futur poste de travail ouvert basé sur un processeur à jeu d'instructions réduit (RISC).

Après onze mois de rapprochement

Les systèmes de réservation aérienne Amadeus et Sabre mettent fin à leur association

Deux systèmes informatisés de réservation aérienne, l'américain Sabre et l'européen Amadeus, se sont séparés, le 15 octobre, après avoir constaté qu'ils ne parvenaient pas à s'entendre. On se souvient que le premier est le numéro un américain, filiale de la compagnie American Airlines, et que le second se classe numéro un européen, filiale des compagnies Air France, Iberia et Lufthansa. Ils avaient annoncé, le 16 novembre 1990, un accord de partenariat (le Monde du 17 septembre 1990).

Sabre et Amadeus avaient décidé alors de mettre en commun leurs réseaux de terminaux chez les agents de voyages et de concevoir des produits communs permettant à ceux-ci de s'orienter sur les places libres dans les avions, les hôtels ou les trains du monde entier et de les réserver ainsi que des voitures de location. Dans la bataille qui oppose les systèmes de réservation, au-dessus d'un montant équivalent (1,16 milliard), le déficit de l'ensemble de l'année 1990 s'était élevé à 882,5 millions de francs pour la

compagnie et à 717,2 millions pour le groupe. Pour faire face à cette conjoncture difficile, la direction a mis au point des économies qui devaient réduire, à terme, les dépenses de 1,5 milliard de francs. Le trafic avait chuté, au plus fort de la crise, de plus de 30 %. Il s'est redressé lentement et, pour la première fois au mois d'août, les recettes d'Air France ont été en hausse (+ 2,7 %) par rapport au mois correspondant de 1990.

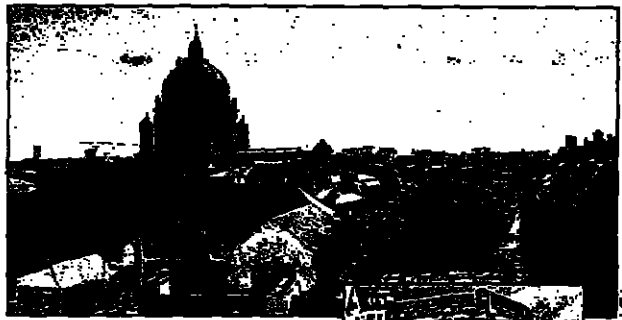
ne pouvait s'engager et qu'il a été impossible d'élaborer des produits communs. Il est vraisemblable que le dynamisme et l'agressivité de Sabre ont été très mal ressentis par les responsables d'Amadeus, habitués à plus d'harmonie de la part de futurs partenaires, et que les Européens ont eu peur d'un impérialisme commercial et technologique qui risquait de s'approprier le remplissage des avions et de commander les recettes des compagnies mères d'Amadeus.

A. F.

LES NOUVEAUX PROGRAMMES

PARIS V^e

**Au coeur du vrai 5^{ème},
c'est unique.**



253-257, rue Saint-Jacques

Cet immeuble vous séduit par son adresse et son architecture. Sa qualité de conception et de réalisation est garantie par France Construction, filiale du groupe Bouygues Immobilier.

FRANCE CONSTRUCTION
UN NOUVEAU HORIZON
2250 rue de Bellevue - 92100 BOULOGNE

46 03 22 00

PARIS XIV^e

Limite 5^e - Observatoire de Paris



La Closerie de l'Observatoire

• Le calme à proximité du Quartier Latin et de Montparnasse
• APPARTEMENTS DE GRAND STANDING
du Studio au 5 Pièces

RENNES/IMMOBILIER 17, rue Méchain - 75014 PARIS
Tél. 43 36 46 44

Tous les jours de 10h à 12h30 et de 14h à 19h

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS

PROGEMO

92 - BOULOGNE

LE VINCI.



A BOULOGNE

L'ART DE VIVRE DANS L'HARMONIE

Un immeuble à l'élégance de pierre et aux prestations particulièrement soignées, dans le nouveau quartier Boulogne Sully. Des appartements aux surfaces généreuses dont la conception allie rigueur et imagination, modernité et tradition.

Bureau de vente :
162, rue de Sully - 92100 Boulogne
Tél. : (1) 49 09 17 36

SEPRICOME
LA QUALITÉ AU DESSUS DE TOUT
(1) 40 48 56 38

SERVICE LECTEURS

Daté 17 octobre 1991

LES NOUVEAUX PROGRAMMES

Je désire recevoir une documentation sur les programmes suivants :

- ☐ Rue Saint-Jacques
- ☐ La Closerie de l'Observatoire
- ☐ Le Vinci
- ☐ 84, rue Thiers
- ☐ Le Jean-Baptiste Carpeaux

Cocher la case des programmes désirés.

Merci d'indiquer vos nom et adresse :

Nom :

Adresse :

Et de renvoyer cette fiche à :

CHANTAL
LE MONDE PUBLICITÉ
15-17, rue du Col-Pierre-Avia
75902 Paris Cedex 15

92 - BOULOGNE

**TROUVONS ENSEMBLE
VOTRE NOUVEAU CADRE
DE VIE A BOULOGNE**



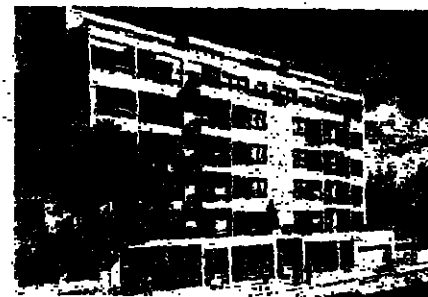
Du studio au 5 pièces

Une réalisation COPRA commercialisée par PROFFERANCE

74, Av. Edouard-Vaillant - 92100 BOULOGNE - Tél. 49 09 17 36

92 - COURBEVOIE

copra
L'ART DE CONSTRUIRE



Le Jean-Baptiste Carpeaux

A Courbevoie, plein centre ville, à 500 mètres de la gare, au 75 rue Séguin, dans une rue résidentielle, calme et préservée.

27 appartements de grande qualité
Du studio au 5 pièces • balcons, terrasses sur jardins intérieurs

Tél. (1) 46 67 03 96

Espace de Vente Copra : 10, avenue Marconi - 92400 Courbevoie. Ouvert tous les jours de 10h à 19h.

مركز التميز

ÉCONOMIE

Le professeur Ronald Coase, prix Nobel d'économie 1991

Le « reclus de Chicago »

Le prix Nobel d'économie a été attribué, mardi 15 octobre, au professeur britannique Ronald Coase (la *Monde* du 16 octobre), de l'université de Chicago (Etats-Unis).

Le professeur Ronald Coase, né à Middlesex (Grande-Bretagne) en 1910, est diplômé de la London School of Economics qui lui décerna son doctorat d'économie en 1932. Après avoir enseigné, de 1932 à 1951, en Grande-Bretagne, il s'installe aux Etats-Unis, successivement aux universités de Buffalo et de Virginie et, à partir de 1964, à l'université de Chicago. Il y déploiera, jusqu'à son éméritat en 1982, une activité constante, dirigeant notamment pendant dix-neuf ans la *Journal of Law and Economics*.

Cette vie de travail intense, une attitude modeste et un peu effacée, lui valurent d'être qualifié de « reclus de Chicago » par le professeur Stigler (légendaire prix Nobel). Ronald Coase a néanmoins toujours été considéré comme un maître à penser au sein de la communauté des économistes.

Certains de ses articles sont aujourd'hui devenus des « classiques ». « The Nature of the Firm » (1937), « The Marginal Cost Control »

(1946), « The Federal Communications Commission » (1959), « The Problem of Social Cost » (1960)...

Ronald Coase est plus particulièrement distingué par le comité Nobel pour avoir, dans son célèbre article publié en 1937, expliqué les raisons de l'existence des firmes comme moteur principal de l'activité industrielle. La thèse de Coase est simple et lumineuse : les transactions sur le marché ont un coût (acquisition d'informations sur les caractéristiques des biens, coût d'établissement de contrats séparés pour chaque transaction, etc.) qui rend souvent plus avantageuse la coordination des activités à l'intérieur de la firme.

Ses intuitions sur la nature de la firme lui permettront, dans les années 70, de critiquer l'évolution de l'« industrial organization » américaine. Ses collègues ont, en effet, trop souvent tendance à expliquer par des pratiques monopolistiques les comportements des firmes industrielles qui n'ont rien de plus que de leurs théories. Ces dernières ne tiennent pas compte, selon Ronald Coase, de la logique industrielle qui gouverne la mise en œuvre des activités des firmes. Sans référence à cette logique, « nous ne serions pas capables d'expliquer pourquoi la General

Motors n'intervient pas dans l'industrie du charbon ».

La question du « coût social », envisagée dans les deux articles de 1959 et 1960, constitue sans aucun doute l'aspect le plus discuté de son œuvre économique. Plus connu sous le nom de théorème de Coase, elle concerne la correction des externalités, c'est-à-dire la manière de dédommager les individus des effets négatifs des actions d'autres individus.

L'actualité d'une pensée

En l'absence de coût de transaction, une allocation optimale des ressources peut être obtenue hors de toute intervention légale par la libre négociation des droits de propriété.

Mais ce qui importe pour Ronald Coase, dans le prolongement de ses premiers travaux sur la firme, c'est de mettre l'accent sur l'existence de ces coûts de transaction et donc sur la nécessité d'une spécification des contraintes, inhérentes au monde, qui sont systématiquement ignorées dans l'approche traditionnelle de l'efficacité économique.

L'actualité de Coase se manifeste surtout depuis le milieu des années 70, avec le regain d'intérêt pour les recherches sur les entre-

prises et l'organisation industrielle. Le retour au tout premier plan de cette approche s'est matérialisé par l'édition, en 1988, d'un recueil des travaux les plus marquants de Ronald Coase (University of Chicago Press), puis par la publication d'une récente d'un ouvrage intitulé *The Nature of the Firm* (Oxford University Press), hommage rendu à son œuvre par ses héritiers les plus connus.

L'existence de coûts de transaction, qui viennent troubler la belle harmonie des relations marchandes, se trouve au cœur de l'analyse moderne de l'organisation industrielle. On peut comprendre maintenant, grâce aux avancées audacieuses réalisées par Coase en 1937, la raison pour laquelle le marché ne constitue pas l'unique lieu de coordination des agents.

A l'heure de la vague de libéralisation qui touche les pays de l'Est, ces analyses, inspirées à l'époque par une réflexion sur la planification, trouvent toute leur justification. L'échange de biens sur un marché est coûteux, on l'a vu. Il se révèle souvent plus avantageux, y compris dans les économies capitalistes, de faire appel à des mécanismes alternatifs de coordination ou d'organisation. Cette démonstration peut paraître paradoxale pour un économiste se réclamant du libéralisme,

elle n'en va pas moins dans le sens de la pensée du nouveau Prix Nobel, attaché avant tout à l'élaboration d'une analyse économique fidèle à la réalité des faits. Son dernier grand projet n'est-il pas la création, à Pittsburgh, d'une fondation destinée à recueillir des informations sur les transactions et les accords entre entreprises?

Il faut enfin parler de l'homme. La séduction profonde qu'exerce indiscutablement Ronald Coase repose sur un mélange de sagesse, de conviction, de modestie et d'humour. L'école d'économie méditerranéenne d'économie industrielle, que nous organisons chaque année à Carthage (Tunisie), a eu, en septembre dernier, le privilège de recevoir le professeur Coase pendant toute la durée de la session. Il y a prononcé la leçon inaugurale - qu'il a d'ailleurs tenu à présenter en français. Il a, ensuite, participé aux différentes activités de l'école d'été, consacrant de longues heures de discussion aux nombreux étudiants présents : tous ont été fascinés à la fois par la vigueur de ses convictions, par sa grande simplicité et par la philosophie de la vie qu'il tenait à leur communiquer.

JACQUES DE BANDT
et l'équipe de LATAPSES
CNRS-Université de Nice

Difficultés pour le tunnel sous la Manche

Un tribunal britannique devrait trancher le différend entre Eurotunnel et TML

Un différend de 11 milliards de francs sur le coût final du tunnel sous la Manche explique que le torchon brûle désormais publiquement entre Transmanche Link (TML), le consortium franco-britannique qui construit le tunnel sous la Manche, et Eurotunnel, le concessionnaire chargé du financement et de l'exploitation future de l'ouvrage.

Eurotunnel, qui a affirmé le 15 octobre, dans un communiqué, avoir été menacé par TML d'un arrêt de l'installation du système de refroidissement, a décidé de porter l'affaire devant un tribunal londonien pour « obliger TML à retirer sa menace ». Cette action devrait être plaidée le 17 octobre et le tribunal devrait décider ou non d'interdire à TML, par une injonction, d'arrêter les travaux. On souligne en revanche, du côté de TML, que les travaux d'installation du système en question n'ont à aucun moment été arrêtés.

L'assemblée générale du Fonds monétaire

Suite de la page 31

La France insiste pour sa part pour que cette troisième option soit abandonnée en faveur des pays les plus pauvres au profit des deux premières qui seules représentent un véritable allègement. Les Britanniques se sont prononcés dans le même sens, proposant de passer d'une réduction d'un tiers à une réduction de deux tiers (ce qui n'est pas très loin des propositions françaises reprises par M. de Larosière). Du côté américain, notamment, on hésite à soutenir le pas.

L'affaire s'est compliquée avec les avantages considérables consentis récemment à deux pays débiteurs, dont le premier en tout cas ne fait pas partie des pays les plus pauvres : la Pologne et l'Egypte. Ces deux pays ont vu leur dette publique réduite de moitié. Que ces deux cas ne servent pas de précédent, ont dit officiellement les représentants de plusieurs pays créanciers, dont les Etats-Unis. D'où la réponse du gouverneur de la Banque de France : ces deux cas ne doivent pas être considérés comme des précédents généralisables, mais pas davantage comme des « exceptions absolues ». Nous en sommes là. En comptant la

Pologne et l'Egypte, le montant des allègements consentis jusqu'à maintenant cette année par le Club de Paris s'est élevé à 63,3 milliards de dollars contre 15 milliards pour l'année 1990 tout entière.

Le directeur du Trésor a comparé deux chiffres : les quelque 180 milliards de dollars de dettes restructurées depuis 1983 les 104 milliards de crédits accordés pendant la même période par le Fonds monétaire et la Banque mondiale. Cet ensemble de statistiques éclaire le véritable rôle du Club de Paris. Tout s'est passé comme si les pays créanciers avaient, en consentant des délais de paiement assortis d'une franchise de trois à cinq ans selon les cas (et quelquefois davantage), mis nombre de pays débiteurs en état de consacrer leurs maigres ressources à rembourser le Fonds et la Banque mondiale. Pour le maintien d'une norme de crédibilité dans le système financier international, il est considéré comme prioritaire que ces deux institutions multilatérales ne tolèrent aucun défaut de paiement. Jusqu'à maintenant, l'objectif a été atteint mais on voit qu'il s'agit plus d'une façade que d'une réalité.

PAUL FABRA

AUTOMOBILE

Des vertus de l'électricité

Jacques Calvet, a présenté, le 14 octobre, au grand honneur de beaucoup, la Citella, fruit de l'imagination de Citroën en matière de voiture urbaine, électrique et non polluante. Et, comme l'occasion s'y prêtait, le POG de PSA a également présenté le deux-roues électrique de Peugeot dont il avait en privé, il y a une quinzaine de jours, annoncé la prochaine naissance.

A vrai dire, dans les deux cas, il s'agit de prototypes, bien que des véhicules dotés de mécanismes à base d'énergie électrique roulent depuis belle lurette sous les marques de PSA ainsi que de Renault et de constructeurs étrangers (américains, allemands ou japonais). Il s'agit jusqu'ici en l'occurrence d'engins essentiellement utilitaires ou ludiques (sur les terrains de golf par exemple), chargés de batteries au plomb dont l'autonomie est limitée. La nouveauté pour la Citella, c'est que les piles utilisées sont au cadmium-nickel. Elles ont une longévité plus grande et permettent un usage en circulation plus important (doublement de l'autonomie, soit environ 200 kilomètres à 40 kilomètres/heure), mais elles

ne gagnent guère en poids sur les batteries traditionnelles. En outre, et c'est la principale difficulté à surmonter pour une exploitation publique, ces piles exigent des recharges aussi fréquentes, ce qui entraînerait l'installation de bornes facilement accessibles sur le réseau urbain. L'utilisation de la voiture électrique ne s'envisageant actuellement qu'en ville.

Volkswagen, qui a mis au point une voiture utilisant à la fois l'énergie électrique pour la ville et l'essence pour la route, a résolu partiellement le problème. Confiant au moteur à explosion le soin de recharger sur la route les batteries qui permettent d'utiliser en zone urbaine, sans pollution, l'électricité, la firme allemande pourrait bien avoir trouvé une solution d'avenir. Le développement futur de la voiture électrique ne peut s'envisager qu'avec la certitude de débouchés sans lesquels aucun constructeur ne tentera en grand l'aventure. L'incitation des pouvoirs publics à aller de l'avant dans ce domaine ne semble guère, pour l'instant, se manifester de façon très efficace.

C. L.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OCTOBRE 1991

HAVAS

RÉSULTATS SEMESTRIELS

+ 655 Millions de Francs (- 5,6%)

Le Conseil d'Administration, réuni le 10 octobre 1991 sous la présidence de M. Pierre DAUZIER, a arrêté les comptes sociaux et consolidés du premier semestre 1991 dont les principaux éléments sont rappelés ci-après :

(en millions de francs)	30 juin 1991	30 juin 1990	Évolution 1991/1990	Rappel exercice 1990
Chiffre d'affaires	13377	11809	+ 13,3%	23661
Résultat opérationnel*	938	1009	- 7,0%	1978
Résultat net consolidé*	939	897	+ 4,7%	1457
Résultat net part du Groupe*	655	694	- 5,6%	1154

* Avant amortissement des écarts d'acquisition

Dans un environnement économique défavorable aux secteurs de la Communication et du Tourisme, le Groupe Havas a poursuivi son développement tout en maintenant ses résultats à un niveau élevé. Cette bonne résistance est due à la diversité à la fois sectorielle et géographique des origines du résultat d'Havas ainsi qu'à la rigueur de sa gestion.

L'évolution du résultat au premier semestre recouvre des situations très diverses : certains secteurs d'activités du Groupe sont confrontés à une conjoncture particulièrement difficile (Affichage, Conseil, Presse Professionnelle, Édition, Tourisme), d'autres activités poursuivent leur croissance mais à un rythme moins élevé qu'au cours des exercices précédents (Journaux gratuits, Salons, Annuaires, Audiovisuel). Enfin, l'activité Régie Multimédia Internationale connaît en 1991 une forte progression de son activité et de ses résultats hors de France.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe Havas a atteint au premier semestre 1991 13,4 milliards de francs, en progression de + 13,3% à structure courante et de + 8,1% à structure constante.

La part du chiffre d'affaires réalisé hors de France s'élève pour le premier semestre 1991 à 28,9% contre 23,4% en 1990 et 16% en 1989.

Le rythme des investissements a été maintenu à un haut niveau : 1 413 millions de francs pour les six premiers mois de 1991 contre 1 168 millions de francs pour le premier

semestre 1990 et 2 267 millions de francs pour l'ensemble de l'exercice 1990.

La capacité d'auto-financement des six premiers mois s'est élevée à 591 millions de francs contre 594 millions de francs pour le premier semestre 1990.

Le résultat net consolidé total s'élève à 939 millions de francs au 30 juin 1991, en progression de + 4,7% sur le premier semestre 1990. Le résultat net part du Groupe s'élève à 655 millions de francs au 30 juin 1991 contre 694 millions de francs au 30 juin 1990 (- 5,6%).

La trésorerie nette consolidée au 30 juin 1991 s'élève à 3 660 millions de francs contre 3 322 millions de francs au 31 décembre 1990.

Le résultat opérationnel d'Havas S.A., maison-mère, ressort à 221,3 millions de francs comparable au niveau atteint pour le premier semestre 1990 (228,3 millions de francs).

Le résultat net social du premier semestre s'est élevé à 339 millions de francs contre 240 millions pour les 6 premiers mois de 1990 et 402 millions de francs pour l'exercice 1990.

Les tendances observées dans l'ensemble du secteur de la Communication et du Tourisme, à fin septembre, ne permettent pas d'envisager pour 1991 une progression du résultat par rapport au niveau atteint en 1990. Il est probable que le résultat net part du groupe se situera, comme pour le premier semestre, à un niveau en léger retrait par rapport à l'an passé.

Dans la conjoncture actuelle, les principales sociétés du Groupe ont entrepris dès la fin 1990 d'importants efforts de productivité et saisissent des opportunités de croissance externe dans des conditions favorables. Ceci devrait avoir un impact bénéfique dès l'amélioration de la situation économique générale.

Pour la première fois, Havas et ses filiales cotées ont offert aux actionnaires la possibilité de percevoir le dividende de l'exercice 1990 en actions. 440 095 actions nouvelles ont ainsi été créées représentant une augmentation des fonds propres de 192 millions de francs, et 72% du dividende mis en paiement.

Le capital social d'Havas S.A., à la suite de cette opération et de la levée d'options de souscription d'actions, se compose de 38 905 023 actions.



"Nous dessinons un monde. Un monde sans limites."

La ville de Palaiseau (Essonne)

30 000 habitants, recrute pour son
Service Jeunesse et Maisons de Quartier

1 ADJOINT(E)

Chargé(e) :

- de développer les projets dans le cadre des orientations municipales ;
- de coordonner l'activité du personnel ;
- de développer et coordonner une politique partenariale.

Emploi contractuel à temps complet renouvelable tous les ans.

Les candidatures doivent être accompagnées :
- d'une lettre motivée (manuscrite), d'un CV, des photocopies de diplômes ou attestations, d'une photo, et être adressées à :Monsieur le Maire de Palaiseau
B.P. n° 8, 91125 PALAISEAU CEDEX.Renseignements complémentaires :
Service du personnel, 60-10-80-70 p. 454.ODA
APPELEZ VOTRE REUSSITE PAR SON NOM.

Filiale d'HAVAS et la COGECOM, l'ODA (4 milliards de CA) élabore la stratégie de communication de 450 000 entreprises dans les annuaires de FRANCE TELECOM. Notre Direction Commerciale recherche pour son service formation intégré :

FORMATEUR HF

Au sein d'une équipe de formateurs, vous aurez à concevoir et à animer :

- des stages de perfectionnement pour nos conseillers commerciaux,
- des séminaires de management et de communication destinés à l'encadrement de notre force de vente.

De formation supérieure (BAC + 4), vous pouvez justifier d'une première expérience de l'animation de stage en entreprise (1 à 2 ans). Des déplacements en Province sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre,
CV et prétentions sous
référence AB/FAO àAnnick BAUDE - ODA
7, av. de la Cristallerie
92317 SEVRES CedexRECHERCHONS
CADREpour important organisme socio-économique de la région
Ile-de-France

Niveau : BAC + 5.

Formation : universitaire ou grande école de commerce.

Profil recherché :

- Comportement de généraliste capable d'être intéressé par l'ensemble des problèmes sociaux, économiques, éducatifs se posant dans un cadre de dimension régionale ;
- aptitude au travail de cabinet dans une équipe pluridisciplinaire :
 - rédaction de notes d'analyse et de synthèses ;
 - préparation de dossiers d'études et de propositions ;
 - participation à des groupes de travail ;
 - représentation auprès d'organismes extérieurs ;
 - esprit d'initiative.

Lieu de travail : Paris.

Adressez lettre manuscrite avec C.V. et photo à :

Monsieur le Président du Conseil Régional d'Ile-de-France,
Direction de l'Administration Générale,
Service du Personnel,
251, rue de Vaugirard, 75015 PARIS.

Une certaine idée du conseil

Le respect de l'homme, client, candidat ou collaborateur, inspire notre éthique : la taille humaine de nos équipes nous permet de rester proches des attentes des entreprises et des aspirations des candidats. Nous sommes un groupe au service des décideurs, partenaire pour l'ensemble de leurs choix stratégiques. Pour aller plus loin, nous renforçons notre département "Conseil en Ressources Humaines - Etudes commerciales et marketing" et nous recherchons un

Consultant

De formation supérieure (Bac + 4), vous avez entre 28 et 35 ans et plusieurs années d'expérience opérationnelle en management et/ou vente. Vos qualités de négociateur, votre sens de la communication ainsi que votre goût des résultats nous intéressent. Rencontrez-nous, formé à nos techniques, vous pourrez élaborer et mener des opérations de conseil et de diagnostic auprès d'une clientèle de PME/PMI et de grands comptes. Le poste est basé à Lyon.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et salaire actuel, sous la référence 213, à Bernard MALSCH Associés - 72, cours Charlemagne, 69002 Lyon.



LA MUTUELLE GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

VOTRE MISSION : Vous effectuez des études analytiques des textes officiels et réglementaires dans le cadre de la fonction publique, de la Sécurité sociale, de la santé publique et de la mutualité. Vous collaborerez aux interventions menées auprès des organismes officiels.

VOTRE PROFIL :
- Maîtrise de droit social ou d'administration économique et sociale.
- Esprit d'analyse et de synthèse, sens de la précision et de l'exactitude des termes et qualités rédactionnelles.
- Sens de la méthode, de l'organisation et prédisposition aux relations humaines.
Poste situé à Paris à pourvoir rapidement.Adressez C.V., + photo et lettre de motivation sous n° 8414,
LE MONDE PUBLICITE, 15-17, av. du Col-P-Avis, 75902 Paris Cedex 15.

AUDIAR

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

« EMPLOI-FORMATION »

Pour enquêtes, études, observatoire emploi-formation.

PROFIL :
Bac + 5 (Sciences éco, Sciences de l'éducation...) + pratique des outils informatiques, exp. 3 ans min.
Envoyer CV et prétentions avant le 23 octobre 1991 à :
AUDIAR, 16, bd Lavoisier, 35000 RENNES.

JEUNES CONSULTANTS

Solidement installés dans le Conseil en Organisation, nous accueillons des diplômés grandes écoles d'ingénieurs, de commerce, Bac + 5, motivés par la gestion du changement. Vous serez :
- acteur de l'évolution d'une clientèle variée et, grâce à des missions innovantes, conduit à prendre de larges responsabilités.
- apprécié pour vos qualités de contact, vos facultés de réflexion, votre goût réel du travail en équipe et votre réactivité.
- retenu si vous êtes capable de vous investir dans notre développement.Merçi d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo
72, bd Haussmann, 75008 Paris.CADRIciel Henri DEBEURET - 59, Bd Vivier Merie
69429 LYON cedex 03 - Tél. : 72 36 31 92 - Fax : 72 36 86 84
CONSEIL EN RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

IMPORTANT ORGANISME DE FORMATION

recherche son

CHEF DE MISSION TUNISIE

- Pour conception et mise en œuvre du plan de formation d'un organisme public de niveau national (3 000 personnes).
- Contrat de 2 ans basé à Tunis à 75 % du temps.
- Expérience du montage de systèmes de formation nécessaires.
- Connaissance des concepts et des outils de la gestion des ressources humaines souhaitable.
- Compétences dans le domaine travaux publics-routes appréciées : ingénieur ou niveau équivalent.
- Disponible rapidement.

CONTACTER : AENPC - 28, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS.
Tél. : 42-80-34-13 - Poste 1102.LE POSTE DE DIRECTEUR SCIENTIFIQUE
DU CENTRE INTERNATIONAL DE L'ENFANCEsera libre à compter du 1^{er} juillet 1992

Son titulaire contribue à la définition et à la mise en œuvre des orientations scientifiques du Centre. Il anime une équipe de médecins et de spécialistes des sciences humaines.

Une expérience approfondie des problèmes de santé publique dans diverses régions du monde, une connaissance du fonctionnement des grandes organisations internationales ainsi que la pratique de plusieurs langues sont souhaitées.

Les candidatures doivent être déposées avant le 31 JANVIER 1992 au Secrétariat de la Direction générale du CIE.

Château de Longchamp - Bois de Boulogne - 75016 Paris

MARSEILLE

Nous recherchons des
INGENIEURS

■ en Électronique

■ en Informatique

Pour enseignement et recherche.

Adressez CV et prêt. à ISMEA
Mr ROS - IMT - Technopôle de
Château Gombert - 13451 Marseille
CEDEX 13INSTITUT SUPERIEUR
DE MICRO ELECTRONIQUE
APPLIQUEEORGANISME DE
FORMATION SUPERIEURE

Ismea

Ville de

recrute

REDACTEUR pour le SECRETARIAT GENERAL

Vous êtes titulaire d'un DEUG ou d'une licence de Droit (de préférence Droit Public). Salaire brut annuel de début de carrière : 81.600 F + 13ème mois.

Adressez lettre de candidature + CV + photo
avant le 18 octobre 1991 à M. le Maire
BP 76 - 92311 SEVRES cedex

BANQUE - COMMERCE - INDUSTRIE - INFORMATIQUE - TRANSPORT...

- RECRUTEMENT DE CADRES et PERSONNEL QUALIFIE
- EVALUATION DE PERSONNALITE et de POTENTIEL
- ASSISTANCE et CONSEIL

J.C. GERARD a le plaisir de vous informer de l'ouverture d'AUREA CONSEIL, et se tient à votre disposition pour toute information sur ses prestations.

51, avenue Jean Jaurès - 69007 LYON
Téléphone : 72.73.31.94.

L'ASSEMBLEE NATIONALE

RECRUTE PAR CONCOURS

3 ADMINISTRATEURS-ADJOINTS HF

Accessible sans condition de diplôme, ce concours s'adresse à des candidats dotés d'une excellente culture générale et de bonnes connaissances juridiques et économiques. Des compétences réelles sont également requises en comptabilité, documentation ou informatique.

CONDITIONS POUR CONCOURIR

Etre de nationalité française et âgé(e) de 20 à 40 ans (possibilités de dérogations).

Date limite de retrait des dossiers : 8 novembre 1991 (17 h)

Clôture des inscriptions : 15 novembre 1991 (17 h)

Epreuves d'admissibilité : 16-17-18 décembre 1991

Epreuves d'admission : février 1992

Pour tous renseignements, s'adresser à :

L'ASSEMBLEE NATIONALE
SERVICE DU PERSONNEL233, Boulevard Saint-Germain
75007 PARIS - Téléphones :
40.63.87.20 - 40.63.87.05 - 40.63.87.07Association Handicapés Visuels recherche
pour son siège social situé à Paris

SECRETAIRE GENERAL ADJOINT HF

Formation supérieure. Débutant ou ayant une première expérience du secteur sanitaire et social. Aisance dans les contacts, expression écrite et orale de qualité.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions sous réf. 2666 M à Michel BERNET-ROLANDE - BR conseil 20, rue M.A. du Boccage 44000 NANTES.

LA PREFECTURE DE L'OISE A BEAUVAIS

recrute un CHEF DE PROJET

- Issu de l'université ou d'une école de commerce ou d'ingénieurs.
- Agé de 30 ans minimum et ayant acquis une première expérience dans le domaine de l'aménagement du territoire et/ou du développement local.

- d'assurer la promotion du territoire traversé par la future autoroute A 10, sous l'autorité du comité de pilotage ad hoc ;
- de réaliser la coordination administrative et technique entre les différents partenaires locaux associés dans cette action ;
- de mener une réflexion prospective pour la préparation du prochain contrat de plan.

Adressez lettre manuscrite, CV avec photo et prétentions à :

Préfecture de l'Oise - Secrétaire Général (D.A.E.L.)

Place de la Préfecture, 60000 BEAUVAIS

CLAMECY

Sous-préfecture Nièvre (2 heures Paris-Dijon)

recherche

GYNECO-OBSTETRICIEN QUALIFIE

Création cabinet libéral. Poste hospitalier.

Chef de service. Temps partiel.

Population : 25 000. Seul, rayon 40 km.

Tél. Mairie : 86-27-01-23

Tél. Hôpital : 86-27-11-23

Agence travaillant pour la Communauté européenne
(siège Paris) recherche

CHARGES D'ÉTUDES 2/3 mois

Secteur : Formation/emploi.

Missions : Dans les différents pays de la CEE :

- Collecte d'informations auprès des institutions, milieux socioprofessionnels.
- Identification de partenaires.
- Préparation de documents et réunions.

Profil : Bon esprit d'analyse et de synthèse, sens relationnel, parfaite connaissance 2 ou 3 pays CEE, maîtrisant leurs langues.

Disponibilité immédiate.

Mission pouvant déboucher sur C.D.I.
Tél. : (1) 40-56-96-59

هك ان لاجل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Carrières

Le Monde • Jeudi 17 octobre 1991 35

BCEOM

Société Française d'Ingénierie
recherche (n/a)

EXPERT EN TRANSPORT URBAIN, CHEF DE PROJET

Au sein de notre département "Développement Régional et Urbain" (40 personnes environ), vous serez chargé(e) d'élaborer des offres et de diriger des études en France et à l'étranger (Afrique, Amérique Latine, Asie, Europe de l'Est). Ces études ont pour objet la conception, l'organisation et le développement de systèmes de transport, urbains et régionaux, privés et publics, ferroviaires et routiers.

De formation scientifique appliquée à l'économie des transports, avec dix ans d'expérience professionnelle, vous savez prévoir la demande, élaborer des scénarios d'offre, et estimer l'intérêt économique des projets. Vos références concernent tant les investissements que l'exploitation, tant la voirie que les transports en commun.

La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence 91/11 à BCEOM - Liliane DUPONT - 15, Square Max Hymans 75741 PARIS Cedex 15.

Ingénieur temps réel pour réseau de pipelines

Débutant (ENSI, INSA,...)

Paris 15ème - Notre Société exploite le plus important réseau de pipelines de produits pétroliers en France. Sa gestion requiert des techniques sophistiquées pour assurer la fiabilité du transport et le maintien de la qualité du produit. Nous cherchons un jeune ingénieur temps réel et contrôle de process. Au sein d'une équipe de 10 personnes, vous participerez à la conception et à la réalisation de nouveaux systèmes destinés aux centres de dispatching, pour intégrer de nouveaux outils et accroître le degré d'automatisation de ces centres.

Jeune ingénieur diplômé (Bac + 5), vous avez de bonnes connaissances des techniques de temps réel et êtes attiré par les problèmes de simulation et de modélisation. Nous vous formerons à nos outils et vous permettrons de développer vos compétences dans des domaines de pointe.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence C.131/M à Catherine CHARVET, OBERTHUR CONSULTANTS, 49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

sofresid
IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
A VOCATION INTERNATIONALE
recherche

INGENIEUR

Pour assister le Directeur Commercial de son Département MINES/METALLURGIE

Missions :
- prospecter les marchés (étrangers notamment),
- préparer les appels d'offres en liaison avec les équipes Process et Etudes Techniques,
- négocier les contrats d'ingénierie (études, maîtrise d'œuvre),
- assurer les montages financiers et de partenariat.

Les candidats ingénieurs diplômés auront une première expérience (METALLURGIE de préf. ou MINES) de quelques années, 3 ans ou +, acquise soit en production exploitation ou sein d'unités industrielles, soit en Ingénierie Industrielle (Projets ou affaires), soit en recherche et négociation de travaux de montage.

Qualités :
- autonome, indépendant, créatif
- bilingue anglais, allemand ou espagnol apprécié.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV détaillé s/réf. M P30 à SOFRESID - Direction des Relations Sociales - 59, rue de la République 93100 MONTREUIL

Factor du groupe des Banques Populaires, sur un marché en plein développement, FACTOREM renforce ses équipes et recherche des

Chargés de clientèle

En liaison avec le responsable d'exploitation, vous assurez le développement et la maîtrise des risques de vos portefeuilles d'entreprises adhérentes, et ce sur un vaste secteur géographique.

Vous êtes de formation Ecole de Commerce, Université de Gestion ou enseignement professionnel supérieur (I.T.B. - C.E.S.B.).

Vous justifiez d'une expérience bancaire de quelques années dans l'exploitation d'une clientèle entreprise, vous êtes bien préparé à ce challenge.

Merci d'adresser votre lettre de motivation et CV à FACTOREM - Direction Générale - 31, Quai de Grenelle - 75015 PARIS.

FACTOREM

sdr SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL DE NORMANDIE

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
régional spécialisé dans le financement des entreprises
RECHERCHE pour son siège à ROUEN

JURISTE spécialisé en Droit des Affaires

Au sein du service juridique regroupant plusieurs départements (contrats et réalisations, immobilier, contentieux), il aura la charge du département contentieux (suivi des procédures, gestion des relations avec les conseils et organes judiciaires, mise en œuvre des solutions de recouvrement).

PROFIL RECHERCHÉ : Homme ou femme.

ÂGE : environ 30 ans selon expérience et profil.

FORMATION : Droit des Affaires type maîtrise ou D.E.S.S.

EXPÉRIENCE SOUHAITÉE : 2 à 5 ans dans le domaine de la banque, assurances, avocats, conseils d'entreprise...

Poste très intéressant avec grande autonomie et responsabilités.

RÉMUNÉRATION : selon expérience.

Adresser CV manuscrit et photo à PHILIPPE LEFEBVRE Secrétaire Général, S.D.R. DE NORMANDIE - BP 148 76135 MONT-SAINT-AIGNAN Cedex.

L'Agence d'Urbanisme de la Région du Havre recrute pour le compte du SIMOM du Havre un

CHARGE DE MISSION INSERTION

Pour animer une cellule d'insertion composée d'un élu local, de représentants de l'Éducation Nationale, de l'ANPE, d'organismes de formation, d'employeurs et de la Mission Locale.

Vous mettez en œuvre des actions d'insertions. Contrat à durée déterminée (1 an).

Rémunération entre 200 000 et 230 000 F suivant expérience.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Mr le Directeur de l'AUH 136 rue Victor Hugo - BP 1113 - 76063 LE HAVRE Cedex. Tél. (16) 35.42.17.88.

ORGANISME TOURISTIQUE A VOCATION RÉGIONALE

recherche son(s)

RESPONSABLE DE L'INTERNATIONAL

Placé sous l'autorité directe du Directeur, il(elle) sera débiteur(elle) ou aura acquis une première expérience.

De formation supérieure, et de préférence commerciale (type E.B.S.), il(elle) parlera au moins deux langues (dont l'italien ou l'espagnol).

Une très grande disponibilité, une aptitude au travail en équipe, un excellent relationnel sont indispensables.

Une bonne connaissance du milieu du tourisme et des produits franciliens sont des atouts.

Au sein d'une équipe de 10 personnes, il(elle) se verra confier la responsabilité du secteur international.

Se mission consistera, sur la base d'un plan de promotion, et en liaison avec le service communication, à valoriser la destination et les produits Ile-de-France auprès des clients étrangers ; élaboration d'un projet de développement, définition d'un programme d'actions, mise en œuvre, suivi...

Le poste sera basé à Paris mais nécessitera de se déplacer.

Merci d'adresser CV, photographie et prétentions au Monde Publiaté Sous n° 8397, 15/17, r. du Col-Pierre-Avis 75002 Paris Cedex 15

AGEFOS-PME

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

AGEFOS-PME, association paritaire de collecte et de gestion des fonds pour la formation des salariés des petites et moyennes entreprises, recherche un secrétaire général pour sa délégation régionale CORSE. Sous la responsabilité d'un conseil d'administration, il mettra en place la stratégie de développement régional et assurera son suivi. Il animera les deux équipes des sites d'Ajaccio et de Bastia, et coordonnera les relations avec les partenaires institutionnels. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure justifiant d'une bonne expérience de la gestion acquise de préférence dans le domaine de la formation professionnelle. Basé à Bastia, ce poste implique des déplacements sur toute la Corse. Écrire en précisant la référence B/5040M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex.

U.D.A.F. de la Nièvre

recrute son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

• Pour diriger et gérer ses services (représentation des familles, tutelles, accueil étrangers).
• 35 ans minimum. Études supérieures. Sens des contacts. Connaissances et expériences gestion financière et du personnel.

Envoyer C.V. et lettre candidature manuscrite au Président de l'U.N.A.F. B.P. 235 - 58007 NEVERS CEDEX.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

مركز املائي

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
5 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 48 m², 3 ^e étage	11, rue Tournesort GCI - 40-16-28-70	5 734 + 593						
7 ^e ARRONDISSEMENT								
STUDIO 40 m², 6 ^e étage possibilité parking	80-82, rue Saint-Dominique SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 500 + 721 3 240						
4 PIÈCES 108 m², r.-de-ch. parking	80/82, rue Saint-Dominique SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 500 + 1 751 8 280						
8 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES DUPLEX Refait à neuf 87 m², 5 ^e étage Possib. parking	12, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	14 300 + 2 297 10 298						
9 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 109 m², 1 ^e étage	2, square Trudaine GCI - 40-16-28-71	7 900 + 1 997						
11 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 71 m², 3 ^e étage parking	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	8 900 + 840 5 238						
4 PIÈCES 88 m², 4 ^e étage parking	4, rue Mouffe LOC INTER - 47-45-15-58 Frais de commission	7 913 + 783 6 030						
14 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 71 m², 2 ^e étage parking	102, avenue du Maine AGIFRANCE - 49-03-43-05 Frais de commission	6 542 + 896 4 655						
4 PIÈCES DUPLEX 103 m², 9-10 ^e étage box, cave, balcon	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	12 400 + 1 031 8 824						
4 PIÈCES DUPLEX 108 m², 9-10 ^e étage box, cave, balcon	80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	13 000 + 1 078 9 250						
15 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 87 m², 6 ^e étage parking	57, rue des Morillons SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	6 407 + 1 197 4 613						
4 PIÈCES 79 m², 1 ^e étage possib. parking	17-19, rue Bussat CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 110 + 1 520 5 389						
16 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 177 m², 5 ^e étage cave	4, rue André-Colledebout AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	16 927 + 2 100 12 046						
STUDIO 30 m², 8 ^e étage	115, avenue Henri-Martin SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	3 500 + 587 3 025						
20 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 70 m², 1 ^e étage parking	26, rue Saint-Fargeau SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	5 300 + 1 080 3 816						
3 PIÈCES 78 m², 5 ^e étage parking	24, rue Saint-Fargeau SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	5 700 + 1 182 4 104						
78 - YVELINES								
3 PIÈCES 83 m², 1 ^e étage parking	BAILLY 36, avenue des Maronniers SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	4 120 + 1 028 3 491						
3 PIÈCES 68 m², 4 ^e étage parking	POISSY 5, avenue des Ursulines AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	3 168 + 801 2 592						
2 PIÈCES 47 m² rez-de-chaussée parking, cave	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 387 + 595 3 122						
4-5 PIÈCES Imm. neuf 109 m², 1 ^e étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	9 200 + 1 435 6 524						
PAVILLON 4 PIÈCES 101 m² garage	VILLEPREUX 60, av. de la Croix-au-Moine AGIFRANCE - 49-03-43-27 Frais de commission	5 862 + 284 4 382						
91 - ESSONNE								
MAISON 5 PIÈCES 121 m² garage	EVRY 36, rue de la Tour SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	5 780 + 174 4 720						
92 - HAUTS-DE-SEINE								
4 PIÈCES 123 m², 4 ^e étage parking cave	BOULOGNE 23-35, rue Anne-Jacquelin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	11 850 + 2 680 8 432						
2 PIÈCES 55 m² Jardin privatif 26 m² parking	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	7 200 + 550 5 800						
2/3 PIÈCES 83 m² 3 ^e étage	BOULOGNE 60, rue de la Tournele SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 055 + 1 789 5 080						
2/3 PIÈCES 51 m², 5 ^e étage parking	BOULOGNE 229, bd. Jean-Jaurès GCI - 40-16-28-71	4 248 + 826						
4 PIÈCES 97 m² 7 ^e étage terrasse	COURBEVOIE 11, place des Dominos SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	6 432 + 1 716 4 631						
5 PIÈCES 108 m² 8 ^e étage	COURBEVOIE 13, place des Dominos SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 458 + 1 719 3 929						
3 PIÈCES 76 m², 4 ^e étage parking	GARCHES 13, rue des Suisses CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 200 + 810 4 734						
STUDIO								
44 m², 3 ^e étage parking cave	NEUILLY 47-49, rue Perronet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 400 + 570 4 344						
3 PIÈCES 62 m², 4 ^e étage poss. parking balcon	NEUILLY 223, avenue Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48.00.89.89 Honoraires de location	7 130 + 986 5 403						
4 PIÈCES 90 m², 5 ^e étage parking terrasse 54 m²	NEUILLY 20 bis, bd. du Général-Leclerc GCI - 40-16-28-68	10 971 + 1 235						
3 PIÈCES 89 m², 1 ^e étage parking	PUTEAUX 4, rue Ampère SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	4 500 + 689 3 240						
3 PIÈCES 83 m² rez-de-chaussée parking	PUTEAUX 19, rue Volta SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 300 + 838 3 816						
6 PIÈCES 128 m², 4 ^e étage 2 parkings 2 caves	SAINT-CLOUD 11, square de l'Hippodrome AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	12 730 + 1 227 9 095						
STUDIO 44 m², R.-de-ch. parking terrasse	SURESNES 93, rue de la République CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 800 + 450 3 006						
93 - SEINE-SAINT-DENIS								
3 PIÈCES DUPLEX 88 m² 10-11 ^e étage parking	PANTIN 19-21, avenue Jean-Louis LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	4 000 + 767 3 150						
94 - VAL-DE-MARNE								
5 PIÈCES 96 m², r.-de-ch.	BRY-SUR-MARNE «Le Miramans» GFC - 48-82-31-26 (HB)	4 900 + 1 225						
4 PIÈCES 88 m², 1 ^e étage parking cave	CACHAN 34, avenue Carnot AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 984 + 810 4 268						
3 PIÈCES 68 m², 2 ^e étage parking balcon	LE KREMLIN-BICETRE 1-5, avenue du docteur-Lacroix LOC INTER - 47-45-14-85 Frais de commission	5 523 + 800 4 324						
2 PIÈCES 48 m², 1 ^e étage park., 2 terrasses	SAINT-MANDÉ LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	4 600 + 536 3 582						
4 PIÈCES 97 m², 6 ^e étage parking terrasse	SAINT-MANDÉ 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-71 Frais de commission	9 400 + 931 7 038						
5 PIÈCES 85 m², 5 ^e étage 2 parkings balcon	SAINT-MANDÉ 25, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	8 730 + 1 039 6 606						
3 PIÈCES 70 m², 3 ^e étage parking	VINCENNES 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	6 000 + 730 4 590						
4 PIÈCES 91 m², 3 ^e étage box, cave	VINCENNES 40, rue des Vignerons AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 920 + 900 5 636						

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION
AGF

AGIFRANCE
GROUPE DES
CAISSES DES DÉPÔTS ET DE CONSERVATIONS

GFC

GENERALI

SOLVEG
LOCATION, REVENTE ET GESTION D'IMMOBILIERES

LOC INTER
Tél. 01.47.15.19.97

PREBAIL

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

CIGIMO
GROUPE GTF

MARCHÉS FINANCIERS

IBM : baisse du bénéfice, hausse des suppressions d'emplois

Le numéro mondial de l'informatique, IBM, affiche, une nouvelle fois, un bénéfice trimestriel médiocre, qui jette le doute sur son résultat pour l'ensemble de 1991, et prévoit de durcir son plan de suppressions d'emplois. En effet, le bénéfice net du troisième trimestre accuse une chute aussi vertigineuse que celle des trois mois précédents (- 84,5 %) pour s'établir au niveau de 172 mil-

lions de dollars (près d'un milliard de francs) pour un chiffre d'affaires de 7,79 milliards de dollars (45 milliards de francs), en chute de 14 %. En conséquence, pour la seconde fois, « Big Blue » va intensifier son programme de suppressions d'emplois, porté de 14 000 au premier trimestre à 17 000 au deuxième et, aujourd'hui, à « plus de 20 000 » cette année sur un effectif total de 373 800 personnes.

Premier groupe bancaire des États-Unis

Citicorp affiche une perte nette de 885 millions de dollars au troisième trimestre

Citicorp, premier groupe bancaire américain, a annoncé, le 15 octobre, une perte nette de 885 millions de dollars (environ 5 milliards de francs) au troisième trimestre 1991, contre un bénéfice net de 221 millions de dollars un an auparavant. Cette perte trimestrielle, la plus forte depuis 1987, est due à une provision exceptionnelle de 930 millions pour charges de restructuration et réserves supplémentaires sur créances douteuses (prêts hypothécaires, notamment). Le groupe a annoncé une suspension du versement des dividendes pour la première fois en 179 ans d'existence.

« Ces décisions représentent une accélération significative de notre

plan [de restructuration] à la lumière de la détérioration des conditions de notre secteur d'activité », a expliqué le président de la Citicorp, M. John Reed, lors de la présentation des résultats du groupe. Le plan de restructuration de la banque, annoncé en janvier 1991, portait notamment sur la réduction des coûts de fonctionnement et l'amélioration des marges bénéficiaires. En juillet, la banque avait annoncé son intention de supprimer 17 000 emplois. Sur les neuf premiers mois de l'année, Citicorp enregistre une perte de 324 millions contre un bénéfice net de 840 millions pour la même période de 1990.

Après la suspension de la cotation à Bruxelles et à Paris

Les Wagons-Lits dans l'attente d'un actionnariat stable

La cotation des actions de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (CIWLT), société de droit belge, a été suspendue le 15 octobre sur les places de Bruxelles, Paris et Amsterdam. L'opération financière en cours, à laquelle le groupe Accor serait mêlé, devrait être achevée jeudi 17 octobre.

Voilà six ans que les Wagons-Lits ont perdu le nord. Jusqu'en 1985, la vénérable institution, dont le siège est à Paris, vivait dans le souvenir de ses sleepings et grâce à l'encassement de sa rente confortable. L'hôtellerie et la distribution touristique vivaient ; seule la branche restauration faisait preuve d'un dynamisme certain. Jusqu'à ce que M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, bouleverse cet univers poussiéreux mais équilibré. Il décida alors de se servir des 28 % du capital que la Caisse détenait pour faire de la CIWLT un grand pôle touristique français, sous la direction de M. Antoine Veil.

Cette initiative eut pour effet d'exaspérer le patriotisme des Belges, qui irritèrent de surcroît les investisseurs de M. Veil dans le secteur hôtelier et dans la location de voitures avec Europcar. Avec le concours de M. Pierre Bellon, PDG de la Sodexho, première entreprise française de restauration collective, qui entra, en 1989, pour 18,6 % dans le capital des Wagons-Lits, ils prirent les rênes de la société.

Le troisième acte intervient en 1990 lorsque le clan belge éclate et que M. Albert Frère, président de Bruxelles Lambert, décide de passer la main à la Générale de Belgique, à Suez et au groupe Accor. M. Bellon cède la place à M. Jean-Marc Simon, président de la filiale de la Caisse des dépôts C3D. C'est à nouveau la redistribution des cartes et la recherche d'un équilibre délicat entre Accor, qui veut absorber

l'hôtellerie des Wagons-Lits, et M. Simon, qui voudrait relancer l'entreprise.

Depuis le printemps, on savait que la Caisse des dépôts souhaitait se désengager des Wagons-Lits en douceur. Depuis un mois, on pistait 9 % du capital baladeur en provenance de Sofitour, filiale de la Caisse. Il semble qu'aujourd'hui une opération financière soit en cours, dans laquelle Accor jouerait un rôle-clé. Pour se défaire lui aussi, ou pour tout contrôler ?

Jeudi 17 octobre, la CIWLT devrait connaître les nouveaux contours des pouvoirs en son sein. Il serait souhaitable que ceux-ci soient enfin clairs et la stratégie fléchissante, au gré des changements de mains, qui a démolisé les personnels d'une entreprise passée, sans crier gare, d'un ronron à une agitation non moins stérile. Les Wagons-Lits, pour quoi faire et avec qui ?

ALAIN FAUJAS

Dans la sidérurgie allemande

Hoesch refuserait la fusion avec Krupp

Selon le Financial Times du 16 octobre, la direction du groupe Hoesch serait opposée à une fusion avec Krupp, qui avait annoncé la semaine dernière avoir acquis 24,9 % du capital de son concurrent (Le Monde des 11 et 12 octobre).

« Nous pouvons résoudre nos problèmes avec nos propres forces. Nous n'avons pas besoin d'une fusion. Sauf si nous sommes traités à l'égalité de droits », aurait déclaré, mardi 15 octobre, M. Alfred Hoesch, directeur de Hoesch, devant le personnel de l'entreprise, tout en s'efforçant de « l'action inamicale » de Krupp.

Si Krupp poursuit son projet de fusion avec le seul appui des actionnaires, cette opération pourrait constituer une première dans l'industrie allemande, peu coutumière des OPA inamicales.

Les délégués des adhérents et participants de la

CAISSE GÉNÉRALE DE RETRAITE DES CADRES PAR RÉPARTITION

(CGRCR - Institution n° 5 AGIRC)

sont convoqués en assemblée générale extraordinaire le jeudi 31 octobre 1991 à 9 heures précises 87, rue de Richelieu - 75002 Paris Espace AGF (Salon Ile-de-France)

* Faute d'avoir réuni le quorum nécessaire, la première A.G.E. convoquée pour le 5 octobre 1991 n'a eu effet qu'à débiter. Les pouvoirs élus à l'occasion de celle-ci et retournés à la Caisse restent valables, sans indication contraire expresse.

NEW-YORK, 16 octobre

Nouvelle avance

Pour la quatrième journée consécutive, la Bourse de New-York a montré un caractère d'ampleur, le mouvement s'est à peine ralenti. Malgré un début initial, l'indice Dow Jones prenait rapidement de la hauteur et, en clôture, s'établissait à 3 041,57, avec un nouveau gain de 21,92 points (+ 0,73 %), après avoir un instant culminé à 3 057,89. Le bilan de la séance a été très comparable à ce résultat. Sur 2 036 valeurs cotées, 1 148 ont progressé, 888 ont reculé et 140 ont été inchangées. 478 seulement ont été traitées à 472 n'ont pas varié.

Après l'espoir d'une détente sur le front des taux d'intérêt, les investisseurs ont été assez favorablement influencés par les derniers résultats publiés par les entreprises pour le troisième trimestre. Premier en liste, « Big Blue » (IBM) annonçait une chute de 85 % de son bénéfice. Mais, outre le fait que cette baisse nouvelle avait été anticipée, ce résultat est moins mauvais que prévu. De plus, la constitution d'une provision exceptionnelle de 930 millions de dollars est considérée comme positive.

Parallèlement, plusieurs grandes firmes de courtage, comme Merrill Lynch, ont enregistré une forte progression de leurs profits. Et les pharmaciens ont, elles aussi, annoncé de bons résultats. Bref, le « Big Board » avait un petit air de fête, preuve d'un certain retour à l'optimisme. L'activité s'est fortement accrue et 213,44 millions de titres ont été échangés contre 130,11 millions la veille.

VALEURS	Cours de 14 octobre	Cours de 15 octobre
Alcoa	82 5/8	80 7/8
AT&T	37 5/8	36 1/2
Boeing	48 5/8	49 1/8
Chemical Bank	18 3/4	18 3/4
Deere & Co	45	45 3/8
Eastman Kodak	44 1/8	44 5/8
Exxon	59 7/8	58 7/8
Ford	29 7/8	29 1/2
General Electric	57 5/8	57 3/4
General Motors	38 1/4	37 3/4
Goodyear	42 7/8	42 5/8
IBM	184 1/4	181 1/4
ITT	58 1/4	58 7/8
Johnson & Johnson	71	70 5/8
Merck	66 1/8	65 7/8
Schering	89 5/8	89 5/8
Texas	85 7/8	85 1/2
Union Carbide	102 7/8	102 1/2
United Tech.	43 3/4	43 3/4
Walt Disney	117 1/4	116 1/4
Weyerhaeuser	80 7/8	81 1/8

LONDRES, 16 octobre

Stable

Les valeurs ont terminé pratiquement inchangées par rapport à la veille mardi au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 2,2 points à 2 576,7 points. Le volume des échanges s'est élevé à 531,1 millions de titres échangés contre 430,6 millions lundi.

La tendance a été à la fois affectée, d'une part, par la baisse plus forte que prévue de la cotation des valeurs américaines et, d'autre part, par la tendance ferme de Wall Street. Les nouvelles plus faibles que prévues des prix de gros en septembre (+ 0,1 %) a également contribué à soutenir le marché en réduisant les pressions inflationnistes.

FAITS ET RÉSULTATS

« Groupe Henri Matre (vins) : médiatisation des résultats. - Le groupe Henri Matre (vins), dont le siège est à Arbois (Jura), a réalisé au cours du premier semestre de cette année un bénéfice de 1 million de francs, alors qu'il avait enregistré un résultat négatif de 5 millions au cours de la même période de l'année 1990. Les comptes consolidés semestriels, arrêtés au 30 juin, font aussi apparaître une progression de 100 % du chiffre d'affaires, qui a atteint 209 millions de francs. Ces résultats très positifs sont dus à la poursuite de la vente de la société de vins Ramel, à Meaux (Ain), et à une bonne activité en France et à l'étranger (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Grande-Bretagne), a expliqué M. Pierre Menez, président du groupe. Hors l'acquisition de Ramel, Henri Matre a réalisé un chiffre d'affaires de 111,6 millions de francs, soit une progression de 12,6 %, et un « léger bénéfice ».

« Les comités d'agents de change français poursuivent leur grève. - Les comités d'agents de change français ont décidé, mardi 15 octobre, la poursuite de la grève commencée vendredi 11 octobre pour protester contre les licenciements dans leur profession. L'assemblée générale à Milan s'est terminée dans la soirée par le vote, par 113 voix contre 80, en faveur de la poursuite de leur grève, sans limitation de durée. Les assemblées qui se sont déroulées dans les Bourses de Rome et de Gênes avaient aussi donné des majorités contraires à une reprise du travail.

« Hoffmann-La Roche va doubler ses capital-actions. - Le groupe chimique suisse Hoffmann-La Roche va proposer à ses actionnaires un doublement de son capital-actions ainsi que du nombre de ses bons de jouissance (titres sans droit de vote). L'opération se fera en trois étapes : 103 milliard de francs suisses en fonds propres jusqu'en 1994. Dans un premier temps, les actionnaires pourront souscrire du 13 au 20 novembre pour chaque action ancienne détenue d'une valeur nominale de 100 FS une nouvelle action au

PARIS, 16 octobre

Hésitation

La reprise, qui se dessinait mardi avec 0,02 % de hausse de l'indice CAC 40, semblait marquer le pas mercredi dès les premiers échanges. Après avoir ouvert sur un gain de 0,30 %, l'indice CAC 40 se dépréciait rapidement pour revenir à +0,17 % en début d'après-midi, peu avant l'ouverture de Wall Street. A l'image de la veille le marché était très calme. Après les déclarations de M. Pierre Bérégovoy, le ministre de l'Économie et des finances qui n'a pas l'intention de changer de cap, les investisseurs espèrent pour un avenir proche une baisse d'un quart de point des taux d'intérêt en France. En effet, le ministre espère que compte tenu des indications du marché, « nous pourrions à nouveau modifier notre confiance dans le franc en baissant les taux d'intérêt ». Toutefois, certains analystes restent dubitatifs en raison de la fermeté du mark, soulignant au passage le maintien du loyer de l'argent au jour le jour aux alentours des 9 % mercredi matin.

Les actions UAP et Suez continuèrent à braver les analyses s'attendant à une modification des participations de ces deux groupes dans les compagnies d'assurances Viroc et Colonia (allemandes). De son côté, Eurotunnel présentait du nouveau différentiel entre TML et la société Eurotunnel, il perdait 1,5 % dans un marché où 3,5 millions de titres étaient échangés. De même Pernod Ricard se dépréciait après la publication de résultats semestriels jugés décevants.

TOKYO, 16 octobre

Coup de frein à la hausse

Le Kabuto-cho n'a pas réussi mercredi à conserver l'altitude prise la veille à l'occasion de sa reprise. Au contraire, le marché japonais n'a pas arrêté de trembler. Si fort même qu'à la clôture, il ne restait presque rien de sa nouvelle avance initiale (+ 115,89 points). Le Nikkei s'est finalement établi à la cote 24 334,67 avec un gain insignifiant de 27,02 points (+ 0,11 %).

Selon les professionnels, la Bourse japonaise pèche de l'absence des quatre grandes maisons de courtage (Nomura, Daiwa, Nikko, Yamabuchi), interdites d'activité pendant au moins quinze jours en raison de la scandale boursier. La veille, le marché avait profité d'une flambée de spéculation, sur le fait que, cette fois, quelques petits ordres d'achat faits par des arbitragistes sur des valeurs de moindre importance, ont permis au marché de tenir longtemps son avance. Malgré tout, avec l'impulsion de Wall Street, l'activité s'est accrue et 250 millions de titres échangés contre 260 millions la veille.

VALEURS	Cours de 15 octobre	Cours de 16 octobre
Air	1 080	1 080
Indescomp	1 140	1 110
Indescomp	1 140	1 110
Indescomp	1 140	1 110
Indescomp	1 140	1 110
Indescomp	1 140	1 110
Indescomp	1 140	1 110
Indescomp	1 140	1 110
Indescomp	1 140	1 110
Indescomp	1 140	1 110

Le Nikkei a été soutenu par la hausse de 110 FS. Les détenteurs de bons de jouissance recevront simultanément un nouveau bon par ancienne titre au prix de 110 FS. Le nombre de bons de jouissance sera doublé et passera à 6 660 268. Les fonds propres.

Pernod-Ricard : baisse de 16,5 % de bénéfices net, sa première baisse. - Le groupe Pernod-Ricard a réalisé au premier semestre 1991 un bénéfice net consolidé (part du groupe) de 299 millions de francs contre 358 millions au cours du même semestre de 1990, soit une baisse de 16,5 %. Le résultat consolidé s'est établi à 383 millions de francs en hausse de 0,5 % sur rapport au premier semestre du dernier exercice. « Malgré la stabilité du résultat courant, la baisse du bénéfice net s'explique essentiellement par de moindres plus-values sur cession d'actif et par l'augmentation des charges exceptionnelles destinées à financer la rationalisation de l'activité de certaines des filiales du groupe », indique la firme. L'investissement économique a été décevant, et le pôle du Golfe a entraîné une baisse de fréquentation des cafés, hôtels-restaurants et commerces hors taxes, selon Pernod-Ricard.

Ciba-Geigy prévoit une hausse de bénéfices net, sa première hausse. - Le groupe chimique suisse Ciba-Geigy prévoit que son bénéfice 1991 dépassera celui de 1990 (1 035 milliard de francs suisses) du fait de l'augmentation de 5 % de son chiffre d'affaires à 16 milliards de francs suisses pour les neuf premiers mois de l'année. Au 30 septembre, dans les secteurs biologiques, les ventes des produits pharmaceutiques se sont élevées à 5 022 milliards, soit une hausse de 9 %. Le chiffre d'affaires des produits pour l'agriculture a progressé de 18 % par rapport à la même période de l'année. Les secteurs industriels, colorants et produits chimiques ont atteint 2 025 milliards, soit une hausse de 4 %. Les matières plastiques ont enregistré des bénéfices stables à 1 358 milliard de francs suisses.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3765	3780	Imtech. Héliot	820	815
Amis. Assoc.	277	278	Intech. Computer	150 30	155 10
B.A.C.	120	120	LP.B.M.	78	72
Banq. Vieux	822	818	Loca Invest.	238	238
Bolton (Ly.)	349 80	360	Locatim	70 50	70 50
Bolton (Lyon)	233	235	Meca Comm.	104	105 70
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	886	870	Mobler	400	400
Calsonic	386	395 10	Paul-Filipachi	629	590
Cassil	880	880	Rand	400	400
CEGEF	142	143	Rhone-Alp. Ets (Ly.)	319	319
CFP	284 20	282 10	S.H.M.	175	171
C.N.I.M.	530	531	Select Invest (Ly.)	96	96
Codimor	295	295	Sembo	398	398
Conformis	721	737	S.M.T. Group	130	130
Crosta	182	175	Sopra	270	275
Daphin	405 80	405	TFI	346	341
Dalme	1230	1230	Thomson H. (Ly.)	289	290
Danachy Worms Co	390	381 20	Unilog	214	218
Davies	561	561	Val et Co	90	80
Devila	232	278	Y. St-Laurent Group	382	388
Dolice	128	128			
Sablon-Belland	248 50	247 90			
Euro. Propriété	285	271			
Francor	133 50	133 50			
Frankoph.	122	122			
GFF (group. J.M.L.)	144	148			
Grand Lion	435	430			
Group. J.M.L.	156	156			
Group. Origny	930	930			
Guinif	950	951			
L.C.C.	230	230			
Mercure	120	119			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 15 octobre 1991
Nombre de contrats : 102 913

COURS		ÉCHÉANCES					
		Déc. 91	Mars 92	Jun 92			
Dernier		107,42	107,44	107,76			
Précédent		107,18	107,28	107,50			
Options sur notional							
PRIX D'EXERCICE		OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE			
		Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92		
107		0,87	1,43	0,46	0,92		
CAC 40 A TERME							
(MATIF)							
Volume : 6 744							
COURS		Octobre		Novembre		Décembre	
Dernier		1 871		1 880		1 900	
Précédent		1 847		1 865,50		1 873	

CHANGES

Dollar : 5,8014 F

A Paris, le dollar a terminé en légère baisse à 5,8014 francs, mercredi 16 octobre, contre 5,8295 francs à la cotation officielle de la veille. Cette tendance confirme aussi l'incertitude des marchés interbancaires qui sont dans l'attente de l'annonce, jeudi 17, de l'indice des prix à la consommation et du résultat du commerce extérieur aux États-Unis.

FRANCFORT	15 octobre	16 octobre
Dollar (en DM)	1,7090	1,7042
TOKYO	15 octobre	16 octobre
Dollar (en yen)	129,72	130,02

MARCHÉ MONÉTAIRE (officiels privés)
Paris (16 octobre) : 8,78 - 9 %
New-York (15 octobre) : 5,18 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

14 octobre 15 octobre
Valeurs françaises : 119,40 120,80
Valeurs étrangères : 115,40 116,50
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 487,41 489,87
(SBF, base 1000 : 31-12-97)
Indice CAC 40 : 1835,98 1856,99

NEW-YORK (indice Dow Jones)

14 octobre 15 octobre
Industrielles : 3 019,45 3 041,37
LONDRES (indice Financial Times)

14 octobre 15 octobre
100 valeurs : 2 574,58 2 576,70
30 valeurs : 1 973,69 1 973,50
Mises d'or : 167,58 166,60
Fonds d'Etat : 86,78 86,72

FRANCFORT

14 octobre 15 octobre
Dax : 1 571,04 1 585,84
TOKYO

15 octobre 16 octobre
Nikkei Dow Jones : 24 334,67 24 334,67
Indice général : 1 846,56 1 850,45

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ least	Rep.	alt. disp.	Rep.	alt. disp.	Rep.	alt. disp.
\$ E.-J.	5,8040	5,8060	+ 198	+ 288	+ 385	+ 495	+ 1128	+ 1180
\$ can.	5,1376	5,1417	+ 21	+ 32	+ 39	+ 83	+ 278	+ 344
Yen (100)	4,4650	4,4682	+ 96	+ 185	+ 189	+ 206	+ 668	+ 718
DM	3,4055	3,4081	- 8	+ 8	- 14	+ 8	- 41	+ 12
£	1,0217	1,0232	- 2	+ 6	- 9	+ 6	- 34	+ 2
FF (100)	16,5450	16,5526	- 6	+ 5	- 28	+ 80	- 68	+ 228
PS	3,9005	3,9045	+ 31	+ 43	+ 54	+ 72	+ 168	+ 218
£ (1 000)	4,5547	4,5588	- 77	- 55	- 147	- 117	- 465	- 404
£	3,9161	3,9225	- 110	- 82	- 213	- 167	- 471	- 341

TAUX DES EUROMONNAIES									
\$ E.-J.	5 1/8	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4	5 3/8	5 3/8
Yen	4 1/16	4 7/8	4 7/8	6 1/16	6 1/2	6 3/4	6 1/4	6 1/2	6 1/2
DM	9	9 1/4	9 7/8	9 3/16	9 1/16	9 3/16	9 1/4	9 3/8	9 3/8
£	9 1/16	9 5/16	9 1/2	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 5/16	9 5/16	9 5/16
FF (100)	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
PS	7 1/16	8 3/16	8 1/4	8 3/8	8 1/2	8 1/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
£ (1 000)	18 1/2	17 1/2	18 1/2	11 3/8	11 1/2	11 3/8	11 3/8	11 3/4	11 3/4
£	18 1/2	17 1/2	18 1/2	11 3/8	11 1/2	11 3/8	11 3/8	11 3/4	11 3/4
Frank	18 1/2	17 1/2	18 1/2	11 3/8	11 1/2	11 3/8	11 3/8	11 3/4	11 3/4

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E-U	5 1/8	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4	5 3/8
Yen	6 13/16	6 7/8	6 7/8	6 13/16	6 1/2	6 3/4	6 1/4	6 1/2
DM	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16	9 1/16
FF (100)	9 1/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/4	9 1/2
PS	12 1/16	12 3/16	12 1/8	12 1/4	12 1/8	12 1/4	12 1/4	12 1/2
£ (1 000)	10 1/2	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/4	11 3/4
£	10 7/16	10 9/16	10 1/2	10 5/8	10 7/16	10 9/16	10 3/16	10 5/16
Franc	8 15/16	9 1/16	9 1/8	9 1/8	9 3/16	9 3/16	9 1/4	9 3/8

ÉDUCATION POPULAIRE

La disparition de Benigno Cacérès

Un charpentier historien du peuple

Cofondateur du mouvement Peuple et culture, Benigno Cacérès est mort dans la nuit du 14 au 15 octobre, à l'âge de soixante-quinze ans (*Le Monde* du 16 octobre).

Si quelqu'un avait eu l'idée de demander à Benigno Cacérès ce qu'il souhaitait le plus pour les jours d'après sa mort, il aurait certainement répondu : un bel article dans *Le Monde*. Il avait pour ce journal une passion aimante et jalouse, fondée sur l'admiration qu'il portait à Hubert Beuve-Méry, connu à l'école des cadres d'Uriage. L'amitié avec lui, comme la confiance du colonel de Segonzac, officier brillant de grande famille, représentaient pour le fils de pauvres immigrés venus d'Estremadura, la plus misérable des régions espagnoles, une promotion prodigieuse, comme le sera trente ans plus tard le doctorat ès sciences sociales.

Benigno avait quitté l'école à douze ans pour devenir ouvrier charpentier. Il était petit mais costaud, noir de peau et de poil, sec comme son pays ancestral. Mais par sa vie personnelle, depuis sa petite enfance, il était avant tout toulousain. C'est à Toulouse que l'apprenti rencontrait les compagnons qui lui firent suivre la voie de leur formation intense et intégrale, aussi longue et prenante que celle des jésuites.

Dans l'un de ses livres, Cacérès raconte l'histoire et les modes d'être des compagnons qui construisaient les cathédrales. Dans son appartement lumineux, face au Val-de-Grâce, il conservait l'immense table ciselée et compliquée qui avait été son « chef-d'œuvre ». Soldat français, il ne put participer à la guerre d'Espagne, mais la lutte forte et anière du peuple espagnol devait l'amener logiquement à la Résistance. Benigno, avec la discrétion castillane dont il entourait sa vie intérieure, ne nous fit jamais de confidences sur sa foi, mais il avait des amitiés ecclésiastiques solides qui lui ouvrirent le chemin d'Uriage, haut lieu des ambiguïtés françaises au cours des premiers temps de Vichy et, très

vite, haut lieu de nos engagements.

Je n'oublierai jamais *Cahier d'Uriage de l'été 1942*, consacré à la France occupée — par les Anglais — avant l'arrivée de Jeanne la bergère, et dont la carte ressemblait à celle de la France de 1942, avec sa sanglante ligne de démarcation. A Uriage, Benigno fut l'élève brillant d'une phalange de jeunes intellectuels dont les noms figurent aujourd'hui sur les murs imaginaires de notre Panthéon culturel. Mais il était aussi une espèce de maître à son tour, le premier ouvrier authentique rencontré depuis leur naissance. D'être auprès de ces bourgeois et de ces aristocrates le témoin du peuple des manuels fut une fonction qu'il exerça avec efficacité et dignité. Hubert Beuve-Méry, Bertrand d'Astorg, Jean-Marie Domenach, les deux abbés de Noroît et tant d'autres écoutaient attentivement le message qui parut plus tard sous le titre *La Rencontre des hommes*. Ce fut là en quelque sorte son deuxième « chef-d'œuvre ».

La création de Peuple et culture

Plus d'une vingtaine de livres, récits, romans, essais, évocations historiques, jalonnent la vie active de cet écrivain « autodidacte ». Mais l'essentiel de son existence publique fut ailleurs : de 1944 à 1978, Benigno Cacérès s'identifia au mouvement Peuple et culture, conçu à Uriage et fondé à Grenoble au lendemain de la Libération.

Peuple et culture, ce fut essentiellement et avant tout trois hommes : Dumazedier, fils d'ouvrier lui aussi, époux de guerre, professeur de lettres, animateur des équipes volantes d'Uriage qui portaient la culture et l'éducation civique de maquis en maquis. Il fut sans contestation le « président » d'un mouvement toujours placé sous la devise : « *Rendre la culture au peuple et le peuple à la culture* ».

Paul Lengrand enfin, le troisième des « pères fondateurs », dont aucun n'avait alors passé le cap des trente ans. Benigno Cacérès fut le témoin de la vigueur de son rationalisme laïque,

nourri dans le monde ouvrier du Nord. Peuple et culture correspondait alors très largement aux espoirs, aux illusions et aux réalités de la Libération. Il eut durant quatre décennies un succès et un retentissement qui s'étendirent au monde entier. Des milliers de responsables culturels sortirent des stages de « PEC » et se formèrent dans les livres de la collection PEC dont la plupart furent conçus ou coproduits par Benigno Cacérès avec un grand nombre de ses compagnons de Peuple et culture, où d'ailleurs Cacérès partagea l'élaboration lyrique de l'adhésion au Parti communiste, et les armoiries de la rupture.

Avec Dumazedier, Cacérès s'engagea alors sur la double voie des sciences sociales et de la culture, c'est-à-dire d'un domaine qui s'étendait lui-même sans connivences, et sur celle de la planification culturelle, qui visait à introduire la dimension éducative et artistique dans les prévisions non contraignantes de la planification à la française. Autour de Peuple et culture, d'innombrables responsables laïques et chrétiens ont alors choisi de bâtir une « civilisation des loisirs, et du travail associée ». Cacérès traduisait la recherche de Dumazedier dans le langage et dans la sensibilité des militants. De la culture populaire naquit ainsi l'éducation permanente et une nouvelle vision de la formation professionnelle. Dans ce mouvement, Jacques Delors et Michel Rocard trouvèrent une partie de leurs motivations et une partie de leurs moyens d'action.

Dans une vieillesse marquée par des drames familiaux, la maladie, la solitude inévitable du grand âge, mais aussi par d'admirables présences, Benigno Cacérès reconnaît les étapes de ses combats et de ses découvertes, témoin d'un peuple et d'une culture qui changent mais qui ne vivent que dans l'attachement aux valeurs dont s'inspire notre ami durant toutes les étapes d'une existence vouée aux progrès des autres. Cacérès le charpentier a été vaillant ouvrier de la dignité humaine.

JOSEPH ROYAN

PRESSE

Mort de Philippe Boegner

Avec Philippe Boegner disparaît une des grandes figures de la presse écrite de l'après-guerre et même un peu de celle d'avant-guerre.

Né le 7 janvier 1910 à Aoust-sur-Sy (Drôme), il était le fils de Marc Boegner, pasteur, leader emblématique de la famille protestante à la Libération, futur membre de l'Académie française. Après des études à l'école libre des sciences politiques de Paris, le jeune Philippe, licencié ès-lettres, devient secrétaire général de Paris-Soir.

A la fin de l'Occupation, on le retrouve dans le groupe Paris-Manch, que dirige Jean Fournet, le créateur du prestigieux Paris-Soir, qui tirait à deux millions d'exemplaires avant 1939. Philippe Boegner est alors successivement rédacteur en chef de *Vu* et de *Marie-Claire*, directeur à Paris-Match, enfin directeur de la rédaction de *Science et Vie*.

Mais c'est en 1956 que passe la chance de sa vie. Un puissant

groupe d'intérêts, très irrité par le succès du *Monde* et jaloux de l'influence de ce passage du journal d'Hubert Beuve-Méry, offre à Philippe Boegner, avec la bénédiction de M. Antoine Pinay lui-même, ancien président du conseil, de prendre la tête d'un nouveau quotidien : le *Temps de Paris*, destiné à être « le journal défenseur des valeurs chrétiennes et de la civilisation occidentale » (1). Les salaires plantureux proposés aux journalistes qu'on cherche à débaucher (rares furent au *Monde* ceux qui cédèrent à ces sirènes malgré le régime des vaches maigres qui régnait dans le quotidien de la rue des Italiens) sont à la mesure du consortium industriel et financier qui patronne l'opération.

Le 17 avril 1956, le *Temps de Paris* sort son premier numéro. Début mai, il tire à 150 000 exemplaires, mais à 100 000 dès le 15 juin, le seul de vente est estimé peu rentable. Le 3 juillet, le nou-

veau titre suspend sa publication. En 1958, Philippe Boegner retrouve un poste de conseiller au quotidien *Paris-Journal*, fondé sur les débris de *France-Tirer* et racheté par Cino del Duca. Il en devient bientôt le directeur délégué. Il occupera encore un poste de directeur technique à la *France Presse* (1969) et sera enfin directeur de l'information de *France Presse* (1973). *C'est malade d'entre-mêmes* (1973), *Qui patronne* (1976), *Le Paris* (1978), *L'Enchaînement* (1980, Prix Chateaubriand), *ici, on a aimé les juifs* (1982, Prix de la LICRA) et *Diner en ville* (1984).

CLAUDE DURIEUX

(1) Hubert Beuve-Méry par Laurent Girel, Fayard Éditeur.

PARIS EN VISITES

JEUDI 17 OCTOBRE

« Chefs-d'œuvre du Musée d'Orsay, d'ingrès aux impressionnistes », 13 h 15, 1, rue de Bellechasse, sous l'édicule (E. Romani).

« L'Opéra Garnier », 13 h 45, hall d'entrée (M.-C. Lesner).

« La basilique Saint-Denis », 14 h 15, entrée (Tourisme culturel).

« Les catacombes de Paris dans les anciennes carrières » (limité à trente personnes), 14 h 30, devant le pavillon d'octroi, 1, place Danter-Rochereau (Monuments historiques).

« L'œuvre de Rodin et de Canova. Clés du Musée Rodin », 14 h 30, entrée du musée, 77, rue de Varenne (D. Fleuriot).

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 14 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris aureole).

« L'hôtel Gouthière », 14 h 30, 6, rue Pierre-Bullet (D. Bouchard).

« Le quartier Saint-André-des-Arts, ses vieux hôtels », 14 h 30, 5, rue d'Hauteville (Paris Libre d'histoire).

« Galerie du Panthéon bouddhique japonais », 14 h 30, annexe du Musée Guimet, 18, avenue d'Iéna.

« Léonard, Raphaël, le Titien : la grande Renaissance italienne », 14 h 30, musée du Louvre, à la Victoire de Samothrace (Le Cavalier bleu).

« L'église Saint-Germain-des-Prés et son quartier, entre cours et jardins », 14 h 30, devant le portail de l'église (Arts et spectacles).

« Hôtels et église de l'île Saint-

Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Les passages couverts », 14 h 30, 31 bis, rue du Faubourg-Montmartre (A nous deux Paris).

« Saint-Germain-l'Auxerrois. Vieux quartier Saint-Honoré. Saints-Innocents », 14 h 30, métro Louvre (M. Flanquet).

« Le jardin des missions étrangères et les hôtels de la rue du Bac », 14 h 30, 128, rue du Bac (S. Rojont-Kern).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles, jardins, plafonds et escaliers inconnus. L'intérieur du Parisien curieux qui découvre l'intérieur des demeures de personnages illustres », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (J. Haulier).

« Flânerie à travers le quartier de Passy », 14 h 45, haut des marches, métro Passy (V. de Langlade).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-François), 18 h 30 : cycle « L'engagement de l'œuvre : improvisation et création théâtrale », avec P. Debeuche, M. Deguy et A. Knapp. Début animé par J.-P. Klein et L. Derault.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 14 et mardi 15 octobre 1991 :

DES DÉCRETS
— n° 91-1051 du 14 octobre 1991 portant application aux fichiers informatisés, manuels ou mécanographiques gérés par les services des renseignements généraux des dispositions de l'article 31, alinéa 3, de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'information, aux fichiers et aux libertés ;

— n° 91-1052 du 14 octobre 1991 relatif au fichier informatisé du terrorisme mis en œuvre par les services des renseignements généraux du ministère de l'Intérieur.

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 16 octobre 1991 :

— n° 91-1054 du 14 octobre 1991 relatif aux permis automobiles des administrations civiles et des établissements publics de l'Etat ;

du 14 octobre 1991 soumettant l'association Savoie 1250 au contrôle économique et financier de l'Etat ;

UN ARRETE

du 8 octobre 1991 portant renouvellement de l'agrément de l'association Union fédérale des consommateurs (UFC).

CARNET DU Monde

Naissances

— Jean-Jacques et Françoise MISSENGUE, ainsi que Mara sont heureux d'annoncer la naissance de

Josephine-Mato, le 12 octobre 1991, à Champigny.

Décès

— M. et M^{me} Gilbert Amy et leurs enfants, M. et M^{me} Arnaud Ingou Housz et leurs enfants, M^{me} Erienne Boegner, M. et M^{me} Jean-Marie Boegner, ont la douleur de faire part du décès de

M. Philippe BOEGNER, rappelé à Dieu le 14 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques seront célébrées à l'église réformée de l'Annonciation, 19, rue Corambert, Paris (16^e), le samedi 19 octobre, à 10 heures. (Lire ci-dessous)

— Rose-Marie DAUM nous a quittés le 14 octobre 1991.

Profondément émus par sa disparition, tous ses amis rendent ici un hommage à son engagement inlassable et généreux, depuis plus de trente ans, en faveur des personnes autistes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5630

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
1. Dans leur travail, le savant n'est pas à l'aise. — 2. Une grande société. Mouvement impétueux. — 3. Est souvent sur la planche. Qui n'a pas souffert. — 4. Endroit où l'on peut révéler des secrets. Un animal très mou. — 5. Plat, en Provence. Saint des Pyrénées. Est efficace contre les piqûres. — 6. Tendances à s'adresser aux affaires des autres. Vaut dix, à la balance. — 7. Produit d'une décomposition. Fibre synthétique. — 8. Note. M. dans la bonne direction. — 9. Des femmes qui savent bien emballer.

Solution du problème n° 5629

Horizontalement
1. Pomme. — 2. Ariane. Os. — 3. Signets. — 4. Son. Erre. — 5. Inox. Anon. — 6. Pic. — 7. Gant. Télé. — 8. Spencers. — 9. H. H. H. — 10. X. Ors. Nat. — 11. Tourter.

Verticalement
1. Passing-shot. — 2. Orion. Apéro. — 3. Mignonne. Su. — 4. Mat. TNT. — 5. Erre. Cent. — 6. Retraite. Al. — 7. Sincérité. — 8. lo. N. LSD. — 9. Essence. Eté.

GUY BROUTY

SOLDES

Tous les jours du lundi 14 octobre au vendredi 18 octobre inclus. 9 h à 12 h / 14 h à 18 h.

HERMÈS PARIS

24, FAUBOURG ST-HONORÉ, PARIS 8^e
PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, GANTS, CHAUSSURES, EPONGE

— M^{me} H.-J. Cabot, son épouse, née Shenna Demiran, M. et M^{me} J.-P. Foucher, Etienne, Frédéric et Pierre Foucher, Antoine, Laurent et Vincent Cabot, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Henri-Jean CALSAT, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux, officier de l'Ordre national du Mérite, chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Poligny (Seine-et-Marne).

Une messe à son intention sera célébrée à l'église de Saint-Médard, à Paris (5^e), le 22 octobre 1991, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Léon-Delagrè, 75015 Paris, 65, boulevard Arago, 75013 Paris.

— M^{me} Mireille Gardère, ses enfants, Et ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre GARDÈRE, professeur de philosophie, survenu le 13 octobre 1991.

Les obsèques auront lieu jeudi 17 octobre, à 14 heures, au cimetière parisien de Montparnasse.

— L'association des journalistes parlementaires fait part du décès de

Marguerite GELIS, journaliste,

survenue le 14 octobre 1991, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Episy (Seine-et-Marne).

(Marguerite Gelis, née le 12 février 1902 à Saint-Aubin-des-Frères (Maine), veuve d'un journaliste, a été correspondante à Paris du *Soleil* de Bruxelles et du *Fauche d'Alsace* de Strasbourg. Elle avait été secrétaire générale de l'association des journalistes parlementaires. Députée pendant l'Occupation, médiatrice de la Résistance et membre de la *Ligue d'États*, elle avait été maire d'Épisy, en Seine-et-Marne.)

— M^{me} Jean Gilardi, son épouse, Geneviève et Philippe Chidaine, Michel, Dominique, Sébastien, Guillaume, Bernadette et Xavier Fourquet, Mathieu, Jérôme, Emmanuel, Michelle et Yves-Edouard Gilardi, Isabelle, Nicolas, Claudine et François Gilardi, Hugo, Martin, Simon, Marie-José et Jean-Louis Gilardi, Marie, Alexis, Claire Gilardi, Raphaël, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean GILARDI, survenu le 15 octobre 1991, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques auront lieu vendredi 18 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Ovide, 2, avenue Stéphane-Mallarmé, Paris (17^e).

8, rue Camille-Mondès, 75017 Paris.

— Le centre-antennal (CR) et M^{me} Raymond Graber, Dominique et François, ont la douleur de faire part de la disparition en mer de

Philippe GRABER,

à l'âge de trente-deux ans.

Un service commémoratif sera célébré le samedi 19 octobre 1991, à 10 h 30, à l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 135, rue Saint-Honoré, Paris (1^{re}). (*Le Monde* du 11 octobre.)

— Ses petits-enfants, Et arrière-petits-enfants, Les familles Haden, Mabile, Coustère, Puch, ont la tristesse de faire part du décès de

Joseph Wilson HADEN, ancien fonctionnaire du Bureau international du travail, survenu à Saint-Jean-de-Luz, le 22 septembre 1991.

— Les familles Munier, Le Doré, Kodama, Et ses amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Henri MUNIER, survenu le 14 octobre 1991, à l'âge de soixante-huit ans, à Briançon.

Montréal, 49335 Brossard, 10, rue Frémont, 75015 Paris.

— La famille Nahon fait part du décès de

M^{me} Bernik NAHON, née Estelle Nahon, survenue le 14 octobre 1991 à son domicile, 85, boulevard Pasteur, F 101, 75015 Paris.

— Paris, Vivario.

La famille Séri-Vachère fait part du décès de

M^{me} Marie-Catherine SETTI, chevalier des Arts et Lettres, titulaire des Palmes académiques.

Les obsèques ont été célébrées le mercredi 16 octobre 1991 en l'église de Vivario.

Erratum

— Dans l'annonce concernant le décès de

M^{me} Olga Mireille ROWE, née Hanel.

Il fallait lire : 180, avenue de la Division-Leclerc, 95160 Montmorency. (*Le Monde* du 16 octobre.)

Remerciements

— Isabelle Porcher Et ses enfants, très touchés des nombreux témoignages d'affection, de sympathie et de fidélité qui leur ont été manifestés lors du décès de

Gérard PORCHER,

remercient avec une profonde émotion tous ceux qui, par leur présence ou leurs messages, se sont associés à leur douleur.

Anniversaires

— Pour le vingt et unième anniversaire du décès accidentel de

Françoise ABACH-JAUFFRET,

ses parents demandent à ceux qui l'ont connue, aimée et qui gardent son souvenir, une douce et affectueuse pensée.

1^{er} septembre 1939-11 octobre 1970

— Il y a un an, le 17 octobre 1990,

le docteur Solange BENISTI-SARFATI disparaît.

En ce jour anniversaire, tous ceux qui l'ont connue et estimée auront une pensée pour elle et se recueilliront dans le souvenir.

— Il y a un an, le 17 octobre 1990,

Chaim GRINBAUM, dit Chaim,

nous quittait.

Que son souvenir demeure présent parmi nous. Son épouse, Sa famille, Ses amis.

« La véritable mort c'est l'oubli, que ceux qui l'ont connue se souviennent ».

— Il y a tout juste un an, nous apprions la disparition de

M. Renand de LA GENIÈRE, ancien gouverneur de la Banque de France,

qui venait de quitter son mandat de président de la Compagnie de Suez. La Compagnie de Suez souhaite rappeler son souvenir, auquel elle reste fidèle, et propose à tous ceux qui l'ont connu de s'associer à elle dans cet hommage.

— Danièle PLATZMAN.

Elle avait dix-neuf ans. Elle aimait la vie. Elle nous a quittés il y a dix-huit ans.

— Abraham SULHEFER,

vous nous manque.

17 octobre. Sa famille, Ses amis.

Soutenances de thèses

— Université Paul-Valéry de Montpellier, samedi 19 octobre 1991, à 9 heures, salle Jourda, Bâtiment B, 1^{er} étage, M^{me} Danièle Beltrán-Vidal-Arnard : « Chao et renaissance dans l'œuvre d'Ernest Jünger ».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les factures du *Carnet du Monde*, sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-94 ou 40-85-29-98

Les avis peuvent être inférés LE JOUR MEME s'ils nous parviennent avant 9 h au siège du journal, 15, rue Falguère, 75015 Paris

Télécopieur : 45-66-77-13

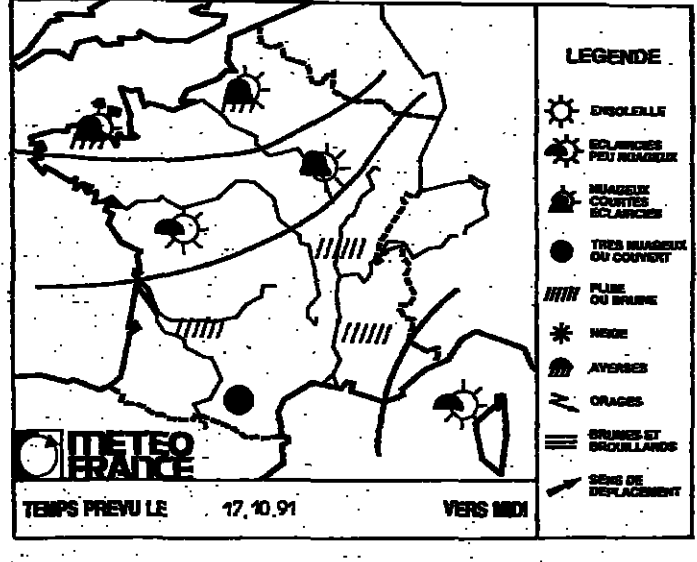
Tout de la ligne HT.

Toutes rubriques : 82 F Abonnés et actionnaires : 80 F Communications diverses : 85 F Les lignes de capitalisation sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées, Minimum 10 lignes.

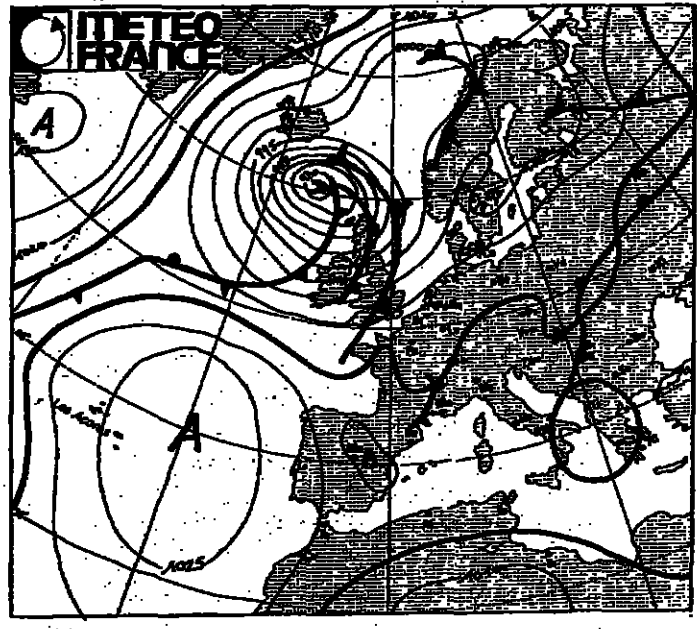
مركز المراسلات

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 17 octobre 1991
Pluie ou averse, vent et fraîcheur

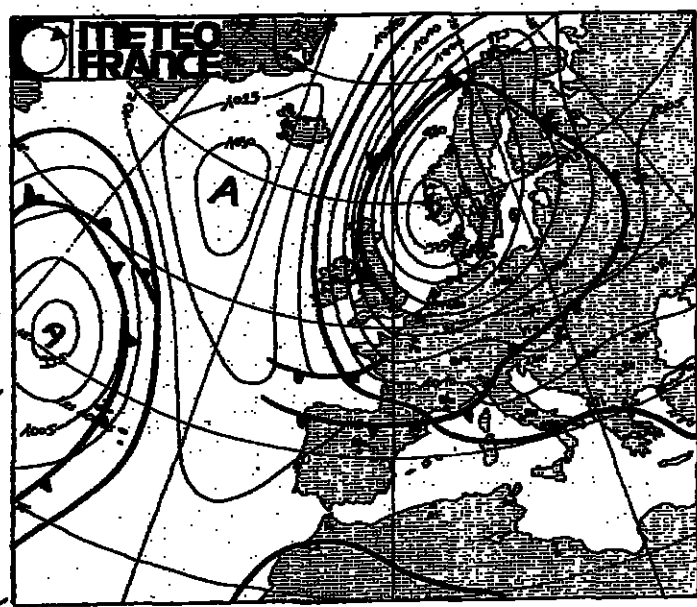


SITUATION LE 16 OCTOBRE 1991 À 0 HEURE TU



Vendredi : pluie. Du quart sud-ouest au Massif Central, à la région Rhône-Alpes et à la Franche-Comté, les pluies et la neige en moyenne montagne persisteront une bonne partie de la journée. Sur les autres régions de la moitié nord, les nuages seront souvent très abondants et il y aura quelques averses. Un passage pluvieux plus continu affectera même le matin les pays de Loire, l'Île-de-France et les régions du nord. Le vent d'ouest soufflera encore fort le matin sur les régions du nord mais il faiblira en cours de journée. Près de la Méditerranée, les nuages se feront de plus en plus nombreux au fil de la journée. Ils donneront de faibles pluies, notamment en soirée. Les températures minimales seront comprises entre 8 et 9 degrés, voisines de 12 près de la Méditerranée. Les températures maximales évolueront entre 10 et 14 degrés sur la moitié nord et entre 14 et 17 degrés plus au sud.

PRÉVISIONS POUR LE 18 OCTOBRE 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 16-10-91
Valeurs horaires relevées entre le 15-10-1991 à 18 heures TU et le 16-10-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LYON	PARIS	STRASBOURG
13 13	17 18	15 16	14 15	12 13
11 12	15 16	13 14	12 13	10 11
10 11	14 15	12 13	11 12	9 10
9 10	13 14	11 12	10 11	8 9
8 9	12 13	10 11	9 10	7 8
7 8	11 12	9 10	8 9	6 7
6 7	10 11	8 9	7 8	5 6
5 6	9 10	7 8	6 7	4 5
4 5	8 9	6 7	5 6	3 4
3 4	7 8	5 6	4 5	2 3
2 3	6 7	4 5	3 4	1 2
1 2	5 6	3 4	2 3	0 1
0 1	4 5	2 3	1 2	-1 0
-1 0	3 4	1 2	0 1	-2 -1
-2 -1	2 3	0 1	-1 0	-3 -2
-3 -2	1 2	-1 0	-2 -1	-4 -3
-4 -3	0 1	-2 -1	-3 -2	-5 -4
-5 -4	-1 0	-3 -2	-4 -3	-6 -5
-6 -5	-2 -1	-4 -3	-5 -4	-7 -6
-7 -6	-3 -2	-5 -4	-6 -5	-8 -7
-8 -7	-4 -3	-6 -5	-7 -6	-9 -8
-9 -8	-5 -4	-7 -6	-8 -7	-10 -9
-10 -9	-6 -5	-8 -7	-9 -8	-11 -10
-11 -10	-7 -6	-9 -8	-10 -9	-12 -11
-12 -11	-8 -7	-10 -9	-11 -10	-13 -12
-13 -12	-9 -8	-11 -10	-12 -11	-14 -13
-14 -13	-10 -9	-12 -11	-13 -12	-15 -14
-15 -14	-11 -10	-13 -12	-14 -13	-16 -15
-16 -15	-12 -11	-14 -13	-15 -14	-17 -16
-17 -16	-13 -12	-15 -14	-16 -15	-18 -17
-18 -17	-14 -13	-16 -15	-17 -16	-19 -18
-19 -18	-15 -14	-17 -16	-18 -17	-20 -19
-20 -19	-16 -15	-18 -17	-19 -18	-21 -20
-21 -20	-17 -16	-19 -18	-20 -19	-22 -21
-22 -21	-18 -17	-20 -19	-21 -20	-23 -22
-23 -22	-19 -18	-21 -20	-22 -21	-24 -23
-24 -23	-20 -19	-22 -21	-23 -22	-25 -24
-25 -24	-21 -20	-23 -22	-24 -23	-26 -25
-26 -25	-22 -21	-24 -23	-25 -24	-27 -26
-27 -26	-23 -22	-25 -24	-26 -25	-28 -27
-28 -27	-24 -23	-26 -25	-27 -26	-29 -28
-29 -28	-25 -24	-27 -26	-28 -27	-30 -29
-30 -29	-26 -25	-28 -27	-29 -28	-31 -30
-31 -30	-27 -26	-29 -28	-30 -29	-32 -31
-32 -31	-28 -27	-30 -29	-31 -30	-33 -32
-33 -32	-29 -28	-31 -30	-32 -31	-34 -33
-34 -33	-30 -29	-32 -31	-33 -32	-35 -34
-35 -34	-31 -30	-33 -32	-34 -33	-36 -35
-36 -35	-32 -31	-34 -33	-35 -34	-37 -36
-37 -36	-33 -32	-35 -34	-36 -35	-38 -37
-38 -37	-34 -33	-36 -35	-37 -36	-39 -38
-39 -38	-35 -34	-37 -36	-38 -37	-40 -39
-40 -39	-36 -35	-38 -37	-39 -38	-41 -40
-41 -40	-37 -36	-39 -38	-40 -39	-42 -41
-42 -41	-38 -37	-40 -39	-41 -40	-43 -42
-43 -42	-39 -38	-41 -40	-42 -41	-44 -43
-44 -43	-40 -39	-42 -41	-43 -42	-45 -44
-45 -44	-41 -40	-43 -42	-44 -43	-46 -45
-46 -45	-42 -41	-44 -43	-45 -44	-47 -46
-47 -46	-43 -42	-45 -44	-46 -45	-48 -47
-48 -47	-44 -43	-46 -45	-47 -46	-49 -48
-49 -48	-45 -44	-47 -46	-48 -47	-50 -49
-50 -49	-46 -45	-48 -47	-49 -48	-51 -50
-51 -50	-47 -46	-49 -48	-50 -49	-52 -51
-52 -51	-48 -47	-50 -49	-51 -50	-53 -52
-53 -52	-49 -48	-51 -50	-52 -51	-54 -53
-54 -53	-50 -49	-52 -51	-53 -52	-55 -54
-55 -54	-51 -50	-53 -52	-54 -53	-56 -55
-56 -55	-52 -51	-54 -53	-55 -54	-57 -56
-57 -56	-53 -52	-55 -54	-56 -55	-58 -57
-58 -57	-54 -53	-56 -55	-57 -56	-59 -58
-59 -58	-55 -54	-57 -56	-58 -57	-60 -59
-60 -59	-56 -55	-58 -57	-59 -58	-61 -60
-61 -60	-57 -56	-59 -58	-60 -59	-62 -61
-62 -61	-58 -57	-60 -59	-61 -60	-63 -62
-63 -62	-59 -58	-61 -60	-62 -61	-64 -63
-64 -63	-60 -59	-62 -61	-63 -62	-65 -64
-65 -64	-61 -60	-63 -62	-64 -63	-66 -65
-66 -65	-62 -61	-64 -63	-65 -64	-67 -66
-67 -66	-63 -62	-65 -64	-66 -65	-68 -67
-68 -67	-64 -63	-66 -65	-67 -66	-69 -68
-69 -68	-65 -64	-67 -66	-68 -67	-70 -69
-70 -69	-66 -65	-68 -67	-69 -68	-71 -70
-71 -70	-67 -66	-69 -68	-70 -69	-72 -71
-72 -71	-68 -67	-70 -69	-71 -70	-73 -72
-73 -72	-69 -68	-71 -70	-72 -71	-74 -73
-74 -73	-70 -69	-72 -71	-73 -72	-75 -74
-75 -74	-71 -70	-73 -72	-74 -73	-76 -75
-76 -75	-72 -71	-74 -73	-75 -74	-77 -76
-77 -76	-73 -72	-75 -74	-76 -75	-78 -77
-78 -77	-74 -73	-76 -75	-77 -76	-79 -78
-79 -78	-75 -74	-77 -76	-78 -77	-80 -79
-80 -79	-76 -75	-78 -77	-79 -78	-81 -80
-81 -80	-77 -76	-79 -78	-80 -79	-82 -81
-82 -81	-78 -77	-80 -79	-81 -80	-83 -82
-83 -82	-79 -78	-81 -80	-82 -81	-84 -83
-84 -83	-80 -79	-82 -81	-83 -82	-85 -84
-85 -84	-81 -80	-83 -82	-84 -83	-86 -85
-86 -85	-82 -81	-84 -83	-85 -84	-87 -86
-87 -86	-83 -82	-85 -84	-86 -85	-88 -87
-88 -87	-84 -83	-86 -85	-87 -86	-89 -88
-89 -88	-85 -84	-87 -86	-88 -87	-90 -89
-90 -89	-86 -85	-88 -87	-89 -88	-91 -90
-91 -90	-87 -86	-89 -88	-90 -89	-92 -91
-92 -91	-88 -87	-90 -89	-91 -90	-93 -92
-93 -92	-89 -88	-91 -90	-92 -91	-94 -93
-94 -93	-90 -89	-92 -91	-93 -92	-95 -94
-95 -94	-91 -90	-93 -92	-94 -93	-96 -95
-96 -95	-92 -91	-94 -93	-95 -94	-97 -96
-97 -96	-93 -92	-95 -94	-96 -95	-98 -97
-98 -97	-94 -93	-96 -95	-97 -96	-99 -98
-99 -98	-95 -94	-97 -96	-98 -97	-100 -99

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

Le démon des affaires

Les augustes anges des profondeurs, les ministres des volontés de notre maître, les serviteurs du deux fois remonté des abîmes feront-ils bientôt leur entrée dans les entreprises ? Erreur, c'est déjà fait. Sur Antenne 2 où l'on discutait chiffons et magie noire, une sorcière sorcière, au nom hollywoodien, Priscilla Belet, l'a bien dit : elle, qui ne travaille qu'en voyance directe, officie en entreprise. Et pour le compte de la direction des ressources humaines, invention diabolique effectivement. Les sorcières ne sont plus ce qu'elles étaient. On les avait quittées boiteuses, échevelées, des crapauds pleins les poches, le Grand Albert sur la table de nuit, jeteuses de sorts et clouées de chouettes. La modernité les a faites performantes. La belle Priscilla, possédée du démon des affaires, l'a d'ailleurs prouvé. Elle a deux cabinets. Un cabinet de sorcellerie, celui des maléfices, où elle traite le commun, envoûte et désenvoûte. Et un cabinet de recrutement, et des bénéfices, où elle chasse les têtes bien faites et les âmes d'acier. Ce fut, chez Daniel Blübaum, un savoureux moment. Une autre sorcière, Madame Hegata, plus traditionnelle, livide, échevelée à souhait, les ongles crochus et noirs de vernis, la robe rouge enfilée, a parlé de son art avec la modestie extrême d'une artiste incertaine. Un luciférien de choc, le Gourou de la Wicca, section paganisme hexagonal, ou version docteur Faust, premier étage à droite, est venu montrer le bien beau visage méphistophélique mais un peu nécessaire de l'emploi. Comme fut nécessaire la double démonstration, à l'ave, tentée par une sorcière guyanaise. Dans un premier temps, quittant son corps, dans des rôles d'accouchement, pour l'offrir en vœux précaire à l'âme de sa grand-maman morte, elles tentèrent, en vain, mamie et elle, de convaincre un jeune homme de l'immensité de ses malheurs. Hélas, n'étant ni chômeur, ni malade, ni empoisonneur, ni cocu, ni accidenté, le jeune homme ne fut pas convaincu. Pas plus que ne fut guéri de son mal de gorge M. André Labarrère, député et maire de Pau, égaré en cette galère, et ravi de voir la sorcière tirer, sans succès, son amygdale fulminante vers les enfers. Il ne restait, pour tenter d'y croire encore, que Françoise Xenakis, parlant de son Berry natal et de la fameuse Kaufmann. Celle-ci privait les vaches de leur lait et sauvait les chevaux de leurs coliques. Mais les Kaufmann, c'était du sérieux, une vraie dynastie de sorcières.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; ◯ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 16 octobre

- TF 1**
- 22.20 Journal et Météo.
 - 22.35 Histoire de voir.
 - 22.40 Série : Gabriel Bird.
 - 23.30 Traverses.
 - Portrait de Boris Eltsine, printemps 1991.
 - 0.25 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 21.00 Cinéma : Plain fer. ◯ Film français de José Dayan (1990).
 - 22.30 Flash d'informations.
 - 22.35 Cinéma : Blaise. ◯ Film américain de Ron Shelton (1989).
 - 0.30 Cinéma : Le Cristal d'amour. Film français, classé X, d'Henri Pachard (1989). Avec Victoria Paris.
- LA 5**
- 20.50 Histoires vraies. Sauvez mon bébé. Un tout petit prématuré d'à peine 600 grammes.
 - 22.35 Débat : Euthanasie, acharnement thérapeutique : jusqu'où peut-on aller ?
 - 23.40 Série : Hitchcock présente.
 - 0.10 Le Rallye des pharaons.
 - 0.20 Journal de la nuit.
- M 6**
- 20.40 Téléfilm : Femme-flic à New-York. Une enquêtrice passionnée.
 - 22.20 Téléfilm : Les Cavaliers de l'enfer. Des revenants se vengent.
 - 23.45 Magazine : Culture pub.
 - 0.15 Six minutes d'informations.
- FR 3**
- 20.45 Magazine : La Marche du siècle. Edgar Morin, l'homme curieux de son temps.

Jeudi 17 octobre

- TF 1**
- 15.30 Feuillet : La Clinique de la Forêt-Noire.
 - 16.15 Fiction : Riviera.
 - 16.40 Club Dorothée.
 - 17.25 Série : 21 Jump Street.
 - 18.20 Jeu : Une famille en or.
 - 18.50 Feuillet : Santa Barbara.
 - 19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
 - 19.45 Divertissement : Pas folles les bêtes.
 - 19.50 Tac-O-Tac. Journal, Tiercé, Loto sportif, Météo et Tapie vert.
 - 20.50 Série : Commissaire Moulin, police judiciaire.
 - 22.30 Magazine : Ex libris. Courrier en souffrance. Invités : Sylvie Caster (Bel-Air), Yveline Lacamp (Une jeune fille bien comme il faut), Paule Constant (Le Grand Gaspard), Marie-Jo Audouard (Emmène-moi s'il te plaît), Martine Schachtel (J'ai voulu être infirmière), Coup de cœur : Le Maître et le Scorpion, de Patrick Séry.
 - 23.50 Magazine : Télévision.
 - 0.10 Journal, Le Débat, Météo et Bourse.
- A 2**
- 14.40 Série : Les Brigades du Tigre.
 - 15.45 Variétés : La Chance aux chansons.
 - 16.15 Série : Drôles de dames.
 - 17.00 Magazine : Giga.
 - 18.05 Jeu : Des chiffres et des lettres. Demi-finale, à Antibes.
 - 18.30 Magazine : Défendez-vous.
 - 18.50 Série : Mister T.
 - 19.15 Jeu : Question de charme.
 - 19.45 Divertissement : La Caméra indiscrette.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 INC.
 - 20.45 Magazine : Envoyé spécial. La Guerre des sépiques : La Meute des capucins ; Le Coire.
 - 22.25 Cinéma : La Cassé. Film français de Henri Verneuil (1971). Avec Jean-Paul Belmondo, Omar Sharif, Robert Hossein.
 - 0.30 Magazine : Merci et encore Bravo.
 - 1.35 1. 2. 3. Théâtre.
 - 1.40 Journal et Météo.
- FR 3**
- 14.30 Question au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.
 - 17.00 Documentaire : Dural en Russie. 1. De Tien Shan à Samarkande.
 - 17.30 Jef.
 - 18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.00 Un livre, un jour.** En douceur, de Jean-Marie Laclavetine.
- 20.10 Divertissement : La Classe.**
- 20.45 Cinéma : Le Point de mire. ■■** Film français de Jean-Claude Tramont (1977). Avec Annie Girardot, Jacques Boudreau, Mathias Habich.
- 22.20 Journal et Météo.**
- 22.40 Téléfilm : Terreur mortelle.** Assassinats en série sur le tournage d'un soap-opéra.
- 0.15 Musique : Carnet de notes.**
- CANAL PLUS**
- 15.05 Magazine : 24 Heures.
 - 15.50 Documentaire : Les Allumés...
 - 16.15 Cinéma : Vampire. Film américain de Christopher Cain (1988). Avec Emilio Estevez, Kiefer Sutherland, Lou Diamond Phillips (v.o.).
 - 18.00 Canaille peluche.
 - En clair jusqu'à 20.30
 - 20.30 Ca cartoon.
 - 18.50 Le Top.
 - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
 - 20.05 Sport : Football. Championnat de France : Metz-Monaco.
 - 22.40 Flash d'informations.
 - 22.45 Cinéma : Cyrano de Bergerac. ■■■ Film français de Jean-Paul Rappeneau (1989). Avec Gérard Philipe, Anne Brochet, Vincent Perrot.
 - 1.05 Cinéma : Young Guns. ■ Film américain de Christopher Cain (1988). Avec Emilio Estevez, Kiefer Sutherland, Lou Diamond Phillips (v.o.).
- LA 5**
- 15.20 Tiercé à Enghien.
 - 15.55 Série : L'Enquêteur.
 - 16.50 Youpi ! L'école est finie.
 - 18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
 - 19.05 Série : Kojak.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.40 Journal des courses.
 - 20.50 Série : Deux flics à Miami.
 - 22.35 Cinéma : Furie. ■ Film américain de Brian De Palma (1978). Avec Kirk Douglas, John Cassavetes, Carrie Snodgrass.
 - 0.40 Le Club du télé-schat.
- 1.00 Journal de la nuit.**
- M 6**
- 15.50 Magazine : Accusé de réception.
 - 16.50 Série : L'Homme de fer.
 - 17.40 Jeu : Zygomusic.
 - 18.05 Série : Mission impossible.
 - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
 - 19.54 Six minutes d'informations.
 - 20.00 Série : Cosby Show.
 - 20.30 Magazine : Mode 6.
 - 20.40 Cinéma : Le Grand Escogriffe. ■ Film français de Claude Pinoteau (1976). Avec Yves Montand, Agostino Belli, Claude Bresson.
 - 22.30 Cinéma : L'Histoire très bonne et très joyeuse de Colinot Trousseau-Chemise. ■ Les Nuits magnétiques (1973). Avec Francis Huster, Brigitte Bardot, Otarvie Piccolo.
 - 0.20 Six minutes d'informations.
 - 0.25 Sexy Clip.
- LA SEPT**
- 16.25 Débat : Dialogue. Portrait de Jean Guichon, philosophe.
 - 17.30 Téléfilm : Oranges are not the only fruits (1^{re} partie).
 - 19.00 Documentaire : L'Anthropographe.
 - 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
 - 21.00 Magazine : Avis de tempête.
 - 22.50 Documentaire : Living Music. 2. Ferraro.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Avignon 91. Lettres de Louise Jacobson, spectacle du Théâtre Gauguin.
 - 21.30 Profils perdus. Jean Cassou.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. Echos de province (3).
 - 0.05 Du jour au lendemain. Avec R. Lallouche et A. Nadaud, pour la revue Qui Vole ?
 - 0.50 Musique : Coda. Nocturnes et nocturnes : sous le signe de Giono le lunaire.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n° 9, de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. Elihu Inbal.
 - 23.07 Poussières d'étoiles. La Boîte de Pandore. Les musiques d'Antoine Vitez. Œuvres de Händel, Couperin, Debussy, Milhaud, Poulenc, Mozart, Verdi, Aperghis, musique traditionnelle du Japon.

Les préparatifs de la conférence de paix sur le Proche-Orient

M. Baker prolonge ses entretiens à Damas avant de gagner Jérusalem

Le secrétaire d'Etat américain James Baker, qui s'est entretenu mardi 15 octobre pendant dix heures avec le président Hafez El Assad, a décidé de prolonger son séjour en Syrie et de reprendre ses entretiens avec le chef de l'Etat mercredi matin. Il a donc retardé son départ pour Jérusalem où il était attendu mercredi. M. Baker veut apparemment s'assurer de la participation de la Syrie à toutes les phases de la conférence de paix, dont la convocation serait imminente. Damas avait récemment fait savoir à Washington qu'il n'entendait pas participer à des négociations multilatérales entre Israël et les pays arabes (sur l'utilisation des ressources hydrauliques et le contrôle des

armements) avant que l'Etat hébreu ne se dise prêt à des concessions territoriales. D'autre part, un dirigeant de l'OLP à Tunis a fait savoir mercredi que la centrale palestinienne et le gouvernement du roi Hussein étaient parvenus à un accord sur la formation d'une délégation jordanienne-palestinienne à la conférence.

porteparole de Moscou, les présidents Bush et Gorbatchev pourraient assister à la cérémonie d'ouverture.

Pour l'heure, les autorités de l'Etat juif apparaissent singulièrement partagées, non seulement sur les conditions de la paix, mais sur les conditions mêmes de sa préparation. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, se serait montré très mécontent, mardi soir, de son ministre des affaires étrangères, M. David Lévy, lequel, un peu plus tôt dans la journée, avait fait montre, devant la commission des affaires étrangères de la Knesset, d'un optimisme jugé exagéré et, surtout, contreproductif à propos de la lettre d'assurances transmise par les conseillers de M. Baker. La fameuse lettre, selon le chef de la diplomatie, comprendrait dix-sept points que M. Lévy a énumérés et dont il s'est montré satisfait, promettant ainsi, selon les proches du premier ministre, les chances d'Israël d'obtenir jeudi de M. Baker des conditions encore meilleures. Outre les préalables traditionnels posés par Israël et qui sont acceptés - à propos notamment de l'absence d'obligations de l'OLP du processus, les Américains se seraient engagés à ne pas tenter de lier le problème palestinien à la question des relations bilatérales entre l'Etat juif et les Etats arabes.

« La part du lion »

Ils auraient réitéré noir sur blanc leur volonté de ne pas soutenir la création d'un Etat palestinien indépendant, ils seraient prêts à « garantir » des frontières négociées entre Israël et la Syrie; ils reconnaîtraient en outre à Israël le droit à des « frontières sûres » avec le Liban. Enfin, les Etats-Unis auraient spécifié, dans leur lettre d'assurances, que l'objectif des négociations qui vont s'ouvrir est d'obtenir une paix globale dans la région, une réconciliation générale sanctifiée par des

Depuis la veille et pour trois jours, les Palestiniens des territoires occupés ont été interdits de présence dans la Ville sainte.

Outre la venue de M. Baker, Israël attendait pour jeudi la première visite du nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine. Celui-ci devait notamment rencontrer son homologue américain avant d'annoncer éventuellement la reprise de relations diplomatiques complètes entre son pays et l'Etat hébreu. Des doutes ont été émis ici et là sur ce point particulier, certaines rumeurs laissant entendre que Moscou attendrait l'annonce officielle de la participation israélienne à la future conférence de paix, avant de faire celle de l'échange d'ambassadeurs.

Les négociateurs palestiniens ne sont pas enthousiastes, les Israéliens ne sont pas vraiment satisfaits, les Jordanien engagent toujours un peu, les Syriens traitent encore sérieusement des pieds, mais, sauf coup de théâtre, la conférence de paix, si ardemment souhaitée par l'administration américaine, aura bel et bien lieu, à la fin du mois, du côté de Lausanne en Suisse. C'est ce que M. James Baker, apparemment las de ses incessantes nouvelles, a laissé clairement entendre à tous ses interlocuteurs.

Les principaux médias israéliens en sont certains et ne cessent de le dire depuis quarante-huit heures : « La conférence aura lieu, nous y participerons, prédisait mardi soir la télévision, mais il est beaucoup moins sûr que les négociations bilatérales entre Israël et ses voisins (discussions qui doivent en principe commencer à huis clos trois ou quatre jours après la conférence proprement dite) se matérialiseront. » Le doute est effectivement permis, certains observateurs sont même prêts à parier que la conférence ne sera rien d'autre que l'occasion de prendre une excursionnelle « photo de groupe », d'autant que selon M. André Gratchev, un

Les négociations sur le désarmement

Américains et Soviétiques s'orientent vers un déploiement concerté de défense antimissile

Après quarante-cinq années de guerre froide, Soviétiques et Américains se dirigent vers le déploiement concerté de défenses antimissiles.

Les Etats-Unis, qui ne prévoyaient pas jusqu'à présent de limitation à ce déploiement, ont annoncé mardi 15 octobre être disposés à discuter avec Moscou « des limites sur l'envoie et le calendrier de déploiement » de ces défenses. Ils ont précisé qu'ils ont soumis des propositions dans ce sens dans le cadre des négociations de Genève sur les défenses spatiales. Un responsable du Pentagone a partiellement démenti les informations publiées lundi par le quotidien britannique *The Independent*, selon lesquelles Washington aurait proposé à Moscou un bouclier de satellites commandant un système de missiles antimissile (le *Monde* du 16 octobre) : « Il se peut qu'il y ait à l'avenir une coopération dans ce

domaine, mais pas du type suggéré dans l'article », a déclaré ce responsable. Un système antimissile est en cours d'élaboration aux Etats-Unis dans le cadre du programme GPALS de protection contre les missiles nucléaires. Il prévoit le déploiement d'une défense antimissile sur deux niveaux : des missiles anti-missiles basés au sol et un réseau orbital de mini-satellites intercepteurs capables de repérer et de détruire leur cible par collision.

L'initiative de désarmement annoncée par le président Bush le 27 septembre proposait aux Soviétiques de prendre conjointement avec les Etats-Unis « des mesures concrètes immédiates pour permettre le déploiement limité de défenses non nucléaires », et le président Mikhail Gorbatchev avait répondu favorablement à la suggestion de M. Bush.

Un responsable du Pentagone ayant refusé l'anonymat a indiqué que, limitées ou non, ces défenses seraient du cadre du traité ABM de 1972, limitant à 100 missiles par une seule base l'existence de défenses contre les missiles balistiques. Il s'est cependant refusé à donner des précisions sur l'ampleur du déploiement envisagé autres que celles fournies précédemment, à savoir un millier de missiles basés sur plusieurs sites, et un millier de mini-intercepteurs spatiaux.

On ne semble cependant pas inquiet à Washington à ce sujet et on a souligné de même source que le traité ABM comprendrait des clauses permettant sa modification. En outre, selon le magazine spécialisé *Defense News*, des responsables militaires soviétiques en visite à Washington ont indiqué la semaine dernière être favorables à une modification du traité.

Un porte-parole de l'ambassade d'URSS, interrogé par cet hebdoma-

daire, a insisté de son côté sur le « élément de stabilité » que le déploiement de défenses stratégiques pourrait apporter.

Au début du mois, un responsable du Pentagone avait indiqué sous couvert de l'anonymat que les Etats-Unis étaient disposés à partager avec l'URSS les informations fournies par leurs satellites d'alerte antimissile, qui sont parmi les secrets les mieux gardés de la défense des Etats-Unis, en échange de l'acquiescement de Moscou à la mise au point d'un système de défense spatiale. (AFP, Reuters)

Le débat sur la réforme du mode de scrutin

M. Boucheron (PS) : « La présence de députés du FN n'est pas forcément un inconvénient »

En réponse aux propos de M. Georges Kiejman, ministre délégué à la communication, qui, dimanche 13 octobre, au sein du « Grand Jury RTL-Le Monde », s'était opposé à un retour à des élections à la proportionnelle, au motif que « ce système ferait la part belle au Front national », le président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron, député (PS, Ile-et-Vilaine) fabiusien, nous a déclaré : « La lutte la plus efficace contre le Front national, c'est le débat démocratique. La conséquence mécanique de la proportionnelle est que quelques députés du Front national risquent de rentrer à l'Assemblée. Ce n'est pas forcément un inconvénient. »

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Eclaboussures

TOUT est bien qui finit bien ! Si le Sénat américain avait blackboulé le juge Thomas pour avoir touché sur l'opulente poitrine du professeur Hill, qu'on a vu, fasciné nous aussi, s'étaler à la télé pendant qu'elle nous faisait le récit croquignolet des fantasmes supposés de son harcelleur de boss, le harléant et déferlante vague du *Women's Lib* se serait brisée dans un énorme éclat de rire ou de colère. Selon qu'on est Noir, Blanc, mâle ou femelle - ou, c'est comme ça qu'on désigne les messieurs et les dames aux Etats-Unis.

Là-bas tous les rapports sociaux sont aujourd'hui minés et menacés d'exploser, emportés par ce détonant mélange de franchise et de prudence. Il a suffi qu'un éditorialiste du *Washington Post* prenne la défense du juge pour être accusé, à son tour, par les nans de la rédaction.

C'est pas qu'il leur ait mis la main aux fesses, ça il n'en est pas question depuis belle lurette, mais il les a baratinés, à ce

qu'elles disent, et il leur a raconté des histoires lestes.

Nous, ici, on trouve ça grotesque. Remarque, on a peut-être tort. Il y a des cas où il vaut mieux ne pas savoir jusqu'où on peut aller trop loin. C'en est un. A Capitol Hill, démocrates et républicains, rien que des mecs, se sont envoyés des paquets de linge sale, soutien-gorges, caleçons et petites culottes, à la figure, en prenant des mines effarouchées. Celle de Ted Kennedy, entre autres, valet mille ! Et il s'en est fallu d'un string pour que les femmes tassent les fesses de la bataille. Là, en la perdant, elles l'ont gagnée.

Elles partiront pas au détrement, les éclaboussures qui ont fait la réputation de ce pauvre-petit juge Thomas. Si qu'il s'en souviendra quand il s'agira de trancher la question, autrement scandaleuse, du droit à l'avortement. Chet échoué... C'est pas en nous regardant qu'on nous fait des enfants. Et la première respect à exiger des hommes, c'est de nous permettre, puisqu'on en est encore là, d'en avoir ou pas.

Au conseil des ministres

M^{me} Cresson demande aux membres du gouvernement de devenir les « militants » de son action contre le chômage

Au cours de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres, mercredi matin 16 octobre, M^{me} Edith Cresson a demandé aux membres du gouvernement de devenir les « militants » de son plan d'action contre le chômage des jeunes. Commentant les nouvelles mesures présentées par M^{me} Marine Aubry, ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle (lire page 31), elle a précisé qu'elle se rendait sur le terrain pour convaincre les jeunes de sa détermination. « Sa volonté est de donner confiance aux jeunes », a souligné le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang. Dans ce domaine comme dans d'autres, le gouvernement retrouve ses mandats.

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi présenté par le ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, qui vise, d'une part, à réformer l'organisation des ordres des médecins, des chirur-

giens-dentistes, des sages-femmes (voir page 17), d'autre part à doter les professions paramédicales de règles de déontologie professionnelle.

Deux projets de conventions internationales ont été approuvés. Il s'agit d'une convention francosoudanaise destinée à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et d'un accord franco-mongol relatif à la construction d'un tunnel routier.

Le ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Pierre Bérégovoy, a présenté un compte-rendu des assemblées annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Quant aux ministères de l'intérieur et de l'agriculture, ils ont dressé un bilan de la campagne de lutte contre les feux de forêt en soulignant notamment que cette année aucune victime du feu n'était à déplorer.

Mort du cinéaste Jacques Davila

Le cinéaste Jacques Davila est décédé lundi 14 octobre. Il était âgé de quarante-neuf ans.

Etant auteur de films sans se laisser dévorer par le système de production, travailler avec des comédiens formés pour lui une sorte de famille, tourner en franc-tireur comme si chaque nouveau film était le premier : telle fut, qu'on le sache plus connu des cinéastes et des critiques que du grand public, la position de Jacques Davila dans le cinéma français des années 1970. Il écrivait ses sujets en fonction de la vie quotidienne et de son goût de l'observation sociale, se disant lui-même « voleur d'anecdotes » auprès de ses amis. Son écriture cinématographique s'est modelée sur la dureté romanesque, et il avait une prédilection pour les chasses-croisées modernes des jeux amoureux chez les couples.

Né à Oran, le 25 décembre 1941, fils d'enseignants, Jacques Davila fit des études de lettres à Paris. De 1969 à 1972, il travailla à la télévision française, et assista tant sur les émissions « Cinéastes de notre temps » et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de la fête* de Luce. En 1974, il travaille à la télévision française, et assiste à la mise en scène de *Cinéma de notre temps* et « Vive le cinéma » de Janine Bazin et André S. Labarthe. Il réalisa des séquences de « Pin, Dam, Dom » et des courts métrages. Il rencontre Micheline Presle et, grâce à elle, il passe à la mise en scène de théâtre avec *Le jour de la fête* de Luce et *Le jour de*